

Des caisses pour le Nicaragua

La nouvelle épreuve de force qui se dessine entre Washington et Managua était prévisible. Ce n'est pas par hasard en effet si elle intervient quelques jours seulement après les élections qui ont eu lieu le 4 novembre au Nicaragua et deux jours plus tard aux États-Unis. Ici et là, chacune de ces consultations a été interprétée comme un encouragement à maintenir une ligne dure. D'où le risque de voir dégrader la crise des mystérieuses expéditions de matériel militaire soviétique au régime sandiniste.

La livraison de Mig-21 à Managua, si elle était confirmée, constituerait, dans le contexte actuel, un tel élément de provocation à l'égard des États-Unis. L'introduction de tels appareils sur la scène centraméricaine est difficile à justifier du point de vue de la sécurité. Les chasseurs à réaction ne faciliteront guère la lutte des sandinistes contre les « contras » soutenus par Washington, et ils ne serviront pas à grand-chose en cas d'intervention américaine ouverte.

Les États-Unis pourraient donc affirmer que le but de Managua demeure l'embarquement d'un « arrière-cour », en particulier le Salvador. Quant aux pays membres du groupe de Contadora — Panama, Mexique, Colombie, Venezuela — qui tentent de calmer le jeu dans la région, ils se heurtent dans une position impasse. Leur position de médiateurs est compromise par le fait qu'ils ne peuvent pas intervenir sans une sanction des armées de la région.

Rien ne prouve cependant qu'on en soit là. Même les meilleurs du renseignement de Washington reconnaissent qu'il n'est pas possible de préciser avec certitude le contenu des caisses livrées dans le port de Corinto par un navire soviétique. M. Dobrynine, l'ambassadeur d'URSS aux États-Unis, aurait d'autre part donné des assurances quant à la nature des livraisons en cours. De quelle nature ? Personne ne le dit, ni à Washington ni à Moscou. Selon certaines rumeurs cependant, ce ne sont pas des Mig-21 que transporterait le bâtiment soviétique mais des hélicoptères de combat, beaucoup plus efficaces dans une lutte de guérilla, mais aussi beaucoup plus vulnérables et peu utilisables pour des interventions éloignées. On voit donc mal dans ces conditions ce qui justifierait actuellement une intervention militaire ponctuelle de la part des États-Unis. Même si le parallèle est tentant, il ne s'agit manifestement pas d'une réédition de la crise des fusées de Cuba de 1962 : la sécurité des États-Unis n'est pas en jeu. Cette affaire n'en doit pas moins être éclaircie au plus vite.

Les dirigeants du Nicaragua n'ont certes pas tort d'affirmer que ce n'est pas à eux à prouver le mal fondé des soupçons américains. Mais, dans la mesure où ils ont accepté les propositions du groupe de Contadora, ils seraient bien inspirés d'informer les pays membres de la nature exacte des livraisons qu'ils viennent de recevoir, voire de faire inspecter ces livraisons par une délégation du groupe en question. Ne serait-ce pas le meilleur moyen d'accroître la crédibilité de ces pays médiateurs et de donner quelque dynamisme à une initiative qui n'enthousiasme pas, c'est le moins qu'on puisse dire, M. Reagan ?

La diminution de la tension dans l'isthme centraméricain est à ce prix. Une telle démarche impliquerait bien sûr que les États-Unis s'abstiennent de toute action militaire s'ils veulent éviter que les pires soupçons ne pèsent sur leurs motivations.

Un entretien avec le roi du Maroc

- « L'Afrique se ridiculiserait si elle reconnaissait la République sahraouie »
- « L'union avec la Libye ne s'est faite sur le dos de personne »

Quelle sera la réaction du Maroc à une éventuelle admission de la République arabe sahraouie démocratique au sein de l'OUA, qui se réunit lundi prochain à Addis-Abeba ? Comment voit-on, à Rabat, l'union conclue au mois d'août dernier avec la Libye ? Quelle version y donne-t-on du mystérieux voyage effectué peu après à Khrane par M. Mizierand ? Autant de questions — parmi bien d'autres — auxquelles répond le souverain marocain dans la longue interview qu'il a accordée, mercredi dernier, dans son palais de Fès à nos envoyés spéciaux.

« Le vingtième sommet de l'OUA s'ouvre à Addis-Abeba lundi 12 novembre. Vous avez déclaré mardi dernier, à l'occasion du neuvième anniversaire de la Marche verte, que si la République arabe sahraouie démocratique était admise à y siéger, le Maroc se retirerait de l'organisation. Quelles seraient les conséquences d'un tel geste ? »

« Pour le Maroc, aucune. Nous conservons nos relations bilatérales avec tous les autres États de l'OUA. Mais je crains pour l'OUA que ce ne soit le début d'un effacement. En second lieu, beaucoup de chefs d'État fréquent de se trouver dans une situation dramatique concernant leur conception de ce qu'ils représentent. Jamais un chef d'État n'a représenté quelque chose de fantomatique, et siéger avec quelque chose de fantomatique serait dramatique pour eux, car qui se ressemble s'assemble. »

« Si le Maroc se retirait, se sentirait-il encore lié par les résolutions de l'OUA ? »

« Si le Maroc se retire, il se retirera physiquement et moralement. Mais il restera lié par les résolutions de l'OUA et par les engagements que j'ai pris aux Nations unies (concernant le référendum d'autodétermination au Sahara occidental). Ce serait trop facile de trouver n'importe quel prétexte pour se retirer d'une assemblée régionale et se trouver délié de ses obligations. »

« Que feriez-vous si le Polisario acceptait de ne pas siéger en échange d'une résolution qui enjoindrait au Maroc d'engager avec lui des négociations directes ? »

« Le Maroc ne le considérerait pas comme obligé. On veut, dans cette histoire du Sahara, mettre le Maroc dans la situation de l'Allemagne à la veille de la capitulation, celle de la reddition sans condition. »

Nous n'en sommes pas là, quand même ! Quand il y a des belligérants, il y a toujours des intérêts pour essayer d'arranger les choses, et c'est pour cela que le comité de mise en œuvre des résolutions a été créé. Pour discuter du cessez-le-feu, il faudra bien le faire avec les belligérants, mais à travers le comité. La discussion directe ne serait, à mon avis, compatible ni avec le statut international du Maroc ni avec le statut de ceux qui le combattent.

« Les Algériens font valoir qu'une délégation marocaine de haut rang avait rencontré, à Alger, des dirigeants du Polisario à la suite de votre tête-à-tête avec le président Chadli Bendjedid à Oujda, le 26 février 1983, et ils s'étonnent que vous ayez refusé de reprendre ces négociations après que le dix-neuvième sommet de l'OUA l'eût demandé au Maroc. »

« A Oujda, le président Chadli Bendjedid a beaucoup insisté pour que nous passions avoir ce contact. Ma position de militant prend quelquefois le dessus sur ma position de chef d'État, et, ayant un dossier solide et plaidable, j'ai pensé que rien n'empêchait d'avoir le bénéfice d'un inventaire. Mais dans un cadre précis et avec l'engagement personnel du président algérien qu'on le garderait le plus secret possible. Le contact a eu lieu, non pas pour dire à ces gens-là que nous étions prêts à négocier avec eux mais pour leur expliquer leur marocanité. Mes trois émissaires, M. Boucetta, M. Guedd et M. Baat, ici présents (1), avaient reçu l'ordre de parler le plus haut et le plus fort possible, car j'étais persuadé qu'ils seraient enregistrés. A aucun moment, que je sache, ils n'ont parlé alliance, fédération ou confédération. Pendant les deux heures et demi qu'ils ont passé avec ces messieurs, ils ont essayé de les convaincre que le mieux qu'ils avaient à faire était de rejoindre la nation marocaine. »

Propos recueillis par
JACQUES AMALRIC
et PAUL BALTA.
(Lire la suite page 3.)

(1) Respectivement, ancien ministre des affaires étrangères, principal conseiller du roi et ministre de l'Intérieur.

Point de vue

Moins de bureaucratie, plus d'Etat

par DOMINIQUE STRAUSS-KAHN (*)

« C'est l'aspiration au renouveau qui finira, comme toujours, par prévaloir. »
PIERRE MENDES FRANCE,
la République moderne.

La V^e République, dès son avènement, avait fait de la modernisation une affaire d'État. Mais la crise est survenue et simultanément l'effacement des régulations traditionnelles. A des défis pourtant totalement nouveaux, la routine intellectuelle tend à trouver des solutions passeuses : la crise ne serait qu'un « trop d'État ».

Certes, l'État s'est enfoncé dans la gestion quotidienne, et la bureaucratie de la vie sociale est une réalité pesante dont on voudrait bien, toutefois, considérer qu'elle n'est pas née en 1981, échappée des urnes de mai !

Aujourd'hui un seul semble dépassé, on n'entend plus qu'un seul cri qui tiendrait lieu de pensée : moins d'État ! Ceux qui ont manqué la modernisation — congédiant les

bâtisseurs, appointant des comptables — véhiculent maintenant en son nom un discours qui se vent neuf mais qui renait centenaire : celui du libéralisme archaïque.

La tentation profonde de ces nouveaux épigones d'une idéologie déshabillée apparaît clairement : effacer de Gaulle une seconde fois en renouant avec les courants anciens et libéraux de la droite française. Ce retour en arrière devenant trop évident, nous assistons depuis quelques jours à un changement de langage : l'ultralibéralisme est à nouveau fustigé. Mais le « lifting intellectuel » d'une vieille idéologie n'en fait pas une idée neuve.

En pratiquant une opposition « à coups de marteau », simpliste et brutale, la droite cherche à esquiver le débat sur le fond. Quand le fond n'intéresse plus, quand seul le discours vult, l'extrémisme du langage

peut dégénérer en extrémisme tout court. Jean-Marie Le Pen y trouve sa chance, je suis sûr que la démocratie n'y trouve pas son compte.

Il faut refuser les illusions du « tout-État » comme celles du « tout-marché » qui est incapable d'écarter et de construire l'avenir. En France, seule une économie mixte peut supporter les mutations liées à la modernisation. La voie purement libérale constitue un leurre idéologique et dogmatique, c'est ce qu'enseigne toute l'histoire économique de la France au cours de ce siècle.

Lorsqu'il a dû affronter de graves problèmes de rénovation, notre pays a su inventer de nouvelles formes de collaboration entre l'État et le marché.

Pourquoi en est-il ainsi ? Peut-être parce que certaines de nos spécificités.

cités culturelles et sociales ont renforcé le besoin de s'appuyer à la fois sur l'initiative privée et sur l'État. On pense ici aussi bien à l'absence de tradition forte de prise de risque industriel qu'à la faiblesse de notre système de relations sociales dans l'entreprise ou à l'attachement des Français au service public et à l'intérêt général. On ne modernisera pas la France à l'écart des Français, de leur histoire et de leur culture.

Préconiser en France une voie libérale relève d'un dogmatisme exorcisé. Peut-on raisonnablement évoquer la Grande-Bretagne en feignant d'ignorer l'importance du chômage et l'ampleur de la désindustrialisation dans ce pays alors même qu'il bénéficie de l'avantage d'être autosuffisant en énergie. Les seules ressources fiscales tirées du pétrole de la mer du Nord ne correspondent-elles pas au financement de l'intégralité du chômage ?

(Lire la suite page 10.)

EN LORRAINE

Un orchestre à la rue

De notre envoyé spécial

Metz. — Une équipe administrative de dix personnes et soixante employés licenciés, des années de production rayées d'un trait de plume par le dernier acte d'un dépôt de bilan... Au pays lorrain de la crise, la chute banale, anodine, d'une PME parmi d'autres. Les Messins, ces dernières années, avaient pris l'habitude de telles nouvelles dans la presse régionale.

Cette fois, pourtant, c'est dans la rubrique culturelle qu'était mentionné l'avis de décès : l'Orchestre philharmonique de Lorraine, familièrement appelé l'OPL, mais la clé sous le porte à peu près dans les mêmes conditions, en tout cas avec le même vocabulaire de circonstance, qu'une entreprise familiale usée par le passé financier.

Les soixante-sept musiciens ? A la rue. Débauchés comme de l'usine avec indifférence et prévisibilité. L'orchestre, malgré une réputation d'honorabilité acquise depuis sa création en 1978, mis en règlement judiciaire en juillet, soumis au contrôle d'un syndic, et, enfin, le 6 novembre, livré à la vocation du dépôt de bilan par son conseil d'administration (le Monde du 9 novembre).

A écouter les responsables ou les victimes de cette liquidation, à sonder des arguments tellement opposés, ce licenciement collectif apparaît en fait très vite comme le final d'une partition brisée. La vie de l'OPL, ces derniers mois, se réduisait aux conflits ouverts, aux bavures artistiques. Y tenait lieu d'échanges un dialogue de

sourds permanent entre les tuteurs de cette jeune institution, au premier rang desquels M. Jean-Marie Rausch, maire de Metz et sénateur (Union centriste) et les musiciens.

Le public s'en mêlant, les « recettes propres » de chaque orchestre régional doit gagner lui-même 10 % de ses moyens de subsistance — étaient tombées à moins de 7 % : on ne frappe plus un tel concert de discordie. Et, pour finir, le conseil régional, présidé aussi par M. Rausch, et la ville avaient bloqué leurs subventions, réclamant haut et fort un plan de réforme bien sûr impossible à mettre sur pied.

Aussi, devant tant de difficultés conjuguées, s'est-on précipité « mettre tout à plat », comme l'explique M. Pierre Ferreri, adjoint à la culture de la ville de Metz, « et recommencer à zéro ». La méthode est un peu brutale.

M. Maurice Fleuret, directeur de la musique au ministère de la culture, présent au conseil d'administration du 6 novembre, n'a accepté cette décision que parce que, dit-il, « c'était la seule possibilité d'éviter la disparition définitive de l'orchestre ». M. Rausch aurait pris, en séance, l'engagement de convaincre la région, après épuisement des comptes de l'OPL, de débloquer ses subventions dans les prochaines semaines pour une nouvelle structure.

PHILIPPE BOGGIO.
(Lire la suite page 15.)

LE PREMIER « SUPER-SCANNER » A MONTPELLIER

L'image médicale française

M. Hervé, secrétaire d'État à la Santé, a inauguré, le jeudi 8 novembre à l'hôpital Lapeyronie de Montpellier, la mise en service du premier appareil français d'imagerie par résonance magnétique nucléaire (RMN), baptisé magiscan.

La révolution du scanner avait demandé plusieurs années. Avec le RMN, on compte en mois. L'utilisation à des fins diagnostiques des effets des courants magnétiques sur la structure vivante, principe de la RMN fait chaque jour de nouveaux progrès. Ce sont les États-Unis qui dominent la compétition internationale. En France, la Compagnie générale de radiologie (CGR), filiale de Thomson, qui n'avait pas su prendre à temps le train des scanners, entend ne pas rater ce qui apparaît, aux yeux de nombreux spécialistes, comme une véritable révolution dans le domaine de l'imagerie médicale.

La CGR annonce avoir investi cent cinquante millions de francs, en trois ans, pour la recherche et le développement de la RMN.

La situation est-elle pour autant clarifiée ? L'acquisition, par une structure hospitalière, d'un appareil de ce modèle étant soumise à une autorisation du secrétaire d'État à la Santé, il est clair que l'avenir de la CGR dans l'imagerie par RMN (et, compte tenu de la situation financière de cette entreprise, l'avenir même de la CGR) est étroitement lié aux décisions du gouvernement en matière d'équipement hospitalier. Où en est-on sur ce point ?

Après quelques polémiques liées à l'achat, en octobre 1983, de deux appareils américains (Technicare) par deux cliniques privées de Marseille (le Monde du 4 et du 22 octobre 1983), on apprend que trois sites français seraient équipés : Paris (Kremlin-Bicêtre — Institut Gustave-Roussy de Villejuif), Montpellier et Grenoble, auxquels il faudrait ajouter le Centre national ophtalmologique des quinze-vingt (Paris), où l'on utiliserait ce premier prototype de la CGR (1).

JEAN-YVES NAU.
(Lire la suite page 13.)

(1) Il faut aussi noter l'initiative du professeur J. Chambon (Strasbourg), qui développe un appareil à RMN en liaison avec le CHU de Strasbourg.

Bertrand POIROT-DELPECH
L'ÉTÉ 36
roman

« Parfaitement maître de sa plume, l'auteur touche ici à tous les genres : la satire, la farce, la comédie de mœurs, le chant d'amour, l'intrigue policière. »
Jacqueline Piatier-Le Monde

« Ces deux cent quatre vingt quatre pages se lisent en une nuit car elles sont pleines d'intelligence et de drôlerie. »
Frédéric Ferney / Le Nouvel Observateur

GALLIMARD *prof*

AU JOUR LE JOUR
Dire tout et son contraire. Afficher des sincérités successives. Annoncer des vérités dont chacune annule la précédente. Prendre la presse à témoin de ses évolutions sans grand souci des conséquences. Exposer sur la place publique des virevoltes, des écarts et des convictions sinusoïdales. Défaire aujourd'hui ce

Déclaration
que l'on fit hier. Proclamer dans l'instant ce que l'on trahira demain.
Il y a dans l'enquête sur le meurtre du petit Grégory un raccourci saisissant et cruel d'autre chose. On est surpris parce que, pour une fois, il ne s'agit pas de politique.
BRUNO FRAPPAT.

commentaires

Le Monde

Les anciens de 14

DANS ce village, on commémore le 11 novembre, un peu en avance, le dimanche où il y a une messe. Cette année, pour la première fois, dans la douzaine d'hommes debout devant le monument aux morts, il n'y avait pas d'ancien combattant de 14-18. Le dernier est mort il y a quelques mois. C'est un de 39-40 qui a égrené la liste des « morts pour la France », gravée dans la pierre.

A travers tout le pays, les vétérans de « l'autre guerre » ne sont plus que 140 000, dont 35 000 pensionnés. Les derniers représentants des quelque 8 millions de mobilisés d'un conflit qui en tua 1 400 000 et en blessa 3 200 000. Dans les années 30, sur 100 hommes adultes, 40 avaient porté l'uniforme. Parmi les survivants, 800 000 étaient pensionnés pour blessure et 300 000 pour maladie (1). A leur retour, ils avaient trouvé des campagnes où les femmes avaient pris le relais, des usines où elles travaillaient à leur place et, partout, les vides creusés par la disparition des hommes de leur âge.

« A génération du feu » était sortie des tranchées à la fois pacifiste, antiparlementaire et résolue à remplacer « la politique » par une éternelle et mythique fraternité des survivants. Elle avait fait l'objet de toutes les convulsions, « la ont des droits sur nous » : ces droits, on les avait utilisés, et aussi l'enfer qu'ils avaient vécu. On avait sorti leurs morts de leur gîte, au service de paix contradictoire, au nom de l'ordre, pour la République, contre la République. Vichy se servira de leurs souvenirs, de leur insatiable pour asseoir sur ces vainqueurs d'hier le régime issu de la défaite. Devant les monuments aux morts, ils seront rejoints par une autre génération du feu, en nombre plus modeste, puis par quelques anciens d'Indochine et d'Algérie. Il y aura de moins en moins de monde pour se souvenir de leur victoire et de leurs morts.

« Leur » guerre, depuis longtemps on a convenu, non sans raison, qu'elle avait été une folie suicidaire pour l'Europe, et leurs combats d'inutiles boucheries.

Au premier grand massacre de l'ère industrielle ont succédé d'autres grands massacres et la crainte de massacres nucléaires plus terribles encore. Leurs fils sexagénaires ont beaucoup de peine à s'adapter à un monde où le changement galope. Et leurs petits-fils sont souvent à l'âge où l'on fait déjà un vieux « chœur ».

Il n'est plus une force politique ou revendicative ce noyau chargé de souvenirs et d'armement au cœur de la France. Ils sont les derniers témoins d'un pays très lointain avec ses valeurs, ses idéologies, son identité. Du moins, à travers évolutions et révolutions, qu'ils se soient fait ou qu'ils se soient subies, ont-ils assuré la soudure entre deux mondes profondément différents, et fait, de leur mieux, leur rude bout d'histoire.

JEAN PLANCHAIS.

(1) Antoine Prost, *Les Anciens Combattants, 1914-1940*. Archives. Gallimard, 1977.

Pupille de l'Etat, pupille de la nation (suite)

Dans votre numéro du 27 octobre 1984, vous publiez une lettre qui se veut une mise au point à propos de deux qualités distinctes : pupille de la nation et pupille de l'Etat. Cependant l'auteur de la lettre, M. Guegan, donne à son tour une définition incomplète sinon inexacte du pupille de la nation.


En effet, le pupille de la nation, contrairement à ce que laisse entendre votre correspondant, n'est pas obligatoirement un orphelin de père ou de mère. Comme le pupille de l'Etat, le pupille de la nation peut avoir ses parents vivants. C'est ainsi qu'un vocation éventuelle à la qualité de pupille de la nation, en dehors des orphelins de guerre proprement dit, les enfants eux-mêmes victimes civiles de guerre et, plus couramment, sous certaines conditions, les en-

fants de pensionnés de guerre dont les parents se trouvent, en raison de blessures ou maladies liées à un fait de guerre, dans l'impossibilité de pourvoir à leurs charges de famille.

Par ailleurs, il convient de préciser que le ministre des anciens combattants n'a jamais eu en charge les pupilles de la nation. Cette responsabilité est toujours revenue à un établissement public d'Etat, autonome, dont l'appellation a varié suivant les époques et qui est aujourd'hui l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre.

JEAN VABLES,
Directeur départemental
de l'Office national
des anciens combattants
et victimes de guerre
(Caen).

alain borer
un sieur
RIMBAUD
se disant négociant



Alain Borer et Philippe Soupault. 300 illustr. 140 F.
Lachenal & Ritter

A quoi sert l'armement nucléaire tactique ?

INVITÉ
François Fillon, député RPR de la Sarthe,
considère comme une erreur la priorité donnée dans le budget de la défense
aux armes « préstratégiques »

DONNONS-en acte au ministre de la défense, le projet de budget pour 1985 maintient la part des crédits pour l'armement nucléaire au niveau des années précédentes. Mais ces crédits couvrent les besoins hétérogènes des forces nucléaires stratégiques (FNS) et de l'armement nucléaire tactique (ANT), dont les rôles sont loin d'être identiques. Or, si les autorisations de programme pour les premiers sont en baisse, celles pour le second augmentent fortement.

Nos forces armées, qui disposent déjà d'une large panoplie d'armes nucléaires tactiques, vont la voir se renouveler et se renforcer puisque la loi de programmation prévoit la livraison de quatre-vingt-cinq Mirage 2000N, le développement du missile AMSP (air-sol à moyenne portée) et le lancement du missile Hédra, avec la mise sur pied d'un commandement opérationnel autonome. Nos armées se nucléarisent ainsi en profondeur sans que le pays en prenne conscience.

L'importance de l'armement nucléaire tactique et son coût, alors que la rigueur en 1985 entraînera inévitablement une révision de la loi de programmation, conduisent à s'interroger sur la place de cet armement dans notre défense.

La mission de la force nucléaire tactique constituée surtout des sous-marins lanceurs d'engins est claire. La FNS, par sa capacité à atteindre les centres vitaux de l'adversaire, est le fondement de la dissuasion, pivot de notre politique de défense. L'effort doit d'abord et surtout porter sur la maîtrise de sa crédibilité, ce qui n'est plus aujourd'hui le cas.

La rôle de l'armement nucléaire tactique est, en revanche, beaucoup plus flou. Sa puissance et son caractère nucléaire l'apparentent au stratégique, mais sa portée en fait l'arme d'une bataille qui, étant donnée la position géographique de la

France, se déroulerait en RFA. Dire qu'il constituerait l'ultime avertissement, conformément à notre refus de la bataille, n'épuise pas vraiment le sujet. Si l'ambiguïté participe à la dissuasion, elle ne peut être un paravent à la vacuité de la doctrine, ni masquer la dérive de notre politique de défense. Que cache le néologisme imaginé par le ministre pour qualifier les armes nucléaires tactiques devenues des « armes préstratégiques » ?

Bien qu'on ne puisse exclure d'autres théâtres d'opérations, la perspective la plus vraisemblable d'emploi de l'ANT est un conflit en Europe dont les caractéristiques majeures seraient que les premières lignes de défense ne soient pas sur notre territoire, que nos forces ne participeront pas aux combats de façon mécanique, en raison de leur retrait du dispositif intégré de l'OTAN, et que la conduite des opérations incombera aux alliés. Si ceux-ci étaient amenés à franchir le saut nucléaire, nos quelques charges tactiques n'ajouteraient rien aux milliers dont dispose l'adversaire.

Un doute

Dans l'hypothèse d'un combat resté classique, on imagine mal la France prendre la responsabilité d'amorcer une bataille nucléaire en Allemagne. Si l'agresseur franchit nos frontières, un coup de semonce est-il nécessaire avant de frapper son territoire ?

La principale utilité de l'ANT est d'obliger l'ennemi à ne pas concentrer ses moyens. Point n'est besoin pour cela d'un arsenal nucléaire tactique important.

La priorité aujourd'hui accordée à l'arme nucléaire tactique est une erreur. Elle conduit à des dépenses considérables pour un armement dont la mission est incertaine et dont l'emploi ne peut être que mar-

ginal. Cela aux dépens de la modernisation des forces stratégiques et du renforcement des moyens classiques, en particulier de l'armée de terre, dont la réorganisation en cours laisse, par ailleurs, planer un doute sur notre aptitude à participer efficacement, le moment venu, à la défense de l'Europe.

La dualité 1^{re} Armée-Force d'action rapide (FAR) porte en elle le risque du démantèlement de nos forces classiques et fait redouter que, par leur engagement séquentiel à l'image de la stratégie des Curiaces, nous n'amenions jamais un quantum suffisant de moyens. De plus, en multipliant les commandements français, nous favoriserons la dispersion de nos forces au sein du dispositif allié au préjudice de notre influence politique. Les missions dévolues à la FAR sont, à l'évidence, trop dispersées pour que cette force devienne un ensemble cohérent. L'équipement et l'entraînement des troupes devant intervenir dans des opérations du type Tchad ou Liban n'ont pas grand-chose à voir avec la préparation au combat de nuit hivernal en Westphalie.

La disponibilité des forces prévues pour intervenir en Europe n'est plus garantie, dès lors qu'est facilité leur engagement ailleurs, de même que ne semble plus assurée la coordination de la 1^{re} Armée avec les forces entières hélicoptères transférées à la nouvelle division aéromobile de la FAR.

En cas de crise, la France doit pouvoir aider ses alliés et contribuer à éviter leur effondrement immédiat. Cela, seules des forces classiques modernes et entraînées, agissant sous le couvert de la force nucléaire stratégique nationale, sont capables de l'assurer et de donner ainsi au gouvernement français une liberté d'action.

Le regroupement sous commandement unique des forces traditionnelles d'intervention extérieure

complétées par des moyens blindés qui lui manquent actuellement n'est pas sans intérêt. Mais il faut conserver à la 1^{re} Armée, dont la vocation est d'intervenir en Europe, un potentiel suffisant en lui redonnant, notamment, une partie des hélicoptères qui lui ont été enlevés. Comment, enfin, ne pas s'étonner de voir croître le nombre des grands commandements et les frais de fonctionnement associés, alors que les forces ne sont pas accrues et que leur entraînement est compromis ?

La rigueur impose plus que jamais de ramener nos choix à l'essentiel. La mission première de nos armées est de garantir l'indépendance nationale, c'est-à-dire de permettre à la France de rester un centre de décision autonome en assurant au gouvernement une marge d'action suffisante en toute circonstance. Priorité doit donc être donnée à la dissuasion nucléaire, qui est garante de notre liberté. Outre les moyens nécessaires à la protection de nos intérêts dans le monde et au respect de nos engagements en Afrique, nous devons disposer de forces classiques, préparées au combat européen, placées sous une ligne de commandement claire, qui puissent apporter une aide significative à nos alliés et tester la volonté de l'agresseur. L'armement nucléaire tactique n'a qu'un rôle d'appoint dans ce dispositif. Comme l'écrivait en 1981 M. Chevenement : « S'il s'agit d'ajouter quelques unités aux six mille armes nucléaires tactiques américaines existant en Europe occidentale, nous dépensons beaucoup d'argent pour ajouter une goutte d'eau à la mer. Déjà, la norme actuelle des armes nucléaires tactiques françaises dépasse, et de loin, ce qui est nécessaire pour la manœuvre de semonce. »

FRANÇOIS FILLON.

COURRIER

A propos des juifs syriens

Ce n'est pas sans étonnement que j'ai pris connaissance du numéro de votre journal du 23 octobre. Je ne savais pas jusqu'alors qu'une « invitation » pouvait être adressée, nommément, et d'une manière aussi ostensible, par voie de publicité. D'autant que cette « invitation » n'était pas une, mais une « sommation à comparaître » devant un arbitrage dont l'opinion était faite (et qui ne cherchait donc nullement à « informer ») et dont le verdict était contenu dans le libellé même de cette prétendue « conférence internationale POUR la liberté des juifs de Syrie ». Dès avant la publication de cette invitation, sur toute une page de votre journal, les auteurs de la publicité avaient fait je n'allais pouvoir y répondre, ni personnellement ni en qualité. Il faut une grande dose de masochisme pour accepter de jouer avec des dés que l'on sait être pipés.

Cela pour la forme. Mais il est, également, une question de fond, car, ni personnellement ni en qualité, je ne reconnais l'existence de ce que les auteurs de la publicité appellent « juifs de Syrie » et dont la « conférence internationale » voudrait discuter le sort. Je reconnais, par contre, l'existence de juifs syriens ou des Syriens de confession israélite. Si, pour ces nationaux syriens, citoyens comme tous les autres, discrimination il y a, elle est, à l'évidence, le fait de ceux qui, les appelant « juifs de Syrie », les considèrent, dès le départ, comme appartenant à une « nationalité » à part, ne relevant pas de la souveraineté de l'Etat syrien.

Il est vrai que, lorsque un Etat se trouve en « état de guerre » depuis de nombreuses années, comme l'est la Syrie, il met plutôt l'accent sur les « devoirs » de ses citoyens et les appelle à consentir de plus grands sacrifices, indépendamment de leur confession ou de leur appartenance religieuse ou autre. Et si, malgré les contingences qui découlent de cette situation, nos concitoyens de confession israélite sont exemptés de certains devoirs, l'Etat n'en veille pas moins à leur garantir les mêmes droits qu'à ses citoyens des autres confessions.

Une information publiée par votre journal le lendemain même de cette « invitation » abusive montre à quel point le gouvernement syrien entend scurriliser ses citoyens de confession israélite et dissuader toute atteinte à leur personne et à leurs biens. En

effet, le gouvernement a jugé nécessaire, parce que dissuasif, d'exterminer sur une place d'Alep trois criminels dont les victimes étaient un pasteur arménien et la femme d'un bijoutier juif avec ses trois filles. Le souci de sécuriser les minorités confessionnelles, juives ou autres, est patent.

Il me reste à demander si cette publicité et la date choisie pour la tenue de cette « conférence internationale », le 18 novembre, sont sans rapport avec la visite projetée du président de la République française en Syrie, les 26 et 27 du même mois. S'agit-il vraiment, ou uniquement, de se pencher sur le sort de nos concitoyens de confession israélite ? Ne s'agit-il pas, églement et même principalement, de jeter une ombre sur une visite que les deux parties, française et syrienne, voient un jalon utile sur la voie d'une solution juste et équitable dans la région ?

Je ne saurais terminer sans poser une dernière question. En regard des Syriens israélites, égaux en droits à leurs concitoyens des autres confessions, la « conférence internationale » consacrera-t-elle quelques instants au sort des centaines de milliers d'Arabes soumis à l'oppression israélienne ?

On bien la Déclaration universelle des droits de l'homme dont se réclament les organisateurs de la conférence serait-elle à sens unique ?

YOUSSEF CHAKKOUR,
ambassadeur
de la République arabe syrienne
à Paris.

Pourquoi aimer l'Amérique ?

François Mauriac disait : « J'admire certes le grand peuple américain ; mais ce peuple, par bien des aspects de son génie, m'est plus étranger qu'aucun autre. » Il ne savait pas : encore reconnaître en l'Oncle Sam l'émigré de la vieille Europe.

Pourquoi aimer l'Amérique ? Ni par réputation ni par intérêt, mais par sentiment maternel : l'Europe n'avait plus la force de défendre ses idéaux, les Etats-Unis ont pris le relais, tout le relais ; le Nouveau Monde n'a jamais été aussi ancien.

Le libéralisme ? une invention de l'Anglais Smith.

Le matérialisme ? une idée de l'Allemand K. Marx.

Le patriotisme ? une création typiquement européenne qui touche le monde depuis 1945.

Carl Lewis ? ce sont des marins marseillais qui, par le commerce

triangulaire, ont amené ses ancêtres en Amérique.

La démocratie, la liberté ? Jean-Jacques Rousseau, l'esprit du dix-huitième siècle européen.

Dallas ? une pâle copie cinématographique des *Rougon-Macquart*.

Les jeans ? étymologiquement : « de Gènes » (toile importée à l'origine d'Italie).

Le Coca-Cola ? ça d'accord ! on n'avait pas trouvé.

Mais puisque l'Amérique est notre enfant, nous pouvons bien compter sur elle pour nos vieux jours !

J. D.
(Odeur-de-Ferrière)

L'Amérique est de retour. L'Amérique à grand spectacle, celle de Hollywood, de la forêt vierge, en studio et des décors en carton-pâte.

R. Reagan proclame les vertus du libre-échange, tout en taxant les aciers spéciaux européens, en

contingentant les automobiles japonaises. Apologiste de la rigueur devant le tiers-monde, il s'offre une relance par le déficit budgétaire.

Champion de la modernité, il se vante d'avoir créé plusieurs millions d'emplois, mais omet de préciser qu'il s'agit plus de congédiés et de gardiens que d'informaticiens.

Chanteur du monde libre face à l'Empire du mal, il décerne un brevet de démocratie aux Philippines du président Marcos.

Dénonciateur du terrorisme d'Etat que pratiquent l'URSS ou la Libye, il vulgarise l'art de l'assassinat politique au Nicaragua par des brochures de la CIA.

Zélateur d'une Amérique fière, il retire lamentablement ses GIs du Liban aux premières pertes.

Ronald Reagan, l'illusionniste. Et que le spectacle continue !

DOMINIQUE BELLO.
(Paris.)

Le Monde

6, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 659572 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant :
André Laurens,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1959)
Jacques Fauriol (1959-1982)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1934.

Capital social :
500.000 F.

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
MM. André Laurens, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Directeur de la rédaction :
Thomas Fereenczi

Imprimerie de « Le Monde »
5, rue de la Harpe
PARIS-DE

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 665 F 859 F 1088 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER (par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS

361 F 685 F 979 F 1 248 F

IL - SUISSE TUNISIE
454 F 830 F 1 197 F 1 536 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande au moins au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les nous propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER
Algérie, 3 DA ; Maroc, 420 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 77 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte-d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$; G.-B., 65 p. ; Grèce, 65 dr. ; Inde, 80 p. ; Italie, 1 500 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 3,200 L. ; Luxembourg, 28 L. ; Norvège, 8,20 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; Yougoslavie, 110 ad.

étranger

Un entretien avec le roi du Maroc

(Suite de la première page.)

« C'était une conversation informelle (...). Je reste toujours ouvert à un contact avec le Polisario, mais pour dire : « Écoutez, messieurs, finissez de plaisanter, le Maroc vous reçoit dans son sein. Rentrez et n'en parlez plus ! » Mais de là à négocier...

« Et vous croyez que l'Algérie s'accommoderait aussi facilement de cette disparition de la RASD, alors que cette dernière a été reconnue par une cinquantaine de pays ?

« La question, malheureusement, n'a jamais été posée aussi clairement. Si nos voisins avaient dit : « Bon, essayons de sauver la face les uns aux autres, cherchons une solution », je pense que, tant du côté algérien que du côté marocain, nous aurions trouvé un moyen de sauvegarder l'essentiel et la face. Mais, jusqu'ici, la position de l'Algérie était : « Nous nous sommes vu un problème avec vous, c'est le Polisario. Le jour où l'Algérie nous dira : « En fait, nous avons amené un certain nombre de pays à reconnaître ces gens-là, si jamais on les lâchait nous passerions pour des opportunistes, trouvons une solution élégante », alors nous serions prêts à trouver une solution élégante. Éléante en ce qu'elle concerne la forme, mais bien stricte en ce qui concerne le principe lui-même.

« A ce sujet, comment faut-il lire votre discours du 10 octobre sur la régionalisation et la décentralisation ? Pensez-vous à une application au Sahara ?

« J'ai toujours dit que je rêvais de laisser à mon successeur un pays régionalisé, mais sans oublier que la monarchie nécessite un certain pouvoir central. Je pense sérieusement à des assemblées régionales délibérantes de leurs affaires et de leur caractère spécifique. Par exemple, ce serait une incompétence d'appliquer le code de la conservation foncière à des nomades. Au Sahara, ils ont leurs coutumes, leurs transmissions (...).

« Le principal pour moi, c'est que la marocaineté du Sahara ne soit pas contestée. Personnellement, je ne suis pas fermé à toute forme qui tienne compte de la spécificité ; la preuve, c'est que j'ai constitué un conseil consultatif de quelques quatre-vingt-dix tribus. C'est une projection pour l'avenir concernant l'administration de leurs affaires par eux-mêmes. Mais la souveraineté est intangible.

« La mesure du drapeau »

« Reprendriez-vous aujourd'hui votre célèbre formule : « Laissez-moi le timbre et le drapeau » et tout le reste est négociable ?

« Qui vous a dit ça ? Ce ne peut être que le président Benjedid ou M. Taleb Ibrahim, son ministre des affaires étrangères. Après tout, quand je suis parti en exil avec mon père, en 1953, le timbre de l'indépendance était le timbre du royaume chérifien (2). Il ne faut surtout pas qu'il y ait d'équivoque. Jamais je n'ai donné à penser à quelque interlocuteur que ce soit, et particulièrement au président Benjedid, que je concevais le Sahara comme une entité souveraine ou indépendante. Cela est exclu, même s'il faut attendre la fin du monde. Mais tout le reste est envisageable.

« Mais alors le conflit risque de durer...

« C'est une affaire de régimes, pas une affaire d'hommes. Cela durera ce que durent les régimes. Depuis les Israéliens, le nôtre a duré mille quatre cent quatre ans et je pense qu'il est encore appelé à durer quelques siècles. Je voudrais aussi préciser que, malgré les dissensions qui peuvent nous séparer, je n'ai rencontré chez le président Benjedid que la plus grande courtoisie. Nos rapports sur le plan humain sont des rapports d'estime réciproque. Si tous mes adversaires étaient aussi corrects que lui, je crois que beaucoup de choses s'arrangeraient.

« Nous venons encore de nous parler, il y a trois jours, au téléphone. Nous avons parlé du Liban, de la résistance palestinienne, et j'en ai profité pour le féliciter à nouveau pour le trentième anniversaire du 1^{er} novembre.

« Mais vous vous téléphonez très souvent, finalement...

« Finalement, oui. Pas aussi souvent que nous le souhaiterions l'un et l'autre, et nous nous le sommes reproché.

« Un dernier point sur le Polisario : ne craignez-vous pas une offensive de la RASD pour se faire reconnaître par l'ONU ?

« Alors là, je puis vous assurer qu'elle n'a aucune chance. Les critères de l'ONU sont extrêmement précis. Il faut faire la différence entre la RASD, qui est un prétendu Etat, et le Polisario, qui ne figure pas sur l'annuaire des mouvements de libération qui est en Tanzanie dans les mains du président Nyerere. Supposons que l'Afrique reconnaisse la RASD, elle sera la seule organisation régionale à le faire, et elle se ridiculiserait. Parce que les nomades ne le feront pas, ni la Ligue arabe, ni l'Organisation de la conférence islamique, ni l'ONU. Eh bien !

que l'Afrique se ridiculise si elle le veut !

« Quelle évaluation faites-vous de la force actuelle du Polisario et pensez-vous qu'il reçoive une aide accrue de l'Algérie ?

« Comme ces grâces bénies dont on parle dans les livres saints - Bible ou Coran - il croît et se multiplie à vue d'œil depuis neuf ans. Par contre, si on en croit ses déclarations, l'armée royale aurait dû être reconstruite deux ou trois fois ! En ce qui concerne le matériel dont il dispose, je puis vous dire que depuis un an, la Libye n'a rien fourni au Polisario et que certains armements que nous avons récupérés après les derniers accrochages de Zag, sont tout à fait nouveaux pour nous, en particulier des véhicules de transport de troupes très intéressants. Nous avons récupérés neuf tanks, et ils répondent à une fiabilité minimale, je crois que je demanderais à mes amis soviétiques de m'en vendre quelques-uns...

« Une union « innocente »

« Le conflit saharien était pour le président Chadi un héritage de Boumedienne. Ne craignez-vous pas de l'avoir impliqué personnellement dans cette affaire en concluant un accord d'union avec la Libye. Les Algériens ont, en effet, tenté de dire : « Le président Chadi a pratiqué une politique d'ouverture et voilà où cela nous a menés... »

« Quand on parle de politique d'ouverture, cela me rappelle ce raisonnement : « Ce qui est à moi est à moi et ce qui est à vous est négociable ». Alors non ! C'est moi qui devrais dire ça, au contraire. Le Sahara est le Sahara marocain. Comme disait mon ami le président Giscard d'Estaing : « Il est équilibré que la France vous aide politiquement et diplomatiquement. On vous en a assez pris pour qu'on vous laisse votre part... »

« Dans cette affaire d'union avec la Libye, le président Chadi n'a pas été le seul surpris ou traumatisé. Beaucoup de mes amis l'ont été, en Europe, en Amérique et dans certains pays arabes. Tout le monde a voulu voir un acte de dépit ou de substitution. C'est complètement faux. Cette union d'Etats est vraiment innocente, car elle ne s'est faite sur le dos de personne. Elle pourrait même être très bénéfique pour le Maghreb. Seulement il y a des différences entre l'Algérie et la Libye, et je crois qu'il y a plus de dépit de voir le Maroc s'unir à la Libye.

« Dans la mesure où un chef d'Etat est un maître à penser pour son peuple et pour les générations qui suivent, j'ai voulu montrer que la géographie n'est pas un fatum. Je voulais que les Marocains, tout en croyant leurs voisins, apprennent à aller pomper l'oxygène à des milliers de kilomètres, s'il le faut. C'est un enseignement que j'ai voulu donner pour l'avenir. Le voisinage est sacré mais il ne doit pas être subi comme une fatalité.

« Je pense que l'union d'Etat avec la Libye a besoin d'un certain temps pour être jugée. D'autant qu'elle est arabo-africaine et n'implique pas que les pays africains soient musulmans. Le club s'élargira avec le temps.

« Le colonel Kadafi

« respecte ses engagements »

« Vous n'avez aucune crainte quant à une éventuelle contamination de la société marocaine ?

« Par quel ?

« Disons, par le virus kadhafien...

« Je n'ai pas trouvé le président Kadafi malade. Il a sa façon de voir. Il a sa troisième voie. Nous avons aussi la nôtre, la voie médiane qui est celle des musulmans. Nous ne sommes ni pour Marx ni pour l'intégrisme. Je ne vois pas en quel le peuple marocain pourrait être contaminé. D'abord, nous ne sommes pas voisins. Et puis, si les Libyens ont de bonnes choses, pourquoi ne pas les accepter ?

« Nous pensions aux camps d'entraînement et à un certain endoctrinement qui a abouti, par exemple, à l'attaque de Gafsa en 1980 par un commando d'opposants tunisiens.

« D'abord, ce n'est pas le colonel Kadafi qui est allé recruter des Tunisiens. Il a trouvé des gens pour aller s'entraîner chez lui. Tout comme il s'en est trouvé chez moi pour y aller. Et puis, le commando a fait un assez grand détour pour attaquer Gafsa (3). Alors pourquoi tout lui mettre sur le dos ?

« Du reste, il a été très correct. Moi, j'avais une opposition que j'entraînais chez moi comme lui entraînait le Polisario et une certaine opposition d'inspiration marxiste-léniniste. Mais à partir de notre rencontre de juillet 1983, j'ai dit à ses opposants de quitter le Maroc et lui a agi de la même façon. Il est un point sur lequel nous sommes d'accord, le président Mitterrand et moi, c'est que c'est un homme qui, lorsqu'il s'engage, respecte ses engagements.

« Les Algériens s'inquiètent

« beaucoup des clauses militaires du traité d'union... »

« Quelles clauses militaires ? Il n'y en a aucune. Je puis vous assurer que, jusqu'à présent, c'est le seul domaine où pas le moindre document secret n'a été échangé. Quant à la clause concernant la solidarité en cas d'agression contre un des Etats membres, elle est classique et nous l'avons prise dans la charte de la Ligue arabe.

« Comme des brocanteurs »

« La Tunisie souhaiterait réunir un sommet maghrébin préparé par une réunion des ministres des affaires étrangères pour tenter de rapprocher les Etats les uns des autres. Pensez-vous que cela soit possible à l'heure actuelle ?

« Tout dialogue est non seulement possible, mais souhaitable. Le plus tôt sera le mieux, à la seule condition qu'il n'y ait pas de réunion des ministres des affaires étrangères au préalable. Les ministres présents des ordres du jour et les chefs d'Etat ne doivent pas être entravés par les liens d'un ordre du jour. Nous devons être comme des brocanteurs, chacun avec sa valise et présentant sa marchandise. On s'accroche autour de la table et on fait le troc. Si la marchandise ne nous plaît pas, on ferme les valises, on se sépare en hommes courtois et on se

« temps en week-end chez vous, en

« ami. Avec les moyens de communication, actuels, c'est une affaire de deux heures et demie... » Et quand M. Mauroy est venu, après avoir cédé la place à M. Fabius, en tant que vice-président des villes jumelées, je lui ai dit : « Puisque vous voyez encore le président, voulez-vous lui dire que je vais croire qu'il m'a fait une promesse de Gascon... » On a fixé la date du 31 août, mais il se trouve qu'entre-temps le traité a été conclu avec la Libye. Le président aurait pu reporter. Il m'a dit : « Je ne reviens pas sur mon agenda. Cependant je ne veux pas être au Maroc le jour du référendum pour bien montrer que je ne suis pas partie prenante. C'est été un référendum d'ordre interne, je serais resté, mais là, j'irai passer la nuit chez mon ami... » J'ai trouvé cela extrêmement courtois, courageux et fair-play de sa part. On ne peut pas me reprocher d'être sympathique à quelqu'un, même s'il est président. Et s'il m'est sympathique, ce n'est pas de sa faute !

« Personne ne vous a rien reproché. Majesté. Simplement, en France, on s'est beaucoup étonné que le président de la République ait pu espérer tenir secret ce genre de déplacement.

« Il faut dire aussi que le voyage a eu lieu dans une conjoncture française assez curieuse. Les communistes venaient de quitter le pouvoir,

le projet de référendum sur les libertés publiques avait été rejeté et la loi Savary retirée. Il fallait bien que l'opposition dise quelque chose. Je ne vais pas me faire le défenseur du Parti socialiste, mais, enfin, la situation était ce qu'elle était, tout le monde a brisé autour de ce voyage. Mes Marocains sont beaucoup plus tolérants, car je vais plus souvent à l'étranger, et il l'a fait avec le maximum de loyauté en traduisant aux uns et aux autres les pensées de chacun.

« Vous avez dit tout à l'heure, comme le président Mitterrand, j'ai confiance dans la parole du colonel Kadafi. Vous pensez au Tchad en le disant ?

« Oui.

« Le colonel Kadafi vous a-t-il dit qu'il tiendrait parole à propos du Tchad ?

« Oui, il m'a même dit qu'il avait beaucoup de considération pour le président Mitterrand et que c'était personnellement pour lui, car c'était un progressiste, un socialiste, qu'il s'était montré aussi simple.

« Toujours à propos des relations franco-marocaines, vous venez de citer des déclarations de votre ami Giscard d'Estaing sur le Sahara.

« Oui.

« L'explication d'Ifrane »

« Le président Mitterrand vous a-t-il confirmé cette ligne au cours de votre rencontre du mois d'août à Ifrane ?

« Le président Mitterrand, que je connais depuis 1956, est un homme avec qui j'ai immédiatement apprécié. D'abord parce qu'on apprend toujours quelque chose avec lui. Il lit beaucoup. C'est un historien. Il a une mémoire d'éléphant. C'est un homme courtois. Il n'est pas sectaire. Il est fidèle à ses engagements. Au lendemain d'une élection, il a été le premier à m'écrire : « Je souhaite que le Maroc fasse un effort pour accepter l'autodétermination au Sahara. » Le Maroc est prêt à faire le référendum et à négocier le cessez-le-feu à travers le comité de mise en œuvre. Dans ces conditions, la France considère que la position du Maroc est sérieuse et inattaquable. Du moins, c'est ce que j'ai cru comprendre de tous les entretiens que j'ai eus avec le président Mitterrand.

« Pour ce qui est de son séjour à Ifrane, il était décidé depuis des mois. Quand il était venu en visite officielle en 1983, il m'avait dit : « Après tout, je ne vois pas, alors que vous venez souvent en France, pourquoi je n'irai pas de temps en

« temps en week-end chez vous, en ami. Avec les moyens de communication, actuels, c'est une affaire de deux heures et demie... » Et quand M. Mauroy est venu, après avoir cédé la place à M. Fabius, en tant que vice-président des villes jumelées, je lui ai dit : « Puisque vous voyez encore le président, voulez-vous lui dire que je vais croire qu'il m'a fait une promesse de Gascon... » On a fixé la date du 31 août, mais il se trouve qu'entre-temps le traité a été conclu avec la Libye. Le président aurait pu reporter. Il m'a dit : « Je ne reviens pas sur mon agenda. Cependant je ne veux pas être au Maroc le jour du référendum pour bien montrer que je ne suis pas partie prenante. C'est été un référendum d'ordre interne, je serais resté, mais là, j'irai passer la nuit chez mon ami... » J'ai trouvé cela extrêmement courtois, courageux et fair-play de sa part. On ne peut pas me reprocher d'être sympathique à quelqu'un, même s'il est président. Et s'il m'est sympathique, ce n'est pas de sa faute !

« Personne ne vous a rien reproché. Majesté. Simplement, en France, on s'est beaucoup étonné que le président de la République ait pu espérer tenir secret ce genre de déplacement.

« Il faut dire aussi que le voyage a eu lieu dans une conjoncture française assez curieuse. Les communistes venaient de quitter le pouvoir,

le projet de référendum sur les libertés publiques avait été rejeté et la loi Savary retirée. Il fallait bien que l'opposition dise quelque chose. Je ne vais pas me faire le défenseur du Parti socialiste, mais, enfin, la situation était ce qu'elle était, tout le monde a brisé autour de ce voyage. Mes Marocains sont beaucoup plus tolérants, car je vais plus souvent à l'étranger, et il l'a fait avec le maximum de loyauté en traduisant aux uns et aux autres les pensées de chacun.

« Vous avez dit tout à l'heure, comme le président Mitterrand, j'ai confiance dans la parole du colonel Kadafi. Vous pensez au Tchad en le disant ?

« Oui.

« Le colonel Kadafi vous a-t-il dit qu'il tiendrait parole à propos du Tchad ?

« Oui, il m'a même dit qu'il avait beaucoup de considération pour le président Mitterrand et que c'était personnellement pour lui, car c'était un progressiste, un socialiste, qu'il s'était montré aussi simple.

« Toujours à propos des relations franco-marocaines, vous venez de citer des déclarations de votre ami Giscard d'Estaing sur le Sahara.

« Oui.

« L'explication d'Ifrane »

« Le président Mitterrand vous a-t-il confirmé cette ligne au cours de votre rencontre du mois d'août à Ifrane ?

« Le président Mitterrand, que je connais depuis 1956, est un homme avec qui j'ai immédiatement apprécié. D'abord parce qu'on apprend toujours quelque chose avec lui. Il lit beaucoup. C'est un historien. Il a une mémoire d'éléphant. C'est un homme courtois. Il n'est pas sectaire. Il est fidèle à ses engagements. Au lendemain d'une élection, il a été le premier à m'écrire : « Je souhaite que le Maroc fasse un effort pour accepter l'autodétermination au Sahara. » Le Maroc est prêt à faire le référendum et à négocier le cessez-le-feu à travers le comité de mise en œuvre. Dans ces conditions, la France considère que la position du Maroc est sérieuse et inattaquable. Du moins, c'est ce que j'ai cru comprendre de tous les entretiens que j'ai eus avec le président Mitterrand.

« Pour ce qui est de son séjour à Ifrane, il était décidé depuis des mois. Quand il était venu en visite officielle en 1983, il m'avait dit : « Après tout, je ne vois pas, alors que vous venez souvent en France, pourquoi je n'irai pas de temps en

« temps en week-end chez vous, en ami. Avec les moyens de communication, actuels, c'est une affaire de deux heures et demie... » Et quand M. Mauroy est venu, après avoir cédé la place à M. Fabius, en tant que vice-président des villes jumelées, je lui ai dit : « Puisque vous voyez encore le président, voulez-vous lui dire que je vais croire qu'il m'a fait une promesse de Gascon... » On a fixé la date du 31 août, mais il se trouve qu'entre-temps le traité a été conclu avec la Libye. Le président aurait pu reporter. Il m'a dit : « Je ne reviens pas sur mon agenda. Cependant je ne veux pas être au Maroc le jour du référendum pour bien montrer que je ne suis pas partie prenante. C'est été un référendum d'ordre interne, je serais resté, mais là, j'irai passer la nuit chez mon ami... » J'ai trouvé cela extrêmement courtois, courageux et fair-play de sa part. On ne peut pas me reprocher d'être sympathique à quelqu'un, même s'il est président. Et s'il m'est sympathique, ce n'est pas de sa faute !

« Personne ne vous a rien reproché. Majesté. Simplement, en France, on s'est beaucoup étonné que le président de la République ait pu espérer tenir secret ce genre de déplacement.

« Il faut dire aussi que le voyage a eu lieu dans une conjoncture française assez curieuse. Les communistes venaient de quitter le pouvoir,

le projet de référendum sur les libertés publiques avait été rejeté et la loi Savary retirée. Il fallait bien que l'opposition dise quelque chose. Je ne vais pas me faire le défenseur du Parti socialiste, mais, enfin, la situation était ce qu'elle était, tout le monde a brisé autour de ce voyage. Mes Marocains sont beaucoup plus tolérants, car je vais plus souvent à l'étranger, et il l'a fait avec le maximum de loyauté en traduisant aux uns et aux autres les pensées de chacun.

« Vous avez dit tout à l'heure, comme le président Mitterrand, j'ai confiance dans la parole du colonel Kadafi. Vous pensez au Tchad en le disant ?

« Oui.

« Le colonel Kadafi vous a-t-il dit qu'il tiendrait parole à propos du Tchad ?

« Oui, il m'a même dit qu'il avait beaucoup de considération pour le président Mitterrand et que c'était personnellement pour lui, car c'était un progressiste, un socialiste, qu'il s'était montré aussi simple.

« Toujours à propos des relations franco-marocaines, vous venez de citer des déclarations de votre ami Giscard d'Estaing sur le Sahara.

« Oui.

« L'explication d'Ifrane »

« Le président Mitterrand vous a-t-il confirmé cette ligne au cours de votre rencontre du mois d'août à Ifrane ?

« Le président Mitterrand, que je connais depuis 1956, est un homme avec qui j'ai immédiatement apprécié. D'abord parce qu'on apprend toujours quelque chose avec lui. Il lit beaucoup. C'est un historien. Il a une mémoire d'éléphant. C'est un homme courtois. Il n'est pas sectaire. Il est fidèle à ses engagements. Au lendemain d'une élection, il a été le premier à m'écrire : « Je souhaite que le Maroc fasse un effort pour accepter l'autodétermination au Sahara. » Le Maroc est prêt à faire le référendum et à négocier le cessez-le-feu à travers le comité de mise en œuvre. Dans ces conditions, la France considère que la position du Maroc est sérieuse et inattaquable. Du moins, c'est ce que j'ai cru comprendre de tous les entretiens que j'ai eus avec le président Mitterrand.

« Pour ce qui est de son séjour à Ifrane, il était décidé depuis des mois. Quand il était venu en visite officielle en 1983, il m'avait dit : « Après tout, je ne vois pas, alors que vous venez souvent en France, pourquoi je n'irai pas de temps en

« temps en week-end chez vous, en ami. Avec les moyens de communication, actuels, c'est une affaire de deux heures et demie... » Et quand M. Mauroy est venu, après avoir cédé la place à M. Fabius, en tant que vice-président des villes jumelées, je lui ai dit : « Puisque vous voyez encore le président, voulez-vous lui dire que je vais croire qu'il m'a fait une promesse de Gascon... » On a fixé la date du 31 août, mais il se trouve qu'entre-temps le traité a été conclu avec la Libye. Le président aurait pu reporter. Il m'a dit : « Je ne reviens pas sur mon agenda. Cependant je ne veux pas être au Maroc le jour du référendum pour bien montrer que je ne suis pas partie prenante. C'est été un référendum d'ordre interne, je serais resté, mais là, j'irai passer la nuit chez mon ami... » J'ai trouvé cela extrêmement courtois, courageux et fair-play de sa part. On ne peut pas me reprocher d'être sympathique à quelqu'un, même s'il est président. Et s'il m'est sympathique, ce n'est pas de sa faute !

« Personne ne vous a rien reproché. Majesté. Simplement, en France, on s'est beaucoup étonné que le président de la République ait pu espérer tenir secret ce genre de déplacement.

« Il faut dire aussi que le voyage a eu lieu dans une conjoncture française assez curieuse. Les communistes venaient de quitter le pouvoir,

le projet de référendum sur les libertés publiques avait été rejeté et la loi Savary retirée. Il fallait bien que l'opposition dise quelque chose. Je ne vais pas me faire le défenseur du Parti socialiste, mais, enfin, la situation était ce qu'elle était, tout le monde a brisé autour de ce voyage. Mes Marocains sont beaucoup plus tolérants, car je vais plus souvent à l'étranger, et il l'a fait avec le maximum de loyauté en traduisant aux uns et aux autres les pensées de chacun.

« Vous avez dit tout à l'heure, comme le président Mitterrand, j'ai confiance dans la parole du colonel Kadafi. Vous pensez au Tchad en le disant ?

« Oui.

« Le colonel Kadafi vous a-t-il dit qu'il tiendrait parole à propos du Tchad ?

« Oui, il m'a même dit qu'il avait beaucoup de considération pour le président Mitterrand et que c'était personnellement pour lui, car c'était un progressiste, un socialiste, qu'il s'était montré aussi simple.

« Toujours à propos des relations franco-marocaines, vous venez de citer des déclarations de votre ami Giscard d'Estaing sur le Sahara.

« Oui.

« L'explication d'Ifrane »

« Le président Mitterrand vous a-t-il confirmé cette ligne au cours de votre rencontre du mois d'août à Ifrane ?

« Le président Mitterrand, que je connais depuis 1956, est un homme avec qui j'ai immédiatement apprécié. D'abord parce qu'on apprend toujours quelque chose avec lui. Il lit beaucoup. C'est un historien. Il a une mémoire d'éléphant. C'est un homme courtois. Il n'est pas sectaire. Il est fidèle à ses engagements. Au lendemain d'une élection, il a été le premier à m'écrire : « Je souhaite que le Maroc fasse un effort pour accepter l'autodétermination au Sahara. » Le Maroc est prêt à faire le référendum et à négocier le cessez-le-feu à travers le comité de mise en œuvre. Dans ces conditions, la France considère que la position du Maroc est sérieuse et inattaquable. Du moins, c'est ce que j'ai cru comprendre de tous les entretiens que j'ai eus avec le président Mitterrand.

« Pour ce qui est de son séjour à Ifrane, il était décidé depuis des mois. Quand il était venu en visite officielle en 1983, il m'avait dit : « Après tout, je ne vois pas, alors que vous venez souvent en France, pourquoi je n'irai pas de temps en

« temps en week-end chez vous, en ami. Avec les moyens de communication, actuels, c'est une affaire de deux heures et demie... » Et quand M. Mauroy est venu, après avoir cédé la place à M. Fabius, en tant que vice-président des villes jumelées, je lui ai dit : « Puisque vous voyez encore le président, voulez-vous lui dire que je vais croire qu'il m'a fait une promesse de Gascon... » On a fixé la date du 31 août, mais il se trouve qu'entre-temps le traité a été conclu avec la Libye. Le président aurait pu reporter. Il m'a dit : « Je ne reviens pas sur mon agenda. Cependant je ne veux pas être au Maroc le jour du référendum pour bien montrer que je ne suis pas partie prenante. C'est été un référendum d'ordre interne, je serais resté, mais là, j'irai passer la nuit chez mon ami... » J'ai trouvé cela extrêmement courtois, courageux et fair-play de sa part. On ne peut pas me reprocher d'être sympathique à quelqu'un, même s'il est président. Et s'il m'est sympathique, ce n'est pas de sa faute !

« Personne ne vous a rien reproché. Majesté. Simplement, en France, on s'est beaucoup étonné que le président de la République ait pu espérer tenir secret ce genre de déplacement.

« Il faut dire aussi que le voyage a eu lieu dans une conjoncture française assez curieuse. Les communistes venaient de quitter le pouvoir,

le projet de référendum sur les libertés publiques avait été rejeté et la loi Savary retirée. Il fallait bien que l'opposition dise quelque chose. Je ne vais pas me faire le défenseur du Parti socialiste, mais, enfin, la situation était ce qu'elle était, tout le monde a brisé autour de ce voyage. Mes Marocains sont beaucoup plus tolérants, car je vais plus souvent à l'étranger, et il l'a fait avec le maximum de loyauté en traduisant aux uns et aux autres les pensées de chacun.

« Vous avez dit tout à l'heure, comme le président Mitterrand, j'ai confiance dans la parole du colonel Kadafi. Vous pensez au Tchad en le disant ?

« Oui.

« Le colonel Kadafi vous a-t-il dit qu'il tiendrait parole à propos du Tchad ?

« Oui, il m'a même dit qu'il avait beaucoup de considération pour le président Mitterrand et que c'était personnellement pour lui, car c'était un progressiste, un socialiste, qu'il s'était montré aussi simple.

« Toujours à propos des relations franco-marocaines, vous venez de citer des déclarations de votre ami Giscard d'Estaing sur le Sahara.

« Oui.

« L'explication d'Ifrane »

« Le président Mitterrand vous a-t-il confirmé cette ligne au cours de votre rencontre du mois d'août à Ifrane ?

« Le président Mitterrand, que je connais depuis 1956, est un homme avec qui j'ai immédiatement apprécié. D'abord parce qu'on apprend toujours quelque chose avec lui. Il lit beaucoup. C'est un historien. Il a une mémoire d'éléphant. C'est un homme courtois. Il n'est pas sectaire. Il est fidèle à ses engagements. Au lendemain d'une élection, il a été le premier à m'écrire : « Je souhaite que le Maroc fasse un effort pour accepter l'autodétermination au Sahara. » Le Maroc est prêt à faire le référendum et à négocier le cessez-le-feu à travers le comité de mise en œuvre. Dans ces conditions, la France considère que la position du Maroc est sérieuse et inattaquable. Du moins, c'est ce que j'ai cru comprendre de tous les entretiens que j'ai eus avec le président Mitterrand.

« Pour ce qui est de son séjour à Ifrane, il était décidé depuis des mois. Quand il était venu en visite officielle en 1983, il m'avait dit : « Après tout, je ne vois pas, alors que vous venez souvent en France, pourquoi je n'irai pas de temps en

« temps en week-end chez vous, en ami. Avec les moyens de communication, actuels, c'est une affaire de deux heures et demie... » Et quand M. Mauroy est venu, après avoir cédé la place à M. Fabius, en tant que vice-président des villes jumelées, je lui ai dit : « Puisque vous voyez encore le président, voulez-vous lui dire que je vais croire qu'il m'a fait une promesse de Gascon... » On a fixé la date du 31 août, mais il se trouve qu'entre-temps le traité a été conclu avec la Libye. Le président aurait pu reporter. Il m'a dit : « Je ne reviens pas sur mon agenda. Cependant je ne veux pas être au Maroc le jour du référendum pour bien montrer que je ne suis pas partie prenante. C'est été un référendum d'ordre interne, je serais resté, mais là, j'irai passer la nuit chez mon ami... » J'ai trouvé cela extrêmement courtois, courageux et fair-play de sa part. On ne peut pas me reprocher d'être sympathique à quelqu'un, même s'il est président. Et s'il m'est sympathique, ce n'est pas de sa faute !

« Personne ne vous a rien reproché. Majesté. Simplement, en France, on s'est beaucoup étonné que le président de la République ait pu espérer tenir secret ce genre de déplacement.

« Il faut dire aussi que le voyage a eu lieu dans une conjoncture française assez curieuse. Les communistes venaient de quitter le pouvoir,

le projet de référendum sur les libertés publiques avait été rejeté et la loi Savary retirée. Il fallait bien que l'opposition dise quelque chose. Je ne vais pas me faire le défenseur du Parti socialiste, mais, enfin, la situation était ce qu'elle était, tout le monde a brisé autour de ce voyage. Mes Marocains sont beaucoup plus tolérants, car je vais plus souvent à l'étranger, et il l'a fait avec le maximum de loyauté en traduisant aux uns et aux autres les pensées de chacun.

« Vous avez dit tout à l'heure, comme le président Mitterrand, j'ai confiance dans la parole du colonel Kadafi. Vous pensez au Tchad en le disant ?

« Oui.

« Le colonel Kadafi vous a-t-il dit qu'il tiendrait parole à propos du Tchad ?

« Oui, il m'a même dit qu'il avait beaucoup de considération pour le président Mitterrand et que c'était personnellement pour lui, car c'était un progressiste, un socialiste, qu'il s'était montré aussi simple.

« Toujours à propos des relations franco-marocaines, vous venez de citer des déclarations de votre ami Giscard d'Estaing sur

AMÉRIQUES

LA VISITE DE M. FABRIS AU CANADA

Le règlement du contentieux sur Saint-Pierre-et-Miquelon sera le « symbole » des nouvelles relations entre Paris et Ottawa

Ottawa. - Avant de quitter Ottawa pour Québec, jeudi 8 novembre, M. Fabris a eu une phrase lapidaire pour qualifier le changement intervenu dans les relations du triangle Paris-Ottawa-Québec depuis le remplacement de M. Trudeau par M. Mulroney : « Il n'y a pas eu cette fois de problèmes de tapis rouge. »

An cours de sa visite au Canada, le premier ministre n'a pas été confronté à la guérilla protocolaire accompagnant naguère tout voyage officiel d'un représentant de la France à Ottawa, puis à Québec, et prenant parfois des proportions ridicules.

La presse québécoise elle-même a d'ailleurs estimé que la doctrine définie la veille au soir par le nouveau premier ministre canadien, selon laquelle les relations « directes et privilégiées » entre Paris et Québec sont légitimes tant qu'elles n'empêchent pas sur les prérogatives du gouvernement fédéral, équivalent à « la fin de la guerre de drapage entre Ottawa, Paris et Québec ». Bien que la position de M. Mulroney fixe des limites très nettes à l'autonomie politique du pouvoir provincial du Québec, c'est un sentiment d'apaisement qui prévaut désormais entre les deux communautés linguistiques du Canada. « J'en viens à me demander si le thème de la décapitation et de la déconstruction, qui a eu récemment dans mon pays un certain succès, ne pourrait pas caractériser l'atmosphère que je ressens ici », soulignait M. Fabris à Québec, où il était reçu par le premier ministre de la Belle Province, M. Lévesque.

Les entretiens de MM. Fabris et Mulroney sur les relations économiques entre la France et le Canada n'en ont été que plus serrés. Tous deux ont convenu que les échanges commerciaux entre les deux pays se situent à un niveau dérisoire. Comment qualifier autrement la part française dans les importations canadiennes, qui a été de 1,3 % pour les six premiers mois de 1984 ? Et encore la moitié de ces importations sont-elles enregistrées au Québec. Le premier ministre français a relevé que son homologue canadien se déclarait décidé à « encourager activement les investissements directs de capitaux français » dans son pays.

M. Fabris, qui est accompagné de plusieurs hommes d'affaires, a formulé plusieurs propositions allant dans ce sens. Tirant les enseignements des suites des accords conclus pour la participation de Pechiney-

De notre envoyé spécial

Uguine-Kuhlmann à la création entre Montréal et Québec d'une usine d'aluminium, et de Renault-AMC à la création d'une chaîne de montage automobile à Brampton (Ontario), le premier ministre français a souligné la nécessité de « tenir les engagements, simplifier les procédures, aller plus vite ». Il a également souligné que le Canada tempère sa tendance à se protéger contre la concurrence étrangère dans certains domaines en abusant d'une forme de protectionnisme fondé sur la multiplication des interventions juridiques à l'encontre des concurrents étrangers.

Une impulsion politique

Parmi les principaux projets d'investissements figurent, dans le domaine aéronautique, la participation de la SNIAS, en collaboration avec la société canadienne équivalente, la SPAR, au renouvellement de la flotte canadienne d'hélicoptères militaires, et, dans le domaine spatial, l'association de la France au projet de satellite américano-canadien destiné à développer les téléphones mobiles. En outre, bien que la présence

de la France dans le secteur pétrolier ait été fortement amoindrie par le retrait d'Elf-Aquitaine, le Canada semble vouloir privilégier l'ingénierie française, comme en témoigne l'accord conclu entre l'Institut français du pétrole et Petro-Canada, ainsi que la réalisation conjointe du sous-marin à grande autonomie (SAGA), conçu pour faire des recherches sous la calotte glacière.

M. Fabris et les cinq autres membres du gouvernement qui l'accompagnent - MM. Curien (recherche et technologie), Calmat (sports), Fillard (communication), Aurox (transports) et Lenguier (mer), - ont constaté que M. Mulroney paraît désireux de donner une impulsion politique aux échanges franco-canadiens. Un dossier servira de test (de « symbole », a dit M. Fabris) : le règlement du contentieux relatif à la délimitation du domaine maritime de Saint-Pierre-et-Miquelon en suspens depuis plusieurs années. Canadiens et Français se réuniront en janvier à Paris pour essayer d'aboutir à un compromis, dont la conclusion devrait être facilitée par le changement de statut de l'archipel français d'Amérique du Nord, qui va cesser d'être un département pour devenir une collectivité territoriale.

ALAIN ROLLAT.

Chili

Le gouvernement militaire décrète la censure sur l'ensemble des moyens d'information

Santiago (AFP). - Le gouvernement militaire a interdit, jeudi 8 novembre, la parution de six revues de l'opposition, imposé la censure à l'ensemble des autres médias et soumis le droit de réunion à l'autorisation des représentants locaux du pouvoir.

Les décrets donnant force de loi à ces mesures ont été signés par le président Pinochet et son ministre de l'Intérieur, M. Onofre Jarpa. Ils font suite à la décision d'imposer de nouveau l'état de siège à tout le pays depuis le mardi 6 novembre et le couvre-feu sur près de la moitié du territoire depuis mercredi.

Les six revues interdites sont : *Apel* et *Análisis* (gauche), *Fortín Mapocho* (centre-gauche), *Cauce* (social-démocrate), ainsi que *Bicicleta y Pluma* et *Pincel*, ces deux dernières à caractère littéraire et culturel. Une septième publication,

l'hebdomadaire *Hoy* (démocrate-chrétien), a été soumise à la censure préalable. Le reste de la presse écrite, les radios et télévisions devront s'abstenir de faire état de tous commentaires, informations ou photos relatives à des actes de terrorisme ou à quelque fait qui se soit produit, directement ou indirectement, semer la panique ou altérer l'ordre.

Dans la soirée de jeudi, cent quatre-vingt personnes ont été arrêtées dans les rues de la capitale pour avoir enfreint le couvre-feu. Un accrochage sérieux a eu lieu entre les forces de l'ordre et des étudiants qui manifestaient. Une soixantaine de personnes ont été appréhendées à cette occasion. D'autre part, un communiqué officiel annonce l'arrestation dans des bidonvilles proches de Santiago de deux cent quatre personnes qualifiées d'« éléments antisociaux ».

Au Vatican, le pape, qui recevait onze évêques chiliens venus à Rome en visite ad limina, a exprimé, jeudi, sa préoccupation devant les « tensions et les difficultés croissantes de ces derniers jours au Chili, qui causent malaise, souffrances et deuil dans le pays ». Jean-Paul II a invité les évêques chiliens à faire des efforts pour la réconciliation dans le pays.

LE MONDE diplomatique

du mois de novembre

EST PARU

Au sommaire :

- La foire aux libertés (III) : Le corset libéral (CLAUDE JULIEN).
- Droits de l'homme, extractions et immigration.

PROCHE-ORIENT

Liban

A LA SUITE DE COMBATS SUR LA LIGNE DE DÉMARCATIION

L'armée a fermé les points de passage entre les deux secteurs de Beyrouth

Beyrouth. - « Est-ce de nouveau la guerre ? » Ce n'est probablement qu'une grave péripétie de l'interminable crise libanaise, mais la crainte obsessionnelle que le fragile statu quo établi le 14 juillet à Beyrouth ne vole en éclats fait que, ce vendredi 9 novembre, chacun ici se pose la question.

La pause des armes issue, après une longue attente, de la conférence interlibanaise de Lausanne était loin d'être parfaite, mais elle présentait l'avantage indéniable, dans une ville comme Beyrouth, de durer depuis quatre mois et d'avoir, vaillamment, stabilisé la situation.

Elle vient d'être rompue. Depuis jeudi après-midi, à la suite de combats le long de la ligne de démarcation qui est fait de douze blessés, les sept points de passage entre les deux secteurs (musulman et chrétien de Beyrouth) sont fermés, sauf un, maintenant pour ne pas couper Beyrouth-Est de l'aéroport demeuré en fonctionnement, mais fort peu utilisé dans le contexte ambiant.

Le comité quadripartite de sécurité, qui regroupe l'armée et les trois principales milices protagonistes à Beyrouth - Forces libanaises du côté chrétien, AMAL et PSP du côté musulman - en présence des observateurs français, se démonte

De notre correspondant

sans succès depuis jeudi après-midi pour restaurer le calme.

En réalité, c'est la cinquième brigade de l'armée, postée du côté chrétien de la ligne de démarcation et composée de troupes quasi exclusivement chrétiennes, qui se trouve en première ligne face aux combattants de Beyrouth-Ouest. Elle affirme avoir été attaquée, et c'est apparemment le cas. Par qui exactement ? La réponse est difficile à donner. Les médias phalangistes accusent les mouvements extrémistes islamiques d'avoir cherché à déborder la milice chiite AMAL.

Un sit-in des milices radicales dans une mosquée de la banlieue sud, regroupant notamment l'Organisation Islamique, le Mouvement de libération du Liban, le chef du Hezbollah et le cheikh Saïd Chabane, chef du Mouvement de réislamisation islamique, vient spécialement à cet effet de Tripoli, sans doute par mer, donne quelque crédit à ces assertions, puisque, après avoir foncé le drapeau israélien aux pieds, les protestataires ont crié à la « trahison » à propos des négociations militaires libano-israéliennes qui s'ouvraient simultanément à Nakoura et auxquelles le chef d'AMAL, M. Nabih Berri, a donné son aval.

M. Berri a lancé en conséquence une sévère mise en garde contre toute attitude dont son mouvement serait l'objet - à droite ou à gauche - notamment à propos de la négociation de Nakoura, déclarant à ce sujet : « Nous rappelons à ceux qui déshonorent nos rangs que la convention d'armistice ainsi que la commission qui en est issue n'ont jamais été critiquées par ceux-là mêmes qui adoptent aujourd'hui des attitudes nouvelles (...). Nous sommes dans l'attente d'une position islamique unifiée à laquelle nous nous conformerons (...). La commission d'armistice s'en tiendra à la convention, et la résistance se poursuivra sans tenir compte de ce qui se passe à Nakoura jusqu'au départ du dernier soldat israélien (...). Je voudrais savoir où étaient ceux qui font maintenant de la surenchère lorsque Beyrouth et sa banlieue sud étaient les otages des « forces libanaises » et des « israéliens ».

La conclusion selon laquelle les affrontements résultent d'une volonté des mouvements intégristes et de l'extrême gauche de déborder AMAL, pour plausible, n'en est pas certaine pour autant. Mais on ne désole pas d'autre raison de la subite relance des hostilités à Beyrouth.

LUCIEN GEORGE.

Les pourparlers sur le retrait israélien se sont ouverts à Nakoura

De notre envoyé spécial

Nakoura (Sud du Liban). - A l'intérieur d'un bâtiment préfabriqué, à deux pas de la mer, trois longues tables sont disposées en triangle. C'est là que deux délégations militaires - l'une libanaise, l'autre israélienne - négocieront pendant des semaines, voire des mois, au côté des représentants de l'ONU, les arrangements de sécurité qui permettront le retrait du Liban des troupes de l'Etat hébreu.

Les trois délégations se retrouveront, à compter du 12 novembre, chaque lundi, mercredi et vendredi dans cette austère salle de conférences du camp de Nakoura, le quartier général de la Force intermédiaire des Nations unies au Liban (FINUL), à 5 kilomètres de la frontière. Les Israéliens viendront par la route, les Libanais arriveront de Beyrouth en hélicoptère. De strictes mesures de sécurité ont précédé puis entouré leur première rencontre, jeudi 8 novembre.

C'est le général israélien William Callaghan, patron de la FINUL, qui a ouvert la séance. Il y avait face à lui six officiers libanais en tenue camouflée, trois généraux et trois colonels, et dix officiers israéliens, dont une femme, conduits par le général Amos Gilboa, chef du département de planification de l'armée, et son collègue Dov Sion. Les deux hommes sont des négociateurs expérimentés. Le premier a appartenu à l'équipe qui négocia l'accord syro-israélien de désengagement au Golan en 1974 et à celle qui prépara l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983. Le second co-présida la commission militaire israélo-égyptienne.

Le premier contact a été peu amène. Les deux délégations, qui avaient ostensiblement « oublié » de se servir la main, ont, tour à tour, par la voix de leurs chefs, exprimant l'un en arabe, l'autre en hébreu, énoncé des vues presque diamétralement opposées. Le général Mohamed El-Hajj, chef de la délégation libanaise, a souligné les points suivants : la négociation de Nakoura aura pour cadre juridique la convention d'armistice de mars

1949; Beyrouth exige de Jérusalem un calendrier de retrait total et par étapes du sud du Liban; l'état-major libanais prépare un plan de déploiement de son armée au sud, qui pourrait mobiliser jusqu'à dix mille hommes.

Le général Gilboa a répondu qu'Israël tient pour caduque l'armistice de 1949 et reconnaît l'accord de 1983; valide au regard du droit international. L'Etat hébreu, a-t-il ajouté, souhaite que les régions évacuées par son armée soient confiées à la FINUL et à l'armée du sud du Liban (ALS) du général Antoine Lahad. On note, à ce propos, que les Israéliens désignent maintenant l'ALS sous le terme de « brigade territoriale » et lui confèrent ainsi une appellation de « séparatiste ». Ce glissement de vocabulaire est perçu comme un geste de bonne volonté envers Beyrouth.

M. Pérès dans la Bekaa

L'atmosphère s'est détendue lorsque les deux délégations, abandonnant leur langue nationale pour l'anglais, ont examiné le rôle de l'ONU dans la négociation. Faut-il lui confier la présidence des débats ? Israël refuse tout net et reconnaît à la FINUL un simple rôle d'observateur. A l'inverse, le Liban considère que la négociation se déroule sous les auspices de l'ONU et tient la FINUL pour impliquée à part entière dans la négociation. On n'a pas tranché le différend, mais un porte-parole israélien jugera la discussion « ouverte et cordiale ». Les Israéliens souhaitent abréger au maximum les querelles de procédure. Pour hâter la négociation, ils ont proposé, jeudi, que la conférence se tienne en trois sous-commissions qui s'occuperaient des dossiers épineux : le déploiement de la FINUL, le rôle de l'ALS, la prévention des infiltrations d'éléments hostiles à Israël.

La FINUL, forte de cinq mille deux cents hommes, est déployée sur une région de 660 kilomètres carrés

où vivent 300 000 Libanais. Ses effectifs pourraient augmenter d'un tiers et sa zone d'implantation s'étendre de moitié. Il sera beaucoup moins facile de modifier son mandat. La FINUL, en effet, est chargée de veiller au maintien de la paix dans la zone qu'elle contrôle, mais il ne lui revient pas d'imposer le paix à cet effet-ci n'existe pas. Israël envisage la FINUL comme une sorte de bouclier protecteur, déployé de la Méditerranée aux lignes syriennes. Cette conception est pour l'instant jugée inacceptable par la Syrie, qui refuse de voir les forces de l'ONU prendre position près de sa frontière.

Le sort de l'ALS est encore plus délicat. Israël veut la voir déployée sur la frange frontalière, ce que Damas et Beyrouth rejettent catégoriquement. En dernier ressort, Jérusalem pourrait accepter un repli de l'ALS sur sa zone d'implantation initiale, autour de Marjayoun. Une autre idée est dans l'air : confier à une force franco-britannique la mission de contrôler cette région frontalière. Il est difficile de prédire ce qu'il adviendra de ce projet, mais, selon des sources proches de la conférence, les Israéliens envisageraient de le mettre sur le tapis dès que les débats entreraient dans le vif du sujet.

Il reste que ce n'est pas un hasard si, lors de son premier voyage au Liban en tant que chef de gouvernement, M. Shimon Pérès a choisi, jeudi, de visiter le quartier général de l'ALS et les unités israéliennes stationnées dans la plaine libanaise de la Bekaa, face aux lignes syriennes. Tout le monde y voit le signe d'un soutien renouvelé au général Lahad : « Nous considérons l'ALS comme une véritable armée libanaise », a déclaré M. Pérès. Notre relation avec elle n'a pas commencé hier, et elle ne se terminera pas demain. Le premier ministre a toutefois ajouté apaisant : « Nous ne nourrissons aucune hostilité envers la Syrie ».

J.-P. LANGELLIER.

L'ARGENT DES FRANÇAIS

OÙ ÇA ?

DANS LE NOUVEL OBSERVATEUR

PIERRE BEREGOVVOY

Ministre des Finances

DIMANCHE 11 NOVEMBRE à 19 H15

animé par Gérard Carreyrou et Alain Duhamel

EUROPE 1 CLUB DE LA PRESSE

Attention ! Cette émission est retransmise en direct sur Canal + sans décodeur. Vous pouvez la regarder sans être abonné !

CANAL+

مكثان الأشمل

AFRIQUE

Tchad

Paris et Tripoli annonceront le 10 novembre la fin du retrait de leurs troupes

M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, a annoncé, jeudi 8 novembre à l'Assemblée nationale, que le retrait des troupes françaises du Tchad sera « final dans les heures qui viennent », et qu'« un communiqué sera publié le 10 novembre simultanément à Paris et à Tripoli l'annonçant formellement ». Le communiqué, a-t-il ajouté, précisera les conditions dans lesquelles ce retrait a été « contrôlé, observé et surveillé ».

« Le Tchad, a poursuivi M. Cheysson, se retrouve entre les mains des Tchadiens, et nous l'aidons par l'intermédiaire de ses autorités légitimes reconnues par l'ensemble des États africains ». Le ministre a lancé un appel à une réconciliation nationale, estimant que « dans cette période de

grande misère, il y a mieux à faire que la guerre civile ».

De son côté, M. Christian Nucci, ministre délégué à la coopération et au développement, a annoncé qu'il se rendra lundi 12 novembre à N'Djamena en vue de « faire le point de l'ensemble de la politique de coopération franco-tchadienne », à l'occasion de la réunion de la commission mixte de coopération. M. Nucci a indiqué qu'il visitera également le sud du pays. Selon M. Nucci, la France envisage de continuer son assistance financière au Tchad et apporte à ce pays son concours dans des négociations avec le Fonds monétaire international en vue d'obtenir des facilités financières pour « faire face aux échéances immédiates ».

Un millier d'hommes de la force Manta vont renforcer les 1 200 soldats stationnés en Centrafrique

L'idée directrice de plan Silière, dont l'application s'est achevée avant le vendredi 9 novembre avec le départ de N'Djamena du général Yves Béchu, a été de rapatrier du Tchad, en quarante-cinq jours et au moindre coût, la force Manta qui y avait été envoyée en août 1983 pour porter un coup d'arrêt à l'agression libyenne. Il s'agit de rapatrier, à partir de N'Djamena ou de Douala, au Cameroun, un peu plus de 3 000 soldats français, 400 véhicules divers (dont 50 blindés), un parc de l'ordre de 25 avions de tous les modèles, une trentaine d'hélicoptères et 2 500 tonnes de matériel vers la France, pour l'essentiel, et vers le Centrafrique, pour une part.

Manta aura été, l'an dernier, l'une des plus importantes opérations logistiques de l'armée française en Afrique noire. Durant la mise en place de la force, un avion gros porteur a franchi toutes les huit heures les 6 500 kilomètres qui séparent la France de N'Djamena et qui s'élevaient pas, alors, la route la plus directe en raison du refus de certains pays d'autoriser leur survol pour des considérations diplomatiques.

A son apogée maximale, la force Manta a réuni 2 700 hommes de l'armée de terre, 550 hommes de l'armée de l'air et 50 hommes de la marine nationale pour servir 30 hélicoptères Gazelle et Puma, 700 véhicules (dont une douzaine de chars modernes AMX-10 RC) et 25 avions (les avions d'attaque au sol Jaguar, les intercepteurs de défense aérienne Mirage-F 1, des appareils de transport Transall, des avions ravitailleurs KC-135, des avions PC de guidage Breguet-Atlantique).

Pour composer cette force et la ravitailler, il a fallu faire appel à environ 20 000 hommes, qui s'y sont relayés en une année, et rassembler, au total, jusqu'à 12 000 tonnes de fret transporté par avion, par bateau et par la route. Sur place, l'État-major a acheté 3 000 tonnes de carburant. Les soldats français et le fret ont été acheminés grâce à cent cinquante rotations d'avions DC-8, quatre-vingt rotations d'avions Transall et 36 gros-porteurs réquisitionnés.

Il s'agit, dans le premier cas, de matériels (camions, en particulier) dont la valeur était inférieure aux frais de rapatriement et, dans le second cas, de matériels neufs pour une somme globale de 50 millions de francs en 1984 (sans doute portée à 100 millions de francs l'année prochaine).

D'autres militaires français ont été implantés en Centrafrique, notamment à Bouar et à Bangui, en renfort du dispositif militaire français qui y est actuellement maintenu sous les ordres du colonel Jean Varet. Cette base arrière était jusqu'à présent composée de 1 200 hommes, et il est question de lui ajouter un millier d'hommes, répartis, dans le cadre d'un redéploiement des forces françaises en République centrafricaine, à égalité entre les deux garnisons de Bouar et de Bangui.

Plus lent que prévu

Du côté libyen, le retrait des forces a été plus lent que prévu pour des raisons qui tiennent à des difficultés de ravitaillement en carburant — on a observé un va-et-vient important de camions-citernes — et à une méfiance entre Libyens et partisans de l'ex-gouvernement d'union nationale de transition (GUNT) de M. Goukouni Oueddei sur la nature et les quantités de matériels militaires abandonnés par l'armée régulière de Tripoli. Le sentiment de certains sources françaises de renseignement est que les

Libyens n'ont pas souhaité laisser sur place des matériels modernes dont la puissance de feu et l'armement faciliteraient l'organisation de raids très offensifs.

En particulier, l'armée régulière libyenne a emporté avec elle ses chars T-55 et ses batteries de missiles antiaériens, parmi lesquels des SAM soviétiques et des Crotale français. Elle a abandonné, en revanche, des lots importants de camionsnettes Toyota et une dizaine de blindés Mager Casacvel, qui sont de conception brésilienne et qui portent une tour de fabrication française, conformément à un accord de construction sous licence locale conclu entre la France et le Brésil. Il s'agit de Casacvel du premier modèle (depuis, les Brésiliens ont perfectionné le blindé), dont l'entretien et la réparation exigent des mécaniciens compétents qui manqueraient au GUNT.

Ces évaluations de source française laissent, toutefois, sceptiques de nombreux Tchadiens à N'Djamena; on l'estime que le contrôle des observateurs français, depuis Bardai, où ils avaient été installés, n'a pas pu être exhaustif du fait d'une mauvaise volonté évidente des Libyens à divulguer tous les mouvements de leurs troupes sur le terrain dans le nord du pays. Du côté de Paris que, jusqu'à présent, le gouvernement français n'aurait demandé au général Béchu de quitter N'Djamena s'il n'avait pas eu l'assurance d'un retrait libyen du Tchad.

JACQUES ISNARD.

Newsweek

Traduction du texte inséré ci-contre :

Il y a un an, un groupe de journalistes a eu l'accès exclusif aux mémorandums secrets, aux marchandages d'arrière-cuisine, aux cotés cachés des campagnes électorales des candidats. En échange, ils ont juré de garder le secret jusqu'à ce que l'élection soit terminée. Eh bien... cette semaine l'élection est terminée.

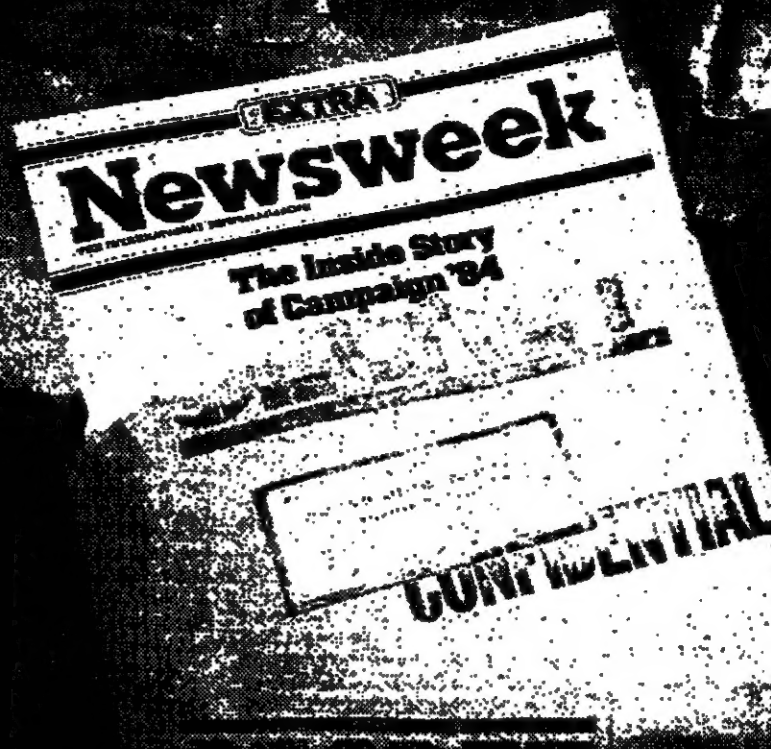
L'histoire interne de la campagne américaine '84.

SUPPLEMENT NEWSWEEK

En vente dans les kiosques le 10 novembre

Dans ce numéro, publicité exclusive de Apple Computer.

One year ago, a group of reporters was given exclusive access to the secret memorandums, the backroom bargaining, the hidden actions of the candidates' campaigns. In return, they were sworn to secrecy until the election was over. Well... this week the election's over.



The Inside Story of U.S. Campaign '84.
Newsweek Extra Issue
At newsstands on Nov. 10

Featuring exclusive advertising from Apple Computer.

Chaîne de transit

Quinze mois après Manta, l'opération Silière a pris la relève dans le cadre de l'accord franco-libyen du 17 septembre dernier sur un retrait « simultané » et « concomitant » des forces des deux pays. Ce retrait a été contrôlé, en principe, par des observateurs délégués des deux armées en présence, qui rendaient compte à la conférence militaire de Kano (Nigeria).

Du côté français, le transport par bateau a nécessité la mise sur pied d'une chaîne de transit au Cameroun, de Kousséri à Douala, où les matériels et les véhicules seront embarqués à bord de deux navires, le *Saint-Clair* et l'*Aquila*, qui quitteront le port de Douala entre le 12 et le 20 novembre prochains. Outre la route à travers le Cameroun, les Français ont largement utilisé la voie ferrée qui relie Ngazoundere à Douala. Le transport aérien, quant à lui, a mobilisé vingt-six rotations de DC-8 et sept rotations d'avions gros porteurs choisis spécialement, pour l'évacuation des hommes, par opposition à la voie maritime, qui a été privilégiée pour des raisons de prix, pour l'acheminement des matériels et des véhicules.

Pour autant, tous les soldats français n'ont pas regagné le territoire national. Certains sont restés au Tchad (environ une centaine) pour constituer la mission de coopération technique militaire et l'assistance opérationnelle auprès des Forces armées nationales tchadiennes (FANT) du président Hissène Habré. Ces soldats français entraîneront les FANT, dont les effectifs devraient passer de 7 000 à 10 000 hommes, et ils serviront à l'instruction des matériels laissés sur place ou livrés par la France à N'Dja-

Le micro-majeur : Dès sa naissance 5000 logiciels l'entourent déjà.

5000 logiciels à la naissance plus une large gamme de périphériques : le Spectrum+, c'est la puissance. Plus de 250 000 passionnés en France qui font déjà confiance à Sinclair. Le Spectrum+, c'est l'expérience. L'acquis du passé plus la force de ses nouvelles qualités : le Spectrum+, c'est le top micro.

Sinclair s'impose définitivement. Ce micro-ordinateur est déjà majeur.

Chez votre revendeur Sinclair, le Spectrum+ vous attend avec son cadeau surprise.

ZX Spectrum+
sinclair



ASIE

Le Vietnam épuisé

II. - Un système de santé à bout de souffle

De notre envoyée spéciale CLAIRE BRISSET

Le Vietnam souffre d'une malnutrition généralisée (le Monde du 9 novembre). Pénurie alimentaire, erreurs de gestion, chute des aides bilatérales en provenance de l'Occident expliquent, entre autres, la gravité de ce constat. Le système de santé, pourtant conçu rationnellement à l'apogée des années 60, et qui a fait figure de modèle pour nombre de pays du tiers-monde, est lui-même épuisé.

Hanoi. - Institut Pasteur d'Ho Chi Minh-Ville : d'immenses bâtiments centenaires disposés dans un jardin tropical, sur lequel veille le buste de Gaston Calmette. Le deuxième Institut Pasteur créé au monde - en 1890 - sur une décision personnelle de Pasteur, est aujourd'hui l'image même du système de santé du Vietnam : conçu avec passion et raison, à la fois adapté aux besoins d'un pays qu'accablent les conditions climatiques et l'hostilité du milieu, doté d'un personnel hautement qualifié, il manque aujourd'hui des moyens les plus élémentaires pour un fonctionnement réel. A la saison des pluies, les laboratoires de préparation des milieux de culture sont totalement inondés, et les appareils de désinfection sont hors d'usage. La chaudière, archaïque, menace à tout moment d'exploser. Le bâtiment de microbiologie humaine est entièrement fissuré, et cette liste pourrait être longue. Pourtant, malgré l'immense pénurie de moyens, le personnel s'ingénie à assurer sa mission, dans des conditions qui stupéfient, à l'aide d'installations mille fois réparées ; on imagine ce que pourrait donner tant d'ingéniosité si un minimum de

moyens matériels se trouvait, par un heureux coup du sort, rétabli.

C'est dans tout le Vietnam qu'éclate cette même contradiction : une structure de santé pyramidale, fortement équipée en hommes et en locaux, décentralisée, adaptée aux besoins d'une population à très forte densité rurale ; mais un système aujourd'hui épuisé, privé des moyens élémentaires qu'exigerait la prise en charge d'une population forte, à présent, de soixante millions d'habitants.

Le système de santé vietnamien, souvent présenté dans les milieux internationaux comme un modèle d'adaptation aux besoins des populations du tiers-monde, s'était en effet construit, dans le Nord, sous la pression d'une double et terrible contrainte : celle de la guerre tout d'abord, qui avait imposé la désinfection, dans les campagnes, les rizières et la jungle, de toutes les ressources médicales - humaines et matérielles - du pays. Celle de la pauvreté aussi, qui imposait le recours à mille techniques simples, rustiques et à l'ingéniosité quotidienne.

Les Vietnamiens compriraient alors, au début des années 60, qu'il fallait non seulement démonter et transporter dans les campagnes les infrastructures de soins implantées dans les villes, notamment à Hanoi, mais aussi accomplir un intense effort de formation, y compris à des niveaux élémentaires, dans le domaine de l'hygiène et de la prévention, pour éviter des maladies qu'il serait impossible de prendre en charge. Il en résulta la mise sur pied d'un système curatif élémentaire mais efficace ; et l'organisation de vastes campagnes d'hygiène, d'extermination des insectes et petits animaux vecteurs de maladies, d'évacuation des déchets, de purification de l'eau, etc.

Entre Nord et Sud

Ce système eut effectivement un bon effet : les réalisations spectaculaires. Ne citons pas l'exemple de « ces salles d'opération souterraines où le chirurgien effectuait des interventions à la lueur d'une lampe frontale bricolée à partir d'une lanterne de bicyclette installée à un poste fixe et sur laquelle pédalait une jeune auxiliaire de l'hôpital » (1). Ou bien encore le professeur Ton That Tung, mondialement célèbre pour ses travaux sur le foie, aujourd'hui disparu, « commençant son intervention dans sa salle d'opération et la terminant en sous-sol », l'alerte étant surveillée en cours de route, tandis que ses collègues opéraient, eux aussi, entre deux rangées de sacs de sable ? Mais ce qui forçait tout autant l'admiration

des experts occidentaux et celle des observateurs, venus nombreux du tiers-monde, c'était l'extrême désinfection, jusque dans les campagnes les plus reculées, d'un réseau sanitaire minimal, assuré par des dizaines de milliers d'agents de santé aux connaissances rudimentaires, mais efficaces et axées sur la prévention. Bref, ce système était très proche de la « médecine aux pieds nus », établie dans la Chine voisine, qui recourait abondamment aux plantes et aux remèdes traditionnels sans rejeter pour autant les apports de la médecine moderne.

Comment ce système s'est-il adapté d'une part à la paix - même imparfaite - qu'a retrouvée le Vietnam, d'autre part à la réunification, à la pauvreté persistante, à la pénurie alimentaire qui aggrave singulièrement la pathologie ? Il semble bien que l'on ait, jusqu'en 1975, des performances accomplies au Nord par le système sanitaire. Personne ne songe à nier qu'il ait constitué un énorme progrès sur la situation antérieure. Mais il se trouve aujourd'hui bien peu de spécialistes, y compris parmi les Vietnamiens, pour soutenir que la mortalité infantile, par exemple, soit jamais descendue à un taux de 30 pour 1000 (2), proche de celui de nombreux pays développés. Elle atteindrait en réalité, aujourd'hui, quelque 100 pour 1000 : une moyenne entre le Nord et le Sud, que le pourcentage plus élevé de la mortalité dans le Sud a nettement aggravée.

Cela dit, dès la réunification, les Vietnamiens ont entrepris d'étendre le principe de leur système aux provinces du Sud, jusqu'alors maintenues sous « respiration artificielle » par l'aide massive des Etats-Unis. La collectivisation accélérée des terres dans les provinces méridionales, les erreurs de gestion économique, puis l'intervention militaire vietnamienne au Cambodge (1979), se répercutèrent, bien entendu, sur le système sanitaire : la malnutrition, en effet, s'est considérablement aggravée, jusqu'à ce que le gouvernement établisse avec les paysans le système des « contrats » ; la pénurie s'est guère atténuée, et les différences entre le Nord et le Sud sont encore très perceptibles.

Pénurie généralisée

Surtout, l'intervention au Cambodge provoqua la cessation quasi totale des aides en provenance de l'Occident, à l'exception, notable, de celle de la Suède. Ne subsiste aujourd'hui que l'assistance fournie par les institutions membres de la « famille » des Nations unies et par

quelques organisations non gouvernementales.

Ainsi, le système sanitaire vietnamien fonctionne-t-il aujourd'hui aux limites extrêmes de ses capacités. La pauvreté, le dénuement, la pénurie, y sont la règle. Ainsi voit-on des équipes hospitalières dément formées, des hôpitaux ruraux, des dispensaires communaux, privés de l'indispensable. Nous avons pu visiter, par exemple, dans le Sud, un petit poste de santé doté d'une seule seringue et de six aiguilles. Dans un hôpital de moyenne importance, dans le Nord, pas un seul réfrigérateur pour conserver les produits biologiques, pas de sang. Ailleurs, y compris dans les plus grands hôpitaux, manquent les désinfectants, les gants de caoutchouc, le matériel de perfusion, les réactifs de laboratoire, les pièces de rechange, les films de radiologie, les bistouris, le fil chirurgical, le linge, etc. Ainsi, à plus forte raison, que les matériels coûteux pour les nouveaux-nés, tels que les respirateurs ou les couveuses dont bon nombre sont hors d'usage, faute de pièces de rechange.

Quant aux médicaments, la pénurie est générale au Nord et au Sud. Les produits nécessaires aux interventions d'urgence, les tonifiants, les corticoïdes, les antibiotiques, sont cruellement déficitaires. A fortiori les produits très onéreux, tels que les médicaments anticancéreux. La majorité des opérations sont pratiquées sous anesthésie à l'éther, faute d'anesthésiques injectables en quantité suffisante. Certes, dans le Nord surtout, on tente de remédier à la pénurie par un recours massif aux plantes, et chaque poste de santé communal est doté d'un petit jardin où poussent les plantes médicinales. Mais celles-ci ne sont pas toujours d'un puissant secours en présence d'une infection foudroyante ou d'un cancer au stade terminal.

Dans le Sud parviennent, grâce aux trois cotis familiaux annuels répartis par les Vietnamiens de l'extérieur (3), des médicaments qui ont rapidement donné naissance à un intense marché noir et à des trafics plus ou moins dangereux. Ainsi a-t-on pu voir circuler sur le marché des produits frelatés, de faux médicaments, par exemple de la farine de riz vendue pour de la pénicilline, diluée et injectée au malade, au risque évident de graves accidents et ce jusque dans les hôpitaux.

Les autorités ont donc tenté de mettre de l'ordre dans ce marché et

se sont résolues à y participer elles-mêmes. Ceux qui reçoivent un colis de médicaments qu'ils souhaitent céder pour se procurer quelques subsides sont invités à les revendre directement à des fonctionnaires - et non à les écouler au marché noir. L'Etat les revend ainsi lui-même, dans les pharmacies officielles, au démentiel - surtout dans le Nord - très misérables.

En outre, le pays est privé d'eau salubre, ce qui explique la fréquence et la gravité des maladies parasitaires et infectieuses : dans les villes, les systèmes d'adduction d'eau remontent à la période coloniale française ; dans les campagnes, les puits et les forages sont en nombre totalement insuffisant.

Des aides trop rares

D'autre part, la formation des personnels de santé de tous niveaux souffre bien évidemment d'une pénurie aussi généralisée : il est difficile d'enseigner l'utilisation des produits ou des techniques qui n'ont plus cours, ou trop peu, dans les hôpitaux ou dans les facultés.

Le gouvernement vietnamien ne songe nullement à nier la gravité du problème, même lorsqu'il hésite - nous avons pu en faire l'expérience - entre la volonté d'exposer le dénuement dans toute sa réalité et la méfiance réflexe à l'égard des observateurs étrangers. Il sait qu'il faudrait d'une injection de moyens pour revitaliser un système dont tout montre qu'il pourrait à nouveau fonctionner et progresser. Aussi, les aides qu'apportent, par exemple, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'UNICEF sont-elles accueillies avec ferveur et méfiance simultanément. Mais elles demeurent à des niveaux très inférieurs aux besoins.

En particulier, un volume d'aide accordé permettrait d'étendre notablement la couverture vaccinale des enfants vietnamiens, actuellement très modeste, alors que les autorités souhaitent immuniser, d'ici à 1990, 80 % des enfants contre les six principales maladies. De même, un intense effort dans le domaine de la fourniture en eau pourrait permettre d'élever le pourcentage défectueux (15 %) de la population ayant accès à l'eau potable. La lutte contre les maladies diarrhéiques, c'est-à-dire l'une des principales causes de mortalité infantile, s'en trouverait grandement facilitée. Elle le serait aussi si la production locale de sels de ré-

hydratation par voie orale pouvait effectivement commencer à Ho Chi Minh-Ville en 1985, comme l'ont prévu l'OMS et l'UNICEF. En attendant, l'UNICEF a dû fournir vingt-quatre millions de sachets de ces sels pour parer aux besoins les plus urgents. Les exemples de ce type pourraient être multipliés ; ainsi le fardeau que font peser aujourd'hui encore sur le système de santé vietnamien les séquelles de la guerre pourrait-il être allégé. Sept cent cinquante mille handicapés victimes du conflit (amputés, sourds, aveugles, paralytiques notamment) sont pris en charge dans des conditions de fortune, faute de moyens pour les appareiller ou les soigner de manière adéquate.

Pour bien des diplomates occidentaux en poste à Hanoi, la rupture quasi totale du flux des aides bilatérales au développement du Vietnam depuis 1979 n'est pas seulement une erreur humanitaire ; c'est aussi une faute politique, disent-ils, dans la mesure où cette attitude rend le pays totalement tributaire de l'aide soviétique, pesante et dirigiste, alors que le Vietnam cherche de toute évidence à desserrer cet étau et à diversifier ses relations politiques, économiques et culturelles, notamment en renforçant ses liens avec la France. Le Vietnam lui-même gagnerait à manifester plus clairement cette volonté.

Intervenir militairement au Cambodge, au risque - qui s'est vérifié - de faire chuter l'aide internationale, n'était-ce pas trop cher payer pour le Vietnam, déjà éprouvé par des décennies de guerre ? A cette occasion, les Vietnamiens répondent sans hésiter : « C'était une question de survie ; survie du Vietnam, menacé sur son flanc ouest par les Khmers rouges ; survie du peuple cambodgien, déjà effroyablement éprouvé ». La réponse est politique, et la conviction des dirigeants ne fait guère de doute. Mais il se trouve, dans les hôpitaux et dans les dispensaires, des médecins, des infirmières et des malades pour qui les réponses politiques et l'adhésion idéologique relèvent tant soit peu de l'abstraction.

FIN

- (1) Professeur André Roussel, « La médecine au Vietnam », le Monde du 23 juillet 1975.
- (2) C'est-à-dire trois décès survenus sur une population de mille enfants, avant leur premier anniversaire. Dans le monde développé, ce taux se situe aux alentours de 6 pour 1 000. Dans les pays du tiers-monde il est fréquemment de 100, voire de 150 pour 1 000.
- (3) Une décision des autorités vietnamiennes a, depuis 1983, limité à trois par an le nombre des « cotis familiaux ».

Les organismes d'aide

- Les organisations non gouvernementales suivantes s'occupent, entre autres, d'action sanitaire et nutritionnelle pour le Vietnam :
- Comité français pour l'UNICEF, 35, rue Féliçien-David, 75016 Paris, tél. : 524-60-00.
- APPEL, 89, rue de Flandre, 75019 Paris, tél. : 202-77-78.
- Fraternité chrétienne avec le Vietnam, 72, rue de Sèvres, 75007 Paris, tél. : 566-91-66.
- CIMADE, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris, tél. : 550-34-43.
- Secours populaire français, 9, rue Froissart, 75003 Paris, tél. : 278-50-48.
- CEMUBAC (Centre scientifique et médical de l'Université libre de Bruxelles), 50, avenue Franklin-Roosevelt, 1050 Bruxelles (Belgique).
- Amitiés franco-vietnamiennes, 37, rue Balbu, 75009 Paris, tél. : 526-14-00.

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, M. PHAM VAN DONG

« Nos enfants, qui sont un peu les vôtres... »

A la fin de notre séjour au Vietnam, M. Pham Van Dong, président du conseil des ministres, a accepté de répondre à quelques-unes de nos questions.

« Monsieur le président, la situation économique et alimentaire du Vietnam est préoccupante, de l'avis de nombreux observateurs. Comment analysez-vous cette situation ? »

« Il est vrai que nous sommes dans une situation économique très difficile étant donné ce qui s'est passé dans les années écoulées et ce qui se passe à l'heure actuelle. L'état sanitaire de notre population en souffre, mais de ce point de vue nous avons réalisé un certain nombre de choses, malgré l'insuffisance de nos moyens. Nous avons fait ce que nous avons pu pour que la santé de notre peuple soit meilleure et, en effet, elle l'est. »

« Quant à la situation des enfants, je dirai à vous que qu'elle est grave. Nous n'avons pas tous les moyens qui seraient nécessaires, surtout du point de vue nutritionnel, mais également dans les domaines sanitaire et éducatif. Nous manquons de beaucoup de choses. Il m'arrive de faire des efforts surhumains pour obtenir un peu de lait, et ce pendant des semaines. Nous sommes très pauvres. »

« Cela signifie-t-il que vous recherchez davantage d'aides étrangères, tant matérielles que multilatérales ? »

« C'est clair et net : j'attends toutes les aides qui pourraient nous être fournies. Faites tout ce que vous pouvez : qu'il s'agisse des organisations membres des Nations unies ou du peuple français, il s'agit de nos enfants, qui sont un peu les vôtres. »

« Mais l'une des raisons du blocage de l'aide étrangère tient à plusieurs points de la politique du Vietnam à l'égard de ceux qui souhaitent quitter le pays, à l'existence des camps de rééducation. Que répondez-vous à ces critiques ? »

« Vous direz à tous ces messieurs que nos enfants ne doivent pas être rendus responsables de ce qui se passe au Cambodge. Tout de même il y a des gens qui sont allés jusqu'à dire que l'aide apportée par l'UNICEF peut être utilisée dans la guerre au Cambodge !... Dites-leur de me parler : êtes-vous des hommes, des êtres humains ? L'image du Vietnam reste une image qui répond à ce que les hommes croient voir en lui. C'est un peuple qui lutte pour son indépendance et sa liberté, et cela pas seulement pour lui mais aussi pour d'autres peuples. »

« Ces hommes [ceux qui critiquent la politique du Vietnam] font tout pour nous faire signer. Non, nous ne signons pas. Nous faisons tout pour nous développer en dépit d'eux. Ils ont perdu la partie comme ils en ont perdu d'autres, plus importantes. Ce sont des combats d'arrière-garde. »

« Comment analysez-vous la politique du Vietnam, dans le contexte régional, par rapport aux pays voisins ? »

« Nous restons nous-mêmes, contre vents et marées. Nous voulons la paix par-dessus tout. S'il y a un peuple qui tient à la paix pour connaître une nouvelle vie, c'est bien le peuple vietnamien. Mais la paix ne se fait pas toute seule. »

« Quels aspects de ses relations avec l'extérieur le Vietnam souhaite-t-il développer particulièrement ? »

« Nous voulons développer les échanges avec les pays africains et, d'une manière plus générale, les relations Sud-Sud. Quant au dialogue Nord-Sud, les gouvernements ne sont pas tous de bonne volonté, loin de là. Avec la France, nous avons tant et tant communiqué. Nous sommes des peuples qui sont faits pour s'aimer, se comprendre et pour coopérer. Il nous faut de l'amitié. Bien des Français pensent qu'ils sont devenus un peuple de seconde zone. Je ne le pense pas. Beaucoup, beaucoup, est à faire par la France au Vietnam, peut-être l'abord dans le domaine culturel. Quand les hommes de ma génération auront disparu, qui parlera le français encore dans mon pays ? »

« Au total, vous vous sentez optimiste ? Oui, moi, certes, car je suis le marché à pied et l'optimisme. Si nous n'avions pas cette arme-là, comment aurions-nous survécu à ce qui s'est passé ? »

C.B.

LE CLASSEMENT DES FRANÇAIS LES PLUS RICHES

LES 25 PLUS HAUTS SALAIRES PAR ENTREPRISE

LES COMITÉS D'ENTREPRISE LES PLUS RICHES DE FRANCE

LES NOUVEAUX MOYENS LÉGAUX D'ÉCHAPPER AU FISC

EUROPE

RFA

Turquie

L'AFFAIRE FLICK

Selon « Die Welt »

**LIBÉRATION
DE SIX DIRIGEANTS
DU COMITÉ DE LA PAIX...**

Le tribunal de l'état de siège d'Istanbul a ordonné, le jeudi 8 novembre, la mise en liberté de six dirigeants du Comité turc de la paix incarcérés depuis un an. Il s'agit de l'ancien bâtonnier d'Istanbul, M^r Orhan Apaydin, du président du comité, l'ancien ambassadeur Mahmut Dikerdem, gravement malade selon ses proches, du journaliste Niyazi Dalcanci, de l'ancien député du Parti républicain du peuple Ismail Hakkı Özmür, du professeur Melih Tümer et de l'éditeur Gundogan Goren.

Bonn (AFP). — Les services de contre-espionnage ouest-allemands exigent le « départ immédiat » de cinq diplomates roumains en poste à Bonn « coupables d'activités criminelles » en RFA, affirme le journal *Die Welt* dans son édition du vendredi 9 novembre.

Le contre-espionnage allemand aurait établi que ces diplomates sont tous des officiers des services de renseignements roumains. L'égrot du conseiller d'ambassade, M. Constantin Ciobanu, du premier secrétaire, M. Ioan Lupu, des deuxièmes secrétaires, MM. Dan Mihoc et Ion Grecu, ainsi que du troisième secrétaire, M. Ion Constantin. Toujours selon *Die Welt*, ils sont soupçonnés d'avoir préparé depuis 1983 plusieurs attentats contre leurs compatriotes exilés en RFA et hostiles au régime de Bucarest.

Recevant leurs ordres de l'« unité C-428 » des services de renseignements de leur pays, les cinq hommes, utilisant le nom de code « Cobra », projetaient notamment un attentat contre la station Radio Free Europe (où travaillent de nombreux exilés roumains) à Munich. Ils auraient également tenté d'enlever un Roumain qui avait obtenu l'asile politique en RFA en mai dernier. Il devait être tué au cas où son enlèvement aurait échoué.

Selon les services de renseignements de RFA, un officier des services secrets de l'ambassade roumaine à Bonn était récemment passé à l'Ouest.

HENRI DE BRESSON

Gandhi. Celui-ci s'est montré intraitable.

Des dizaines de milliers de sikhs ont fêté dans le calme, le jeudi 8 novembre, le cinq cent cinquantième anniversaire de la naissance du gourou Nanak, fondateur de leur religion, mais sans les fastes qui marquaient les autres années cette célébration. Dans de nombreux temples, des hindous étaient également présents et des prières communes ont été dites pour l'harmonie entre les différentes communautés religieuses.

D'autre part, le premier ministre, M. Rajiv Gandhi, a demandé au Congrès (Indira) d'enquêter sur les accusations selon lesquelles des militants du parti gouvernemental auraient été impliqués dans la vague de violence antiskikh qui a suivi l'assassinat d'Indira Gandhi.

New-Delhi. — Alors que les cendres d'Indira Gandhi, réparties dans quarante-trois d'urnes funéraires, ont un dernier voyage à travers le pays, l'Inde cherche à se persuader qu'elle a fait un cauchemar. Que ce n'a changé, que l'harmonie entre hindous et sikhs, tant vantée il y a quelques années, n'est pas détruite, jamais, et qu'il est encore possible d'éviter une cassure définitive.

En vérité, jamais on n'avait vu autant de sikhs à la télévision nationale, et si peu dans les rues. Les taxis et les rickshaws (taxis scooter) pilotés par des barbues n'ont toujours disparu en nombre substantiel sur les boulevards.

Au total, la ville demeure tendue. Mais, après les folles nuits de sang la semaine passée, les derniers jours ont été, mis à part quelques incidents isolés, exemplaires en matière de sécurité publique. L'armée et la police sont restées déployées dans les vieux quartiers les plus chauds, mais New-Delhi a quasiment retrouvé son rythme d'antan.

Pour éviter cependant de jeter de la boue sur un feu communautaire, le conseil conve encore sous les cendres-à-cendres retrouffées de M^{re} Gandhi, le gouvernement s'embourbe de mille déclarations. Mercredi, les cinq grands prêtres du sikhsisme, basés dans la ville sainte d'Amritsar, se sont vu interdire l'accès d'un voi-
sin Delhi. Le moment choisi par les dirigeants de la religion pour venir constater sur place, les victimes de l'ouragan de violences qui s'est abattue sur la capitale, a été jugé inopportuniste par les autorités. Les cinq grands prêtres ont protesté énergiquement auprès de M. Rajiv

Le « saint siège » du sikhisme avait récemment publié un communiqué démentant les informations selon lesquelles les prêtres se sentaient « endeuillés » par l'assassinat d'Indira Gandhi. Cette mise au point qui reflète sans le moindre doute l'atmosphère dominante parmi les neuf millions de sikhs du Pendjab avait suscité une vive émotion dans la communauté hindoue.

Dans sa résidence cependant, le premier ministre continue de recevoir délégations sur délégations de notables sikhs, proches du Congrès, venus faire part de leur tristesse et de leur fidélité. M. Rajiv Gandhi a bien voulu dédoubler la communauté crime crime commis par deux des siens — « *les sikhs sont connus pour leur patriotisme et leur esprit chevaleresque* », a-t-il déclaré, — et il a présenté ses vœux aux disciples enturbannés à l'occasion de la célébration, le jeudi 8 octobre, du cinq cent cinquantième anniversaire de la naissance du gourou Nanak, fondateur de la religion.

A Delhi, le bilan officiel de l'ouragan antihindou a été fixé mercredi soir à six cent un morts. Mais Menaka Gandhi, la belle-sœur du premier ministre, qui dirige un petit parti d'opposition, estime que le nombre de tués est en fait cinq fois plus élevé. Soutenue par la rumeur publique, elle a ouvertement accusé le mouvement de jeunesse du Congrès Indira d'avoir plus ou moins organisé le massacre pour venger la mort de son chef.

Les services de sécurité réorganisés

Devant la multiplication des insinuations de ce genre, les dirigeants du mouvement ont dû publier un démenti officiel et, pour preuve de leur bon sens, ils ont invité leurs militants à participer au musée aux « manifestations de la paix » organisées dans les principales villes du pays. L'atmosphère générale demeure cependant empreinte par la suspicion, et le premier ministre a beau multiplier les gestes d'apaisement on voit mal ce qui pourrait raccommoder deux communautés « à jamais aliénées », comme l'assure un intellectuel sévère.

N'importe, M. Rajiv Gandhi poursuit sa reprise en main du pays et réorganise ses services de sécurité. Mercredi, le directeur des services de renseignements intérieurs et son adjoint direct ont été remerciés et, après le chef de la police de New-Delhi, son principal collaborateur a également été suspendu. Un peu plus tôt, le chef des conseillers de sécurité du premier ministre avait été mis à la retraite.

S'adressant aux policiers chargés de récupérer dans les bas quartiers les biens pillés par des hindous, dans les maisons et commerces sikhs, le premier ministre leur a demandé de lui fournir les noms des pot-de-fer et notables, souvent très proches du Congrès, qui tentent, par démagogie, d'entraver leur mission. Lentement, l'héritier d'Indira Gandhi cherche à assurer son emprise sur la société indienne. Il a jusqu'aux élections générales, attendues avant le 15 janvier, pour y parvenir. Jusqu'alors, l'Inde respirera son soufre.

LES COMMISSIONS D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

A tout moment, le Bundestag peut constituer, à la requête de 25 % de ses membres, une commission d'enquête parlementaire chargée de faire la lumière sur une affaire. Depuis la fondation de la République fédérale allemande, vingt-deux commissions ont ainsi été chargées d'examiner des questions aussi diverses que la catastrophe minière de Dählous au début des années 50, le financement du programme Tornado en 1981 et, dernièrement, l'affaire Kießling, du nom du général injustement démis de ses fonctions il y a quelques mois.

Jouer un rôle de contrôle du gouvernement et de l'administration, ces commissions n'ont pas le pouvoir de sanctionner mais celui d'émettre un jugement politique. Elles ont souvent des utilités pour l'opposition comme un moyen de faire entendre son sujet d'actualité. Députés de l'opposition et de la majorité se retrouvent alors dans les rôles respectifs d'accusateurs et d'avocats de la défense. Les membres des commissions sont désignés par chaque groupe parlementaire, proportionnellement aux forces politiques, et la nombreuse majorité favorise la diffusion de la difficulté du sujet et de la durée prévisible des travaux. Dans le cas de l'affaire Flick, la commission d'enquête, constituée en 1983, comptait onze députés, dont cinq CDU-CSU, quatre SPD, un libéral et un Vot.

Le rôle des commissaires d'arrêter tout témoin et de disposer de tous les documents nécessaires n'est, en principe, pas limité, sinon dans certains cas relevant de l'intérêt national. Le tribunal constitutionnel peut être amené à trancher en cas de conflit. Les témoins sa doivent, pour leur part, de dire la vérité sous peine d'être poursuivis selon les procédures judiciaires habituelles, les protocoles des interventions étant soumis, après coup, au parquet pour vérification.

chiese, en 1980, la procédure de dégrèvement en cours. Pour rendre service à l'ancien fondé de pouvoir du groupe Flick qui avait évoqué les « problèmes » créés par un haut fonctionnaire, M. Ulmer, il s'était renseigné auprès de M. Lamboldt sur l'état de la question et avait rappelé son interlocuteur pour lui faire savoir que tout allait « normalement ». Toutefois, M. Genscher a estimé « impensable » qu'il ait pu tenter quoi que ce soit.

L'AMÉ

POLITIQUE

- La nouvelle pol... après sa réélec...
- PC : avant le XX...

ECONOMIE

- Les relations co... Etats-Unis-Eur...

ENTREPRISES

- **MICHELIN** : la...
- **ARIANE** : vers...

FOURGE

BOURSE

- **CONSEILS :** Ca
Pf
- **ETUDES :** Mum

ARTS, CULTURE

LE 1^{er} HEBDO

Chaque samedi

FRANÇAISE

rique de Reagan
ion.
/ congrès.


mmerciales
pè.

ortie du tunnel ?
ne concurrence japonaise ?

refour, Matra, Darty,
er, Xerox.
n, Monsanto.
livres, cinéma, expositions, théâtre...

**ADADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE**
10 F. chez votre marchand de journaux

**PIANOS
DAUDE**



LOCATION
à la fin de la
VENTE
sans reprise

280 f/mois
252 f/mois

CREDIT CREG
jusqu'à 600 000
FRANCS
GAZARITTE 10 ANS

75 bis. av. de Wagram
75017 PARIS

763 34 17 / 227-88-54

OUVERT LE DIMANCHE

PATRICE CLAUDE

14. de B.

CINQ PLURIEL POUR COMPRENDRE...

L'homme
neuronale
Jean-Pierre
Changeux

La double
hélice
James
D. Watson

Pourquoi
les prix
baissent

Comme
les démocraties
finissent
Jean-François
Revel

Reflexions
pour
demain
Raymond
Barre

Pluriel
FACHETTE

EUROPE

Pologne

Les deux mondes du Père Popieluszko

Une semaine après les obsèques du Père Popieluszko, assassiné par trois membres de la « sécurité » polonaise, plusieurs centaines d'ouvriers et d'étudiants restent mobilisés en permanence dans les locaux de l'église Saint-Stanislas, où le prêtre a été enterré. Ils s'affirment déterminés à « défendre » ce « petit coin de Pologne libre » encombré de fleurs et de banderoles de Solidarité. Les invocations, accrochées aux grilles d'entrée de l'église, ont seulement été tournées vers l'intérieur pour qu'elles ne puissent pas être lues de la rue, à la demande pressante des autorités socialistes. Les volontaires du service d'ordre font état de menaces anonymes, mais se disent résolus à « tenir » le plus longtemps possible.

A 200 kilomètres de là, dans le petit village rural du prêtre assassiné, Okopy, on semble être dans un autre monde.

Okopy (AFP). — Deux vieillards apeurés vivent repliés sur leur chagrin dans leur pauvre ferme, au milieu des champs de seigle et de pommes de terre, un petit village du nord-est de la Pologne, non loin de la frontière soviétique. Marianna et Wladyslaw Popieluszko ont soixante-dix ans. Dans ce pays où la terre est exigeante mais ne paie pas de retour ceux qui la travaillent, ils se sont privés toute leur vie pour élever quatre enfants. L'un a décidé de mettre sa vie au service de l'Eglise. A dix-huit ans, il est parti pour la grande ville. Vingt ans plus tard, le nom de ce petit paysan d'Okopy a fait le tour du monde. Le Père Jerzy Popieluszko, supérieur de la communauté des prêtres membres de la police politique, est entré dans l'histoire de la Pologne.

Les cheveux cachés sous un bonnet de laine, toute, de noir vêtue, les pieds chaussés de grosses bottes en caoutchouc,

rouges, une petite femme, le visage parcheminé, sort de l'étable où elle vient de traire ses quatre vaches. Marianna Popieluszko n'a cessé de travailler que le jour des obsèques de son fils. Il faut que la ferme tourne envers et contre tout. Son mari est aux champs. Elle reçoit avec réticence les journalistes. « Wladyslaw ne veut pas, il a peur. Il refuse que des inconnus entrent dans la maison », explique-t-elle.

Le village, composé d'une vingtaine de maisons, la plupart en bois, construites de part et d'autre d'une rue principale en terre battue, est silencieux. On est ici dans la Pologne profonde et éternelle, où de petits chevaux à la crinière blonde tirent les chariots, peignent, accrochés à la charnière entre les sillons d'une terre noire et dure. De grands bois de bouleaux et de sapins bordent des marécages sous un ciel bas et désespérément gris. De loin en loin, les carcasses ventrues d'anciens moulins à vent, les ailes brisées, se découpent sur l'horizon.

Dans le village, derrière les rideaux des fenêtres, apparaissent subitement quelques visages. Les étrangers sont rares à Okopy, et, depuis l'enlèvement et l'assassinat du Père Popieluszko, ces petits paysans pauvres, à la vie sans histoires, sont inquiets et se méfient des qu'il y aient un inconnu. Rien n'indique d'ailleurs que ce petit hameau soit le village natal de « l'homme de Solidarité ».

Devant la petite ferme de briques ocre des Popieluszko, il n'y a pas une fleur, pas une bougie et encore moins de banderoles ou de portraits de prêtres. A l'intérieur, trois pièces froides, sans confort, au mobilier presque inexistants. Marianna s'assoit dans la pièce sombre sur le bord d'un lit où, d'habitude, sont accrochés un portrait de la Vierge noire, patronne de la Pologne, et du Christ.

Elle reçoit d'une voix forte l'annonce de son Jerzy. « C'était un enfant très, peu expansif, qui préférait passer des heures devant ses livres de classe que jouer

avec ses copains. Il a souffert d'une affection de la peau pendant des années. A cette époque, on n'allait pas chez le médecin. Je ne l'ai jamais entendu se plaindre. Il était toujours très calme, très patient. » Soudain, les yeux bleus lumineux de la vieille dame s'embuent de larmes : « Quand je l'ai mis au monde, un violent mal de tête m'a brouillé la vue. Je ne l'ai pas vu naître. Les mêmes troubles m'ont saisi le jour de son baptême. Je ne l'ai pas vu devenir chrétien. Je ne l'ai pas vu mourir non plus. »

Un grand homme décharné, les cheveux blancs ébouriffés, les traits creusés par la fatigue et le chagrin, s'appuyant sur un bâton de bois, entre dans la maison. C'est Wladyslaw, le père du prêtre assassiné. La présence d'étrangers sous son toit déclenche une colère incontrôlée. Il apostrophe sa femme dans un dialecte local. « Tu ne sais pas qui sont ces gens. C'est imprudent de leur parler. On va se retrouver en Russie... » Marianna tente de le calmer. « Ne t'inquiète pas de toute façon, c'est moi qui parle, et c'est moi qui suis en Sibirie. » La vieille femme marmonne tout seul, arpentant la maison à grands pas, très nerveux, effrayé.

Marianna veut encore parler de son fils. « Il a commencé très tôt à servir la messe et il aimait la compagnie des prêtres. Mais il ne nous a jamais révélé sa vocation. C'est à dix-huit ans qu'un jour il nous a brusquement annoncé qu'il avait obtenu une bourse pour aller étudier au séminaire de Varsovie. Puis, après, c'était la grâce divine qui l'entraînait sur la maison. »

La vieille femme, croise ses grosses mains déformées par des années de labeur, court un peu la tête et s'absorbe dans une prière muette. Est-elle fière de son fils ? A-t-elle vraiment été témoin de la défense des idées de Solidarité ? « Non, répond-elle d'une toute petite voix, je ne suis qu'une mère qui pleure son enfant assassiné. »

RDA

Libération de soixante-seize prisonniers politiques

Berlin-Est (AFP). — Soixante-seize prisonniers politiques allemands, parmi lesquels figurent des militants pacifistes, ont bénéficié d'une libération anticipée et ont gagné la RFA, a annoncé jeudi 8 novembre la Société internationale des droits de l'homme de Francfort.

(IGFM). D'autre part, Bonn a reçu de Berlin-Est l'assurance que la RDA laisserait encore plusieurs milliers d'Allemands de l'Est s'installer en RFA cette année, a affirmé le chef du département des relations avec l'Allemagne de la chancellerie.

M. Horst Tetschik, à Munich, émettait un bilan de la politique allemande du gouvernement. M. Tetschik a rappelé que trente mille Allemands de l'Est avaient obtenu des visas d'émigration en RFA depuis le début de l'année.

URSS

Le poète Valentin Sokolov est mort après trente-quatre années de détention

Le poète soviétique Valentin Sokolov est mort en octobre à l'hôpital psychiatrique de Tchernyakhovsk, a annoncé jeudi 8 novembre la Société internationale des droits de l'homme à Francfort.

Il était âgé de cinquante-huit ans, dont trente-quatre passés dans des camps ou des cliniques psychiatriques. Ses poèmes lui valurent, en 1933, le prix de la Liberté du Pen Club français, qui l'avait aussi proposé pour le prix Nobel de littérature.

Ces poésies, publiées clandestinement, et dont certaines furent mises en musique, étaient signées Valentin Zek (un zek, dans le jargon des camps, est un « enfermé »).

Condamné dès 1947 à vingt-cinq ans de camp pour « propagande contre-révolutionnaire », il fut libéré et réhabilité en 1956, puis à nouveau arrêté et condamné à une peine de dix ans, qu'il purgea intégralement jusqu'en 1958.

Arrêté une troisième fois en 1970, cet « élément incontrôlable et dangereux » fut transféré en 1972 de la prison à l'hôpital psychiatrique, où il a séjourné pratiquement sans interruption jusqu'à sa mort.

Son nom s'ajoute à la liste des prisonniers politiques morts cette année en prison, par manque de soins, épuisement ou suicide : Alexei Nikitine, Oleksa Tikhy, Youri Litvine, Valeri Martchenko.

Dans plusieurs cas, des gouvernements occidentaux étaient fermement intervenus en leur faveur pour qu'ils soient au moins soignés efficacement. Sans aucun résultat. Le nœud sur cette liste risque d'être le psychiatre Alexei Koryaguine, condamné en 1981 pour avoir dénoncé l'utilisation répressive faite de la psychiatrie en URSS, et qui, selon les informations parvenues en Occident, se trouve dans un état alarmant, à la suite de graves de la faim et de manque de soins, dans la prison de Tschistopol.

DIPLOMATIE

LA DISCUSSION DES CRÉDITS DES RELATIONS EXTÉRIEURES À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Une rigueur qui ne pourra continuer

Socialistes et communistes ont adopté le jeudi 8 novembre à l'Assemblée nationale le budget des relations extérieures, des affaires européennes, ainsi que de la coopération et du développement. Les députés du RPR et de l'UDF ont voté contre. Les services diplomatiques disposeront de 9 295,3 millions de francs, en augmentation de 1,93 % sur 1984 ; la coopération recevra 6 282,6 millions, en diminution de 3,8 %.

Si l'on tient compte des crédits inscrits au budget des charges communes, l'ensemble des crédits des relations extérieures représente 2 % des dépenses de l'Etat. Quant au prélevement en faveur de la Communauté économique européenne, il est de 35 milliards de francs soit 4 % des recettes du budget général.

La France a « une » politique étrangère. Nul ne le conteste, même si certains la discutent. Mais « l'insouciance, surtout », a reproché le député M. Yvonnie Neiertz (PS-Seine-Saint-Denis), rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères. Non. Un « non » enveloppé de circonlocutions, de justifications, quand il est prononcé par le « maître de la majorité ». Un « non » sans musique quand il est proclamé avec force par le porte-parole de l'opposition.

Entre 1982 et 1984, ces trois budgets ont enregistré une hausse nominale de 50 % : il était donc normal que par solidarité avec mes collègues du gouvernement j'accepte cette année un léger recul », a expliqué M. Claude Cheysson, reconnaissant que pour son ministère « la rigueur est plus grande qu'ailleurs ». Il pense que pour autant il a réussi à « favoriser trois priorités : la solidarité en faveur de nos compatriotes à l'étranger, notre action culturelle dans le domaine audiovisuel, la modernisation de notre outil diplomatique ». Les crédits permettront quand même de commencer « des études préalables à la construction à Paris d'un centre de conférences internationales et de presses qui sera situé quel qu'il soit ».

Ces priorités ne sont pas contestées. Mais pour la majorité, elle-même, elles sont insuffisantes. M. Charles Josselin (PS, Côte-d'Or), rapporteur spécial de la commission des finances, a convenu : « C'est là un régime rigoureux qui serait dangereux s'il se poursuivait sur plusieurs années ». Pour l'opposition, le danger est déjà là : « Nous devons déplorer le ministère des relations extérieures au nombre des ministères qui ont subi la coupe de la dépense ». M. Alain Reyfette (RPR, Seine-et-Marne), pour M. Maurice Couve de Murville « le plus grave est que vous compromettez l'avenir. Quand on supprime des services nés de l'histoire, comme certains consulats, quand quand on supprime tant à leur pouvoir d'achat qu'à leur prestige, on sait très bien qu'ils ne seront pas restaurés quand les beaux jours reviendront ».

M. Cheysson peut accepter cette accusation : « Il s'agit d'un redéploiement », vingt-trois postes consacrés ont été créés entre 1982 et 1983 et cinq le seront en 1985. D'ailleurs, cela a toujours été le cas : cinquante-quatre postes avaient été supprimés entre 1965 et 1981.

La majorité s'inquiète surtout de l'évolution des crédits de l'action culturelle extérieure qui « fondent » à l'exception de ceux de l'audiovisuel, a constaté M. Neiertz. Au point que la commission des affaires culturelles s'était abstenue lors de leur examen. Quant aux crédits de la coopération, la commission des finances demande que « la pause observée cette année ne soit en aucun cas reconduite dans les budgets ultérieurs ».

Mais logiquement cette discussion budgétaire fut aussi l'occasion d'un débat de politique étrangère fort disparate bien entendu. Aussi M. Roland Dumas a accédé à la demande de M. Olivier Stirn d'organiser « un grand débat au Parlement sur la construction européenne ».

En attendant, l'intervention la plus intéressante fut celle de M. Théo Vial-Massat (PC, Loire). Non content de « déplorer les événements tragiques dans cette Pologne à la réalité complexe (...), où un prêtre vient d'être lâchement assassiné », d'évoquer « la présence persistante de troupes soviétiques en Afghanistan faite d'un règlement politique qui assure la paix et la sécurité dans cette partie du monde », il n'a cessé de féliciter les ministres pour leur action. Seul point de désaccord, l'éclaircissement du Marché commun. Mais pour le reste, il a déclaré à M. Cheysson que les communistes portaient « une appréciation positive sur l'ensemble de la politique étrangère que vous menez ». Peut-être le PC ne veut-il pas être accusé de rompre l'union à la gauche pour des raisons extérieures à la France.

THÉO VIAL-MASSAT.

Les associations de personnel écrivent à M. Cheysson

Les députés de l'opposition ne sont pas les seuls à critiquer le faible montant des crédits alloués aux relations extérieures par le projet de loi de finances pour 1985 (lire d'ailleurs page 10). Comme on pouvait s'y attendre (Le Monde du 8 novembre), l'émotion est également vive au Quai d'Orsay lui-même, dont de nombreux agents s'inquiètent de la nouvelle régression qui est ainsi imposable à leur pouvoir d'achat, au moins à l'étranger — qu'aux moyens d'action du département. Outre les protestations déjà enregistrées de la part des syndicats, notamment à l'occasion de la récente grève des fonctionnaires, les associations de personnel des relations extérieures (1) viennent d'adresser à M. Cheysson une motion dans laquelle elles relèvent que « ce budget est traité de manière discriminatoire » par rapport à celui des autres ministères, que l'interrogent sur les raisons qui ont présidé à l'élaboration d'un budget aussi sévère.

Dans une lettre transmise, ces associations dénoncent « la baisse constante » de l'offre de postes, le manque de budget qui réduit aussi nettement au département les moyens de sa mission... Elles réclament les conséquences de ce « traitement discriminatoire », les erreurs de choix ainsi faites, les erreurs de cette motion devant le fait que l'action extérieure de Paris sera dése-

mais « incompatible avec les objectifs que s'efforce d'atteindre la diplomatie française ». Ils estiment, en outre, que la suppression de cent treize postes « risque de poser très rapidement des problèmes insurmontables de gestion du personnel, et porte atteinte à la substance même de l'outil diplomatique », ce pendant que les conditions de vie et de travail des agents à l'étranger vont se « détériorer davantage ».

Beaucoup de diplomates s'interrogent, en outre, sur les raisons pour lesquelles leur ministère n'est pas « monté au créneau », au moment des discussions avec la Rue de Rivoli, pour obtenir un budget un peu moins rigoureux, et n'a pas demandé l'arbitrage de M. Fabius en la matière. Cette régression apparente de M. Cheysson, qui n'est guère dans sa nature, alimente à nouveau bien des spéculations sur l'éventualité de son départ.

B. B.

(1) Il s'agit de l'Association professionnelle des agents diplomatiques et consulaires, de l'ENA, de l'Association professionnelle des agents diplomatiques et consulaires d'Orient, de l'Association des anciens élèves de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer et de l'Association syndicale des secrétaires adjoints des affaires étrangères et attachés d'administration centrale.

TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

LES RÉSULTATS DE L'ELECTION PRÉSIDENTIELLE. Selon le décompte final des suffrages, Ronald Reagan a obtenu 53 238 227 voix, soit 59 %, et M. Mondale 36 930 923 voix (31 %). Le taux de participation a été de 52,9 % des électeurs en âge de voter, selon une étude réalisée par un institut spécialisé. Ce chiffre représente une légère augmentation par rapport à l'élection de 1980, où le taux de participation avait été de 52,6 %. En 1960, ce taux avait été de 62,9 %.

LE SÉNAT. L'ÉLECTION GAGNÉE PAR LE DÉMOCRATE. — M. Ted Bell,

secrétaire à l'éducation, ne fera pas partie du prochain cabinet de M. Reagan. Sa démission, communiquée à la Maison Blanche, prendra effet le 31 décembre. Nommé en 1981, son poste que M. Reagan avait promis, conformément à des engagements électoraux, de supprimer, M. Bell a été élu sénateur, après de longues discussions, et a donc conservé son poste. Il a travaillé à la mise en œuvre du niveau des dépenses et à la réglementation des salaires des professeurs. M. Bell a insisté sur la décision de quitter son poste de secrétaire à l'éducation, et a refusé de représenter son pays au Congrès. Il a déclaré qu'il ne se sentait pas prêt à « autres fonctions » et a été précédé, mais au moment de la décision, il avait tenu compte des difficultés rencontrées dans sa tâche. — (UPI, Reuter.)

AU-DELÀ DES IDÉES REÇUES
ET DES SECRETS BIEN GARDÉS
**LES FRANÇAIS
ET L'ARGENT.**

UN DOSSIER SPÉCIAL
A NE PAS MANQUER
CETTE SEMAINE DANS

LE NOUVEAU
observateur

ESSILOR
La recherche au service de la vue.

PARIS
MATCH

PRESENT PARTOUT



A NEW DELHI

avec Indira Gandhi, déesse et mère de l'Inde

A WASHINGTON

*avec Reagan, symbole du renouveau et
de l'orgueil américains*

AU NICARAGUA

avec le Commandant Zéro, le révolutionnaire intraitable

A VARSOVIE

avec le père Jerzy, martyr de la Liberté

Paris Match le poids des mots, le choc des photos

POLITIQUE

HISTOIRES DE FRANCE

Les informaticiens et le sablier

Au fromage, il fondait l'entreprise. Au dessert, il la baptisait. IDIL, tout un programme. Est-ce possible ? Cela aurait donc une âme, les informaticiens, et parfois un cœur... et aussi le sens de l'humour, et même le goût d'une vie non exclusivement programmée ?

Il faut bien l'avouer : les têtes carrées, on les tient en défiance. Une instinctive fâcherie avec les Nimbus analystes, les forts en maths, les petits professeurs Tourneval des écrans bleus, tous ces gens qui ne s'expriment qu'en logique, en français sidéral ou par onomatopées basiques. Méfiance, en effet, devant ces « sèches » qui associent l'apparence de leur savoir, donc de leur pouvoir, sur une langue inabordable au commun des hommes. Un peu comme tous ces médecins qui soignent d'abord à grands coups d'ordonnances illisibles pour signifier préalablement au patient la gravité de son état d'ignorance.

Pleasanterie ? Pas si sûr : l'informaticien qui est partout, ou le sera, l'informaticien qui va gérer le monde et déjà atomiser les familles - le regard des enfants pour ces parents de l'âge du boulier - cette informatique qui ravage Gaston Defferre et désespère Boulogne-Billancourt, jusqu'à

présent, on faisait avec. Comme avec un mal nécessaire, mais il y a des spécialistes pour cela, avec une réalité refusée, avec une discipline sous surveillance. A d'autres tout ce fatras implacable, informatique et liberté - c'est dire si les Huns sont aux portes, - bataille des planètes, CII Honeywell Bull, IBM et Silicon Valley, entrepôt des OI d'exception, ordinateur maître, ordinateurs esclaves, puces et microprocesseurs.

Et voilà au hasard d'une rencontre qu'il faut bien ne plus se réfugier derrière le commode « veut pas le savoir » d'un juteux désemparé. L'informaticien, cela existe. Même au plus profond de la France.

Comme un espoir collectif, comme l'illustration de l'esprit d'entreprise. L'histoire se passe à Nantes. Quatre amis, ni des rêveurs ni des romantiques, trois analystes programmeurs et un comptable, ont eu en commun un projet et ensemble font un pari : créer, inventer une entreprise pour faire de l'informatique en liberté. « Libres parcs que capables de monter quelque chose », dira Jacques, trente ans. Libres si ce possible, serait-on tenté d'ajouter.

Non pas pour mettre en doute la capacité de ces quatre profes-

sionnels. Mais la partie qu'ils ont engagée, occuper un créneau et le bien occuper, n'est pas des plus aisées. Faire vite, faire bien, ne pas perdre de temps, savoir prendre son temps, concilier en somme le difficilement conciliable.

Cette histoire commence par un échec. Au départ, en décembre 1982, on trouve une banque spécialisée pour le financement, un projet, huit informaticiens, trois chefs de projet, cinq analystes programmeurs, plus un gestionnaire, qui quittent leur emploi et se regroupent au sein d'un bureau d'études à Nantes. L'objectif est clair : il s'agit pour les informaticiens d'inventer un logiciel pour micro-ordinateurs, un programme de gestion informatisé cohérent pour répondre aux besoins des hôtels. Il ont huit mois pour « créer le produit ». Il faut bien cela.

Un pari simple...

Le comportement de la banque, lui, sera moins cohérent. Deux mois plus tard, soit qu'ils aient changé d'opinion sur l'urgence ou sur l'intérêt du produit, soit qu'ils se soient heurtés à des problèmes gestionnaires, les banquiers coupent les crédits. Plus de salaires fin février. Dépôt de bilan fin avril.

« Quand on a vu cela, raconte Jacques, on a décrié le sauve-qui-peut. Dans ce métier, ce n'est pas encore un problème. Entre février et mai, les cinq analystes programmeurs ont rasé le travail. Les trois chefs de projet, même pas un siècle à eux trois, ne valent pas cela. Ils ont vu dans ce projet un « appel d'air ». Ils s'étaient fixés un objectif. Ils sentent encore l'ouverture devant ». Bref, ils continuent. Informatique et liberté, informatique et liberté.

Avec un ami comptable, quidam - nul n'est parfait, - ils repartent, bille en tête. Ce sera l'IDIL (Institut de développement interprofessionnel de logiciel), relancée sous forme de SCOP. Des informaticiens en copropriété ouvrière de production, d'est un peu surprenant. Mais pourquoi pas ? « Affaire de mentalité. Il en faut une chaque jour en France ».

Les quatre cassent leur tirelire. Investissent chacun 120000 F, primes de préavis, prime de création d'entreprise, sollicitent des chaînes hôtelières qui les aident un peu, établissent un budget prévisionnel sur deux ans. Et ils achètent une « bécanne », un ordinateur (100000 F).

En trois mois, l'IDIL est né. Viable ? C'est tout le problème. Le pari est simple : il faut être le meilleur. « Dans ce domaine de la micro-informatique, ce n'est plus seulement le matériel, objet d'une féroce concurrence commerciale, mais le programme qui fait la différence », dit Jacques. Au fracas des dinosaures commerciaux répond, écho illégitime (illégitime ?), la lutte au finish des micro-instituts. Être le meilleur, du pari, vasse projet. Mais il ne saurait en être autrement. Imposer son programme ou déposer son bilan ! Voilà l'alternative, une course de vitesse entre l'angoisse du comptable et celle des créateurs. L'informatique ramenée en somme à un problème de sablier.

Le temps se passe. Les quatre compères s'en sont offert une tranche en se salariant à moitié pris du « marché », 8 000 F par mois. Employés par d'autres, ils pourraient demander 15 000 F. Le temps s'achève. Alors, pendant que l'un - le plus informaticien - peaufine le produit, les autres font de la trésorerie, passent des contrats comptables, assurent de la formation, élaborent des mini-systèmes pour PME, travaillent avec les chaînes de matières et les centres de formation. Le temps, enfin, se négocie. Avec un nouveau banquier qui accorde

périodiquement un surris à sa-

tuier. Bref, dix-huit mois plus tard, l'IDIL continue. Le logiciel hôtelier existe. Il fonctionne. Dix grands hôtels français l'ont adopté pour leur gestion. Et alors que le dépôt de bilan menaçait il y a deux mois, IDIL a fait une percée au dernier Salon Equip'hôtel : huit ventes de programme, un ballon d'oxygène (800 000 F) et un nom qui commence à circuler dans les milieux professionnels. IDIL existe, est en négociation avec une grande chaîne hôtelière, l'éventuel gros lot. IDIL commence à intéresser un dinosaure fabricant. IDIL a reçu une proposition d'association financière pour la vente sous licence de son programme pour hôtellerie dans les pays arabes.

IDIL reste pourtant une micro-entreprise sur la branche. Elle peut ne pas passer l'hiver ou l'été, dans une filière au printemps. Toujours le problème de sablier. Et après ce programme pour l'hôtellerie, une percée déjà est engagée vers les pépinières, puis, plus tard, une le sera vers les garages. S'il y a un plus tard. Dans le fond, c'est tout à fait existant l'informatique vue comme une course de haies.

PIERRE GEORGES.

LA GRANDE COLÈRE DES ÉLUS ALSACIENS

« Union sacrée » pour le synchrotron

De notre correspondant

Strasbourg. - La colère de quelques élus alsaciens, il y a trois semaines, est devenue maintenant celle de toute une région. Pour la classe politique, il s'agit d'un coup de canif dans un contrat de plan. Pour l'homme de la rue, d'un mauvais coup mijoté à Paris qui a floué l'Alsace de ce qui lui était promis. Pour les uns et les autres, d'une affaire grave qui heurte la sensibilité alsacienne.

Vingt jours après l'annonce par M. Louis Mermoz, président du conseil général de l'Alsace, du choix gouvernemental de préférer Grenoble à Strasbourg pour l'implantation de l'anneau de rayonnement synchrotron européen, l'Alsace demeure choquée. Et cette réaction sera exprimée lors de la visite en Alsace du président de la République les 22 et 23 novembre, pour célébrer le quarantième anniversaire de la libération de l'Alsace.

Ce déplacement a été confirmé mercredi 7 novembre malgré les menaces de boycottage exprimées tout à tour par les deux conseils généraux

(Bas-Rhin et Haut-Rhin). Mardi après-midi les trois présidents des assemblées élus d'Alsace, M. Marcel Rudloff pour le conseil régional, M. Daniel Hoefel pour le conseil général du Bas-Rhin, et le docteur Henri Goetschy, son homologue du Haut-Rhin, tous trois sénateurs (UDF-CDS), se sont rendus à Paris à l'invitation de M. Laurent Fabius.

De leurs déclarations, il ressort que le conflit demeure dans l'impasse. « La première ministre, très loyalement, a reconnu que notre position juridique et morale était parfaitement défendable et entièrement fondée », a jugé M. Rudloff. Mais, ajoutait M. Hoefel, « dans l'esprit du gouvernement, la décision est irrévocable ». Pour autant, les trois présidents alsaciens n'ont demandé pas : « Pour nous, rien n'est irrévocable, cela dépend de notre fermeté et de notre résolution », souligne M. Hoefel.

« Appliquez le contrat : faites venir le synchrotron à Strasbourg. Nous ne demandons et ne demandons

rien d'autre » : le président de l'Assemblée régionale, M. Rudloff, maire de Strasbourg depuis 1983 et président de sa communauté urbaine, appuie sa colère et son argumentation sur deux contrats. Celui signé entre l'Etat et sa ville le 24 novembre 1983 pour conforter la vocation européenne de Strasbourg ; celui conclu entre l'Etat et la région le 28 avril 1984 dans le cadre de la planification régionale.

M. Pflimlin « stupéfait »

Dans les deux textes, le gouvernement français s'engageait à défendre la candidature de Strasbourg pour plusieurs équipements, dont le synchrotron européen. Des textes aujourd'hui violés, dit l'avocat Marcel Rudloff, et avec eux « la parole donnée » et le crédit de l'Etat.

Cet argumentaire a été largement relayé par toute la « majorité alsacienne ». Il a été un temps couronné par les socialistes alsaciens : on ne

pouvait pas forcer la main aux Européens, Italiens, Danois ou Britanniques, préférant Grenoble, tandis que l'Allemagne n'aurait soutenu Strasbourg qu'assez tardivement et pas jusqu'au bout. Cette argumentation s'effrite peu à peu, rétorquent les élus majoritaires. M. Pierre Pflimlin s'a-t-il pas reçu le 20 septembre dernier une note du cabinet de M. Roland Dumas, porte-parole du gouvernement et ministre des affaires européennes, soulignant que « le gouvernement soutiendrait le site de Strasbourg » ? Pierre Pflimlin s'est dit « stupéfait et choqué » de la décision gouvernementale.

Le paysage politique alsacien s'organise actuellement autour de l'ancien synchrotron. L'« union sacrée » à laquelle appelait mercredi la CFC d'Alsace n'est pas loin d'être réalisée. RPR et UDF doivent prochainement se rencontrer pour définir une position commune, autant sur le dossier du synchrotron que

pour le déplacement présidentiel. De son côté, le bureau du conseil régional a fait une proposition de réunion commune aux bureaux des deux conseils généraux. Mais déjà les discours indignés devant les assemblées contraires par la majorité alsacienne dessinent un front sans faille.

Le RPR alsacien, il est vrai, est fragile encore de ses querelles internes et ne peut trop se démarquer d'une UDF omniprésente, notamment à travers les trois sénateurs-présidents CDS. La réconciliation de sa fédération bas-rhinoise, scellée dimanche 4 novembre par des assises départementales, permet au RPR de s'engager entièrement dans la bataille du synchrotron, sans fausse note.

Le petit parti communiste alsacien insiste lui aussi sur la rupture de l'engagement de l'Etat, « plus qu'une promesse, une signature, avec un aspect moral non négligeable », juge M. René Baillieux, secrétaire du PC du Bas-Rhin. Les communistes soulignent les retombées

scientifiques et les emplois que le synchrotron aurait apportés à Strasbourg mais aussi l'ancrage européen dans une coopération exemplaire. Une pétition circule actuellement, sur leur initiative, notamment dans les milieux scientifiques et universitaires. Des déclarations solennelles de M. Francis Wurtz, secrétaire régional du PCF et député européen, ont d'emblée condamné le choix gouvernemental.

Les socialistes embarrassés

Les socialistes alsaciens sont partagés : certains, comme ceux de la fédération du Haut-Rhin, insistent d'abord sur « cette dernière péripétie de désengagement systématique menée depuis trois ans et demi par la droite alsacienne contre l'action gouvernementale ». D'autres, comme M. Claude Fritsch, premier secrétaire de la fédération du Bas-Rhin, estiment qu'ils n'ont pas à débattre des positions « indéfendables ». Deux élus ont tout de même pris publiquement leurs distances, se mettant « en congé » du parti. Des décisions d'autant plus remarquables qu'elles sont le fait de deux maires « bien » élus, MM. Alfred Muller à Schiltigheim et M. André Fougereuse à Ottwill. « Être en congé du parti, ce n'est pas une position statutaire », précise M. Muller. Ce geste « symbolique » doit lui donner « une liberté d'expression et de pression ». « Il faut une discussion de fond », juge le maire de Schiltigheim, « les raisons électorales sont très loin de mon esprit ». C'est aussi, ajoute M. Muller, pour ne pas laisser l'unique discours de la majorité alsacienne monopoliser le synchrotron en jouant la fibre régionale.

Les suites politiques de l'affaire du synchrotron peuvent, en effet, être lourdes pour la gauche alsacienne. Le RPR rassuré et l'UDF toute-puissante dénoncent tout autant la désinvolture parisienne que la « trahison » gouvernementale. Le thème du régionalisme, très populaire en Alsace, croise celui de l'opposition ferme et courtoise pratiquée jusqu'ici par les élus majoritaires. Il est difficile de défendre ici bec et ongles le choix de Grenoble. M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme, le sait bien. Le ministre alsacien, ancien député (PS) de Mulhouse, a pesé en Alsace chacun de ses propos, demandant par exemple aux Alsaciens : « A une occasion, faut-il ajouter un rendez-vous manqué ? Est-ce que cette affaire, grave, est un élément suffisant pour rater, sur le plan des perspectives économiques, le voyage du président de la République de tous les Français, à mi-mandat, en Alsace ? ».

L'Alsace sera-t-elle au rendez-vous les 22 et 23 novembre ? De fait, les trois présidents, MM. Rudloff, Hoefel et Goetschy, ne souhaitent pas ce déplacement. Ils l'ont dit nettement à M. Fabius mercredi : « Nous avons répété que l'ambiance actuelle ne serait caractérisée ni par la sérénité ni par la joie, et que les visites présidentielles en Alsace devaient se faire dans un climat serein de satisfaction. Ce n'est pas le cas en ce moment », selon M. Rudloff. Le docteur Goetschy est plus direct : « Ce qu'on nous a fait, ce n'est pas bien. Ce n'est pas un bon moment pour venir ».

JACQUES FORTIER.

ADIEU PARQUETS.

20% SUR LES MOQUETTES EN PURE LAINE WOOLMARK

Pour ses 1000 couleurs et ses 1000 références. Pour ses moquettes unies, à motifs ou même personnalisées. Pour la beauté et la qualité de la pure laine vierge Woolmark. Pour les spécialistes et le service après-vente Bon Marché qui assureront la pose de votre moquette.

JUSQU'AU 1^{ER} DÉCEMBRE

AU BON MARCHÉ

Métro-Sevres-Babylone, Parking

Moquette Woolmark. La beauté qui dure.



L'INCULPATION DE DEUX MÉDECINS A POITIERS

Autopsie d'un crime

De notre envoyé spécial

Poitiers. - Deux médecins inculpés d'assassinat dans l'exercice de leurs fonctions, deux médecins sortis de l'hôpital pour aller en prison. Poitiers-la-provinciale est horrifiée. Poitiers-la-bourgeoise s'interroge encore sur la teneur de l'acte. Aujourd'hui, la ville se regarde dans le miroir des médias et découvre une tache monstrueuse. Un moment, les médecins et la justice avaient tenté de cacher la vérité, puis, brutalement, l'ont clamée haut et fort. Opération chirurgicale autant que réflexion de corps : isoler le mal avant qu'il ne gague.

Telle qu'elle est aujourd'hui présentée, l'affaire ne laisse le choix qu'entre l'horreur et l'indignation. Reprenons, des faits, le peu qui soit totalement confirmé. Le lundi 29 octobre, M^{me} Nicole Berneron, trente-trois ans, est admise dans le service d'oto-rhino-laryngologie du professeur Jean-Pierre Fontanel, au centre hospitalier régional de Poitiers. Elle y est adressée par son médecin traitant pour l'ablation d'une tumeur, a priori bénigne, d'une glande parotéide. Elle est opérée le mardi 30 octobre, trois quarts d'heure plus tard que prévu.

« Deux anesthésistes-réanimateurs sont habituellement affectés au bloc opératoire du service », explique le professeur Fontanel. Le veille, l'un d'eux avait été malade, et l'autre était malade. C'est donc le chef du service d'anesthésie-réanimation qui est venu et qui est resté durant les quatre-vingt-dix minutes qu'a duré l'intervention. D'autres anesthésistes, étudiants et infirmières, étaient aussi présents dans le bloc opératoire.

À la fin de l'intervention, le malade décédait. Pour reprendre les

termes du procureur de la République de Poitiers, un décès « durant la phase de réveil, dans des conditions faisant apparaître l'existence d'un acte criminel ». Après garde à vue, deux médecins du service de réanimation, les docteurs Bakari Diallo et Denis Archambeau étaient inculpés d'assassinat et placés sous mandat de dépôt. Entre-temps, deux plaintes avaient été déposées conjointement : par la direction de l'hôpital et par la famille de la victime, sur l'initiative - fait rarissime - de la direction.

Un profond malaise

Telles sont les seules informations vérifiées dont on dispose. Le reste - les faits et leur interprétation - provient pour l'essentiel de l'accusation. Une situation étrange et déséquilibrée qui n'est pas sans ajouter au profond malaise qu'on ressent ici. Car, si le procureur de la République a tenu à rappeler que tout inculpé bénéficie de la « présomption d'innocence », d'autres ne s'embarrassent guère pour dresser l'acte d'accusation, expliquer et, bien sûr, condamner.

Les médecins d'abord. Ils sont officiellement parés le 8 novembre, par la voix du professeur Pierre Mériel, chef de service d'anesthésie-réanimation, qui, au lendemain de l'incrimination des deux inculpés, a donné une surprise conférence de presse. Il était au chevet de la victime durant l'intervention. Le docteur Archambeau, étudiant en deuxième année de certificat d'études spéciales d'anesthésie-réanimation, était, lui aussi présent. C'est lui qui, selon le professeur Mériel, a ouvert les vannes de

l'appareil respiratoire « saboté ». « C'est le professeur Mériel, confirme-t-on à la direction du CHR, qui nous a alertés. Il y avait eu malveillance certaine. » Un vrai travail de professionnel, explique le patron du service d'anesthésie-réanimation. On avait non seulement permis les bagues d'arrivée d'oxygène et de protoxyde d'azote, mais aussi les repères colorés qui sont sur ces bagues. Il y avait donc préméditation certaine.

Pour le professeur Mériel, aucun doute : « Tout a été fait pour nous mettre sur le dos. La jeune femme n'a jamais été personnellement visée. Il n'y avait pas de médecin-anesthésiste ce jour-là. J'étais obligatoirement responsable. M. Diallo était absent. L'appareil avait servi normalement le samedi et n'est pas été utilisé le lundi. De plus, j'avais pris la décision, lundi, 12 heures, de muter le docteur Diallo dans un autre service, celui d'urologie de l'Hôtel-Dieu de Poitiers. L'appareil a pu être trafiqué pendant la nuit... »

Un malade reçoit toujours une bouffée d'oxygène avant l'opération, poursuit-il. Le docteur Archambeau a ouvert le protoxyde d'azote en sachant que c'était de l'oxygène. Il a masqué l'appareil respiratoire avec son corps. C'est ce qui le rend suspect. C'est une surprise totale pour nous. Une mutation du docteur Diallo a peut-être été le détonateur. Il avait des problèmes de relations avec ses confrères. Pour moi, c'est une personnalité para-médicale, qui faisait qu'il ait sa cour autour de lui.

« Cabochard mais très gentil »

Sur le docteur Diallo, tous les témoignages concordent. Agé de trente-sept ans, originaire de Haute-Volta et citoyen français, marié, père de quatre enfants, ce médecin est titulaire d'un diplôme d'anesthésie-réanimation depuis trois ans et travaille depuis huit ans à l'hôpital de Poitiers. Habile, compétent, c'est aussi, explique-t-on, une personne « très particulière ». Un anesthésiste-réanimateur qui n'évitait pas de sérieux conflits avec certains chirurgiens, ce qui, précisément, avait été à l'origine de sa mutation. Une mutation « dans l'intérêt du service » en quelque sorte.

Le professeur Fontanel explique, quant à lui, avoir eu que « d'excellents rapports » avec le docteur Diallo. D'autres témoignages font état « d'un type cabochard mais très gentil et ouvert ». Reste donc à imaginer qu'un sentiment de persécution ou qu'une haine trop grande entre médecins puissent être à l'origine de la mort d'une malade.

Cela ne doit rester pour l'heure qu'une hypothèse de travail », explique le professeur Fontanel. Reste aussi à établir la chronologie des événements avant l'intervention chirurgicale. Qui a modifié l'appareil respiratoire ? « Il faut, disent les spécialistes, un tournevis, une pince et quinze minutes pour qu'un technicien réussisse à inverser l'arrivée des gaz. » Reste, enfin, à établir le rôle joué par le docteur Archambeau, trente ans, marié, père

d'un enfant, dont le professeur Mériel croit pouvoir dire : « Il a obéi aux ordres sans se rendre compte de la gravité de son acte. C'est un élève qui a suivi son responsable de stage. » Selon M^{me} Jean Dammy, avocate du docteur Archambeau, les deux inculpés n'ont en bloc tous les faits qui leur sont reprochés. D'autres indiscrétions laissent entendre que le docteur Archambeau aurait commencé à « parler », avant de se rétracter brutalement.

Poitiers s'ouvre aux rumeurs. L'affaire est restée secrète pendant toute la durée de l'enquête, la police interrogeant, « jour et nuit », tous ceux qui, de près ou de loin, pouvaient être concernés. Aujourd'hui, route de Limoges, sur les hauteurs de Poitiers, dans cet énorme cube de béton qui est le centre hospitalier de la Milticrie, on en vient à mieux respirer, comme si on était enfin débarrassé d'un trop grand secret, d'une trop grande monstruosité.

J.-Y. N.

LE MARI DE LA VICTIME DEMANDE LA MORT DES COUPABLES

M. Claude Berneron, époux de la jeune femme décédée le 30 octobre à l'hôpital de Poitiers (Vienne) à la suite du sabotage d'un appareil de réanimation, a déclaré, jeudi 8 novembre, à Châteauneuf : « Je souhaiterais la peine de mort pour les deux anesthésistes, si ce sont des criminels. » Il a ajouté : « Je veux que la vérité éclaire au grand jour le plus vite possible. Ces gens-là, je veux qu'ils soient punis. »

Les policiers peuvent ouvrir les capots de voiture

Un capot de voiture peut être ouvert même sans mandat de perquisition. Ainsi, en a décidé, jeudi 8 novembre, la cour d'appel de Rennes. En juin 1983, M. Guy Rousseau, psychanalyste à Nantes et membre de l'association Auto-défense, avait été arrêté par des policiers sur une route d'Ille-et-Vilaine. Ceux-ci lui avaient demandé d'ouvrir le capot de sa voiture, ce qu'il avait refusé expliquant que seuls, juridiquement, des douaniers étaient habilités à le faire.

Confirmant un jugement du tribunal correctionnel, la cour a estimé, conformément aux réquisitions du

parquet général, que l'ouverture d'un capot destiné au logement des seuls organes moteurs, ne saurait être assimilée à une visite domiciliaire. Une telle ouverture ne constitue donc pas, selon la cour, « une atteinte à la liberté ou à l'intimité du conducteur et de ses passagers ».

M. Rousseau a décidé de se pourvoir en cassation. Lors de son interpellation, les policiers étaient à la recherche d'un détecteur de radar dont son véhicule n'était pas pourvu. La décision du magistrat de Rennes et le débat qui aura lieu à la

Cour de cassation relancent la controverse sur les fouilles de véhicules. En 1977, le Conseil constitutionnel avait déclaré non conforme à la constitution un texte de loi autorisant cette fouille, même en l'absence d'infraction. En 1979, la Cour de cassation avait confirmé la condamnation d'un automobiliste qui avait refusé d'ouvrir son coffre lors d'une opération de police déclenchée après l'enlèvement de M. Edouard-Jean Empain. On en avait conclu, un peu vite apparemment, que les automobilistes étaient, dans la plupart des cas, à l'abri de ce genre de fouille, qu'il s'agisse de l'habitacle du coffre ou de la partie située sous le capot.



AIR FRANCE

INFORMATIONS CONCERNANT LES VOLS DU
SAMEDI 10 NOVEMBRE 1984
ET DU
DIMANCHE 11 NOVEMBRE 1984

L'exploitation des vols d'Air France sera perturbée les
SAMEDI 10 NOVEMBRE
et
DIMANCHE 11 NOVEMBRE

en raison d'un mot d'ordre de grève concernant le personnel navigant commercial (hôtesses et stewards).

Pour toute information concernant les vols de ces deux journées, Air France invite sa clientèle à appeler :

le 320.15.55 pour les vols long-courriers (Amérique du Nord, Amérique du Sud, Antilles, Afrique et Océan Indien, Proche et Moyen-Orient, Asie),

le 320.14.44 pour les vols moyen-courriers (Métropole, Europe, Afrique du Nord),

ou le centre de réservation de la région de son domicile (pour la région parisienne, le 535.61.61).

Depuis la province, composer le 16.1 avant ces numéros.

La Compagnie Air France déplore les désagréments que cette situation pourra occasionner à ses passagers et mettra tout en œuvre afin de les limiter.

MÉDECINE

Le premier « super scanner » à Montpellier

(Suite de la première page.)

Paris étant toujours en attente de la livraison de son appareil (construit par la firme américaine General Electric), le centre hospitalier de Montpellier (département de l'Hérault) est donc le premier à disposer d'un appareil à RMN fonctionnel. Grenoble devrait être équipé en mars 1985.

La situation est-elle pour autant débloquée ?

Il semble qu'une des causes de paralysie tiennent au fait que la participation de l'Etat (40 %) n'englobe pas les travaux nécessaires à l'installation des appareils (2). De plus, technique nouvelle, l'examen RMN ne bénéficie encore d'aucune forme de cotation de la Sécurité sociale. « Officiellement, confie-t-on à la CGR, aucune assurance ne nous a été donnée du côté de la Caisse nationale d'assurance maladie. Nous estimons, quant à nous, que le coût de fonctionnement de ces appareils fait que le prix de revient d'un examen RMN se situera, au départ, environ au double du prix d'un examen par scanner (fixé actuellement à environ 1 000 F). »

Aux Etats-Unis, le marché de la RMN est en pleine expansion. Trois firmes (Technicare, Picker, Diagnostics) ont obtenu l'agrément des autorités sanitaires américaines pour la commercialisation de leurs appareils. « On compte plus de cent clin-

quantes appareils RMN aux Etats-Unis », a précisé le docteur Jean L. Delays, de nationalité française, directeur du programme RMN de l'université du Texas, à Houston. Ils sont, soit dans des universités, soit dans des cliniques privées. La seule ville de Houston en compte trois.

Pour sa part, la CGR annonce quatre commandes à l'étranger (une à Québec et trois au Brésil). La firme française se fixe aussi comme

objectif, pour 1987, la maîtrise de 10 % du marché mondial, soit, estime-t-on, cinquante à soixante appareils par an.

JEAN-YVES NAIL.

(2) Le prix de l'appareil RMN installé à Montpellier équivaut à 10,5 millions de francs hors taxes. En règle générale, les travaux nécessaires à son installation font qu'il faut compter environ 15 millions de francs pour l'installation d'un appareil en milieu hospitalier.

Clichés de qualité

Les appareils à RMN (ou résonance magnétique) sont basés sur l'utilisation des effets produits par des champs magnétiques de haute intensité sur les tissus de l'organisme. Les variations imposées à ces champs provoquent, au niveau des noyaux d'hydrogène composant la matière vivante, des phénomènes mécaniques qui sont ensuite « traduits » en images.

Les clichés anatomiques ainsi obtenus sont, de l'avis des spécialistes, remarquablement supérieurs aux images fournies par les échographies. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne le système nerveux central et le

pelvis. En pratique, rien ne dit que, pour le profane, l'examen scanner de l'examen RMN. Le malade est, dans les deux cas, allongé horizontalement.

Aucune injection ou anesthésie n'est, a priori, nécessaire. En revanche, l'examen RMN est plus long que l'examen scanner : de quarante-cinq minutes à une heure environ.

Cette durée devrait diminuer avec une meilleure maîtrise de la technique. Compte tenu de l'expérience actuelle, rien ne permet de penser que le RMN se substituera en totalité aux scanners.

UN NOUVEAU MUSÉE D'ART MODERNE A BRUXELLES

Le puits du Mont-des-Arts

Le nouveau musée d'art moderne de Bruxelles vient d'être inauguré par le roi Baudouin et la reine Fabiola, après vingt-cinq ans d'hésitation et de tergiversations sur son emplacement et son architecture.

Le Louvre, par exemple, est un musée, un édifice muséum, et rien ne prouve dans l'immédiat que sa nouvelle formule, la Grande Louvre, sera, architecture et muséographie réunies, moins satisfaisante pour les visiteurs. Cela n'empêche pas le Louvre de présenter de belles, d'incroyables œuvres, et ne l'empêche pas d'accueillir toujours plus de visiteurs. Nous avons maintes autres musées, en France, qui, sans atteindre à la gloire de l'ancien palais, sont tout aussi musées, et même souvent mieux. Cela pour dire que les qualités et défauts n'ont pas de patrie, que le nouveau musée d'art moderne de Bruxelles n'est vraiment pas ce que le génie turinois a produit de plus convaincant, et que ses collections méritent un peu mieux.

Oh, bien sûr, c'est épatant, un nouveau musée d'art moderne, et ce n'est pas tous les jours qu'une capitale inaugure pareil établissement. Chacun donc se réjouit, et nous aussi, et tous de sa dire : « On oublie le bâtiment, et on voit, on a l'impression de voir qu'il y a la vie propre du musée, sans doute. Pourtant, on pense tout de suite, avant même d'entrer à une autre institution française, l'homologue justement de notre musée belge, le musée national d'art moderne, au Centre Pompidou, qui, moins de dix ans après son ouverture, doit être réaménagé.

C'est vrai que la mission du Musée d'art moderne de Bruxelles a été hasardeuse, douloureuse, comme l'urbanisme qui a ravagé la ville plus encore qu'il ne l'a fait à Paris. Le nouveau musée est d'ailleurs une suite, fatale, de ce même urbanisme. Il s'y rattache si bien, qu'un lucide confrère belge pouvait dire, le jour même de son inauguration : « Le nouveau Musée d'art moderne est-il un vieux musée ? ». L'art moderne conclut par l'affirmative, mais tempérée là aussi par la joie, le soulagement qu'apporte le mot fin du pays de la BD. Pourtant, c'est vrai que c'est un « vieux musée », pour tout ce qui, directement ou indirectement, touche à son architecture.

De même que les « parcs » des Hautes-Alpes — alignant grotesquement les arches de Belard — témoignent de la brutalité d'une époque, le musée de Bruxelles est le terrible point d'orgue de la destruction, parmi bien d'autres, de tout un quartier historique de Bruxelles. Ce quartier s'appelle le Mont-des-Arts, et cette action sauvage a lieu en 1959, en plein dans le vent de la « modernité ». Dans l'opération, l'une des ailes du Palais de Lorraine, qui abritait jusqu'alors les collections du dix-neuvième et du vingtième siècle, est rasée.

Le Mont-des-Arts, qui s'y trouvaient notamment le Musée d'art ancien, bâtiment construit en 1880 par l'architecte Alphonse Balot, et le Musée d'art moderne, c'est-à-dire les œuvres du dix-neuvième et du vingtième siècle, logées dans une aile du Palais de Lorraine. La « modernité » de Bruxelles exigeait que cette aile soit détruite. Les collections furent mises à l'abri et, durant d'interminables années, on s'interrogeait, on s'agitait, on se querelait pour savoir où et à quelle enseigne les œuvres seraient logées. A partir de 1962, toutefois, les Bruxelles ont décidé de nouveau d'entreprendre leurs collections à l'occasion d'expositions dans des locaux provisoirement affectés, place Royale, au Musée d'art moderne.

Sec, version pauvre

En 1965, un arrêté créant les établissements scientifiques de l'Etat réunissait les deux musées, deux-musées qualifiés de Musées royaux des beaux-arts. L'Etat par la loi, les deux établissements allaient être par la suite. On décida en effet, pour finir, que le Musée d'art moderne s'installerait à côté de l'autre, c'est-à-dire dans la sous-aile de la cour d'honneur du Palais de Lorraine, et qu'on y enterrerait l'idée d'une nouvelle partie hors sol ayant été écartée par un ancien hôtel particulier de la place Royale, l'hôtel Altériot, dont toutes les façades seraient conservées. Ainsi fut fait, pour un coût de 2,4 milliards de francs, par l'architecte Roger Beebe, aidé de quelques autres.

Une première grande opération à la fin des années 70 avait conduit à une rénovation plutôt réussie du Musée d'art ancien. Le nouvel ensemble lui est accolé par un souterrain et, divers escaliers mécaniques, pour élever un étage de che-
vrons.

quant, on a pu pour avantage — défendu mordicus par le conservateur en chef Philippe Robert-Jones — de donner une vision continue de la création picturale et sculpturale des origines à nos jours. Mais l'aboutissement du projet fait que plus on se rapproche de l'époque contemporaine, plus on descend et s'éloigne du jour dans les profondeurs de la cour d'honneur.

Le nouveau musée est de plan approximativement carré. Il est éclairé en partie par un puits de lumière qui, à l'approximativement encore, la forme d'un demi-cylindre légèrement évasé. L'ensemble est traité en béton, verre et acier, selon un « vocabulaire » typique du début des années 70 : sec, version pauvre. Les œuvres sont disposées sur trois niveaux doublés d'autant de mezzanines et sont éclairées de la plus légère manière qui soit. Près du puits, elles bénéficient d'un éclairage naturel. Les plus éloignées ont droit à un néon au bruit caractéristique. A mi-distance, elles bénéficient plus ou moins du néon et du jour, selon l'humour du soleil. La circulation, celle dit, est fort pratique puisqu'elle consiste à faire suivre aux visiteurs une sorte de spirale, un peu cornée en mode Guggenheim de New-York, sauf qu'il n'y a pas de tour, mais une succession de niveaux plans au lieu d'une pente douce.

Restent les œuvres, car pour quoi a-t-on inventé ce cadre aléatoire. Sur un ensemble beaucoup plus considérable, cinq cents peintures et cent cinquante sculptures ont été choisies, qui reflètent beaucoup mieux les goûts propres d'un art belge — flamand comme wallon — que les espaces internationaux de la création. Enser, qui est le point de départ du musée, Spillert, Wouters, et, plus bas, Deleux ou Magritte, sont aussi remarquablement représentés que Picasso brille, lui, par son absence. A ce niveau — au sens spatial et non géographique —, cela n'est pas gênant, mais la présentation de peintures moins convaincantes, devient fastidieuse. L'abandonne peut, en effet, désemparer les peintres qu'il est censé exposer.

Tout cela évolue cependant avec le temps et ne représenterait pas plus de gravité qu'un peu de fatigue dans les jambes, si, en visitant l'édifice, on n'avait auparavant parcouru le Musée d'art ancien. Or ce premier ensemble est assez vaste et bien pourvu de chefs-d'œuvre, de Bruegel (l'Anien) à David ou Courbet, pour éprouver un état de che-
vrons.

FREDERIC EDLMANN.

LES PRIX LITTÉRAIRES

Christine de Rivoyre et Jacques-Francis Rolland lauréats de l'Académie française

L'Académie française a, le jeudi 8 novembre, décerné le prix Paul-Morand, attribué tous les deux ans et doté de 300 000 F. A Christine de Rivoyre pour l'ensemble de son œuvre. Huit académiciens s'étaient prononcés en faveur de Jacques Perret dont le nom n'avait pas été proposé par la commission du prix Paul-Morand. Alain Peyrefitte, soutenu par plusieurs de ses confrères, a protesté contre ce qu'il appelle le « monopole » de la commission qui n'avait, cette année, retenu qu'un seul nom. L'Académie française a aussi attribué son Grand Prix du roman à Jacques-Francis Rolland pour *Un dimanche insoluble* pris des casernes (Grasset, 311 p., 79 F.). Les deux écrivains primés par l'Académie publient chez Grasset.

L'œuvre de qualité d'une petite « bonne femme »

C'est un beau coup de chapeau que l'Académie française, chargée de décerner le prix Paul-Morand, donne à Christine de Rivoyre, deux ans après que le Grand Prix littéraire de Monaco lui a été attribué, après la publication de *Belle Alliance*, le dernier en date de ses livres et son dixième roman.

Depuis *L'Alouette au miroir* qui avait pris son essor chez Plon en 1956, Christine de Rivoyre ne s'est jamais écartée du genre romanesque. Par son talent de conteuse, sa drôlerie, sa férocité tempérée de tendresse, son don d'observation qui a nourri la création de personnages de notre temps, elle s'est vite créée une audience sans le secours d'aucun prix littéraire. Quand elle obtint en 1968 le Prix Interallié pour le *Petit Matin* (Grasset), c'est déjà une réputation bien établie qu'on consacra. *Le Monde* (Plon, 1967), *la Tête en fleurs* (Plon, 1969), *la*

Glace à l'ananas (Plon, 1962) et surtout *les Sultans* (Grasset, 1964) lui ont acquis un public que le cinéma, s'emparant de ses livres, a multiplié. Elle est un témoin de notre monde qu'elle brocarde mais dont elle enregistre aussi les aspirations romantiques. Elle est toujours à fleur de peau, de sensibilité. C'est si l'on veut, mais moraliste, détectant les valeurs qui durent et sapent les conventions, les préjugés, sans jamais tomber dans une idéologie provocatrice.

Cette petite « bonne femme », haute de 1,52 m, comme elle se définit elle-même, qui se réfugie dans les Landes, son terroir, dès qu'un prix littéraire l'a mise en vedette, témoigne de l'authenticité de la création littéraire. Son œuvre de qualité est un des rares miroirs que notre littérature tend au monde contemporain.

JACQUELINE PLATIER.

Un ancien communiste se souvient

Roman, mais aussi livre de souvenirs, que ce *Dimanche insoluble* pris des casernes (« le Monde des livres » du 23 mars) où celui que Roger Vailland considérait comme son fils (il en fit le Rodrigue de *Drôle de jeu*) fait le point, à l'heure de la mémoire — il a soixante-deux ans.

Jeune résistant communiste, Jacques-Francis Rolland fut, après la guerre, journaliste dans la presse de son parti. Exclu en 1956 après une interview à l'Express sur le thème « Il faut choisir entre le socialisme et la terreur », il abandonna le journalisme pour l'enseignement et la recherche (il est agrégé d'histoire).

Il collabora cependant, en 1957-1958, à l'Académie française et signa le « manifeste des 121 » contre la guerre d'Algérie. « Mon dernier acte politique », dit-il. Ensuite, il ne fit plus parler de lui que par ses livres, notamment *Le grand Pan est mort* (Gallimard, prix des Quatre Jours 1963) et *Le Grand Capitaine* (Grasset, prix des Maisons de la presse 1976).

Son héros P.-M. Dudy écrit, lui, ses mémoires. A l'occasion de l'enterrement d'un dignitaire du parti, en 1968, il rencontre plusieurs de ses anciens amis et se souvient de leur aventure commune. On se demande parfois s'il n'est pas inutilement compliqué d'adopter la forme romanesque et de changer les noms pour raconter sa propre histoire. Jacques-Francis Rolland estime que non : « Je n'avais pas une position assez importante dans l'appareil du PC pour que mes mémoires intéressent, explique-t-il. En outre, le cadre romanesque me permettait de travailler davantage la forme. Bien sûr, le narrateur, le journaliste qui signe P.-M. Dudy, me ressemble. Ce n'est pas pour autant un roman à clef. Les divers personnages sont des compositions, même si des traits sont empruntés à tel ou tel contemporain. Pourtant, tous ceux qui s'intéressent à l'histoire du Parti communiste seront tentés de se comporter en déchiffreur de rébus en lisant ce livre au rythme allégre, bien construit et bien écrit.

JOSYANE SAVIGNEAU.

Le baroque de Dominique Bagonet

C'est en 1976 que Dominique Bagonet a remporté un prix au concours de Bagonet, avec *Chanson de nuit*, où il jouait finement de l'opposition entre deux petits personnages mécaniques. A Paris, où il peut se produire enfin et d'ailleurs en compagnie de la danse, il a reçu un accueil enthousiaste avec son ballet *Déserts d'Amour*. Il lui aura fallu dix ans pour s'affirmer comme créateur. C'est peu et c'est long lorsqu'on est obligé de s'implanter en province, de produire son commande en assurant les charges d'un centre chorégraphique.

Installé avec sa compagnie à Montpellier depuis 1980, Bagonet a en dix ans à se défaire de son baroque derrière une désholisation d'adolescent prolongée, à exprimer son sentiment d'enfermement dans un vidéo-film, *Théâtre d'Amour*, réalisé par Charles Péguy et un solo, *F. et Stas*, dédié sur sa propre identité. Et puis, c'est été, rebondissement avec *Déserts d'Amour*, créé au Festival de Montpellier (*le Monde* du 6 juillet) un ballet dédié avec subtilité, rétro-tri jusqu'au bout des doigts, avec un travail du dos rappelant un peu Douglas Dunn, des costumes de membres et un jeu de pieds alers. Dominique Bagonet insuffle la vie à sa chorégraphie contemporaine totalement originale.

Et toujours cette dualité, le bonheur se déplaçant sur la musique de Mozart, les zones d'ombres assomées en surface par une partition dramatique de Tristan Murail, dualité accentuée par les costumes de Marlene Clipp (entre Watten et la tenue de l'écumeur) et les éclairages contrastés de Jacques Châtel. Un spectacle évoluant jusqu'à l'hypnose.

MARCELLE MICHEL.

* Théâtre de Paris. Jusqu'au 10 novembre, 20 à 30. Dimanche 11 novembre, 17 heures.

Kisling et Kahn au Salon d'automne

Le Salon d'automne, qui s'est ouvert le 1^{er} novembre et se poursuivra jusqu'au 25 au Grand Palais, à Paris, est organisé, cette année, autour d'une série d'homages et de rétrospectives. Le plus important de ces hommages est celui rendu au peintre Matisse Kisling (1891-1953), ami de Modigliani et de Blaise Cendrars, qui fut un grand rôle à Montpellier. Ses portraits, ses paysages, ont fait récemment l'objet d'un livre édité par son fils Jean Kisling, préfacé par Henri Troyat, et vendu à l'occasion de la Biennale de la Chapelle-Midy, sont également présents au Salon d'automne qui propose, d'autre part, une série remarquable d'autocritiques de la collection Albert Kahn.

Les autocritiques sont, rappelons-le, des autoportraits, les œuvres de la photographie en couleur. Albert Kahn, quant à lui, est ce baquet philanthrope, mort dans la misère en 1940, qui a, outre sa collection d'autocritiques, laissé les jardins qui portent son nom à Boulogne et le souvenir d'une grande générosité.

Autour de Kisling, de Kahn, de nombreux peintres exposent sympathiquement leurs œuvres récentes.

F. E.

Elle et lui en URSS

Vers et trop gros et pas belle. Elle travaille à la bibliothèque municipale. Si vous avez besoin de quoi que ce soit, si vous avez des problèmes, appelez Vera ; si vous voulez arrêter quelqu'un, c'est encore sur elle que vous tomberez. Qui ramasse Igor, ivre mort, sur la queue du métro ? Vera, évidemment.

Igor est un écrivain, un écrivain sans le sou, qui aurait pu être un grand écrivain, mais la compétition lui fait horreur. Mauvaise tête et joli cœur. Igor sera peut-être pour Vera et vice-versa.

Amoureux volentiers — la méthode Coué, explique le titre — est un film satirique et drôle qui signifié par le réalisateur de la *Prime*, Sergueï Mikaïlov. La vie quotidienne y est attrapée par petits bouts ; on dirait parfois un reportage clandestin, tant l'image est approximative et le contenu sauvage.

Mais ce qui frappe, une fois de plus, c'est l'extraordinaire talent des comédiens russes. On aurait du mal en France ou aux Etats-Unis à réunir deux acteurs sur un tel scénario. Oleg Yankovski (toujours lui) et Eugenia Clouenka (prix d'interprétation au Festival de Berlin en 1983) endossent la misérable solitude de leurs personnages et vont jusqu'au bout de leur rendre compte.

CLAIRE DEVARREUX.

AU NIGERIA

Le musicien Fela condamné à cinq ans de prison

Le saxophoniste et chanteur nigérien Fela Anikulapo Kuti a été condamné, jeudi 8 novembre, à cinq années de prison pour trafic de drogues par un tribunal spécial mis en place par un décret du régime militaire nigérien.

Le musicien avait été arrêté le 4 septembre à l'aéroport international de Lagos alors qu'il s'apprêtait, en compagnie de son orchestre, à partir pour les Etats-Unis où il devait donner une série de concerts. Fela avait sur lui, au moment de son arrestation, la somme de 1 600 livres sterling qui, selon lui, devait servir à payer les frais d'hôtel de sa troupe la première nuit et que, selon les autorités nigériennes, il n'avait pas déclarées. Depuis la démonstration déclinée en avril dernier par le gouvernement nigérien, il est interdit de transporter des devises si l'on ne peut en expliquer la provenance.

« The black president »

Figure de proue de la musique africaine contemporaine, Fela Anikulapo Kuti a, dans ses chansons, toujours interpellé l'Afrique désorganisée et en crise, dénoncé les corruptions avec causticité et chanté l'unité du continent. Ses idées et son personnage picturaux, remuant, n'ont jamais été gommés par les militaires nigériens. Dans les années 70, il fonda une « république libre et indépendante » où s'opposaient les territoires, sa propre maison et ses dépendances. Exilé par l'agitation et la liberté de comportement du musicien, les dirigeants du premier régime militaire font évacuer les lieux un beau matin et font sauter la maison à la dynamite.

Fela est une militante de la *Woman International Democratic Federation* qui lui donnera une éducation bourgeoise classique à Londres. Fela, âgé aujourd'hui de quarante-cinq ans, a d'abord été fortement impressionné par Charles Parker et Miles Davis, puis par la musique soul, avant de mêler son expérience américaine aux rythmes traditionnels, de moderniser sans se couper des racines, de prendre le rythme comme support de toutes les recherches entreprises et de donner aux instruments modernes venus de l'Occident (saxophone, trompette, guitare basse) un son africain.

Fela a rappelé à l'homme africain qu'il n'est pas complètement sorti d'une longue période d'oppression, et il lui a demandé de rechercher les

valeurs fondamentales qui lui redonnent son identité et sa vérité : « On nous a volé nos rêves, mais nos rêves sont toujours sur la terre d'Afrique. Les tambours annoncent notre tour de danse, mais la scène est ancrée par les étrangers, avec leurs cadeaux pleins les bras. Nous avons besoin de leur aide et nous avons besoin d'être assistés. Ce n'est pas le temps de faire notre histoire. Sur les débris de l'identité culturelle traditionnelle, nous devons réinventer la personnalité africaine. L'avenir est à nous, car notre destin est neuf. »

Incontestablement le plus populaire des musiciens africains, Fela a fait de nombreuses tournées en Europe : lors de la dernière, il y a un an, il était introduit sur scène par l'un des membres de son orchestre : « I'm introducing the black president : Fela Anikulapo Kuti », et aussitôt, le saxophoniste et chanteur ouvrait des forces libératrices devant un auditoire en grande partie d'origine africaine.

Dans les coulisses, il se comportait comme un chef de tribu, tant avec ses seize épouses — dans les années 70 il avait épousé le même jour les vingt-trois choristes et danseuses de son orchestre, mais —, qu'avec les musiciens, la plupart adhérents, qu'il traitait d'amalgame au gré de sa fantaisie.

CLAUDE FLEUTER.

Un orchestre à la rue

(Suite de la première page.)

Alors, comment coule-t-on un grand orchestre régional ?

Démarrer l'écheveau des querelles et des incompatibilités d'humour au sein et autour de l'O.P.L. tient de la goguine. Mieux vaut se contenter de résumer les causes de la chute.

1) Retard dans l'harmonisation des statuts. Cet orchestre a toujours été un conglomerat de musiciens aux situations financières, techniques et artistiques très hétérogènes. A partir de 1975, avaient été recrutés à la tête et sans concours particulier deux groupes de musiciens exerçant déjà dans l'est de la France : ceux de l'Orchestre municipal de Metz et ceux de l'Orchestre de Strasbourg. Entre les « municipalistes » et les « strasbourgeois », le différend de salaires a toujours été sensible et, peu à peu, le vie de l'orchestre s'est figé en une motte battue pour les « avantages acquis », comme dans n'importe quelle administration. Problèmes de carrière, de primes, de jours de récupération...

La CGT se taille un monopole parmi les musiciens sur cette base revendicative, passant pudiquement sur ce qui était devant, en tout cas, de l'avis de certains chefs, le mal de l'O.P.L. : les rentes de situation de certains professeurs de conservatoire, passés maîtres dans l'art du cumul des fonctions, les difficultés de répétitions, les déséquilibres croissants, entre les œuvres trop nombreuses et les cordes en sous-effectif, etc.

L'O.P.L. de l'aveu unanime, n'était plus depuis longtemps qu'un ensemble en suris. « Cela ne pouvait pas continuer », reconnaît un musicien. Vertu du transmetteur ? Les délégués CGT, depuis le licenciement collectif,

semblent désormais accepter l'idée d'une refonte totale des statuts et de la composition de l'orchestre.

2) L'effritement d'Akoka. Nommé directeur musical au début de la saison 1983-1984, Gérard Akoka avait été démis de ses fonctions à l'issue de sa période d'essai de six mois (*le Monde* du 11 août). « Totale incompatibilité d'humour avec l'orchestre », l'avis est, là aussi, unanime. Quelques semaines après son arrivée, le chef était publiquement dénoncé, par son orchestre, pour son « incompétence » et son « incompréhension ». La diffidence dépeçait, l'hiver dernier, le stade d'habitudes des pétitions au ministère ou aux tutelles. L'orchestre se mit en grève. Des concerts furent annulés au dernier moment. Cette fois, c'était la partition de Prokofiev d'orchestre de Fellini que jouait l'O.P.L. Il y perdait sa réputation et son public.

3) Les lacunes de la décentralisation. La vocation régionale de l'O.P.L. semble aussi avoir été peu respectée depuis 1976. La Lorraine dispose de peu de salles pouvant recevoir les soixante-sept musiciens de l'orchestre et, avec les années, l'O.P.L. s'était peu à peu résigné à tenir ses quartiers à Metz, oubliant parfois d'aller visiter les départements de la Meuse et des Vosges. Certains élus, notamment ruraux du conseil régional, se sont mis à faire la fine bouche devant les demandes de subventions de l'O.P.L. Nancy, la rivale de Metz, se fait aussi tirer l'oreille, et cette contestation place M. Rausch dans une situation délicate. L'orchestre sert surtout sa ville, et pourtant toute la région contribue même modiquement à son financement.

Lors de la réunion du 8 novembre, M. Fleuret a exigé que soit rapidement repensée, avec tous les partenaires, la décentralisation du futur O.P.L.

4) Problèmes politiques. Les rapports entre l'orchestre et le maire de Metz ont vite pris le tour aigu des querelles gauche-droite. Le CGT des musiciens refusant toute idée de restructuration financière et technique par peur du « démantèlement de l'outil de travail », le sénateur et maire proposant maladroitement de son côté — ce qui a été refusé par l'inspection du travail — de licencier dans un premier temps deux délégués du personnel.

Succession

A ne tenir compte que de ces quatre paramètres, le sort de l'Orchestre philharmonique de Lorraine paraît effectivement réglé par la vie. Pourtant, les partenaires se disent tous prêts de convoquer une table ronde dans les semaines à venir permettant la création d'un successeur de l'O.P.L. M. Jacques Houtmann, un Français, directeur de l'Orchestre philharmonique de Richmond (Virginie), qui devait, avant la crise ouverte, succéder à Akoka, a été chargé par le conseil d'administration d'une mission préparatoire. C'est à lui que sera confiée la responsabilité du réaménagement des statuts et de la politique de décentralisation.

Musiciens, partenaires, municipalité... Après des mois de turbulences, la venue de ce nouveau chef, aux pouvoirs élargis, bénéficie déjà d'une unanimité de lassitude.

PHILIPPE BOGGIO.

[illegible]

LOCATION THEATRE 280

SPECTACLES

cinéma

Les films marqués (*) sont inscrits aux programmes de la semaine, les autres de la semaine suivante.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
15 h : Casablanca, de G. Ford ; Montage à Paris, de J. L. L. ; Le Testament du docteur Mabius (V.O.) ; 21 h : Le Testament du docteur Mabius (V.F.), de F. Lang.

MAUBOURG (773-35-57)
15 h : Gangs Kian, de L. Salvador ; 17 h : Dites 33... de C. M. ; 19 h : Divers aspects du cinéma japonais ; adaptation littéraire : Les Hommes du Nord, de L. J. ; 21 h : Divers aspects du cinéma japonais ; adaptation littéraire : Les Hommes du Nord, de L. J.

Les exclusivités

A LA POURSUITE DU DIAMANT (V.O.) : Georges V. (562-43-30) ; V.F. : UGC Opéra, 2 (574-93-30).

AMADEUS (A.V.) : Gaumont-Halles, 1 (297-49-70) ; Vendôme, 2 (742-52-32) ; St-Germain-Halle, 3 (633-62-30) ; UGC Opéra, 4 (225-10-30) ; La Paquette, 5 (705-12-15) ; Gaumont-Halles, 6 (339-04-67) ; Le Paris, 7 (339-33-99) ; 14-Juillet Bastille, 8 (337-00-81) ; Secours, 9 (707-28-04) ; Parnassien, 10 (339-43-11) ; P.M. St-Jacques, 11 (589-68-42) ; Bienville-Montparnasse, 12 (544-23-02) ; V.F. : Rex, 13 (236-43-93) ; Impérial, 14 (742-72-52) ; Adhène, 15 (343-07-48) ; Marmar, 16 (320-89-32) ; Gaumont-Halles, 17 (327-46-01) ; UGC Opéra, 18 (574-93-30) ; Pathé City, 19 (522-46-01).

AMERICA RAPPORTS DE CLASSE (A.V.) : 14-Juillet Bastille, 1 (337-00-81) ; UGC Opéra, 2 (574-93-30).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A.V.) : Forum Orient Express, 1 (233-42-26) ; Hantefeuille, 2 (633-79-38) ; Marignan, 3 (339-04-67) ; UGC Opéra, 4 (225-10-30) ; La Paquette, 5 (705-12-15) ; Gaumont-Halles, 6 (339-04-67) ; Le Paris, 7 (339-33-99) ; 14-Juillet Bastille, 8 (337-00-81) ; Secours, 9 (707-28-04) ; Parnassien, 10 (339-43-11) ; P.M. St-Jacques, 11 (589-68-42) ; Bienville-Montparnasse, 12 (544-23-02) ; V.F. : Rex, 13 (236-43-93) ; Impérial, 14 (742-72-52) ; Adhène, 15 (343-07-48) ; Marmar, 16 (320-89-32) ; Gaumont-Halles, 17 (327-46-01) ; UGC Opéra, 18 (574-93-30) ; Pathé City, 19 (522-46-01).

ALBUINO Y EL CONDOR (Néogran, A.V.) : Denfert, 1 (321-41-01).

L'AMOUR A MORT (F.V.) : Gaumont-Halles, 1 (297-49-70) ; Saint-Germain-Village, 2 (633-62-30) ; Adhène, 3 (339-04-67) ; Marmar, 4 (320-89-32) ; UGC Opéra, 5 (574-93-30) ; Pathé City, 6 (522-46-01).

AMOUREUX VOLONTAIRES (Sov. A.V.) : Cosmos, 6 (544-23-02).

L'AMOUR PAR TERRE (F.V.) : Saint-Germain Village, 1 (633-62-30) ; Bienville-Montparnasse, 2 (544-23-02) ; UGC Opéra, 3 (574-93-30) ; Pathé City, 4 (522-46-01).

AVE MARIA (F.V.) : Forum Orient Express, 1 (233-42-26) ; Hantefeuille, 2 (633-79-38) ; Marignan, 3 (339-04-67) ; UGC Opéra, 4 (225-10-30) ; La Paquette, 5 (705-12-15) ; Gaumont-Halles, 6 (339-04-67) ; Le Paris, 7 (339-33-99) ; 14-Juillet Bastille, 8 (337-00-81) ; Secours, 9 (707-28-04) ; Parnassien, 10 (339-43-11) ; P.M. St-Jacques, 11 (589-68-42) ; Bienville-Montparnasse, 12 (544-23-02) ; V.F. : Rex, 13 (236-43-93) ; Impérial, 14 (742-72-52) ; Adhène, 15 (343-07-48) ; Marmar, 16 (320-89-32) ; Gaumont-Halles, 17 (327-46-01) ; UGC Opéra, 18 (574-93-30) ; Pathé City, 19 (522-46-01).

BAABA (Médina, A.V.) : Studio de la Harpe, 1 (634-25-32) ; Galté Rochecourbe, 2 (878-41-77) ; Olympia Extrême, 3 (544-23-02) ; UGC Opéra, 4 (574-93-30) ; Pathé City, 5 (522-46-01).

LE BARBOURIER (A.V.) : Galté Rochecourbe, 1 (878-41-77) ; Olympia Extrême, 2 (544-23-02) ; UGC Opéra, 3 (574-93-30) ; Pathé City, 4 (522-46-01).

BROADWAY DANNY ROSE (A.V.) : Movies, 1 (260-43-97) ; Forum, 2 (297-49-70) ; Studio Adhène, 3 (339-04-67) ; Parnassien, 4 (339-43-11) ; P.M. St-Jacques, 5 (589-68-42) ; Bienville-Montparnasse, 6 (544-23-02) ; V.F. : Rex, 7 (236-43-93) ; Impérial, 8 (742-72-52) ; Adhène, 9 (343-07-48) ; Marmar, 10 (320-89-32) ; Gaumont-Halles, 11 (327-46-01) ; UGC Opéra, 12 (574-93-30) ; Pathé City, 13 (522-46-01).

CARMEN (Esp. A.V.) : Calypso, 1 (380-03-11).

CARMEN (Frasno, A.V.) : Parnassien, 1 (339-43-11) ; P.M. St-Jacques, 2 (589-68-42) ; Bienville-Montparnasse, 3 (544-23-02) ; UGC Opéra, 4 (574-93-30) ; Pathé City, 5 (522-46-01).

COTE COULE JARDIN (F.V.) : Studio Saint-Germain, 1 (334-50-41) ; UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Pathé City, 3 (522-46-01).

DIVA (F.V.) : Rivoli, 1 (272-63-32) ; UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Pathé City, 3 (522-46-01).

EMMANUELLE IV (A.V.) : Georges V. (562-43-30) ; UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Pathé City, 3 (522-46-01).

ET VOUE LA NAVIRE (F.V.) : Studio Galand, 1 (334-72-71) ; UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Pathé City, 3 (522-46-01).

LITTORE DES HEROS (A.V.) : UGC Opéra, 1 (574-93-30) ; Pathé City, 2 (522-46-01).

RUSSIANE HORS DETAT (F.V.) : Kallé Quard-lia, 1 (326-84-63) ; UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Pathé City, 3 (522-46-01).

LES VANDERBILTS (F.V.) : Bienville-Montparnasse, 1 (544-23-02) ; UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Pathé City, 3 (522-46-01).

LA FEMME PUBLIQUE (F.V.) : Denfert, 1 (321-41-01) ; UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Pathé City, 3 (522-46-01).

LA FILLE EN ROUGE (A.V.) : Parnassien, 1 (339-43-11) ; P.M. St-Jacques, 2 (589-68-42) ; Bienville-Montparnasse, 3 (544-23-02) ; UGC Opéra, 4 (574-93-30) ; Pathé City, 5 (522-46-01).

LE FUTUR EST FEMME (F.V.) : Lucernier, 1 (344-57-34) ; UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Pathé City, 3 (522-46-01).

LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A.V.)

UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Gaumont-Halles, 3 (633-62-30) ; UGC Opéra, 4 (225-10-30) ; La Paquette, 5 (705-12-15) ; Gaumont-Halles, 6 (339-04-67) ; Le Paris, 7 (339-33-99) ; 14-Juillet Bastille, 8 (337-00-81) ; Secours, 9 (707-28-04) ; Parnassien, 10 (339-43-11) ; P.M. St-Jacques, 11 (589-68-42) ; Bienville-Montparnasse, 12 (544-23-02) ; V.F. : Rex, 13 (236-43-93) ; Impérial, 14 (742-72-52) ; Adhène, 15 (343-07-48) ; Marmar, 16 (320-89-32) ; Gaumont-Halles, 17 (327-46-01) ; UGC Opéra, 18 (574-93-30) ; Pathé City, 19 (522-46-01).

GRISTOURE, LA LEGENDE DE TAZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A.V.)

UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Gaumont-Halles, 3 (633-62-30) ; UGC Opéra, 4 (225-10-30) ; La Paquette, 5 (705-12-15) ; Gaumont-Halles, 6 (339-04-67) ; Le Paris, 7 (339-33-99) ; 14-Juillet Bastille, 8 (337-00-81) ; Secours, 9 (707-28-04) ; Parnassien, 10 (339-43-11) ; P.M. St-Jacques, 11 (589-68-42) ; Bienville-Montparnasse, 12 (544-23-02) ; V.F. : Rex, 13 (236-43-93) ; Impérial, 14 (742-72-52) ; Adhène, 15 (343-07-48) ; Marmar, 16 (320-89-32) ; Gaumont-Halles, 17 (327-46-01) ; UGC Opéra, 18 (574-93-30) ; Pathé City, 19 (522-46-01).

LE MEILLEUR (A.V.)

UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Gaumont-Halles, 3 (633-62-30) ; UGC Opéra, 4 (225-10-30) ; La Paquette, 5 (705-12-15) ; Gaumont-Halles, 6 (339-04-67) ; Le Paris, 7 (339-33-99) ; 14-Juillet Bastille, 8 (337-00-81) ; Secours, 9 (707-28-04) ; Parnassien, 10 (339-43-11) ; P.M. St-Jacques, 11 (589-68-42) ; Bienville-Montparnasse, 12 (544-23-02) ; V.F. : Rex, 13 (236-43-93) ; Impérial, 14 (742-72-52) ; Adhène, 15 (343-07-48) ; Marmar, 16 (320-89-32) ; Gaumont-Halles, 17 (327-46-01) ; UGC Opéra, 18 (574-93-30) ; Pathé City, 19 (522-46-01).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (F.V.)

UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Gaumont-Halles, 3 (633-62-30) ; UGC Opéra, 4 (225-10-30) ; La Paquette, 5 (705-12-15) ; Gaumont-Halles, 6 (339-04-67) ; Le Paris, 7 (339-33-99) ; 14-Juillet Bastille, 8 (337-00-81) ; Secours, 9 (707-28-04) ; Parnassien, 10 (339-43-11) ; P.M. St-Jacques, 11 (589-68-42) ; Bienville-Montparnasse, 12 (544-23-02) ; V.F. : Rex, 13 (236-43-93) ; Impérial, 14 (742-72-52) ; Adhène, 15 (343-07-48) ; Marmar, 16 (320-89-32) ; Gaumont-Halles, 17 (327-46-01) ; UGC Opéra, 18 (574-93-30) ; Pathé City, 19 (522-46-01).

LE MOMENT DE VERITE (A.V.)

UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Gaumont-Halles, 3 (633-62-30) ; UGC Opéra, 4 (225-10-30) ; La Paquette, 5 (705-12-15) ; Gaumont-Halles, 6 (339-04-67) ; Le Paris, 7 (339-33-99) ; 14-Juillet Bastille, 8 (337-00-81) ; Secours, 9 (707-28-04) ; Parnassien, 10 (339-43-11) ; P.M. St-Jacques, 11 (589-68-42) ; Bienville-Montparnasse, 12 (544-23-02) ; V.F. : Rex, 13 (236-43-93) ; Impérial, 14 (742-72-52) ; Adhène, 15 (343-07-48) ; Marmar, 16 (320-89-32) ; Gaumont-Halles, 17 (327-46-01) ; UGC Opéra, 18 (574-93-30) ; Pathé City, 19 (522-46-01).

LE MONTEUR POUR (F.V.)

UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Gaumont-Halles, 3 (633-62-30) ; UGC Opéra, 4 (225-10-30) ; La Paquette, 5 (705-12-15) ; Gaumont-Halles, 6 (339-04-67) ; Le Paris, 7 (339-33-99) ; 14-Juillet Bastille, 8 (337-00-81) ; Secours, 9 (707-28-04) ; Parnassien, 10 (339-43-11) ; P.M. St-Jacques, 11 (589-68-42) ; Bienville-Montparnasse, 12 (544-23-02) ; V.F. : Rex, 13 (236-43-93) ; Impérial, 14 (742-72-52) ; Adhène, 15 (343-07-48) ; Marmar, 16 (320-89-32) ; Gaumont-Halles, 17 (327-46-01) ; UGC Opéra, 18 (574-93-30) ; Pathé City, 19 (522-46-01).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (F.V.)

UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Gaumont-Halles, 3 (633-62-30) ; UGC Opéra, 4 (225-10-30) ; La Paquette, 5 (705-12-15) ; Gaumont-Halles, 6 (339-04-67) ; Le Paris, 7 (339-33-99) ; 14-Juillet Bastille, 8 (337-00-81) ; Secours, 9 (707-28-04) ; Parnassien, 10 (339-43-11) ; P.M. St-Jacques, 11 (589-68-42) ; Bienville-Montparnasse, 12 (544-23-02) ; V.F. : Rex, 13 (236-43-93) ; Impérial, 14 (742-72-52) ; Adhène, 15 (343-07-48) ; Marmar, 16 (320-89-32) ; Gaumont-Halles, 17 (327-46-01) ; UGC Opéra, 18 (574-93-30) ; Pathé City, 19 (522-46-01).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (F.V.)

UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Gaumont-Halles, 3 (633-62-30) ; UGC Opéra, 4 (225-10-30) ; La Paquette, 5 (705-12-15) ; Gaumont-Halles, 6 (339-04-67) ; Le Paris, 7 (339-33-99) ; 14-Juillet Bastille, 8 (337-00-81) ; Secours, 9 (707-28-04) ; Parnassien, 10 (339-43-11) ; P.M. St-Jacques, 11 (589-68-42) ; Bienville-Montparnasse, 12 (544-23-02) ; V.F. : Rex, 13 (236-43-93) ; Impérial, 14 (742-72-52) ; Adhène, 15 (343-07-48) ; Marmar, 16 (320-89-32) ; Gaumont-Halles, 17 (327-46-01) ; UGC Opéra, 18 (574-93-30) ; Pathé City, 19 (522-46-01).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (F.V.)

UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Gaumont-Halles, 3 (633-62-30) ; UGC Opéra, 4 (225-10-30) ; La Paquette, 5 (705-12-15) ; Gaumont-Halles, 6 (339-04-67) ; Le Paris, 7 (339-33-99) ; 14-Juillet Bastille, 8 (337-00-81) ; Secours, 9 (707-28-04) ; Parnassien, 10 (339-43-11) ; P.M. St-Jacques, 11 (589-68-42) ; Bienville-Montparnasse, 12 (544-23-02) ; V.F. : Rex, 13 (236-43-93) ; Impérial, 14 (742-72-52) ; Adhène, 15 (343-07-48) ; Marmar, 16 (320-89-32) ; Gaumont-Halles, 17 (327-46-01) ; UGC Opéra, 18 (574-93-30) ; Pathé City, 19 (522-46-01).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (F.V.)

UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Gaumont-Halles, 3 (633-62-30) ; UGC Opéra, 4 (225-10-30) ; La Paquette, 5 (705-12-15) ; Gaumont-Halles, 6 (339-04-67) ; Le Paris, 7 (339-33-99) ; 14-Juillet Bastille, 8 (337-00-81) ; Secours, 9 (707-28-04) ; Parnassien, 10 (339-43-11) ; P.M. St-Jacques, 11 (589-68-42) ; Bienville-Montparnasse, 12 (544-23-02) ; V.F. : Rex, 13 (236-43-93) ; Impérial, 14 (742-72-52) ; Adhène, 15 (343-07-48) ; Marmar, 16 (320-89-32) ; Gaumont-Halles, 17 (327-46-01) ; UGC Opéra, 18 (574-93-30) ; Pathé City, 19 (522-46-01).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (F.V.)

UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Gaumont-Halles, 3 (633-62-30) ; UGC Opéra, 4 (225-10-30) ; La Paquette, 5 (705-12-15) ; Gaumont-Halles, 6 (339-04-67) ; Le Paris, 7 (339-33-99) ; 14-Juillet Bastille, 8 (337-00-81) ; Secours, 9 (707-28-04) ; Parnassien, 10 (339-43-11) ; P.M. St-Jacques, 11 (589-68-42) ; Bienville-Montparnasse, 12 (544-23-02) ; V.F. : Rex, 13 (236-43-93) ; Impérial, 14 (742-72-52) ; Adhène, 15 (343-07-48) ; Marmar, 16 (320-89-32) ; Gaumont-Halles, 17 (327-46-01) ; UGC Opéra, 18 (574-93-30) ; Pathé City, 19 (522-46-01).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (F.V.)

UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Gaumont-Halles, 3 (633-62-30) ; UGC Opéra, 4 (225-10-30) ; La Paquette, 5 (705-12-15) ; Gaumont-Halles, 6 (339-04-67) ; Le Paris, 7 (339-33-99) ; 14-Juillet Bastille, 8 (337-00-81) ; Secours, 9 (707-28-04) ; Parnassien, 10 (339-43-11) ; P.M. St-Jacques, 11 (589-68-42) ; Bienville-Montparnasse, 12 (544-23-02) ; V.F. : Rex, 13 (236-43-93) ; Impérial, 14 (742-72-52) ; Adhène, 15 (343-07-48) ; Marmar, 16 (320-89-32) ; Gaumont-Halles, 17 (327-46-01) ; UGC Opéra, 18 (574-93-30) ; Pathé City, 19 (522-46-01).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (F.V.)

UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Gaumont-Halles, 3 (633-62-30) ; UGC Opéra, 4 (225-10-30) ; La Paquette, 5 (705-12-15) ; Gaumont-Halles, 6 (339-04-67) ; Le Paris, 7 (339-33-99) ; 14-Juillet Bastille, 8 (337-00-81) ; Secours, 9 (707-28-04) ; Parnassien, 10 (339-43-11) ; P.M. St-Jacques, 11 (589-68-42) ; Bienville-Montparnasse, 12 (544-23-02) ; V.F. : Rex, 13 (236-43-93) ; Impérial, 14 (742-72-52) ; Adhène, 15 (343-07-48) ; Marmar, 16 (320-89-32) ; Gaumont-Halles, 17 (327-46-01) ; UGC Opéra, 18 (574-93-30) ; Pathé City, 19 (522-46-01).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (F.V.)

UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Gaumont-Halles, 3 (633-62-30) ; UGC Opéra, 4 (225-10-30) ; La Paquette, 5 (705-12-15) ; Gaumont-Halles, 6 (339-04-67) ; Le Paris, 7 (339-33-99) ; 14-Juillet Bastille, 8 (337-00-81) ; Secours, 9 (707-28-04) ; Parnassien, 10 (339-43-11) ; P.M. St-Jacques, 11 (589-68-42) ; Bienville-Montparnasse, 12 (544-23-02) ; V.F. : Rex, 13 (236-43-93) ; Impérial, 14 (742-72-52) ; Adhène, 15 (343-07-48) ; Marmar, 16 (320-89-32) ; Gaumont-Halles, 17 (327-46-01) ; UGC Opéra, 18 (574-93-30) ; Pathé City, 19 (522-46-01).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (F.V.)

UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Gaumont-Halles, 3 (633-62-30) ; UGC Opéra, 4 (225-10-30) ; La Paquette, 5 (705-12-15) ; Gaumont-Halles, 6 (339-04-67) ; Le Paris, 7 (339-33-99) ; 14-Juillet Bastille, 8 (337-00-81) ; Secours, 9 (707-28-04) ; Parnassien, 10 (339-43-11) ; P.M. St-Jacques, 11 (589-68-42) ; Bienville-Montparnasse, 12 (544-23-02) ; V.F. : Rex, 13 (236-43-93) ; Impérial, 14 (742-72-52) ; Adhène, 15 (343-07-48) ; Marmar, 16 (320-89-32) ; Gaumont-Halles, 17 (327-46-01) ; UGC Opéra, 18 (574-93-30) ; Pathé City, 19 (522-46-01).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (F.V.)

UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Gaumont-Halles, 3 (633-62-30) ; UGC Opéra, 4 (225-10-30) ; La Paquette, 5 (705-12-15) ; Gaumont-Halles, 6 (339-04-67) ; Le Paris, 7 (339-33-99) ; 14-Juillet Bastille, 8 (337-00-81) ; Secours, 9 (707-28-04) ; Parnassien, 10 (339-43-11) ; P.M. St-Jacques, 11 (589-68-42) ; Bienville-Montparnasse, 12 (544-23-02) ; V.F. : Rex, 13 (236-43-93) ; Impérial, 14 (742-72-52) ; Adhène, 15 (343-07-48) ; Marmar, 16 (320-89-32) ; Gaumont-Halles, 17 (327-46-01) ; UGC Opéra, 18 (574-93-30) ; Pathé City, 19 (522-46-01).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (F.V.)

UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Gaumont-Halles, 3 (633-62-30) ; UGC Opéra, 4 (225-10-30) ; La Paquette, 5 (705-12-15) ; Gaumont-Halles, 6 (339-04-67) ; Le Paris, 7 (339-33-99) ; 14-Juillet Bastille, 8 (337-00-81) ; Secours, 9 (707-28-04) ; Parnassien, 10 (339-43-11) ; P.M. St-Jacques, 11 (589-68-42) ; Bienville-Montparnasse, 12 (544-23-02) ; V.F. : Rex, 13 (236-43-93) ; Impérial, 14 (742-72-52) ; Adhène, 15 (343-07-48) ; Marmar, 16 (320-89-32) ; Gaumont-Halles, 17 (327-46-01) ; UGC Opéra, 18 (574-93-30) ; Pathé City, 19 (522-46-01).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (F.V.)

UGC Opéra, 2 (574-93-30) ; Gaumont-Halles, 3 (633-62-30) ; UGC Opéra, 4 (225-10-30) ; La Paquette, 5 (705-12-15) ; Gaumont-Halles, 6 (339-04-67) ; Le Paris, 7 (339-33-99) ; 14-Juillet Bastille, 8 (337-00-81) ; Secours, 9 (707-28-04) ; Parnassien, 10 (339-43-11) ; P.M. St-Jacques, 11 (589-68-42) ; Bienville-Montparnasse, 12 (544-23-02) ; V.F. : Rex, 13 (236-43-93) ; Impérial, 14 (742-72-52) ; Adhène, 15 (343-07-48) ; Marmar, 16 (320-89-32) ; Gaumont-Halles, 17 (327-46-01) ; UGC Opéra, 18 (574-93-30) ; Pathé City, 19 (522-46-01).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (F.V.)

COMMUNICATION

LES DIFFICULTÉS DE RÉCEPTION DE CANAL PLUS

Une surprise ?

Les difficultés de réception de Canal Plus se révèlent beaucoup moins banales qu'on a pu le dire. Tout porte à croire qu'un certain nombre de prise de péritelvision Périel sur les téléviseurs ne sont pas strictement conformes aux normes rendues obligatoires depuis 1980. Le communiqué publié le 8 novembre par Canal Plus en accord avec les fabricants de téléviseurs la laisse entendre clairement (nos dernières éditions du Monde du 9 novembre). Ce communiqué reconnaît que des difficultés techniques toucheraient 3 à 4 % des abonnés. Ceux-ci sont invités à faire appel à un distributeur agréé par Canal Plus, dès qu'ils constatent un mauvais fonctionnement de leur décodeur.

Si ces difficultés sont imputables à une non-conformité du téléviseur aux normes Périelvision, le constructeur et le distributeur prendront à leur charge les frais d'adaptation du récepteur. Si c'est le décodeur qui est en cause, le distributeur procédera à un échange standard. Dans les deux cas, Canal Plus s'engage à prolonger l'abonnement d'une durée égale à celle de la panne. Si aucune solution technique ne peut résoudre les problèmes constatés, Canal Plus remboursera le montant de l'abonnement. (1)

Les difficultés sont apparues dimanche 4 novembre, lors de la première émission de Canal Plus. Ce jour-là, bon nombre des 180 000 abonnés auront passé plus de temps à essayer de joindre le standard de la nouvelle chaîne qu'à regarder le premier film qui leur était offert avec *Les des as*. Pour eux, l'acte des événements progressivement celui qui résumait à l'avenir la marche du système de réception de Canal Plus. Certains des problèmes posés aux services d'assistance et d'information de la chaîne furent toutefois rapidement

résolus. Prise mal enclenchée, difficulté à insérer son code personnel, montage défectueux du système : tout cela révélait simplement que la campagne d'information, pourtant entreprise depuis quelques mois, n'avait pas porté tous ses fruits.

Mais force a été rapidement de constater que les difficultés rencontrées par les abonnés ne relevaient pas seulement d'une mauvaise utilisation du décodeur. Au demeurant, dès les premières heures d'antenne, les responsables de la chaîne reconnaissaient, lors des émissions non codées, donc accessibles à tous, que certains types de téléviseurs produits par Grundig, Sony et Hitachi connaissaient des problèmes d'adaptation au décodeur.

Les responsabilités de ces mauvais fonctionnements se dégagent peu à peu et elles apparaissent partagées. Premier accusé, TDF, qui, lors de la définition de la norme Périel, n'a, semble-t-il, pas été suffisamment exigeant et précis. Certes, toute définition d'une norme technique ne peut être précise à 100 %, une marge de manœuvre est toujours laissée aux constructeurs. Mais il se révèle, dans le cas présent, que le « flou » laissé a été trop large.

En conséquence, certains constructeurs - deuxièmes responsables - ont mal « interprété » la norme. Il se peut même, en sus, qu'il y ait eu carrément des négligences dans la fabrication. Parmi les trois constructeurs mis en cause par Canal Plus, Grundig et Sony ont protesté de leur « conformité » à la norme, Hitachi est resté jusqu'à ce jour silencieux. Mais quelles que soient ces protestations, une conformité à la norme n'a apparemment pas suffi à la bonne réception de Canal Plus. S'il convient parfois pour y remédier d'un réglage ou d'une « astuce », il reste que certains téléviseurs devront être revus par les revendeurs, voire même par les constructeurs.

Canal Plus n'est pas non plus exempt de reproches, car ses diri-

geants avaient été prévenus il y a plusieurs mois d'éventuels dysfonctionnements. L'on ne découvre pas aujourd'hui en effet les défauts des prises Périel. Beaucoup d'adeptes de la micro-informatique avaient déjà eu des problèmes de branchement, et Canal Plus ne l'ignorait pas. De surcroît, certains constructeurs ont fait savoir à la quatrième chaîne qu'ils avaient rencontré des difficultés lors des tests effectués avec les décodeurs.

La chaîne, pourtant prévenue, n'a pas cru bon de procéder à des expérimentations à grande échelle. Prise par d'autres soucis, Canal Plus a sans doute sous-estimé les désagréments que provoquerait cette situation et son effet « caisse de résonance ».

Cette affaire peut s'avérer... utile

à quelques-uns. Les constructeurs européens (hors Grundig) semblent pour le moment hors de cause. Autrement dit, ce sont surtout des groupes japonais qui sont sur la sellette. Une fois n'est pas coutume.

LOUIS DEVOS
et ERIC LE BOUCHER

(1) L'Institut national de la consommation « prend acte de la bonne volonté manifestée par Canal Plus pour résoudre ce problème en prévoyant des prolongements d'abonnement ». Mais l'ITNC déplore que la « marche à suivre » soit « complexe » et « pénalisante pour le consommateur, en raison de la multiplicité des interlocuteurs » et conseille d'envoyer « une lettre recommandée avec accusé de réception à Canal Plus, expliquant la nature de leurs réclamations et demandant un délai de prolongation de leur abonnement ».

APRÈS LA GRÈVE À TDF

Des mouvements plus amples sont prévus dans l'audiovisuel public

Programmes très réduits jeudi 8 novembre sur TF1, A2, FR3, Canal Plus et même sur TMC (Télé Monte-Carlo) : la grève, qui, selon les syndicats, a été très suivie à Télédiffusion de France (TDF) (le Monde des 8 et 9 novembre), pourrait préfigurer à d'autres mouvements plus amples dans l'audiovisuel public.

La CFDT, la CGT et la CFTC ont déposé le 8 novembre deux nouveaux préavis de grève à TF1, le premier pour la journée du mercredi 14 novembre, le second pour la matinée du samedi 17. Il s'agit pour les syndicats d'accentuer la pression pour améliorer les conditions de travail des techniciens, dont les horaires se sont allongés - avec

l'apparition de la télévision du matin le week-end - alors que les effectifs restent constants.

Le conseil national du SURT-CFDT (Syndicat unifié de radiotélévision, majoritaire) se réunira le 16 novembre, pour discuter notamment des négociations sur les mutations en cours : extension des émissions avec Canal Plus, TV5 ou les journaux du matin, mais aussi arrivée des nouveaux matériels comme les caméras à magnétoscopes incorporées. Le syndicat pourrait décider de nouvelles actions, étendues cette fois à l'ensemble de l'audiovisuel public.

Les négociations continuent au sein de TDF et au sein du collège des employeurs (présidé par M. Jacques Pomont, président-directeur général de l'INA). La direction de TDF et le collège employeurs reconnaissent la nécessité de codifier le « travail posté » (qui n'existe pas jusqu'alors à la radiotélévision), mais un blocage peut se faire sur la question de la récupération du travail de nuit, qui pose par ricochet le problème des effectifs. S'il est « hors de question de les augmenter », selon le secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication, à la CFDT, on répond que TDF fait partie du secteur industriel et ne doit pas être géré comme une administration.

Pour les syndicats, il s'agit de dénoncer la politique du « fait accompli » et l'imprévoyance des directions : « Le surcroît de travail avec l'arrivée de Canal Plus était prévisible, depuis plusieurs mois, d'ailleurs, mais la direction de TDF a préféré attendre son démarrage pour poser le problème devant le collège des employeurs ».

La grève du 8 novembre a mis l'accent sur un des points les plus délicats de la loi du 29 juillet 1982 : le maintien des monopoles de diffusion des médias audiovisuels de TDF. Le vote de bloquer non seulement le service public mais l'ensemble du secteur privé de l'audiovisuel. Société de droit privé, Canal Plus n'a pu diffuser ses émissions à cause d'une grève d'un établissement public. De manière plus paradoxale encore, TDF Monte-Carlo a pu émettre sur les Alpes-Maritimes grâce à son propre émetteur, mais n'a pu atteindre les « Bouches-du-Rhône » à cause de l'interruption de travail sur le réseau TDF qui dessert la zone de Marseille.

Qu'en sera-t-il demain, lorsqu'on sait que TDF doit assurer l'envoi des signaux de la Compagnie intercontinentale de télédiffusion vers le satellite de télévision directe, la réception des chaînes étrangères sur les sites de récepteurs clients et, même, la diffusion des émissions de certaines radios locales privées qui ont fait confiance à l'établissement public pour gérer leur émetteur ?

Situation d'autant plus explosive que TDF, comme l'ont affirmé les syndicats, n'est même pas tenu d'assurer un service minimum en cas de grève à ses clients privés comme il le fait pour les chaînes publiques.

Lisez
Le Monde
dossiers et documents

Vendredi 9 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Variétés : Salut les Mickey.
Dessins animés... et la participation d'Alain Souchon.
21 h 30 Téléfilm : Voir l'Amérique.
De Jean Bury, réal. Jean Marbœuf, avec F. Cluzet, D. Laffont.
Jacques, un joueur invétéré - il joue au poker, au tiercé, à la roulette... abandonné par sa femme, part à la dérive. Quelques émotions à fleur de peau pour un scénario qui s'écrit en longueur. Seul François Chazet (dans le rôle de Jacques) assure la mise, mais un acteur si bon n'est-il pas suffisant ?

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

23 h 20 Journal.
23 h 40 C'est à lire.
23 h 45 Cignotant.

20 h 35 Feuilleton : Des grèves aux loups.
D'après Claude Michélet, réal. Philippe Monnier, avec Bruno Devoldère, Maurice Barrier, Sonia Volleux, Jean-Jacques Moreau.
Dernier épisode. L'été 1945 marque la fin de cette saga paysanne. Jacques Valhe est rentré à Saint-Libéral après quatre ans passés comme prisonnier dans une ferme allemande. Il a lui et son père, c'est le conflit de générations. Berthe, sa sœur, rescapée des camps, reprend peu à peu goût à la vie. Paul décide de s'engager dans l'armée.

21 h 40 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème « Femmes libérées ? » sont invitées : Geneviève Dormann (Amoureuse Colette), Erica Jong (Les Parachutes d'Icare), Evelyn Le Garrec (Des femmes qui s'aiment), Brigitte Davy-Vial (Femmes made in USA), Anne Philipe (Le Voleur respire).

22 h 30 Journal.
23 h Ciné-club (cycle Marlene Dietrich) : Ange.
Film américain d'E. Lubitsch (1937), avec M. Dietrich, H. Marshall, M. Douglas, E. Everett Horton, L. Hope Crews (v.o. sous-titré).
Un Américain s'prend d'une femme mystérieuse, rencontrée à Paris dans une luxueuse maison de rendez-vous. En Angleterre, il découvre, à sa grande stupeur, son identité. Il y a peu d'action et de gros dans cette comédie sur le thème du « triangle ». Lubitsch, roi du style allusif, ironique, est allé vers l'étude de mœurs. Marlene Dietrich joue avec finesse les quatre quinquies.

troisième chaîne : FR 3

20 h 35 Vendredi : Le ciel et l'enfant.
Magazine d'information d'André Campaux.
Une émission d'Igor Barrière et Victor Cohen-Adria sur la chirurgie cardiaque des jeunes enfants. Enquête dans les services des professeurs Neveu (hôpital Laennec), Binet (hôpital Marie-Lannelongue), Kechner (hôpital des Enfants-Malades), Cassagnon (hôpital Henri-Mondor).
21 h 30 Journal.
21 h 55 Bleu outre-mer.
Proposé par la Radio-télévision française d'outre-mer. Album de voyage : la Nouvelle-Calédonie en 1953.
22 h 30 Vidéo à la chaîne.
22 h 55 Prélude à la nuit.
Festival de Prades 1984 : Sonate n° 35, de Mozart, interprétée par J.-J. Kantorow, Violon, et D. Weber, piano.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5, Dédicace d'histoire : 17 h 10, Fragile rock : 17 h 40, Théâtre : 18 h, La cuisine des monastères : 18 h 30, Paris impromptu : 18 h 55, Dessin animé : Inspecteur Gadget : 19 h, Feuilleton : L'Age heureux : 19 h 15, Informations : 19 h 50, Atout PIC : Bernard Krief.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 La terre, l'insolite, la maison, par H. Tournaire. Avec J. Couelle, G. Luigi, M. Ragot.
21 h 30 Musique : Black and blue / Louis Armstrong Story.
22 h 30 Météo magiques : Qui c'est, Puzos ? Les oreilles d'Amman ou les juifs du pape.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : Concerto pour violon et orchestre, de Mendelssohn / Andie, de Kozlov, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Yves Prin, sol. H. Delavallée, P. Amoyal, M. Paré-Reyns, S. Roberts.
22 h 34 Les soirées de France-Musique : à 1 h, musique traditionnelle de Bretagne.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 11 NOVEMBRE
- M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, est reçu à l'émission « Forum », sur RMC, à 12 h 30.
- M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, est invité à l'émission « Le grand jury RTL-le Monde », sur RTL, à 18 h 15.
- M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, participe au « Club de la presse », d'Europe 1, à 19 h 15.

Les programmes du samedi 10 et du dimanche 11 novembre se trouvent dans « le Monde Loisirs »

EUROPE 1

HIT PARADE RÉALISÉ CHAQUE SEMAINE À PARTIR D'UNE ENQUÊTE NIELSEN-IPSO DANS PLUS DE 100 POINTS DE VENTE REPRÉSENTATIFS DU MARCHÉ DU DISQUE.

TOP 50

LE PREMIER HIT-PARADE DES VENTES REELLES DE DISQUES

NIELSEN-IPSO

PRÉSENTE PAR :

POUR CONNAÎTRE LES MEILLEURES VENTES DE 45 T DE LA SEMAINE

SUR EUROPE 1
DECOUVERTE DU NOUVEAU "TOP 50" CHAQUE DIMANCHE DE 9 H 15 À 12 H 00
TOUS LES SOIRS DE 16 H 00 À 18 H 00

SUR CANAL +
DIMANCHE DE 17 H 45 À 19 H 15
ET SANS DECODEUR CHAQUE SOIR DE 20 H 05 À 20 H 30

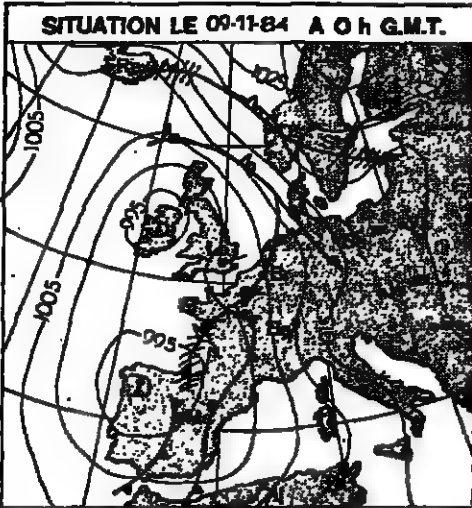
DANS TELE 7 JOURS
CHAQUE MARDI RETROUVEZ EN EXCLUSIVITÉ DANS "TELE 7 JOURS" LE CLASSEMENT DU "TOP 50"



YANN HEGANN MARC TOESCA

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 09-11-84 A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 10 NOVEMBRE A 0 HEURE (GMT)

Evolution probable du temps en France : centre le vendredi 9 novembre à 9 heures et le samedi 10 novembre à 24 heures.

Le temps restera doux et humide, avec une onde perturbée active dans le sud du pays.

Samedi, les régions méditerranéennes, le sud-est du Massif Central et le Midi-Pyrénées seront concernés par un temps très nuageux à couvert avec des pluies abondantes et parfois orageuses sur le Roussillon, le Languedoc et les Cévennes. Le vent d'est sera assez fort près des côtes.

Ailleurs, la météo sera nuageuse et brumeuse, surtout dans le Nord-Est. Quelques pluies seront observées du Nord au Centre. L'après-midi, les nuages seront moins abondants de la Bretagne au Bordelais et dans le Nord-Est.

Les températures seront sans changement notable.

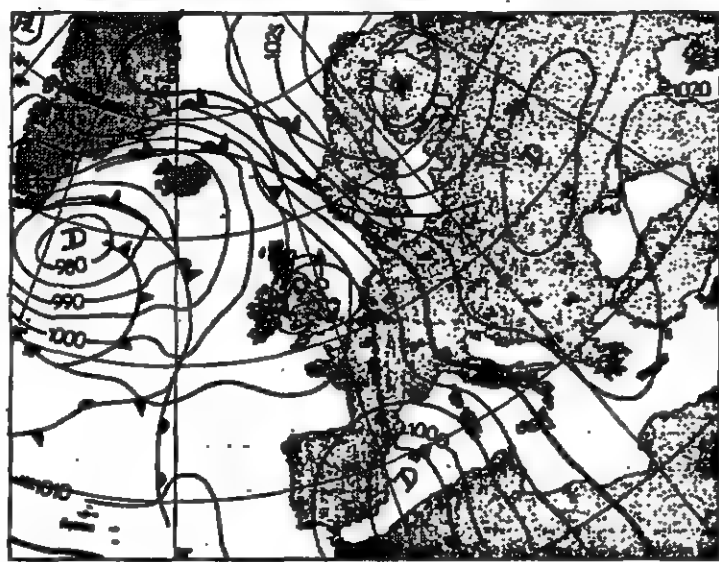
Evolution prévue pour le dimanche 11 novembre

Le mauvais temps s'écartera à proximité de la Méditerranée jusqu'aux Cévennes et au Midi-Pyrénées. Le vent d'est restera assez fort. Ailleurs, la météo sera nuageuse et brumeuse avec des bruyères locales. L'après-midi, les dépressions seront plus belles que la veille. Toutefois, le ciel restera assez nuageux du Nord au Massif Central, tandis qu'il se couvrira à nouveau au soir sur l'extrême Ouest.

Il y a peu d'évolution à attendre pour les températures.

La pression atmosphérique restera au niveau de la mer à Paris, le 9 novembre, à 7 heures, de 1 000,3 millibars, soit 750,3 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 novembre; le second,



le minimum de la nuit du 9 novembre au 9 novembre) : Ajaccio, 24 et 11 degrés; Biarritz, 18 et 12; Bordeaux, 16 et 11; Bourges, 18 et 12; Brest, 14 et 8; Caen, 16 et 11; Cherbourg, 15 et 9; Clermont-Ferrand, 18 et 16; Dijon, 17 et 7; Grenoble-St-M.-E., 16 et 4; Grenoble-St-Gis., 19 et 9; Lille, 17 et 10; Lyon, 18 et 10; Marseille-M., 20 et 17; Nancy, 11 et 5; Nantes, 16 et 12; Nice-Côte d'Azur, 19 et 12; Paris-Montsouris, 18 et 11; Paris-Orly, 18 et 11; Pau, 15 et 10; Perpignan, 19 et 12; Rennes, 14 et 10; Strasbourg, 9 et 2; Tours, 16 et 11; Toulouse, 19 et 17; Poitiers-P., 30 et 27.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 19; Amsterdam, 14 et 10;

Athènes, 22 et 13; Berlin, 5 et 4; Bonn, 14 et 7; Bruxelles, 17 et 10; Le Caire, 25 et 19; Les Canaries, 24 et 17; Coppenhague, 8 et 8; Dakar, 28 et 23; Djakarta, 29 et 14; Genève, 11 et 6; Istanbul, 17 et 11; Jérusalem, 19 et 9; Lisbonne, 14 et 10; Londres, 16 et 9; Luxembourg, 13 et 7; Madrid, 11 et 5; Montréal, 5 et -6; Moscou, 3 et 1; Nairobi, 23 et 16; New-York, 9 et 2; Palma-de-Majorque, 25 et 16; Rio-de-Janeiro, 29 et 25; Rome, 21 et 10; Stockholm, 8 et 5; Téhéran, 26 et 17; Tunis, 28 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EXPOSITIONS

Marjolaine pour tous les goûts

Il flotte dans ces entrepôts, coincés entre les sablières de la Seine et le gare d'Austerlitz, d'étranges odeurs de cuisine. On y hume aussi bien les mûres de la Cévenne ardéchoise que les saucisses de couenne aux lentilles, auxquelles se mêlent, entêtantes, les effluves d'essence de lavande. De la cape de berge des Pyrénées en bords grosse laine aux richesses à chaussettes, en passant par les khakis biologiques du Périgord et les abris à fortifications (pour la lutte des perce-oreilles contre les pucerons), on trouve tout à Marjolaine, dixième du nom, le « Salon de la différence ».

Voilà dix ans, en effet, que Nennu et Progrès, association européenne d'agriculture et d'hygiène biologiques, organise son Salon Marjolaine à Paris. Pendant dix jours, quelque deux cent cinquante exposants venus de toute la France et des pays voisins, présentent, quel qu'Austerlitz, le meilleur de leur production.

S'y retrouvent entre autres les Amis du paysan biologiste, les Croqueurs de pommes, les Maraîchers biodynamiques et tous ces anciens ou néo-ruraux qui veulent boire et manger autrement. Ils vendent des croquettes de tofu (soja) et des galettes aux dix légumes, mais aussi du thé de Tanzanie ou du café du Nicaragua, « par solidarité avec le tiers-monde ». A Marjolaine, les associations à but non lucratif se jettent dans le négoce. Pour la bonne cause.

Marjolaine sert aussi de vitrine à tous les médecins de l'âme et du corps qui pratiquent les

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 11 NOVEMBRE

- « L'hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue de Sully, 15^e arr. (Caisse nationale des monuments historiques).
- « La Sainte Chapelle », 15 heures, grille du Palais de justice (Assemblée).
- « L'appartement de Clemenceau », 15 heures, 8, rue Franklin (Approche de l'art).
- « Le Val-de-Grâce », 15 heures, 1, place Albouze-Lavergne (Arcs).
- « Exposition Watteau », 18 h 15, métro Champs-Élysées-Clemenceau (Arcs).
- « Le Marais », 15 h 15, 8, rue des Hospitaliers-Saint-Gervais, 15^e arr. (M. Bouchard).
- « Les salons de réception de l'Hôtel des finances », 10 h 30, 53, rue de Rivoli, Marion Raguenon.
- « L'Opéra », 15 heures, devant l'Opéra, Marion Raguenon.
- « Le monastère de Port-Royal », 15 heures, 123, boulevard de Port-Royal, M. Fernald.
- « Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses (Les Filles).
- « De Montmartre au Panthéon », 15 heures, métro Monge (Laurie Visites).
- « Belleville », 15 heures, métro TSS-graphie (Régénération du pays).

Les mots cryptés se trouvent dans « Le Monde Laitier » page XII.

LOTTO	20	30	34	38	39	42	21
1	761 385,00 F						
2	60 778,00 F						
3	6 005,00 F						
4	150,00 F						
5	12,00 F						

JOUETS-PARIS 1980

Organisée par la délégation à l'action artistique de la Ville de Paris (ADAC) et conçue par la Société des amis du jouet, une exposition aura lieu jusqu'au 2 décembre, à la mairie du dixième arrondissement, sur le thème « Jouets-Paris 1980 ». La Belle Époque, en effet, marque, du fait de l'industrialisation, une période de grand changement. Seront évoqués les foyers de fabrication, les magasins de vente et l'activité intense des trottoirs des grands boulevards au

moment des fêtes de fin d'année.

On pourra également admirer de très nombreux automates, poupées, jouets scientifiques, machines à vapeur, trains, voitures, bateaux, toupies, diabolo, bilboquets, jeux de société, etc.

★ ADAC, 4, rue Jules-César, 75004 Paris. Tél. : (1) 272-83-82 (Michèle Pissat).

★ Mairie du dixième arrondissement, 72, rue du Faubourg Saint-Martin. Ouvert tous les jours de 11 h 30 à 18 heures, sauf le lundi.

WEEK-END D'UN CHINEUR

Samedi 10 novembre

PARIS

Nouveaux Desserts : tapis, tableaux.

ILE-DE-FRANCE

Dreux, 14 heures : timbres; Meaux, 14 heures : tableaux, bibelots, meubles, tapis; Sens, 10 heures : meubles, objets d'art.

Dimanche 11 novembre

Chartres, 10 heures : armes anciennes, 14 heures : soldats de plomb; Compiègne, 14 heures : tableaux, argenterie, bijoux, objets d'art, meubles; Enghien, 14 h 30 : chemins de fer, modèles réduits; L'Isle Adam, 14 h 30 : fournaux, 14 h 30 : argenterie, bijoux; Meaux, 10 heures : stock de vêtements et chaussures, 14 heures : tableaux, bibelots, meubles, tapis; Provins, 14 heures : timbres; Sens, 10 heures : meubles, objets d'art, lots sur le thème de la chasse; Sens, 14 h 30 : objets d'art, armes, sculptures, tableaux modernes, meubles, argenterie; Versailles, Chevaux-Légers, 14 heures : meubles, objets d'art, tableaux, 14 h 15 : tableaux modernes.

PLUS LOIN

Samedi 10 novembre

Bourg-en-Bresse, 14 h 30 : tapis d'orient; La Rochelle, 14 heures : livres, gravures, céramiques, argenterie, bijoux, tapis; Nancy, 14 heures : 20 heures : livres; Nîmes, 14 h 30 : tableaux modernes, tapis d'orient; Orléans, 14 h 30 : livres, lettres, dessins et gravures par Max Jacob; Reims, 14 heures : livres anciens et modernes; Saint-Pol (50), 14 heures : bijoux, argenterie, objets de vitrine.

Dimanche 11 novembre

Aries, 14 heures : objets d'art, meubles, art populaire; Besançon, 14 heures : tableaux, bijoux, argenterie, objets d'art, meubles; Boulogne-sur-Mer, 14 h 30 : céramiques, objets d'art, meubles; Bourg-en-Bresse, 14 h 30 : haute époque; Camille (02), 14 h 30 : argenterie, bijoux, faïences, tapis, meubles; Dijon, 14 heures : meubles, objets d'art, tableaux; Montecarlo, 14 h 30 : meubles, objets d'art, tableaux; Pithiviers, 14 h 15 : art d'Asie, tapis d'orient; Rouen, 14 h 15 : objets d'art, meubles, tableaux, argenterie, bijoux; Saint-Pol, 14 heures : meubles.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

FOIRES ET SALONS

Boulogne-Billancourt: La Couture (62); Le Fort-Ale (91); Paris PLM Saint-Jacques Toymania (dimanche seulement); Rouen II (93), Saint-Etienne; Toulouse; Tournai.

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

CARNET DU Monde

Mariages

— Jean DAVID et Catherine PINARD

font part de leur mariage le 8 novembre 1984, à Paris.

— M. et M^{me} Michel GATTEGNO ont la joie de faire part du mariage de leur fille.

Nadine-France avec M. Victor SEROUSSI

qui sera célébré le 14 novembre 1984, à Neuilly.

3, boulevard Julien-Pois, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— La 15 octobre 1984.

Georges AVRAMIDIS, guitariste.

non quittait.

Se femme, sa fille.

Se femme et ses amis demandent à ceux qui l'ont connu et aimé, d'avoir une pensée pour lui.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 17 octobre au Grand-Lucel.

Le Grand-Lucel (Seine).

36, rue Condorcet, Paris.

— M. et M^{me} Edmond Barbier, leurs enfants et petits-enfants.

M. et M^{me} Marc Falcoz, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

M. et M^{me} Gilbert Barbier, leurs enfants et petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Barbier, leurs enfants et petits-enfants.

M^{me} René Barbier, ses sœurs.

M. et M^{me} Fred Carlier et leurs enfants.

ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger BARBIER, commandeur de l'Ordre Saint-Charles.

pleinement survécu le 2 novembre 1984, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année.

Selon la volonté du défunt, la cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Montecarlo (Seine-et-Marne) dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Villa Marie-Georgette, 7, rue Bellevue, Montecarlo. MC 98000 Monaco.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BLAZOT, agrégé de l'Université, professeur honoraire de la faculté des sciences de Bordeaux, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse.

Associations

— M^{me} Jean BLAZOT, ses enfants et petits-enfants.

M^{me} Louis BLAZOT, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Tous sa famille, ses amis, ses amis.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité en l'église Sainte-Madeleine de Franconville, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise à Paris, le 7 novembre 1984.

12, allée des Fonds-de-Fretay, 95130 Franconville.

14, rue Georges-Vogt, 92190 Meudon.

— M. Louis-Clement Desautel, Hubert et Mario-Claude Desautel et leurs enfants, Hélène et Flor, Monique Desautel-Jamais et Jean-Pierre Jamais et leurs enfants, David et Ivan, Jacques et Roland-Julia Desautel et leurs enfants, Frank, Eve et Olivier, Les familles Desautel, Dupessey, Humar, Quinzi, Tuccet, Lamorthe, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Paulette DESAUTEL, née Dupessey.

survécu le 5 novembre 1984, dans sa soixante-quatrième année, à son domicile de Versailles.

10, impasse Nattier, 78000 Versailles.

Château de Saint-Cassien, 31609 Muret.

Le Monde

économie

AFFAIRES

Le déficit des groupes nationalisés (hors la sidérurgie) est passé de 10,9 milliards à 5 milliards entre 1982 et 1983

Le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur vient de diffuser le rapport sur « Le secteur public industriel en 1983 » rédigé par M. Thierry Le Roy lorsqu'il était chef du service des entreprises nationales (M. Le Roy a, depuis, été nommé directeur du cabinet de M. Jack Lang, ministre de la culture).

Ce document analyse, entreprise par entreprise, les principales données chiffrées de onze groupes nationalisés (Renault, CGE, Saint-Gobain, Thomson, Rhône-Poulenc, Pechiney, Sactol, Usinor, Bull, CDF-Chimie, EMC) et tente de répondre aux trois questions relatives aux objectifs qui ont été assignés par les pouvoirs publics à ces firmes (1).

Out-elles un rôle moteur dans l'activité économique et la modernisation industrielle ?

Leurs investissements se sont accrus : 37 milliards de francs en 1983 au lieu de 30 l'année précédente.

Parallèlement à l'« internationalisation » de ces investissements, on note un effort pour la recherche (+3,6 % en volume, ce qui est moins toutefois qu'en 1982, +6 %) et pour l'exportation (+20 %). Le rapport indique que, globalement, ces groupes - qui ont à faire face à des opérations internes de conversion industrielle - ont maintenu le niveau de l'emploi : 990 000 fin 1983 contre 983 000 fin 1982. Conformément aux contrats de plan, des propositions de reclassement ont été adressées au personnel. Mais il sera intéressant d'étendre le rapport 1984 pour avoir une appréciation plus juste, et probablement moins optimiste, de la politique en matière d'emploi, puisque, dans la

sidérurgie, la téléphonie ou l'automobile, des réductions importantes du nombre des salariés sont à attendre. En outre, les groupes nationalisés ont été très vivement sollicités pour créer des usines dans les quinze pôles de conversion, notamment en Lorraine, ce qui se traduira par des échanges internes de personnel.

Ces groupes ont-ils développé le dialogue social et démocratisé la gestion ?

Pour la première fois, des administrateurs salariés ont été élus aux conseils d'administration par les agents des entreprises nationales. Pour prendre un exemple - Saint-Gobain - les élections qui ont eu lieu le 10 mai 1984 ont donné les résultats suivants : 3 sièges pour la CGT, 1 pour la CFDT, 1 pour FO, 1 pour la CGC, à la société-mère, et 36 sièges pour la CGT, 20 pour la CFDT, 30 pour la CGC, 11 pour FO, 1 pour la CFTC, dans les quarante-sept filiales (de plus de mille salariés).

Dernière question : les groupes nationalisés ont-ils redressé leurs comptes ?

En 1983, les évolutions sont contrastées. Si le résultat net consolidé se détériore pour certaines entreprises (Renault, CDF-Chimie, sidérurgie), il se redresse pour les autres et globalement pour l'ensemble. Pour les onze entreprises analysées, la somme de ces résultats financiers passe de -19 200 millions à -16 090 millions et, si l'on exclut la sidérurgie de -10 900 millions à -5 021 millions.

(1) Le rapport donne en outre les statistiques sur trois autres groupes nationalisés : CEA-Industrie, Elf-Aquitaine, CGCE.

La CEA engage une profonde réorganisation de sa filiale informatique CISI

Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) a décidé de réorganiser en profondeur la CISI (1), sa filiale (à 95 %) spécialisée dans les services informatiques, qui a perdu 108 millions de francs l'an passé. M. Henri Cantegreil, vice-président-directeur général de Sefia, a été nommé le 7 novembre, administrateur de la CISI et conseiller auprès de M. Nollet, PDG de CISI, lequel s'occupera à l'avenir des activités internationales. M. Gérard Renon, administrateur général du CEA, précise que « M. Cantegreil pourrait être porté à la présidence si nécessaire ».

Ce changement de direction s'accompagne d'une injection de capital de 100 millions de francs, apportés par le CEA, et d'une restructuration de la CISI avec la création d'une société holding coiffant les filiales étrangères et cinq filiales en France. CISI-Industrie (200 personnes), CISI-Gestion (380 personnes), CISI-Télématique (600 personnes), CISI-pétrole (67 personnes) et CASSIE (60 personnes travaillant dans l'enseignement assisté par ordinateur).

Il s'agit, selon M. Renon, d'adapter les structures aux évolutions du marché et de préparer l'entrée d'éventuels partenaires intéressés par ces filiales. « Des négociations sont en cours », a indiqué M. Renon sans plus de précision, mais il apparaît évident que la CISI devra faire un choix dans ses axes futurs de développement. Déjà Wharton Econometrics Associates (WEA), société américaine spécialisée dans les banques de données macro-économiques, acquise en mars 1983 et détentrice de 30 millions de francs, sera rapprochée de CEA-Industrie.

La CISI, qui était à l'origine le département informatique du CEA, est devenue la troisième société de services informatiques française avec un chiffre d'affaires attendu pour 1984 de 1,5 milliard de francs. Elle doit faire face à une baisse de son marché de « traitement » (la location de temps machine) et

s'orienter vers les « prestations intellectuelles » apportant plus de valeur ajoutée, comme toutes ses concurrentes.

Mais cette diversification nécessaire ne semble pas avoir été toujours soutenue par une stratégie claire. M. Nollet a été très critiqué par nombre de ses cadres et par le ministre de l'Industrie, en particulier lors du coté-rachet de Wharton, qui imposait un deuxième producteur sur ce secteur difficile au côté de l'association GSI-INSEE, « pôle » resté par les pouvoirs publics. La reprise en mains par le CEA était donc attendue.

E. L. R.

(1) Compagnie internationale de services informatiques.

Les télécommunications aux Etats-Unis

ATT VEUT CONSTRUIRE UN RÉSEAU DE 33 000 KILOMÈTRES EN FIBRE OPTIQUE

Le groupe American Telephone and Telegraph (ATT) a annoncé, le 8 novembre, qu'il construira d'ici à 1990 un réseau de fibre optique de 33 000 kilomètres couvrant les Etats-Unis. Il s'agit d'un « réseau de pointe » utilisant cette technologie pour transporter les voix, les textes et les images.

L'investissement se monte à 2 milliards de dollars (18 milliards de francs) dans les deux prochaines années. Il sera financé, selon ATT, sans aucun accroissement des tarifs téléphoniques.

Le groupe américain, qui a perdu son « monopole » sur les télécommunications américaines et qui doit faire face à une vive concurrence sur les communications longue distance de la part de nouvelles sociétés, comme MCI, Sprint-GTE ou SRS (filiales d'IBM), espère maintenir ainsi sa suprématie actuelle.

Le projet de création d'une société holding coiffant le CCF, l'UBP et l'Européenne de banque provoque de vifs remous

Conséquence directe de l'accord de coopération intervenu en juillet 1983 entre le Crédit commercial de France (CCF), l'Union de banques à Paris (UBP) et l'Européenne de banque (EB), ex-banque Rothschild, une société holding serait prochainement créée avec pour mission de coiffer ces trois établissements (nos dernières éditions du 9 novembre).

C'est de moins ce qu'affirme M. Lucien Pfeiffer, le président de l'UBP qui a récemment informé le personnel de sa banque en ces termes : « Par lettre du 31 octobre 1984, le ministre de l'économie, des finances et du budget (M. Pierre Bérégovoy) vient de me faire savoir que, dans la perspective d'une réalisation active du rapprochement entre banques nationales, 51 % du capital du Crédit commercial de France et de l'Union de banques à Paris allaient être apportés à la fin de l'année à une société holding qui aura également le contrôle majoritaire de l'Européenne de banque et dont l'Etat détiendra la quasi-totalité des actions. Les modalités de cette opération seront précisées le plus rapidement possible avec nos autorités de tutelle. »

« Je me félicite - et nous devons tous nous réjouir - de cette évolution, conforme à l'esprit de nos accords de juillet 1983 et, en particulier, du maintien de l'individualité et de l'autonomie de gestion de notre établissement », ajoute M. Pfeiffer dans ce document qui, on s'en doute, a ému les personnels - et les dirigeants - des deux autres partenaires de cet « archipel bancaire ». A commencer par le CCF, considéré jusqu'ici comme l'artisan et le véritable pilier du rapprochement exécuté entre trois groupes aussi différents par la taille que par leur situation financière respective.

C'est ce que n'a pas manqué de souligner M. Claude Jouve, le président du Crédit commercial de France, dans un message destiné au personnel de la banque et rédigé aussitôt en réponse aux « déclarations intempestives que certains ont cru devoir faire et que je vous

demande de traiter comme il convient ».

« Il est exact que des négociations ont été engagées depuis plusieurs mois entre notre établissement, l'EB et une banque régionale, l'UBP, qui, si elle n'est que la quarante-quatrième banque en France avec un bilan ne représentant que 3,2 % de celui du CCF, est bien implantée en région parisienne et possède des complémentarités intéressantes pour l'EB et le CCF. Mais, poursuit aussitôt M. Jouve, « à l'heure actuelle, les modalités concrètes d'un rapprochement ne sont pas encore précisées et les conditions nécessaires ne sont pas encore réunies. (...) Vous savez à quel point la confidentialité est nécessaire au succès de telles négociations. Nous avions réussi, pour notre part, à la maintenir intégrale. Je regrette que tous les partenaires concernés n'aient pas adopté la même attitude. »

Du côté de l'Européenne de banque, on se borne à indiquer que l'information avancée par M. Pfeiffer ne constitue « qu'une hypothèse de travail ». On comprend mieux la prudence du propos quand on sait que, outre les négociations tripartites menées entre le CCF, l'UBP et l'EB, et qui n'ont abouti jusqu'ici qu'à la mise en place de deux structures communes de coopération (le Consortium français de participations bancaires et la Compagnie interbancaire de développement), ces deux derniers établissements doivent régler définitivement le cas de la Compagnie commerciale de banques (CCB), l'ex-Discount Bank, destinée à être reprise par l'Union de banques à Paris (le Monde daté 8-9 juillet 1984).

Mais, dans les circonstances présentes, c'est surtout l'annonce de la mise en place prochaine de cette superstructure qui intéresse la communauté financière, et il semble bien que le principe en soit définitivement acquis. Rue de Rivoli. Même si l'on n'est pas en mesure de préciser, pour l'instant, comment sera exactement constituée cette société holding et, surtout, qui va la diriger.

SERGE MARTI.

FAITS ET CHIFFRES

● Prise de participation de Deutsche Bank dans une banque britannique. - La Deutsche Bank va prendre une participation de 4,99 % dans la banque d'affaires londonienne Morgan Grenfell pour un montant de 14 millions de livres sterling. Par cette acquisition, la banque allemande entend renforcer sa présence sur le marché londonien des euro-obligations et prendre pied sur l'important marché britannique des fonds d'Etat dont l'accès va être facilité par les autorités locales.

● Midland Bank vend Thomas Cook aux Etats-Unis. - La Midland Bank britannique vient de vendre à la firme américaine Dun and Bradstreet, surtout connue pour ses informations financières et commerciales et ses banques de données, les intérêts que possédait sa filiale Thomas Cook aux Etats-Unis. Cette transaction, provoquée par la réglementation bancaire américaine, ne concerne que ce pays, Cook restant propriété de la Midland pour le reste du monde, et exclut l'activité relative aux chèques de voyage.

● Nouvelle découverte de pétrole dans le Bassin parisien. - Les sociétés Total et Triton France ont annoncé que le puits d'exploration de Blandy-les-Tours, situé sur le permis de Melun (Seine-et-Marne), s'est révélé producteur, avec un débit de huit cent dix-huit barils de pétrole brut par jour (409 000 tonnes/an).

Ce puits est situé à proximité du champ de Chaunoy, découvert en 1983 par Esso, qui devrait produire 200 000 tonnes de pétrole en 1984 et 400 000 tonnes en 1985. Triton France, qui détient 50 % du permis à égalité avec Total, est opérateur sur le permis de Melun.

● Petrocanada aide l'Institut français du pétrole. - La société Petrocanada a signé le 6 novembre comme prévu (le Monde du 29 septembre) un accord de coopération avec l'Institut français du pétrole. La société canadienne prendra une participation de 27 % dans la société holding ISIS, qui détient les participations de l'IFP dans plusieurs sociétés industrielles.

RENAULT ET LE GROUPE NORTON PRODURONT DES PIÈCES EN CÉRAMIQUE POUR LES MOTEURS

La Régie Renault s'appuie, en coopération avec la société Aérospatiale et le groupe américain Norton, qui crée à l'heure une société fabricant des pièces en céramique pour les moteurs.

Cette nouvelle société, nommée Ceratech, reprendra dans un premier temps la division Céramiques mécaniques de la Ceraver (groupe CGE), qui emploie quarante-neuf personnes et devrait par la suite se développer grâce à des investissements d'un montant total de 100 millions de francs, pour employer à terme 150 à 200 personnes. Son capital serait détenu à 50-50 par le groupe américain Norton, qui emploie 24 000 salariés dans le monde, et par une société holding française où Renault, majoritaire, sera associé à plusieurs partenaires, dont l'Aérospatiale, également intéressée par le développement de l'utilisation de la céramique dans les moteurs.

AGRICULTURE

APRÈS LA CONFÉRENCE BOVINE

Le montant global des aides aux éleveurs atteindra plus de 600 millions de francs

Le montant global des mesures techniques, financières et fiscales décidées par le gouvernement français en faveur des producteurs de viande bovine atteint plus de 600 millions de francs.

A l'issue de la conférence bovine qui s'est tenue à Paris les 7 et 8 novembre, M. Michel Rocard, ministre de l'Agriculture, a annoncé qu'une enveloppe de 400 millions de francs allait être affectée aux aides à ce secteur agricole.

La ventilation de cette somme n'est pas encore arrêtée, « car les négociations avec la profession continuent, et des transferts sont encore possibles d'un poste à l'autre ». Mais, dans la première ébauche de répartition, 170 millions de francs financeraient des allègements de cotisations sociales, 60 millions de francs permettraient des reports d'amortissements des prêts du Crédit agricole, 50 millions de francs iraient aux « stocks d'animaux vivants » pour retarder leur mise sur le marché, et 80 millions de subventions iraient aux « engraisseurs » (grâce à une prime de l'ordre de 100 F par tête de bétail). Les 40 derniers millions constitueraient pour l'OFIVAL (Office des

viandes) et la filière bovine un renforcement de leurs moyens.

En complément, le ministre a annoncé qu'une enveloppe de 70 millions de francs serait affectée à des actions spécifiques « viande » dans le cadre du plan sur le lait et que 150 millions de francs d'avantages fiscaux seraient offerts (par le biais d'un amendement à la loi de finances) en faveur des stocks dits « à rotation lente » (pépinières, troupeaux). Cet avantage fiscal nouveau, chiffré à 300 millions de francs au total, reviendrait pour moitié aux éleveurs de bovins.

Le ministre de l'Agriculture va demander à Bruxelles, lors du conseil agricole du 12 novembre son accord pour le maintien des achats massifs d'intervention de l'OFIVAL qui auraient dû s'achever le 1^{er} novembre et qui se poursuivraient à la cadence de 8 000 tonnes par semaine (les stocks français seraient de 180 000 tonnes) ; il demanderait également à ses collègues des Dix une aide aux stockages privés (30 000 tonnes sur le stock total) ainsi qu'une réduction, sinon un arrêt total des importations de viande bovine en provenance des pays tiers. Ces importations ont

représenté l'an dernier 50 000 tonnes de viande et 190 000 tonnes de bétail, malgré une première réduction de 20 %.

Il s'agit essentiellement de faire passer aux éleveurs (qui subissent le contrecoup des abattements de vaches laitières) le cap de 1985, puisque les experts craignent, si les abattements se poursuivent au même rythme, une pénurie de viande bovine dans la CEE d'ici 1986. Les organisations agricoles, qui ont été reçues jeudi 8 novembre par M. Rocard, estiment globalement bonnes les décisions du gouvernement. « Nous sommes dans l'ensemble d'accord avec les mesures techniques prévues, mais nous n'avons rien obtenu pour le revenu des éleveurs », a notamment déclaré M. François Guillaume, président de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles).

Les responsables des organisations ont réitéré leur demande d'une conférence sur le revenu des agriculteurs avec le premier ministre après la publication des comptes prévisionnels de l'Agriculture, le 21 novembre. M. Guillaume souhaite une réduction des charges on TVA, comparable à ce qui a été accordé aux agriculteurs allemands.



U n même climat, technique et temporel, rassemble les Pays de la Loire. Un même sens de la mesure réunit les trois millions de femmes et d'hommes qui y vivent. Attachés à leurs traditions et ouverts à la nouveauté, ils sont prompts à la solidarité pour inciter leurs conceptions.

COMMUNIQUER
Sans doute, ces dispositions s'expliquent par une longue pratique de convivialité et d'échanges qui s'épanouissent aujourd'hui dans des expériences uniques en France. Le Centre de Communication à Nantes s'affirme comme l'un des lieux privilégiés de rencontre et d'animation dans l'Ouest. La Fondation pour les Arts et les Sciences de la Communication forme des jeunes à la maîtrise des médias, dans une optique de développement.

FAIRE COMMUNIQUER
On comprend mieux dès lors les efforts de ces gens de l'Ouest pour parfaire leur système d'échanges. Ils se rassemblent aujourd'hui les premiers fruits.

Les trains à 200 km/h entre La Mance et Nantes rendent possible l'arrivée du T.G.V. Atlantique, la modernisation du Port de Nantes-Saint-Nazaire place celui-ci au 4^{ème} rang français, les réa-

lisation du dernier tronçon de l'autoroute Océane, entre La Mance et Angers, mettra Paris à près de 3 h des rives atlantiques, l'agrandissement de l'aéroport international de Nantes-Châteaubougon ouvre les portes de l'Europe.

LA RÉGION, MOYEN DE COMMUNICATION
Pour réussir, il faut un rassembleur et des moyens nouveaux. C'est en jouant ce rôle que la Région valorise les initiatives des départements et des communes, afin de mieux vivre ensemble en Pays de la Loire. Un élan nouveau est ainsi donné : la renaissance de l'Abbaye Royale de Fontevraud, Centre Culturel de l'Ouest, le rayonnement international de l'Orchestre Philharmonique des Pays de la Loire, la création prochaine d'un Institut de Recherche et d'Enseignement supérieur aux Techniques de l'Electronique et du Centre Atlantique de Commerce International en sont les signes.

Signes que, forts de leurs traditions, les Pays de la Loire s'attendent pas le monde pour savoir communiquer.

Téléphone : (40) 20.43.47

LES PAYS DE LA LOIRE
Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe, Vendée
Terre de communication.

AFFAIRES

SELON LA BRI

Les opérations interbancaires se sont accélérées sur le marché international au cours du deuxième trimestre. Le mouvement semble dû à la crise de la Continental Illinois

Dans son rapport sur l'activité bancaire internationale au deuxième trimestre de cette année, la Banque des règlements internationaux note que la période sous revue a été caractérisée par une expansion plus forte de l'activité interbancaire (prêts de banque à banque). Ce développement « a été dû principalement à l'accroissement substantiel des crédits des banques sises aux Etats-Unis sur les banques situées dans d'autres pays de la zone (Europe occidentale, Caraïbes, Hongkong, Singapour), lié dans une certaine mesure aux difficultés de financement rencontrées par les établissements à l'étranger d'une grande banque américaine » (il s'agit de la Continental Illinois).

Le rapport note toutefois que, l'un d'un autre, « après avoir réduit leur position créditrice extérieure nette de 38 milliards de dollars au cours des deux mois précédents, les banques opérant aux Etats-Unis sont redevenues fournisseuses nets de nouveaux fonds au reste du monde au second trimestre ». Le total des créances interbancaires a ainsi aug-

menté de 34 milliards de dollars (contre 14 milliards au premier trimestre), pour atteindre 1 061,8 milliards. Ces opérations forment la plus grosse partie de l'activité de l'euro-marché, dont le volume était estimé, à la fin du premier semestre de 1984, à 1 819,3 milliards (+ 42,6 milliards au second trimestre contre une augmentation de 19,4 milliards au premier trimestre).

Un autre fait marquant aura été la « réduction soudaine » des crédits aux emprunteurs relevant des secteurs autres que la banque. Ces prêts, qui diminuent pour la première fois depuis de longues années, avaient encore augmenté de 11,5 milliards de dollars au premier trimestre. Le phénomène est attribué à l'attrait croissant des émissions obligataires.

Le rapport note encore une « vive reprise » de nouveaux prêts aux pays extérieurs de la « zone déclinante », une évolution due en bonne partie aux nouveaux crédits accordés au Mexique et au Brésil, ainsi qu'à l'Australie. En revanche, les prêts à l'Europe de l'Est ont diminué de 1,2 milliard.

CONJONCTURE

M. Bérégovoy confirme sa volonté de déréglementation du crédit, du contrôle des changes et des prix

M. Pierre Bérégovoy a défini jeudi 8 novembre devant la presse économique et financière ses priorités à venir : lutte contre l'inflation, réduction des déficits publics, bataille pour l'exportation et la productivité. Pour y parvenir, le ministre a insisté sur les actions qu'il mènerait : assouplissement progressif du contrôle des changes, réduction et simplification des prêts bonifiés (voir par ailleurs), développement de l'ECU pour renforcer le franc et l'Europe.

Le ministre de l'Economie et des Finances a annoncé devant l'AJEF (Association des journalistes économiques et financiers) que, « dans quelques jours, quelques semaines ou quelques mois », suivant un « rythme imposé par les circonstances », on « aura l'occasion de repenser le contrôle des changes ». M. Bérégovoy a insisté en outre, « par fidélité à ses convictions », il ira plus loin que les deux mesures d'assouplissement prises en août de son arrivée au ministère, portant sur l'usage des cartes de crédit à l'étranger pour les particuliers et le relèvement pour les entreprises du seuil des mouvements libres de capitaux

pour les importations et les exportations. Le ministre a indiqué qu'il « n'exclut pas un examen des problèmes » posés par la vente des carburants, et notamment par l'existence d'un plafond pour les caisses, confirmant ainsi les récents propos de M. Jean-Michel Bockel, secrétaire d'Etat chargé du commerce. Il a également estimé que la loi de 1978 fixant des règles strictes pour l'exercice de la profession pétrolière (importation au gros du pétrole brut) « doit épouser son temps ».

Parlant des répercussions possibles de la baisse du dollar sur les rapports franco-allemands et un éventuel réajustement monétaire, M. Bérégovoy a souligné que « rien ne vaille à l'heure actuelle pour une modification des parties au sein du système monétaire européen ».

« Le système a jusqu'à présent très bien réagi, estime le ministre. Depuis mars 1984, le rapport entre les deux monnaies en resté pra-

quement stable malgré les variations erratiques du dollar ».

M. Bérégovoy a indiqué qu'il prévoyait, « comme son homologue allemand, M. Gerhardt Stoltenberg, un repli progressif, un atterrissage en douceur, plutôt qu'un repli massif du dollar ».

Soulignant les convergences de vue, avec la RFA, il a ajouté : « Plus nous renforcerons le rôle de l'ECU, plus nous renforcerons notre résistance commune aux variations du dollar » en souhaitant que « l'on aille encore plus loin ».

« Nous sommes favorables, a-t-il précisé, à ce que des initiatives soient prises par le Trésor pour développer le rôle de l'ECU dans notre pays ».

M. Bérégovoy a réaffirmé que « la priorité des priorités demeurait la lutte contre l'inflation et la maîtrise des déficits publics », en précisant que la libération des prix industriels serait poursuivie, en fonction des résultats obtenus dans la désinflation.

RÉDUCTION DES PRÊTS BONIFIÉS PAR L'ÉTAT

« Les banques vont avoir la concurrence qu'elles avaient demandée »

Devant les journalistes, comme à l'Assemblée nationale, jeudi 8 novembre, M. Bérégovoy a confirmé son intention de « supprimer l'assouplissement du crédit ».

« Nous avons hérité d'un système défectueux dans lequel les crédits à court terme de la monnaie, les deux tiers même des prêts sont subventionnés, et cela depuis longtemps », a rappelé le ministre aux députés. « Nous avons donc décidé de donner plus de liberté et de responsabilité aux établissements de crédit et aux banques ».

« Nous n'avons pas cherché à diminuer le crédit en agissant sur les taux d'intérêt comme l'ont fait d'autres pays. Il fallait, au lieu, une phase de transition pour passer d'un système à l'autre ».

M. Bérégovoy a réitéré son intention de réformer profondément le système des prêts bonifiés. Ceux-ci ont été multipliés par cinq depuis 1982, passant « pour l'industrie » de 10 à 50 milliards de francs. M. Bérégovoy a rappelé devant l'AJEF (Association des journalistes économiques et financiers) qu'il entendait une très grande variété de taux privilégiés à long terme (P.A.E. (prêts à taux privilégiés) à 11,75 %, P.S.I. (prêts spéciaux aux investissements) et prêts de l'EIF (Fonds industriel de modernisation) à 9,25 %, P.C.M. (prêts aux conditions du marché) à 14,50 %, P.S.R.

(prêts spéciaux de refinancement), F.P.B. (prêts participatifs bonifiés)...

Il existe « plus de deux cents types de prêts bonifiés, plus de cinquante procédures qui se superposent, des taux extrêmement variés, c'est trop », a déclaré le ministre aux députés.

« Beaucoup de priorités étaient affectées, cela devenait à ce qu'il n'y ait plus aucune priorité véritable. En outre, le système était très onéreux pour le budget » (1).

M. Bérégovoy a donc annoncé qu'en revenant à « une seule procédure pour des prêts bonifiés à 9,25 %, au profit des vrais priorités : l'emploi, l'innovation, la modernisation ».

L'importance des prêts administratifs empêchant la gestion de la monnaie nationale par le biais des taux d'intérêt, nous venons au secours à une gestion moderne de la monnaie. La concurrence, en la vue. Les banques et les établissements de crédit font de la monnaie, ils l'auront.

Le ministre devrait exposer ses idées vendredi 9 novembre devant le Conseil national du crédit.

(1) L'économie réalisée par l'Etat, dans le premier trimestre (1985), d'une réduction de 100 milliards de francs par rapport à 1984. Elle sera portée à 150 milliards par la suite. Le budget initial de 1984 prévoyait une réduction de 20 milliards de francs pour l'industrie (dont 10 milliards pour l'investissement, 4,5 milliards pour l'industrie (dont 1,5 milliard pour la modernisation), 11,5 milliards pour le logement, 6 milliards pour l'agriculture, 1 milliard pour les autres secteurs).

L'INSEE RÉVISE SA NOTE DE SYNTHÈSE CONJONCTURELLE

Une production plus soutenue

« A certains égards, la situation économique jusqu'à la fin de 1984 apparaît un peu meilleure » que ce que l'on pouvait prévoir à la fin du premier semestre, indique l'INSEE, en révisant sa note conjoncturelle publiée en juillet. Cette révision, plutôt exceptionnelle, tient compte d'informations nouvelles, à commencer par la hausse du dollar, dont le cours moyen retenu pour le second semestre passe de 8,15 F à 9,10 F.

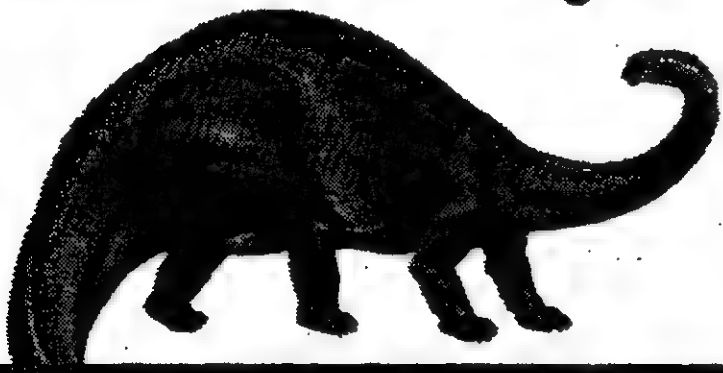
Cependant, le déficit commercial devrait rester de l'ordre de 25 milliards de francs, cela en raison d'un renforcement de la demande mondiale adressée à la France (près de + 3 % pour les produits manufacturés, au lieu de + 2 % retenus en juillet). L'amélioration relative du commerce extérieur est « largement due aux évolutions des postes agro-alimentaires et énergétiques, qu'il est peut-être hasardeux d'extrapoler », avertit l'INSEE.

Plus forte aussi que prévu sera la croissance de la production industrielle (+ 2 % en glissement sur l'année). Très soutenue au premier trimestre, ralentie au second, l'activité industrielle a nettement repris au troisième trimestre, et tout laisse à penser que la progression devrait se poursuivre durant le dernier trimestre de 1984.

Corrélativement, les résultats des sociétés continuent de s'améliorer, en raison notamment de la « modulation sans précédent de la croissance des salaires ». Cela incite l'INSEE à ne pas remettre en cause le diagnostic fait en juillet sur la remontée de l'investissement dans l'industrie concurrentielle (+ 12 % en volume).

Enfin, l'INSEE croit toujours que la consommation des ménages restera stable. Pour la deuxième année consécutive, le pouvoir d'achat du revenu disponible régressera très légèrement. C'est donc encore la baisse du taux d'épargne qui permettra à la consommation de se maintenir, au détriment des achats de logements : le nombre de logements mis en chantier en 1984 devrait baisser de 10 % par rapport à 1983.

3 JOURNÉES POUR NE PLUS ÊTRE UN FOSSILE EN MICRO-INFORMATIQUE.



Trois raisons logiques de passer par New York en voyage d'affaires

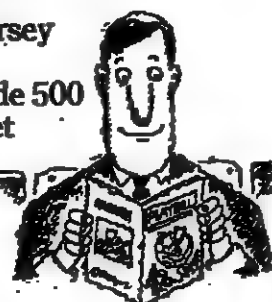
Vous aimerez sans doute passer par New York au cours de votre prochain voyage d'affaires aux Etats-Unis et vous avez probablement vos raisons pour cela : théâtres, musées, monuments, magasins, restaurants...

Mais au cas où il faudrait quelques solides raisons supplémentaires pour vous convaincre, vous ou votre firme, en voici trois. Trois raisons pour passer par les aéroports de New York et New Jersey, portes d'entrée des Etats-Unis, qu'il s'agisse de voyages d'affaires ou d'agrément.

1. Le plus grand nombre de vols directs en provenance d'Europe

Tout d'abord, les aéroports de New York et New Jersey accueillent plus de vols d'Europe que tous les autres points d'entrée aux Etats-Unis réunis. Plus de 500 vols directs par semaine vous offrent la souplesse et le choix nécessaires dans les affaires.

Et vous n'ignorez pas que New York possède plus de restaurants (25 000) et vous propose plus de distractions (40 théâtres à Broadway) que toute autre grande ville des Etats-Unis.



Plus de 40 théâtres à Broadway

2. Un très grand nombre de vols de correspondance sur les autres grandes villes américaines

Lorsque vous arrivez à l'un des aéroports de New York ou New Jersey, les arguments sont plus convaincants encore. Nos trois aéroports, Kennedy, Newark et LaGuardia vous offrent plus de vols sur les grandes villes américaines que n'importe quel autre point d'arrivée (plus de 10 000 vols par semaine sur plus de 160 villes). Quelle que soit donc la destination de votre voyage d'affaires, vous disposerez d'un plus grand choix de vols au départ de nos aéroports.



Plus de 8 000 magasins et boutiques

3. Des services plus nombreux pour voyages d'affaires

Vous serez sans doute d'accord pour dire qu'il ne suffit pas d'arriver à un aéroport, encore faut-il en sortir. C'est précisément pourquoi nous vous offrons tous les moyens possibles de sortir rapidement des nôtres.

Des autobus rapides, fréquents et gratuits, qui vous amèneront d'une aéroport à une autre. Des limousines, autocars, hélicoptères et taxis qui vous déposeront en ville ou à l'aéroport d'où vous voulez repartir.

Vous trouverez aussi, bien sûr, nos guichets de change, notre service téléphonique en cinq langues, nos réceptionnistes multilingues qui vous attendent au Bâtiment des Arrivées Internationales et grâce auxquels vous vous sentirez un peu plus chez vous.

Et si vous n'avez rien à déclarer à la douane, notre nouveau système Rouge/Vert en service à Kennedy vous fera gagner encore davantage de temps.

Donc rappelez-vous : la prochaine fois que les affaires vous amèneront aux Etats-Unis, faites mieux qu'un simple bon voyage. Faites un bon séjour à New York. Après tout, c'est aussi une bonne affaire : parlez-en à votre agent de voyage.



Plus de chances de gagner à Atlantic City

NEW YORK/NEW JERSEY AIRPORTS

Kennedy Newark LaGuardia

THE POINT AUTHORITY OF NEW YORK

SOCIAL

UNE ÉTUDE D'ÉCONOMIE ET STATISTIQUES

Le difficile budget des familles ouvrières sans emploi

Un chômage, un ménage ouvrier connaît, en 1979, une perte de revenu de l'ordre de 25 %, que le mari (ou l'épouse) soit privé d'emploi, mais restreignant ses dépenses d'environ 15 %.

L'étude réalisée par M^{me} Gisèle Fournier, MM. Michel Glaude et Emmanuel Reynaud, que la revue de l'INSEE *Économie et statistiques*, publiée dans son n° 170, aborde à cette occasion en examinant les budgets familiaux des ouvriers, chômeurs ou non. Compte tenu de la rigidité de ces budgets, justement, on découvre que les chômeurs peuvent difficilement adapter leurs dépenses à leur nouvelle situation. Dans la plupart des cas, ils seraient incapables de faire face à une dépense imprévue autrement qu'en faisant appel à la famille et aux amis ou ne pouvant opérer des changements (déménager, par exemple) qui nécessiteraient des investissements.

Au début, le ménage tire sur son épargne, réduit d'un tiers son budget vacances, diffère ses achats d'habillement, réduit ses dépenses de loisirs et de culture dans des proportions

qui vont de 16 % à 21 %, selon les postes. L'alimentation fait l'objet d'une surveillance contrôlée avec, si le ménage dispose d'un jardin, une augmentation de l'autosuffisance (+ 7 %). En revanche, les achats de biens durables ou d'équipement du logement diminuent peu alors que les dépenses de transport individuel progressent (+ 17 %).

Si la période de chômage se prolonge au-delà d'un an, on assiste à un renouveau important de la structure du budget. Alors que les premières économies réalisées se révèlent incopiables (vacances, culture, loisirs, éducation), les ménages ouvriers s'en prennent aux dépenses d'alimentation, de transports (- 40 %) et d'habillement (- 37 %).

Evidemment, la situation varie selon que la famille vit en zone rurale ou en ville, avec, en fait, un avantage pour les ouvriers de milieu urbain qui peuvent mieux s'adapter et ont une structure de dépenses plus souple, notamment parce qu'ils sont souvent locataires de leur habitation.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SEPT. MOIS
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
92-11-10	5,8285	5,8380	+ 85	+ 180
92-11-10	6,9021	6,9648	+ 35	+ 34
92-11-10	5,7433	5,7453	+ 149	+ 251
DM	3,6829	3,6774	+ 126	+ 137
DM	2,7223	2,7236	+ 118	+ 124
92-11-10	15,7165	15,3328	+ 38	+ 53
92-11-10	3,7377	3,7289	+ 287	+ 283
92-11-10	4,9189	4,9233	+ 187	+ 186
92-11-10	11,4481	11,4291	+ 35	+ 32

TAUX DES EUROMONNAIES

	9 1/2	5 1/2	9 1/2	5 1/2	9 1/2	5 1/2	9 1/2	5 1/2	9 1/2	5 1/2
DM	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
DM	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
92-11-10	10 3/4	11 1/2	10 5/8	11	10 5/8	11	10 5/8	11	10 5/8	11
92-11-10	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2
92-11-10	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2
92-11-10	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4
92-11-10	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués au fin de notation par une grande banque de la place.

ESSAYEZ GRATUITEMENT UN HALOGENE CHEZ VOUS.

Les lampadaires qui éclairent toute une pièce. Plus de 50 modèles. Conseil et service après-vente de qualité.

READY MADE

38-40, RUE JACOB - 75006 PARIS - TEL. 260.28.01

AVIS PUBLIC

LES PHOQUES ET LA CHASSE AU PHOQUE

La Commission royale sur les phoques et l'industrie de la chasse au phoque au Canada examinera tous les aspects touchant le phoque et son exploitation y compris les incidences d'ordre socio-culturel, moral, juridique, scientifique et économique, les principes de gestion des stocks de phoques et des comparaisons sur le plan international.

Toutes les personnes intéressées à présenter un dossier ou à paraître devant la Commission, sont priées de nous faire part de leur intention avant le 20 novembre 1984. Veuillez en informer le Secrétaire de la Commission afin de recevoir l'Exposé des principes et des méthodes qui contiennent la marche à suivre au cours des audiences, ainsi que toute l'information requise pour la préparation de dossiers.

Les premières audiences seront tenues le mardi 22 janvier 1985, à 9h30 au Palais de Justice, ch. 5.15, 1^{er} est, rue Notre-Dame, Montréal, Québec H2Y 1B6, Canada.

Au besoin, d'autres audiences seront mises au programme soit à Montréal, soit ailleurs au Canada ainsi qu'à l'étranger.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec:

Mme L.A. Monaghan
Secrétaire
Chambre 17.25
à l'adresse susmentionnée.

Numéros de téléphones:
avant le 12 novembre 1984 (514) 873-3927
après le 12 novembre 1984 (514) 283-4557

UNE ÉTUDE DE L'UNEDIC SUR LES CHOMEURS NON INDEMNISÉS

Les jeunes, les femmes, les radiés et les autres...

Progressivement, le déficit sur la « nouvelle pauvreté » se dégage de ses références les plus confuses grâce, essentiellement, au travail de classification entrepris par les statisticiens. Ainsi, même si des zones d'ombre demeurent, quelques conclusions ont été dégagées avec la note préparée par les services de l'UNEDIC à l'intention des partenaires sociaux, administrateurs du régime d'assurance-chômage, des cabinets ministériels, et que nous avons déjà largement présentée (1) (*Le Monde* du 7 novembre).

Intitulée « première approche du chômage non indemnisé », cette note permet de fixer, par grandes masses, l'importance respective des différentes catégories d'anciens salariés privés d'allocations et d'en connaître les principales raisons. Ainsi apparaît-il que les jeunes de moins de vingt-cinq ans et les femmes figurent en grand nombre parmi ces laissés-pour-compte, mais que, pour autant, on ne peut en déduire que tous les chômeurs non indemnisés sont des « nouveaux pauvres ».

Selon le décompte établi par les statisticiens, les chômeurs non indemnisés seraient, en moyenne, 965 000 et pourraient être répartis

en quatre grands groupes. 95 000, soit 10 %, attendraient une allocation en raison des délais de carence ; 430 000, soit 44 %, ne pourraient bénéficier de droits à l'indemnisation ou s'auraient pas fourni tous les documents nécessaires ; 270 000, soit 28 %, n'auraient jamais déposé de demande à l'UNEDIC, alors qu'ils rempliraient les conditions. Enfin, 170 000 personnes, soit 18 %, seraient effectivement radiées pour avoir atteint les durées maximales d'indemnisation ou pour ne pas avoir bénéficié du renouvellement d'une prolongation.

Cette dernière catégorie, on l'a déjà souligné (*Le Monde* du 6 octobre), rassemble sans doute les chômeurs dont la situation individuelle est la plus délicate et qui peuvent appartenir, de ce fait, à la « nouvelle pauvreté ». Toutefois, parmi ces 170 000 radiés, il convient de distinguer deux sous-groupes : il s'agit, d'abord, des 50 000 jeunes de moins de vingt-cinq ans ou de femmes qui ne perçoivent plus d'indemnisation après avoir touché, pendant douze mois, l'allocation d'insertion ou l'allocation forfaitaire versée aux demandeurs à la recherche d'un premier emploi ou voulant revenir à la vie active. On trouve, en outre,

documents statistiques, 42 % seulement des chômeurs indemnisés l'étaient au titre du nouveau régime, les autres étant encore au titre de l'ancien. Six mois sont nécessaires pour connaître avec précision le nombre de chômeurs indemnisés signés un mois donné, car les données provisoires ne tiennent pas compte, par exemple, du pourcentage de dossiers nouveaux en instance (40 % en septembre) pour cause de demande de renseignements ou de pièces complémentaires.

En septembre, toujours, 53 000 jeunes faisaient l'objet d'un délai de carence de six mois avant de pouvoir percevoir l'allocation d'insertion, et certains autres jeunes, semble-t-il, se refusent à demander le bénéfice de l'allocation de base pour une période de trois mois, venant ainsi grossir le pourcentage anormalement élevé (28 %) des chômeurs qui ne réclament pas leurs droits.

A ce sujet, la nouvelle réglementation fournit elle-même l'explication de l'attitude observée : si un jeune qui a travaillé plus de quatre-vingt-cinq jours dans les douze derniers mois fait valoir ses droits à l'indemnisation, non seulement il percevra une allocation pendant peu de temps, mais il ne pourra y accéder de nouveau pendant deux ans. En revanche, s'il « capitalise » ses droits en attendant d'avoir travaillé cent quatre-vingt-deux jours pendant les douze derniers mois, il pourra être indemnisé pendant une période, renouvelable selon ses reprises d'activité, qui correspond au maximum à quinze mois.

L'intérêt bien compris du jeune chômeur, parfois conseillé en ce sens par les ASSEDIC, consiste donc à ne pas toucher momentanément d'indemnité. Ce qui a pour conséquence, entre autres causes, d'améliorer les résultats de l'UNEDIC, qui observe, au vu de son pointage, en juin 1984, que le nouveau régime se rapproche des objectifs d'économies fixés à 11 % qui se partageaient en 9 % au titre de l'abaissement des taux d'allocations (le taux moyen de l'indemnité était de 112,95 F en juin 1983 contre 104,40 F en juin 1984) et en 2 % au titre des réductions de durée d'indemnisation.

ALAIN LESAUVE.

(1) Plusieurs « coquilles » se sont glissées dans l'article du 7 novembre. Ainsi fallait-il lire allocation d'insertion, et non d'inscription et le chiffre des chômeurs non indemnisés en juillet 1984 était bien de 934 000 et non de 93 400 comme il était écrit une première fois. Enfin, 37 % des femmes de plus de vingt-cinq ans au chômage n'étaient pas indemnisées.

LA DIRECTION DE TECHNIQUE DIFFÈRE SON PLAN DE SUPPRESSION D'EMPLOIS JUSQU'À LA FIN DE L'ANNÉE

La direction du groupe Technip a annoncé jeudi 8 novembre au comité central d'entreprise qu'elle diffèrerait jusqu'à la fin de l'année l'application du plan de suppression de sept cent cinquante emplois annoncés pendant l'été, des négociations devant être engagées d'ici là sur l'ensemble du plan social. Cette décision, qui a pour effet immédiat de suspendre les deux cent quatre-vingt-dix demandes de licenciements déposées auprès de la direction du travail, constitue une victoire pour les syndicats du groupe, qui ont multiplié les actions depuis l'automne pour obtenir un gel des licenciements et l'ouverture de négociations tripartites avec la direction et les pouvoirs publics.

« Remaniements chez Dunlop. — A la suite d'un conseil d'administration bouleversé, Sir Maurice Hodgson, président du groupe britannique Dunlop, a remis en discussion. Il a été immédiatement remplacé par Sir Michael Edwards, ancien président de British Leyland et d'ICI, premier fabricant d'ordinateurs outre-Manche.

A la demande de ce dernier, quatre membres de la direction de Dunlop ont quitté leurs fonctions : M. Alan Lord, directeur général ; M. Kenneth Gardner, directeur financier ; M. Roy Marsch, directeur des affaires juridiques ; et M. Anthony Harvey, directeur de la division « produits diversifiés ».

Cette cascade de départs s'est faite sur la pression des banques, qui s'efforcent activement de reconstruire le capital de la firme par transformation de la dette (4,4 milliards de francs) en actions.

« Capitaliser » ses droits

Parallèlement, la connaissance des effets de la nouvelle réglementation de l'assurance-chômage, en vigueur depuis le 1^{er} avril, s'affine. En septembre dernier, selon les

LES 3 JOURNÉES VICTOR. DÉCOUVREZ LA MICRO-INFORMATIQUE A VOTRE RYTHME.



Aux 3 journées Victor, que vous soyez architecte, entrepreneur, cadre, médecin... ou tout simplement curieux, vous en apprendrez plus en 1 heure qu'en des heures de cohue ailleurs. 300 logiciels sélectionnés vous attendent. 60 revendeurs prêts à vous écouter, vous expliquer, vous montrer.

Les journées de la micro-informatique Victor, c'est la micro-informatique à votre rythme.

VICTOR TECHNOLOGIES

14, 15, 16 NOVEMBRE
PALAIS DES CONGRÈS, PARIS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



INVESTISSEMENT OBLIGATAIRE

Société d'investissement à capital variable

Au 28 septembre 1984, l'actif net s'élevait à 1 417 538 137 F et le nombre d'actions en circulation était de 103 876, la valeur liquidative et l'action ressortant à 13 646,45 F.

La répartition de l'actif net était la suivante :

Obligations classiques à taux fixe (dont intérêts courus sur obligations)	47,18 %
Obligations à taux variable (dont intérêts courus sur obligations)	40,87 %
Liquidités	11,95 %
TOTAL	100,00 %

L'évolution de la valeur liquidative de INVESTISSEMENT OBLIGATAIRE depuis sa création, le 2 septembre 1982 au 28 septembre 1984, fait ressortir un taux annuel de rendement de 18,89 %.

Les établissements habilités à recueillir les souscriptions et les demandes de rachat sont les suivants :

La Banque Steindorck SA, la Compagnie parisienne de récomptes, la Banque populaire du Nord, la Banque Chair, la Banque Odier Bungeur Courvoisier, FicoFrance et la Société Interfi.



INVESTISSEMENT NET

Société d'investissement à capital variable

Au 28 septembre 1984, l'actif net s'élevait à 1 086 781 321,31 F et le nombre d'actions en circulation était de 93 053, la valeur liquidative et l'action ressortant à 11 679,16 F.

La répartition de l'actif net était la suivante :

Obligations classiques à taux fixe (dont intérêts courus sur obligations)	71,93 %
Obligations à taux variable (dont intérêts courus sur obligations)	20,00 %
Liquidités	8,07 %
TOTAL	100,00 %

L'évolution de la valeur liquidative de INVESTISSEMENT NET depuis sa création, le 3 octobre 1983 au 28 septembre 1984, fait ressortir un taux annuel de rendement de 16,70 %.

Les établissements habilités à recueillir les souscriptions et les demandes de rachat sont les suivants :

La Banque Steindorck SA, la Banque populaire du Nord, la Banque de l'Union occidentale française et canadienne, la Société centrale de banque, la Banque Odier Bungeur Courvoisier, le Crédit mutuel agricole de l'Artois, la Compagnie parisienne de récomptes, FicoFrance.



EPAROBLIG

Epargne Placement Obligatoire Société d'investissement à capital variable

Au 28 septembre 1984, l'actif net s'élevait à 1 511 675 966,33 F et le nombre d'actions en circulation était de 1 237 593, la valeur liquidative et l'action ressortant à 1 221,46 F.

La répartition de l'actif net était la suivante :

Obligations classiques à taux fixe (dont intérêts courus sur obligations)	46,03 %
Obligations à taux variable (dont intérêts courus sur obligations)	42,28 %
Liquidités	11,69 %
TOTAL	100,00 %

L'évolution de la valeur liquidative de EPAROBLIG-Epargne Placement Obligatoire depuis sa création, le 14 juin 1983 au 28 septembre 1984, fait ressortir un taux annuel de rendement de 16,89 %.

Les établissements habilités à recueillir les souscriptions et les demandes de rachat sont les suivants :

La Banque Steindorck SA, la Compagnie parisienne de récomptes, la Banque populaire du Nord, la Banque Chair, la Société centrale de banque, la Banque Odier Bungeur Courvoisier, le Crédit mutuel agricole de l'Artois, la Compagnie parisienne de récomptes, FicoFrance.



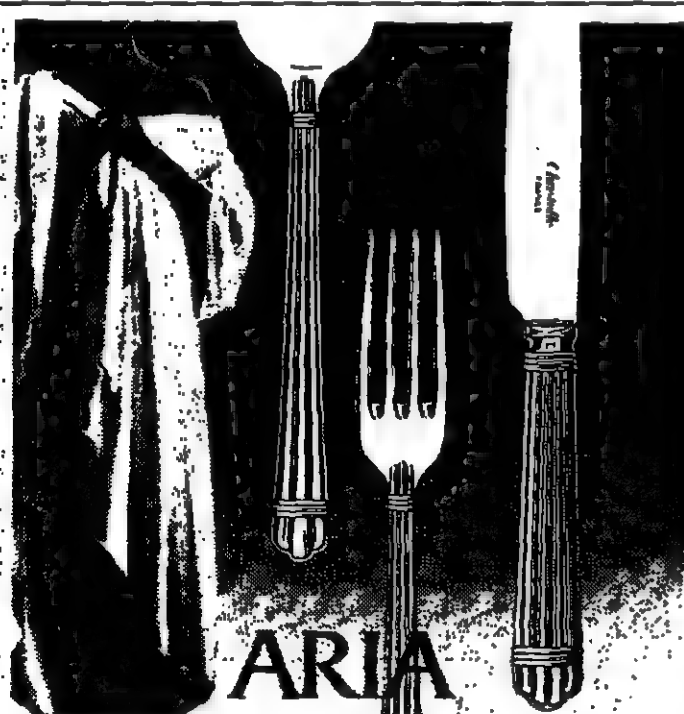
Compagnie Française des Pétroles

COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 1984

An cours de sa séance du 7 novembre 1984, le conseil a examiné les comptes consolidés provisoires du groupe Total au 30-6-1984 (en millions de francs : MF).

	1983	1 ^{er} semestre 1984
Chiffre d'affaires	139 866	81 007
Marge brute d'autofinancement	8 142	4 510
Résultat	420	1 237
part du groupe CFP	774	1 317
part des minoritaires	334	80
Effet de stock estimé	300	400
MBA hors effet de stock	7 842	4 110

Le résultat des activités de production a continué de progresser alors que la situation du secteur du raffinage et de la distribution est restée globalement défavorable, particulièrement en France où la marge brute d'autofinancement de la Compagnie française de raffinage a été négative. Les stocks étant valorisés selon la méthode FIFO, un effet de stock provenant de la hausse du cours du dollar a été déduit à hauteur de 400 MF. Les investissements bruts ont été, au cours du premier semestre, de 3 866 MF contre 10 142 MF pour l'ensemble de l'année 1983 : la part du secteur de l'exploitation et de la production pétrolière a été de 2 543 MF dans ce semestre contre 6 243 MF pour l'année 1983. Le résultat de l'ensemble de l'année ne doit pas être extrapolé à partir de celui du premier semestre. En effet, la dégradation du marché pétrolier depuis cet été aura une incidence sur le résultat du second semestre. D'autre part, le montant des différences de changes - pratiquement nul au 30 juin - ne peut être facilement estimé, car celles-ci dépendent en grande partie des parités des principales devises à la fin de l'exercice.



Le nouveau classique de Christofle

Pavillon
Christofle

12, rue Royale Paris 8^e
24, rue de la Paix Paris 2^e
95, rue de Passy Paris 16^e
93, rue de Seine Paris 6^e
17, rue de Sèvres Paris 6^e
Centre Commercial Parly II



Au 30 septembre 1984, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 532,6 millions de francs contre 464,3 millions de francs au 30 septembre 1983, le montant hors taxes des commandes reçues à 675,2 millions de francs contre 517,5 millions de francs, le carnet de commande était de 855,7 millions de francs contre 783,8 millions de francs.

Pour les activités aéronautiques, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 273,5 millions de francs contre 264,6 millions de francs, le montant hors taxes des commandes reçues à 285,8 millions de francs contre 262 millions de francs.

Pour l'activité informatique et instrumentation, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 259,1 millions de francs contre 179,7 millions de francs, le montant hors taxes des commandes reçues à 389,4 millions de francs contre 255,5 millions de francs.

Consolidé pour la société mère et ses filiales, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 590,9 millions de francs contre 518,5 millions de francs.

A nos lecteurs
qui vivent
hors de France

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE
**UNE ÉDITION
INTERNATIONALE**

Il y trouve une sélection
des informations,
commentaires et critiques
parus dans leur quotidien.



EMPRUNTS NOVEMBRE 1984 2,3 MILLIARDS DE FRANCS OBLIGATIONS DE 5.000 F

Emprunt à taux variable :

Montant : 1,3 milliard de francs

Prix d'émission : 98,90 % soit
4945 F par obligation

Taux d'intérêt annuel : Egal à
90 % de la moyenne arithmétique
des taux moyens mensuels de
rendement au règlement des
emprunts garantis par l'Etat et
assimilés établis par l'INSEE.

Intérêt minimum : 6,50 %

Durée de l'emprunt : 11 ans

Amortissement : 19 novembre
1995 par remboursement au pair

Emprunt à taux fixe :

Montant : 1 milliard de francs

Prix d'émission : Le pair soit
5000 F par obligation

Taux nominal : 11,80 %

Taux de rendement actuariel
brut :
(au 19 novembre 1984) 11,80 %

Durée de l'emprunt : 15 ans

Amortissement en 8 tranches
égales de 1992 à 1999
- soit par remboursement au pair
- soit par rachats en Bourse

Date de jouissance et de règlement : 19 novembre 1984

La S.N.C.F. se réserve le droit de procéder
à toute époque à des rachats en Bourse.

SOUSCRIVEZ

dans les banques et chez les Agents de Change, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste, les Caisses d'Epargne, les Caisses de Crédit Agricole Mutuel. Une fiche d'information (visa de la C.O.B. n° 84 - 261 du 30 octobre 1984) est tenue à la disposition du public.

BALO du 5 novembre 1984

Prêts conventionnés.

Des prêts pour "habiller" votre logement.

Votre logement? Vous voulez le rénover? L'améliorer? Faire des travaux pour réduire vos dépenses d'énergie?

Les Prêts Conventionnés du Crédit Agricole peuvent couvrir vos projets à concurrence de 90 % de la dépense finançable. A condition de respecter certaines normes

(prix, surface, ancienneté du logement), les Prêts Conventionnés du Crédit Agricole sont ouverts à tous sans plafond de revenus. Leur taux est raisonnable, les modalités de remboursement sont souples.

Renseignez-vous dans votre bureau du Crédit Agricole.



Le bon sens prêts chez vous.

Crédit Agricole.



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

COMMENTAIRES

2. « Les années de 14 », par Jean Pichon : « A quel est l'armement nucléaire tactique ? », par François Filon.

ÉTRANGER

4. AMÉRIQUES
5. PROCHE-ORIENT
6. AFRIQUE
6-7. ASIE
- « Le Vietnam éprouvé » (II), par Chloé Brisset.
7. EUROPE

POLITIQUE

10. La réunion du comité directeur du PS.
- Les « notes » de Jean Kanapa sur les rapports du PCF avec Moscou.
12. « Histoire de France » : les informations et la culture.
- « Union soviétique » en Alsace pour le syndicat.

SOCIÉTÉ

13. L'implication de deux médecins à Poitiers.
14. ÉDUCATION : l'application de la loi Savary dans les universités.

CULTURE

15. Les prix littéraires de l'Académie française.
- Un nouveau Musée d'art moderne à Bruxelles.
- Condamnation à cinq ans de prison du musicien Félix au Nigeria.
16. COMMUNICATION : les difficultés de Canal Plus.
20. ÉDITION.

ÉCONOMIE

21. AFFAIRES.
- AGRICULTURE : après la conférence bovine.
22. CONJONCTURE.
23. SOCIAL.

RADIO-TÉLÉVISION (18)

INFORMATIONS

« Week-end d'un chineux » ; Loto ; Météorologie.
Annonces classées (19) ; Carnet (20) ; Programmes des spectacles (16-17) ; Mots croisés (21) ; Marchés financiers (25).

Le numéro du « Monde » daté 9 novembre 1984 a été tiré à 460 931 exemplaires.

M. JACK LANG invité du Grand Jury RTL - le Monde

M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL - le Monde », dimanche 11 novembre, de 18 h 15 à 19 h 30. Le ministre, qui est aussi conseiller socialiste de Paris, répondra aux questions d'André Passerou et de Colette Godard, de *le Monde*, de Paul-Jacques Truffaut et de Jean-Pierre Thonn, de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre Bekou.

CHABLIS

Grand Vin de Bourgogne

Intelligent, yet intelligible.

WEEKLY FROM LONDON - OBJECTIVE ANALYSIS - INSPIRING VIEWS - WORLD POLITICS - CURRENT AFFAIRS - INTERNATIONAL BUSINESS - FRANCE - SCIENCE - TECHNOLOGY - ECONOMIC INDICATORS - BUSINESS AFFAIRS - COUNTRY AND INDUSTRY SURVEYS - BOOKS - LETTERS
Traduction du titre et du contenu : « Intelligent et intelligible »

A B C D - F G H

Le Sénat et le gouvernement s'opposent sur la date du débat scolaire

Une nouvelle épreuve de force s'est engagée entre le gouvernement et le Sénat à propos du choix des dates pour la discussion du projet de loi « modifiant et complétant la loi du 22 juillet 1983 et portant diverses dispositions relatives aux rapports entre l'État et les collectivités territoriales », qui constitue la partie non budgétaire du plan de M. Jean-Pierre Chevènement sur l'enseignement (nos dernières éditions).

Le gouvernement n'avait pas caché son désir d'aller vite pour régler au plus tôt la question de l'école privée : adopté en conseil des ministres le 26 septembre, examiné le 3 octobre par la commission des lois de l'Assemblée nationale où il était approuvé après deux jours de débats, dans la nuit du 9 au 10 octobre, le texte était immédiatement transmis au Sénat dont la commission des affaires culturelles saisie au fond désignait dès le 11 M. Paul Séramy (Un. cent., Seine-et-Marne) comme rapporteur (la commission des lois saisie pour avis choisissant quant à elle, comme rapporteur, M. Jean-Marie Girault (gauche RI du Calvados)).

Le gouvernement avait alors fait savoir qu'il prévoyait la discussion en séance publique pour la mi-novembre, c'est-à-dire avant que ne s'engage l'examen du budget. L'urgence étant déclarée sur ce texte - ce qui limite le nombre des « navettes » entre les deux assemblées - l'affaire « pouvait être bouclée » avant la fin de la session parlementaire.

La décision du Sénat tendant à s'examiner le projet qu'après avoir terminé avec la première lecture du budget, soit à partir du 10 décembre, peut ne pas compromettre irrémédiablement le respect de ce calendrier... Il n'empêche, elle

montre que le conflit entre l'exécutif et la Haute Assemblée, qui avait culminé cet été au moment de l'épisode du référendum, n'est pas réglé.

M. Léon Eeckhoutte, président, socialiste, de la commission des affaires culturelles, avait demandé par lettre à M. Laurent Fabius de reporter la discussion du projet de loi (le *Monde* du 8 novembre). La déclaration d'urgence contrainst, selon lui, la Haute Assemblée à « parfaire sa position des la première lecture, ce qui ne manque pas d'augmenter les scrupules devant la nécessité d'établir en une seule fois la version définitive d'un texte de référence ». M. Eeckhoutte a cité l'« intérêt » manifesté par le premier ministre pour « un jeu harmonieux et décrié des institutions » pour justifier sa demande.

Coup de force ?

Lors de la conférence des présidents, réunie jeudi 8 novembre, pour établir l'ordre du jour des prochains travaux du Sénat, M. Eeckhoutte rappela sa position. Ce dernier et M. Alain Finkielkraut s'engageaient alors « personnellement » à ce que le débat sur l'enseignement commençât le 10 décembre. Le président du Sénat répondait même le souhait exprimé par M. Hélène Luc, président du groupe communiste, d'un report au 11. Même si, selon certains sénateurs, MM. Joxe et Chevènement avaient fait montre - en privé - d'une relative indifférence quant aux dates, M. André Labarère, ministre chargé des relations avec le Parlement, - qui devait avoir en début d'après-midi une conversation téléphonique avec M. Laurent Fabius, achèvement au Canada - a maintenu l'inscription à

l'ordre du jour prioritaire, du projet pour les 14, 15 et 16 novembre.

Après la lecture au début de la séance de l'après-midi du calendrier des travaux, M. Séramy, au nom du groupe centriste, a protesté « avec la plus grande vigueur contre l'attitude du gouvernement, qui ne dialogue pas avec le Sénat qu'il coup d'initiative ». Affirmant qu'il ne sera pas en mesure de rapporter sur ce texte « compliqué et fondamental » avant la semaine du 19 au 25 novembre, il a indiqué que ses questionnaires aux ministres n'avaient pas tous reçu de réponses. Considérant que par l'urgence le gouvernement entend « empêcher le Sénat de s'exprimer », il a expliqué que mieux valait un délai pour disposer d'une « loi bien faite » plutôt que d'une « brouillon à réviser ». Après avoir dénoncé le « coup de force » du gouvernement, il a demandé que la Haute Assemblée ne siège pas le mercredi 14 novembre.

Pour M. Labarère, ce report, ne pouvant se justifier pour des raisons techniques, s'explique par la « position incertaine » de la majorité sénatoriale sur le texte. Il serait, dit-il, « fâcheux » que le Sénat « par des manœuvres dilatoires » retarde l'adoption de ce texte de « paix scolaire ».

Après avoir décidé (socialistes et communistes votant contre) de ne pas siéger le 14, le Sénat a suspendu sa séance pour protester contre un propos de M. Labarère, qui regrettait que la Haute Assemblée « donne l'impression d'une certaine paresse » alors que l'Assemblée nationale « travaille jour et nuit ». Ce conflit entre l'exécutif et la deuxième Chambre ne saurait masquer le souhait de certains sénateurs de l'opposition de voir le débat sur l'enseignement privé reprendre sa place dans l'actualité.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Deux cardiologues français ont été appelés au chevet du président Bourguiba

De notre correspondant

Tunis. - Jusqu'ici diffuse, l'information s'est accrue dans l'opinion après l'annonce, jeudi 8 novembre, de l'arrivée, mercredi à Tunis, de deux cardiologues français au chevet du président Bourguiba. Malgré l'attitude rassurante affichée depuis quatre jours par les autorités qui pouvaient très normalement leurs activités, et la publication de bulletins de santé plutôt apaisants, bon nombre de Tunisiens ne sont pas entièrement convaincus que tout danger est écarté après le malaise cardiaque dont le chef de l'État a été victime dimanche.

Un communiqué de la présidence de la République a pourtant précisé que c'est « pour s'entourer du maximum de précautions », que les médecins traitants du chef de l'État avaient fait appel au professeur Jean Prévôt-Bourdarias (1) accompagné du docteur Jean-Christian Farcot qui « ont été immédiatement dépêchés par le président François Mitterrand ». Les deux cardiologues « ont confirmé le diagnostic établi ainsi que les traitements prescrits », et ont été d'accord avec leurs

conférenciers tunisiens « pour recommander au président de poursuivre son traitement et le repos complet dans le même service de cardiologie pendant encore une semaine au moins ».

Selon ce même communiqué, M. Bourguiba avait passé une nuit calme (celle de mercredi à jeudi) et a reçu, jeudi matin, le premier ministre, M. Mohamed Mzali.

Après l'arrivée du professeur Bourdarias et du docteur Farcot, le président Bourguiba s'est déclaré « très ému » dans un message de remerciements qu'il a adressé à M. Mitterrand et il s'est félicité que les deux cardiologues aient formé avec ses médecins « une véritable équipe très efficace » dans les soins qui lui ont été prodigués.

M. D.

(1) Le professeur Bourdarias a été l'élève du professeur Jean Lenègre, aujourd'hui disparu, qui avait soigné le président Bourguiba lors de sa première crise cardiaque en 1967.

LES PERSPECTIVES DE DIALOGUE SUR LES ARMEMENTS

M. Shultz espère des « actions concrètes » de Moscou dans le domaine des essais nucléaires

Après la réunion de la conférence de M. Reagan, les responsables américains multiplient les déclarations affirmant leur désir de dialogue avec Moscou, en particulier sur les armements. Dès mercredi, au cours d'une conférence de presse en Californie, le président avait évoqué la possibilité d'une rencontre au sommet avec M. Tchernomir, et, tout en maintenant son engagement en faveur de son initiative de défense stratégique (dite de « guerre des étoiles »), il avait prédit le retour des Soviétiques aux négociations nucléaires qu'ils avaient quittées l'an dernier. Dans un entretien accordé à *Time* de cette semaine, M. Reagan se déclare prêt à commencer « le temps qu'il faudra pour parvenir » à cette impasse des négociations, ajoutant : « Mon espoir, mon rêve, est que nous obtenions que l'URSS s'associe à nous pour entreprendre des réductions vérifiables de ces armes ».

Des indications plus précises sur la position américaine ont été données au *Washington Post* par M. Shultz, qui a publié, jeudi 8 novembre, le résumé d'un entretien avec le secrétaire d'État. Répondant à M. Tchernomir, qui, dans un entretien, accordé trois semaines plus tôt au même journal, avait fait dépendre une amélioration des relations soviéto-américaines d'un « geste » de Washington dans quatre domaines concrets (le *Monde* du 18 octobre), M. Shultz rétorque un des domaines cités - la ratification par les États-Unis des accords de 1976 et 1974 sur les essais nucléaires souterrains - mais estime que c'est à l'Union soviétique, qu'il revient de faire des pas en avant : il invite en particulier Moscou à accepter l'échange de visites d'experts des deux pays sur les sites d'explosion nucléaire, comme M. Reagan l'avait proposé dans son discours du 24 septembre aux Nations unies.

Parmi les autres « actions concrètes » que M. Shultz déclare attendre des Soviétiques figurent l'acceptation par Moscou des propositions occidentales à la conférence de Stockholm sur le désarmement en Europe (il s'agit d'obtenir une meilleure transparence des mouvements de troupes de manière à prévenir une attaque surprise) ainsi qu'un nouveau départ sur les problèmes des armements offensifs et défensifs. Le secrétaire d'État rejette l'idée d'un moratoire sur les essais d'armes spatiales avant le début des discussions, mais il laisse entendre qu'il existe « une série de voies » pour tenir des conversations.

L'une de ces voies avait été évoquée par M. Reagan dans sa conférence de presse de mercredi, lorsque le président avait parlé de faire désigner par les deux gouvernements un « coordinateur du contrôle des armements », afin de faire le lien entre les pourparlers tenus séparément jusqu'à 1983 sur les armements nucléaires stratégiques et tactiques ou intermédiaires. Aucune décision n'a été prise toutefois à ce sujet, et M. Shultz a semblé minimiser la portée de cette initiative en déclarant au *Washington Post* qu'il ne s'agit pas de question de sommer un vain du gouvernement américain un « tour » du contrôle des armements indépendant des autres négociations. Selon le secrétaire d'État, l'idée du président est plutôt de « créer un cadre » dans lequel des « responsables de haut niveau et des personnalités politiques » des deux pays pourraient échanger des vues.

On note aussi que les deux grandes puissances reprennent, le 28 novembre prochain, des entretiens sur la non-prolifération nucléaire et que d'autres pourparlers sont prévus en juillet, au niveau de hauts fonctionnaires, sur les possibilités d'étendre les relations commerciales et économiques entre les deux pays.

HAUSSE DES PRIX DES CARBURANTS

- Super : + 6 centimes par litre
 - Essence ordinaire : + 11 centimes par litre
- Les prix des produits pétroliers augmentent de 5 à 10 centimes par litre le 13 novembre. La hausse s'élève à 6 centimes pour le litre de supercarburant, dont le prix de vente maximum à la pompe en région parisienne passera à 5,48 F ; 11 centimes pour le litre d'essence ordinaire (5,34 F) ; 5 centimes pour le litre de gasoil (4,19 F) et 5,70 F pour l'huile moteur de 100 litres (59,40 F).

Ces augmentations résultent, d'une part de l'application de la formule automatique de fixation des prix pétroliers et d'autre part de la majoration prévue de la taxe parafiscale alimentant la caisse nationale de l'énergie (+ 4,33 centimes/litre pour le super et l'ordinaire ; + 1,65 centime/litre pour le gasoil et + 1,96 centime par litre pour le fuel domestique).

Un sénateur américain astronautique. - La NASA a invité le sénateur Jake Garn, de l'Utah, à participer comme astronaute à une prochaine mission de la navette spatiale. Le sénateur Garn préside le sous-comité qui contrôle les budgets spatiaux. Agé de cinquante-deux ans, il fut de 1956 à 1960 pilote de l'aéronavale et compte plus de 10 000 heures de vol.

Le premier astronaute américain, John Glenn, est depuis 1975 sénateur de l'Ohio.

LE TYPHON AGNÈS : PLUS DE 400 MORTS AUX PHILIPPINES

Le typhon Agnès, qui a balayé au début de cette semaine le centre de l'archipel philippin aurait fait au moins 438 morts et 180 disparus. 300 000 personnes sont sans abri. La ville la plus touchée est Capiz (appelée aussi Zambo) dans l'île de Panay. - (AFP.)

Le cyclone tropical Klaus a fait 10 000 sinistrés à la Dominique. - Aux Antilles, la petite île de la Dominique, située entre la Martinique et la Guadeloupe, a été dévastée par le cyclone tropical Klaus : 10 000 personnes (sur 75 000 habitants) ont été sinistrées. Déjà, en 1979 et en 1980, les cyclones tropicaux David et Allen l'avaient ravagée.

Klaus a aussi balayé l'île française de Saint-Martin, les îles françaises de la Guadeloupe et de Saint-Barthélemy, en y faisant quelques dégâts. - (AFP.)

Le championnat du monde d'échecs : la 25^e partie reportée. - La 25^e partie du championnat du monde d'échecs a été reportée au lundi 12 novembre à la demande de Kasparov. Le challenger, qui est mené 4-0, a ainsi pris le dernier des trois « time out » (temps de repos) auxquels chacun des deux joueurs doit pendant les 24 premières parties du match, qui est à durée illimitée, les parties suivantes n'étant pas comptabilisées.

ESCAMOTABLES EN VRAI BOIS

Modèle «EXCELSIOR» transformable en lit 1 et 2 places, se fait en chêne ou merisier.

somnifier à lattes de bois.

CAPELOU 57 Avenue de la République 75013 PARIS Tél. 367 40 35 - Métro : PARNES

PIANO: LE BON CHOIX

Location à partir de 220 F par mois.
Vente à partir de 329,72 F par mois* (Crédit souple et personnalisé).
Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.
Service après-vente garanti.
Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique, et du Théâtre de l'Opéra.

hamm

La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité.

Un cadeau signé

Aldebert

Joaillier

a encore plus de valeur

Bijoux dès F. 2000.-

Le plaisir d'acheter...
Là où il y a l'accueil.

Aldebert

16, place Vendôme
1, bd de la Madeleine
70, fg Saint-Honoré
Palais des Congrès, Porte Maillot

français ont été appelés
président Bourguiba

[illegible]

Le professeur Boncompagni-Ludovisi, prince de Satriano, qui avait été élu à l'Académie des sciences de Rome en 1867.

LOGUE SUR LES ARMEMENTS
itz espère
icrètes » de Moscou
les essais nucléaires

[illegible]

un signe
bert
lure
de valeur
Gr. Ent.

bert
 ...
 ...
 ...
 ...

Bahamas, page II

Les mémoires de Paris, page IV

Embrouilles chez Bacchus, page XIII

Projets pour la Corderie royale de Rochefort, page XIV

Supplément au n° 12377. Ne peut être vendu séparément. Samedi 10 novembre 1984.

Bahamas air voyage

Au-dessus de l'archipel en avion privé.

DANS l'errance vacancière au-delà de l'Hexagone, le mythe se trouve ou se fabrique. Il se croise dans certains continents, affaire de longue civilisation, de pays poli par les ans, de cette rencontre de l'espace et du temps d'où naît l'exotisme — cette « esthétique du divers », écrivait au début de ce siècle Victor Segalen dans son dialogue solitaire avec l'Océanie puis avec la Chine. Ou bien, tout au contraire, le voyageur le fabriquerait d'avance, sur mesure, par artifice, créant un voyage dans le voyage. C'est ce que l'on peut s'offrir outre-Atlantique — en y mettant le prix, bien qu'il ne soit pas inabordable — avec pour cap l'archipel des Bahamas, mais — et c'est la différence — à bord d'un avion bimoteur de six places, un avion privé en somme, un taxi de l'air à votre seule disposition.

De ce voyage, vous ne saurez alors dissocier ce qui, des îles ou des nuages, en fait la saveur. La découverte ébauchée de ces sept cents bouts de terre, bancs de sable, hauts-fonds et coraux, ces eaux turquoise ou émeraude, au choix, qui constituent l'Etat des Bahamas, indépendant depuis 1973 ? Ou bien l'instrument qui vous y conduit, depuis les côtes de la Floride, les sauts de puce aériens qui rythment votre approche d'îles,

semblables en apparence mais toutes particulières, les décollages sans tour de contrôle sur des aéroports minuscules et silencieux, les vols à vue et l'illusion d'une liberté d'ordinaire réservée à d'autres, « mordus » d'aviation ou, plus prosaïquement, gâtés par la vie ?

Le choix — s'il en est un — est bien sûr subjectif. De cette échappée, proposée par Vacances fabuleuses, une filiale européenne de la Pan Am, et la société French Ways, créée récemment aux Etats-Unis par trois pilotes français, l'on préférera retenir d'abord le moyen de transport. Car sur ce nouveau monde-là — pas si « nouveau » que ça puisque les Indiens Lucayas, rapidement décimés par la colonisation, l'avaient découvert bien avant que Christophe Colomb ne fasse sa première halte terrestre à San-Salvador, aux Bahamas justement — l'avion privé est un peu ce que serait l'Orient-Express à une dérive ferroviaire vers Istanbul. L'imaginaire s'y conjugue au passé et au présent.

Le passé, c'est, vu du ciel, ce dédale marin qui fut d'abord un repaire idéal de pirates et la bastille des naufrageurs, ses pièges de sable et ses recroisements introuvables, sa carte, tout simplement, si difficile à établir. Quand ce fut fait et que la géographie n'eut plus de mystère,

les pirates stipendiés des puissances coloniales étaient devenus respectables, marchands ou gouverneurs, mais leur souvenir rappelle que le commerce fut aussi affaire d'abordage. Au présent, les pirates sont d'ailleurs toujours là, troquant leurs frégates et leurs galions contre des avions, justement. Leurs carcasses sont là, écrasées, éventrées, entassées, sur l'île de Bimini notamment, celle où Ernest Hemingway écrivit *le Vieil Homme et la Mer*, et leur marchandise moderne, succédant aux esclaves et aux « épices », c'est la drogue. Les Etats-Unis seraient en effet envahis via les Bahamas ; les pilotes accepteraient un salaire de 250 000 F pour un unique aller-retour en Colombie ou ailleurs dans la région ; le gouvernement des Bahamas est éblouissant pour sa tolérance, jusqu'au premier ministre mis en cause par une commission d'enquête sur les hautes complications du trafic.

La drogue par avion, car l'air est ici une fourmillière. L'archipel ne compte pas moins de cinquante aéroports dispersés d'île en île, dont vingt-neuf de statut privé. Or, toujours selon les investigations officielles en cours, certains propriétaires d'îles du Commonwealth — car le mythe bahaméen, c'est aussi cela : avoir son continent modèle réduit à soi seul — ne seraient pas des enfants de chœur, bandits du grand monde venus blanchir et abriter, dans ce paradis fiscal, leur argent illicite. Trafics indéniablement sordides au bout du compte, mais qui, vus de loin, au-dessus de ces quelques ronds de terre, impénétrables parce que privés, ont un parfum, sinon d'aventure, du moins de mystère.

Au passé et au présent, le mythe aérien introduit aussi les Bahamas comme terrain de jeu de l'Amérique impériale. Militaire hier, avec ces répétitions, à froid sous la chaleur, des combats du Pacifique sur des morceaux d'îles prêtés aux Etats-Unis le temps de la dernière guerre mondiale et, les accompagnant, la légende impossible du triangle des Bermudes, triangle que vous effleurez à l'aller. Aujourd'hui les jeux s'y sont apparemment plus guerriers : pêche au gros, navigation sportive à cheval sur le Gulf Stream, plongée sous-marine, réveries le long de fées coralliennes... Mais en vous y rendant avec « votre » pilote et « votre » avion, le temps éphémère d'une semaine, libre de vos horaires, à l'écart des troupes en voyage organisé, vous aurez le sentiment provisoire d'appartenir à ce monde où l'aisance sociale s'offre le privilège de la décontraction.

D'île en île, les ports, accolés à des villages plutôt qu'à des villes, semblent une version multicolore et paisible du film *Port de l'angoisse*. PDG en vadrouille et « middle class » américaine, l'air las et désabusé d'Humphrey Bogart, la barbe de quelques jours à la mode loup de mer, croisent des compatriotes rentiers, retirés sur leurs yachts, en fait de grosses vedettes-immobiles, échafaudages pointus à l'équilibre souligné par les flèches des cannes de pêche au gros. L'argent est ici une évidence tant les Bahamas lui font un accueil sans réserve, facilitant outre mesure ses mutations et ses allées et venues. Sur les trois cent quarante banques et



établissements financiers enregistrés aux Bahamas, seuls quelque quatre-vingts ont une présence physique dans l'archipel. Vingt-cinq mille compagnies internationales sont administrées depuis ces îles, et Nassau, la capitale, sur l'île de New-Providence, est le deuxième marché d'eurodollars après Londres. Ce libéralisme financier à tout crin a évidemment son envers, le coût de la vie et ses conséquences pour les quelque deux cent dix mille habitants de l'archipel, mais il est à craindre que vous soyez trop dans les nuages pour vous y attarder...

Cependant, tout aérien qu'il soit, cet inventaire par trop austère relègue injustement l'autre dimension de ce voyage : ces îles dont le charme ne se réduit pas à un « chromo » maritime et ensoleillé. Il y a aussi — surtout ? — des hommes, une histoire, un ton. Et, pour les approcher, vous ne commencerez pas par Nassau, encombrée de touristes en mal d'achats de pacoilles. La capitale est chapeautée par une bande de terre annexe, mythique mais sans caractère, Paradise-Island, ancienne propriété privée d'un

magnat suédois et aujourd'hui concentration de hauts revenus, Club Méditerranée, casinos et hydravions en renfort.

Sans doute y a-t-il plus d'intérêt à voler quelques instants sur le marché, les étalages et le port informel — avec ses bateaux-postes chargés de drainer le courrier, lentement, d'île en île — qui entourent les piliers du pont liant Paradise-Island à New-Providence. Vous préférez donc tomber du ciel sur d'autres îles, moins connues, où l'illusion de la découverte persiste.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Campagne

VACANCES DE NOËL en ARDÈNE

HOTEL LE MONARQUE
47, Logis de France. Randonnée Tennis - Discothèque - Réveillon stage informatique 22 et 23 décembre et 27 au 30 décembre. Forfait pension et court. Tél. : (75) 67-80-44 et 05-05-30.

Côte d'Azur

06800 MENTON

HOTEL DU PARC***
Tél. : (93) 57-66-66. Prox. mer. Centre ville. Parking. Grand jardin. Cuisine réputée. Déjeuner sur demande.

06800 MENTON-GARAVAN

Le meilleur climat d'Europe l'hiver sur la Côte d'Azur
A L'HOTEL-VILLA NEW YORK***
Cadre raffiné chambres avec douche, bain, W.C., téléphones directs, TV, jardin exotique, grande terrasse ensoleillée, parking clos, cuisine du patron. Forfait hiver à partir de : 1 050 F. par semaine. Demi-pension. Pension complète : 1 250 F. Doc et réservation (93) 35-76-69.
Avenue Katherine Maufield.

VILLEFRANCHE
VOS VACANCES D'HIVER SUR LA CÔTE D'AZUR DANS UN HOTEL***
Restaurant panoramique, bar, terrasse, piscine, sauna, tennis, etc.
Forfait 7 jours en 1/2 pension à partir de 1 540 F de Noël à Pâques. Tél. : (93) 01-49-54
HÔTEL VERSAILLES
06130 VILLEFRANCHE-SUR-MER

Mer

Iles Anglo-Normandes

ILE DE JERSEY

Le printemps est la période idéale pour profiter pleinement de cette petite île, véritable paradis (20 km sur 10 km, 76 000 habitants). Situé à 20 km seulement des côtes de

Normandie, ce petit État indépendant, rattaché à la Couronne d'Angleterre, a son gouvernement, ses lois propres, sa monnaie, ses émissions de timbres... et ses traditions toujours en vigueur.

Les adorables petits ports de pêche succèdent aux immenses plages de sable fin. La campagne est ravissante et fleurie. Et dans la capitale Saint-Hélène, au Londres en miniature, le shopping est roi. Les distractions sont innombrables, les auberges, les pubs sont pittoresques et les petites pensions voisinent avec les palais de très grande classe.

Un week-end, une semaine à Jersey, oasis de paix et de beauté, c'est le dépaysement, la détente et une qualité de vie particulière.

Plus que jamais, Jersey sera heureuse de vous accueillir. Jersey vous attend.

Pour documentation en couleurs, écrivez à :
MAISON DE L'ILE DE JERSEY
Département F 12
19, boulevard Malesherbes
75008 Paris
Tél. : 742-93-68.

Montagne

05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)
LE VILLARD - Tél. : (92) 51-03-31
Ch. + cuisines 2 à 6 pers. Fête - Font. Janv. Mars de 510 à 600 F pers./sem.

Autriche

INNSBRUCK

VACANCES IGLS
INNSBRUCK TYROL. Appart.
Chambres à louer 5-1 - 13-4 1985.
Hôtel Tirolierhof, A-6080 IGLS.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 01-52-333 VENISE.
Tél. : 411150 FENICE 1.
Directeur : Dame Apollonia.

TOURISME

COTE D'AZUR, studios équipés 2 pers., 1 sem., 1020 F. 4 sem., 2480 F. Parking. Mer 600 m.
ROI SOLEIL, 153, bd Kennedy, 06008 ANTIBES, (93) 61-69-36.

LE CLUB VERT (6) 903-60-80
Séjour et stages sportifs et d'été. Enfants, adolescents (mixtes). Tous congrès sociaux. Noël - Fête : ski - micro-informatique. Effectifs limités.

HAUTE-SAVOIE
MONTROND-LE-LAC
74110 MORZINE

STATION DES PORTES DU SOLEIL.
Meublé, hôtels, collectivités. Prix accessibles. Déplacements sur demande. Renseignements : S.L. (50) 79-12-81

Le TRENTINO Italie convient à tout le monde, mais à toi en particulier.

Tous les sports d'hiver et beaucoup de neige. Viens au Trentino. Tu seras d'accord avec ceux qui te l'ont proposé.

Trentino : le nom de tes vacances.

PROVINCIA AUTONOMA DI TRENTO
Département du Sud-Tyrol
Cours 3 novembre, 120-1
SERVO TRENTINO - Tél. 0461-81-11/88-66-10
OFFICE NATIONAL ITALIEN DE TOURISME (ITALY)
22, rue de la Paix, PARIS 75002
Tél. 339-65-05.

Charter Chio
Paris - New-York
en Boeing 747
Départ Orly-Sud
Retour Open possible
A partir de 3 290 F.A.R.
AIRCOM
93, rue de Moscou
75008 PARIS, tél. : 522-86-46. Lda. 178001

skiez à des prix fnac

séjours - stages
ski de fond
ski alpin

Brochure sur demande
Téléphonez au (1) 271 31 28
ou écrivez à
Fnac Voyages
6, bd de Sébastopol, 75004 Paris

مكازم الأنجل

Votre point de départ sera un des nombreux aéroports qui entourent Miami, dans cette Floride qui est déjà une initiation à ce voyage particulier. Autour de Miami s'étend en effet ce curieux rêve américain que constitue la ville d'Opa-Locka, fondée de toutes pièces en 1926 par Glenn H. Curtiss, un passionné de tout ce qui allait vite, devenu le pionnier de l'aviation, justement, aux Etats-Unis. « My dream city », disait-il de son ambition urbaine, en une région choisie parce qu'à ses yeux son climat était propice aux apprentissages aériens de tous ordres. A Opa-Locka, les rues se nomment Alibab, Aladdin, Harem, Sinbad, et les bâtiments publics, décapés, usés mais que l'on commence à restaurer, ont été construits à partir d'illustrations des *Mille et Une Nuits*. L'« arabisman dream » de l'aviateur Curtiss.

Toutefois, la Floride n'est qu'un passage, même si vous n'éviterez pas la tentation de traîner dans cette ville, Miami, qui dit l'Amérique latine dans l'Amérique, d'arpenter la plage de Miami-Beach et ses hôtels rococos et déchus, de vous arrêter devant ce panneau qui, au-dessus de la photo d'un « fic » face contre terre, proclame : « Il était un mari et un père. Soutenez l'action de la police. » Ou encore feuilleter le bottin à la rubrique « bail bonds » (cautions), où les spécialistes de libérations sous caution rivalisent explicite-

ment : ils s'affirment tous professionnels des affaires de drogue, sont installés auprès des prisons, joignables vingt-quatre heures sur vingt-quatre et assurent une libération immédiate après le premier coup de fil.

En vol donc pour Treasure-Cay et son havre touristique, sur l'île d'Abaco. Plages désertes : il suffit de marcher. Non loin de la crique qui borde l'hôtel, une plaque sur un rocher face à la mer vous signale que vous êtes à Carleton-Point et qu'en 1783 y accostèrent les loyalistes de New-York, fuyant la guerre d'Indépendance parce que favorables à la Couronne. Leurs descendants sont en face - il suffit de prendre un ferry - dans l'île de Green-Turtle-Cay et son unique village, New-Plymouth. Une Nouvelle-Angleterre sous les tropiques, des maisons en bois aux couleurs pastel et une excellente soupe de pêcheurs au restaurant Plymouth Rock.

Deux jours de halte et vous filerez, plein sud, vers George-Town sur l'île d'Exuma. Un chapelet d'îles en fait, étendu sur 160 kms, aux criques innombrables et aux fonds splendides. Parsemée de bateaux à voile, la baie qui entoure George-Town - un village doux comme l'ombre du figuier de la place centrale - mérite une entorse nautique aux fidélités aéronautiques. Et votre troisième étape, après à nouveau deux jours de halte,

sera Nassau, avant de revenir à Miami.

Longue moustache en pointe, « votre » guide dans ce périple est français. Pilote confirmé, méridional ayant atterri en Floride après des aventures africaines et malgaches, Jean-Pierre Balme fait partie du trio qui est l'idée de proposer en Europe francophone ce voyage en avion privé,

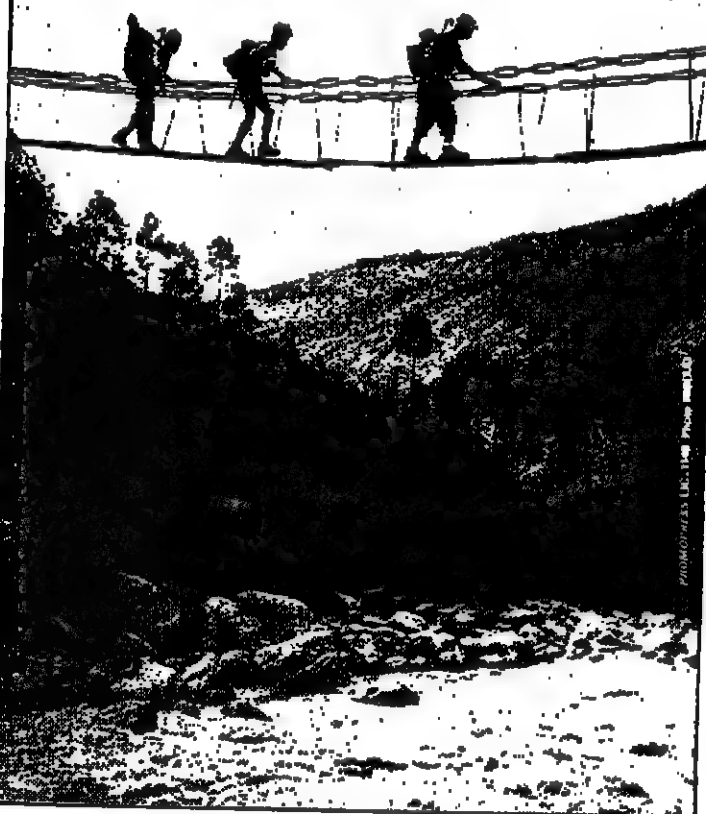
fondant la société French Ways avec Antoine Hayem, président en titre, et Thierry Laverne, tous deux également pilotes. Conquérants et dynamiques, ils ont séduit la Pam Am. Ils n'ont qu'un seul tort, de moins en ces temps de « guerre » économique et de bataille pour le commerce extérieur : leur société est de statut américain. Un rêve américain,

en somme. Il est, dans cette partie du monde, d'autres rêves, plus malchanceux : le 5 novembre, cent quatre-vingt-deux Haïtiens, dans leur fuite sur un volier vers les

Etats-Unis, ont échoué sur un banc de corail d'Exuma. Ils seront renvoyés à leur point de départ, a décidé le gouvernement bahaméen. Fin de rêve. EDWY PLENEL.



Le Voyage à pied



HIVER 1984 - ANNÉE 1985

SKI DE FOND

(France - Laponie - Islande - Suisse)
STAGE TELEMAR - SKI DE MONTAGNE

RANDONNÉES

SAHARA (Algérie - Niger) - MAROC - SINAÏ -
YEMEN - SOUDAN - MALI - GROENLAND -
GUINÉE - TANZANIE - NÉPAL - RAJASTHAN -
THAÏLANDE - BIRMANIE - BOLIVIE - COLOMBIE -
PÉROU - ARGENTINE - ISLANDE - SUÈDE -
GRÈCE - CRÈTE - TURQUIE - YOUGOSLAVIE -
LADAKH - PAKISTAN - INDONÉSIE - FRANCE -
ESPAGNE - CHINE

terres d'aventure

Le spécialiste de la randonnée

Veuillez me faire parvenir votre brochure 1985 ☐
dépliant Ski de fond ☐

Nom _____

Adresse _____

TERRES D'AVENTURE
5, rue Saint-Victor 75005 Paris - tél. : 329.94.50

Tarifs

Le voyage d'une semaine Miami-Miami, comprenant une nuit, au départ, à l'hôtel Fontainebleau-Hilton à Miami Beach, coûte 10 947 F, jusqu'au 15 mars 1985. Durant la basse saison - c'est-à-dire l'été en France - le tarif est moins élevé (7 950 F en 1984). Le prix peut aller jusqu'à 17 876 F si l'on opte pour le « grand jeu » (suites, avion pour quatre personnes, etc.). Le prix de 10 947 F comprend, outre la nuit d'hôtel en Floride, et bien sûr l'avion, les séjours dans des hôtels de première catégorie à Treasure-Cay (Abaco), George-Town (Exuma) et Nassau (New-

Providence), Boissons et repas sont en sus. Cette formule est vendue par Vacances fabuleuses pour la Pan Am, au siège de Vacances fabuleuses (8, rue de la Chaussée-d'Antin, 75008 Paris. Tél. : (1) 523-45-36), ou dans les agences de voyages. A Miami, les départs sont hebdomadaires, combinés avec un vol Paris-Miami le samedi, retour le dimanche de la semaine suivante. Deux autres formules existent, l'une ajoutant une semaine de séjour à Treasure-Cay Beach hôtel, l'autre consistant en un circuit d'une semaine en Floride.

Victoria-Laubhorn Wengen Berner Oberland



Prospect et renseignements :
Hôtel Victoria-Laubhorn
CH-3823 Wengen
Tél. 1841/35/50 51 51
Tél. 933 232
S.-H. Castelein, dir.

L'hôtel de famille de 1ère classe au centre de Wengen, qui a été remis à neuf, garantit avec son haut confort et ses restaurants fameux, bars et cafés, un agréable séjour. Chambres avec bain/wc, tél., radio, demi-pension, choix de menu, sFr. 75.-/103.- selon saison, séjour et saison. Buffet riche de petit déjeuner ainsi que div. buffets aux chandelles. Arrangements de séjours avantageux : 7 jours demi-pension, bain/wc, choix de menu, incl. abonnement pour 22 remontées mécaniques sFr. 84.- ou bien sFr. 119.- pour 14 jours. Arrangements forfaitaires en été.

CERAM-GLION

1985

avec le concours d' AIR FRANCE

Formation permanente
des cadres
du tourisme

3^e programme international
Janvier 1985

Je désire recevoir la brochure du Programme 85. A retourner à
INSTITUT CERAM-GLION Sophia-Antipolis BP 20 06561 Valbonne.

NOM _____

Tél. _____

Passés de Paris

Archives et mémoire.

DEUX expositions évoquant le passé de la capitale ont ouvert leurs portes à Paris, début octobre.

L'une, « Le faubourg Saint-Germain », au musée Rodin, sous les auspices de la délégation artistique de la Ville de Paris et de la très active Société d'histoire du septième arrondissement, ressuscite une des rues les plus prestigieuses du noble Faubourg. L'autre, présentée à la Bibliothèque historique de la Ville de Paris, en l'hôtel Lamoignon, évoque « Le Paris des illusions », un siècle de décors éphémères, 1820-1920.

La rue Saint-Dominique, ainsi nommée en 1635, était, à l'origine, une voie à la courbe un peu tortueuse, mais toute bordée, au dix-huitième siècle, de demeures somptueuses, puisqu'on y comptait trente hôtels aristocratiques au milieu de trois communautés religieuses et de vastes jardins. Mais elle n'a jamais eu de chance, le sort s'est acharné contre elle.

Cruellement amputée de 650 mètres lors du percement du boulevard Saint-Germain, en 1865, elle n'est pas mieux traitée actuellement. Toute la partie comprise entre la rue de Bourgogne et l'esplanade des Invalides a été presque entièrement « occupée » par un grand établissement bancaire qui, pour s'installer dans de vastes immeubles fonctionnels, a fait disparaître ces dernières années (et ce n'est pas fini, de hautes grues en témoignent) de très beaux hôtels du dix-huitième siècle (ceux de Seignelay, Ravanne, Conings, de La Vallière) ainsi que quelques jolies vieilles maisons d'accompagnement.

Seuls ont échappé au désastre le très bel hôtel de Kinsky, qui abrite la Direction de la musique et du théâtre du ministère de la culture, et l'hôtel de Monaco, puis Sagan, siège de l'ambassade de Pologne. Il faut préciser pour l'édification des Parisiens que la rue Saint-Dominique fait partie du secteur sauvegardé du septième arrondissement et que le mauvais exemple remonte assez loin dans le temps, puisqu'on éleva, en 1931, la Maison de la chimie, toujours dans cette partie de la rue, au lieu et place de l'hôtel de La Rochefoucauld

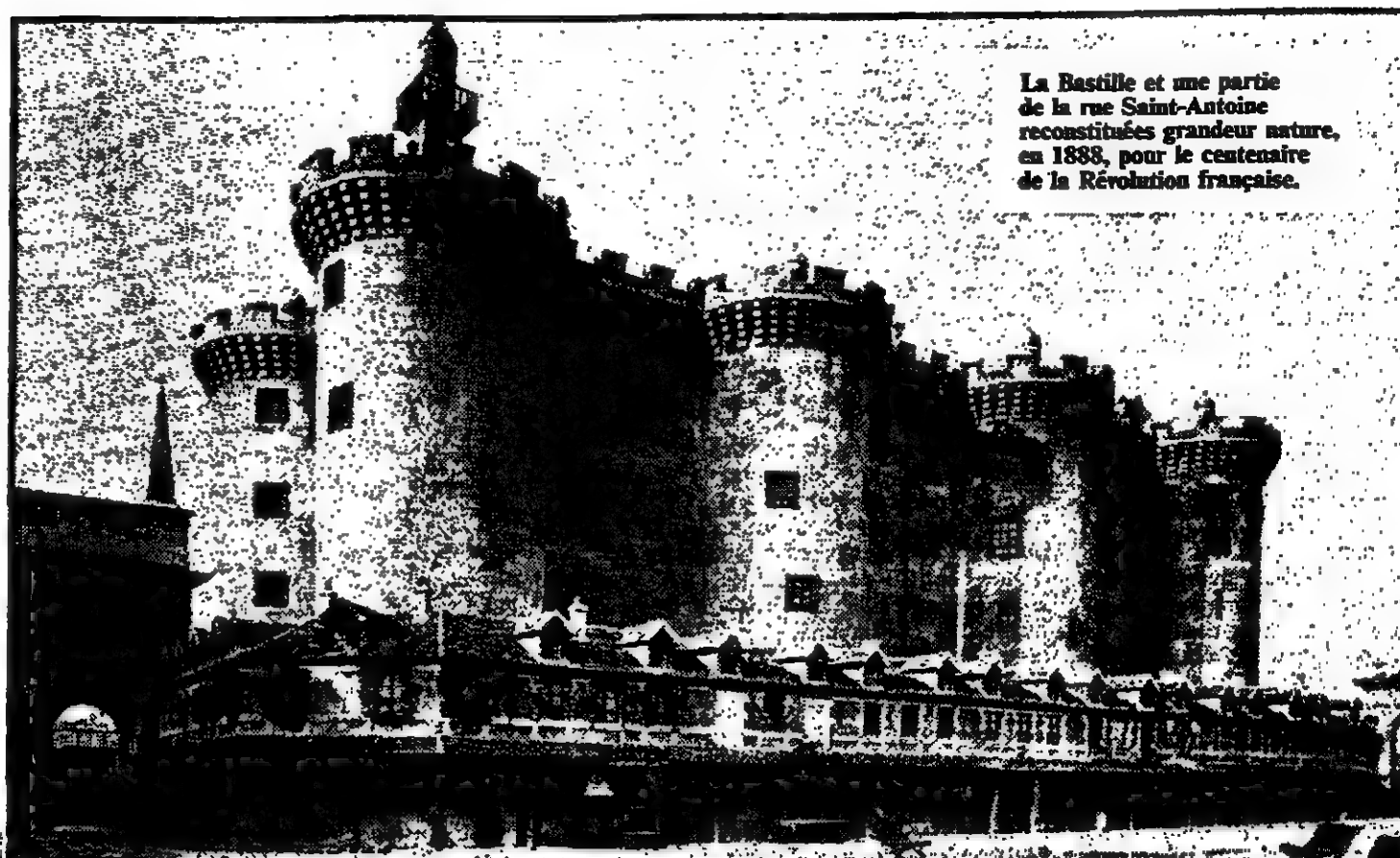
dont on dit qu'il a été « reconstitué » selon une aimable formule. Il est vrai que cela se passait il y a plus de cinquante ans et que les mesures de protection, à l'époque, n'existaient pour ainsi dire pas.

L'exposition (1) présentée au musée Rodin fait donc revivre ce qui fut et qui n'est plus mais aussi ce qui existe encore. Elle est d'un grand intérêt parce que les recherches menées à partir d'archives, afin de restituer le cadre architectural et la décoration de la trentaine d'hôtels qui firent la gloire de la rue Saint-Dominique, ont permis de présenter aux visiteurs quantité de plans, de dessins, de documents inédits qui, avec les tableaux, les portraits et les meubles prêtés par des collectionneurs, permettent de mieux saisir ce qu'était la vie quotidienne dans les demeures aristocratiques du noble Faubourg dans une rue où habitaient beaucoup de personnages illustres : Montesquieu, dont le portrait accueille le visiteur dès l'entrée de l'exposition, Saint-Simon, Charcot et Corvisart, sans oublier trois femmes célèbres à des titres divers, M^{me} du Deffand, M^{me} de Lespinasse et M^{me} de Genlis.

Une reconstitution du cabinet de « curiosités » du financier Bonier de la Mosson, locataire de l'hôtel du Lude, fera la joie des amateurs d'objets insolites. Ceux qui apprécient les rencontres du hasard, ou, mieux, les coïncidences, pourront admirer la présentation du salon de musique de la princesse de Kinsky, mélomane avertie, qui précéda, entre 1774 et 1794, en son hôtel, 53, rue Saint-Dominique, M. Fleuret, actuel directeur de la musique, dont le bureau est l'ancien salon de la princesse.

Une place de choix a été faite au fameux hôtel de Brienne, élevé en 1726 par Debias-Aubry pour le président Duret qui fut, comme chacun sait, la résidence de Laetitia Bonaparte, mère de l'Empereur, avant d'être affecté, sous Louis XVIII, au ministère de la guerre. Le général de Gaulle s'y installa, le 25 août 1944, comme le rappelle la croix de Lorraine qui orne le fronton de cette très noble maison.

Le catalogue édité et rédigé sous la savante direction de M. Bruno Pons, commissaire de l'exposition, passionnera,



La Bastille et une partie de la rue Saint-Antoine reconstituées grandeur nature, en 1888, pour le centenaire de la Révolution française.

par ses très nombreuses et abondantes notices, tous les chercheurs et les érudits qui étudient le passé de la capitale. Ils y apprendront beaucoup de choses, notamment que l'hôtel de Roquetaure, qui abrite le ministère des transports, et l'hôtel de Saint-Simon, situés boulevard Saint-Germain, ont appartenu, en fait, au tronçon disparu de la rue Saint-Dominique.

C'est une autre époque et un autre monde qui sont évoqués dans « Le Paris des illusions » (2), l'exposition présentée à la Bibliothèque historique de Paris. D'abord parce qu'elle couvre cent ans de vie parisienne, de la Restauration à l'immédiat après-guerre 14-18, et, ensuite, parce que, contrairement aux beaux hôtels du faubourg Saint-Germain, édifiés pour durer et victimes d'un sort cruel, les décors, les baroques, les légères constructions, voire les catafalques que le visiteur pourra contempler à l'aide des extraordinaires documents rassemblés à Lamoignon, n'avaient été conçus que pour une vie assez brève. Quelques

jours, quelques mois, quelques années. Pas davantage.

Cent cinquante gravures, photos, cartes postales, vues stéréoscopiques ont été réunies par Jean-Marc Léri, conservateur, et Roxane Debuissou, vice-présidente des Amis de la Bibliothèque. Elles sont présentées en cinq parties : les fêtes et réceptions de souverains, les funérailles, les bals, les restaurants et magasins, les manèges et les foires. Toute une période de la vie parisienne où le spectacle était dans la rue et où le piéton, témoin curieux d'une race qui s'éteint, pouvait se transformer en badaud.

Pour glorifier les grands hommes disparus, pour célébrer les événements importants, on n'hésitait pas à « habiller » les monuments officiels ou à dresser d'éphémères constructions, comme en témoignent deux grandes photos : l'une, prise sous le Second Empire, à l'entrée de la nouvelle avenue Victoria, où un arc de triomphe en carton-pâte avait été érigé en l'honneur du baptême du prince impérial, et l'autre, prise lors des funé-

raillies du président Sadi Carnot et où le Panthéon disparaît presque entièrement (dôme excepté) sous des flots de draperies funèbres.

Le « Paris des illusions », c'était aussi celui des fêtes foraines et des parcs d'attractions comme ceux, très célèbres, de Luna Park et de Magic City et des bals publics dont certains n'ouvraient qu'à la belle saison. D'amusantes gravures et, des aquarelles restituées, à Lamoignon, les décors fragiles et tarabiscotés de Mabilly, de Bully ou du château des Fleurs, tandis que d'anciennes cartes postales rappelleront à certains visiteurs que la Foire aux pains d'épice, déportée maintenant sur la pelouse de Reuilly, se tenait tout le long du cours de Vincennes.

La période qui s'étend du règne de Louis-Philippe au début du vingtième siècle a connu un prodigieux essor commercial. Des photos, des gravures, illustrent cette époque féconde, où négociants, commerçants et restaurateurs « raffraichissaient » déjà le décor de leurs boutiques en faisant appel à des décorateurs. Une de ces

photos a été prise aux magasins du Louvre, en 1904, dans le salon de repos aux plafonds peints et aux colonnes surchargées de dorure qu'avait souhaité M. Chauchard, le maître des lieux, qui voyait grand ! Ce décor a disparu, parce que ce n'était qu'un décor, comme celui qui ornait le salon de théâtre de l'hôtel Meurice en 1909, où l'impératrice Eugénie était venue, chaque printemps et jusqu'à sa mort, revoir ces lieux voisins des Tuileries.

Le « Paris des illusions », comme le dit Yvan Christ, dans la préface qu'il a consacrée à cette manifestation, « apparaît, puis sans attendre disparaît. Il n'était pas fait pour durer mais seulement pour briller, l'espace d'une journée, d'une saison, d'un an ou d'un lustre ».

ANDRÉE JACOB.

(1) « Le faubourg Saint-Germain, la rue Saint-Dominique, hôtels et amateurs », jusqu'au 20 décembre, musée Rodin, 77, rue de Valenciennes, 75007 Paris. Catalogue : 220 pages, 111 plans, photos, 35 F.
(2) « Paris des illusions, un siècle de décors éphémères », jusqu'en janvier 1985, Hôtel Lamoignon, rue Pavée. Catalogue : 111 photos, 50 F.

L'Afrique du Sud

C'est l'Afrique.

Et ce n'est pas l'Afrique.

De prime abord, c'est en Afrique puisque c'est le point sud du continent africain. Mais ce n'est pas tout. Comme au cœur de l'Afrique, on y trouve de vastes réserves d'animaux sauvages, des plaines infinies bornées de montagnes grandioses. Des déserts, des savanes arides, des forêts vierges. Des hivers doux, un ciel toujours bleu. Une multitude de tribus, de coutumes, de cultures différentes. Une nature absolument vierge. L'Afrique du Sud, c'est l'âme de l'Afrique. Sauvage. Sensuelle. Somptueuse. Comme elle.

En 1652, les Hollandais arrivèrent. Avec leur architecture. Puis les Anglais. Avec leurs traditions. Les Français, quant à eux, apportèrent l'art du vin. Une civilisation aux multiples facettes se développa. Le Cap était né. En 1871, des diamants furent découverts à Kimberley. Quinze ans plus tard, de l'or à Johannesburg. Avec les chercheurs de fortune, fleurit cette ambiance de prospérité qui est l'un des charmes du pays. Maintenant, fermez les yeux et imaginez. Une contrée qui s'étend de l'Atlantique à l'Océan indien. Trois mille kilomètres de littoral. Des plages dorées. Des mers de fleurs. De riches métropoles, aux rues brillantes et animées. De luxueuses boutiques de mode et de nombreux restaurants gastronomiques. Une population cosmopolite. Tout un monde de traditions linguistiques et culturelles. Tout un monde rassemblé dans un pays. Unique. L'Afrique du Sud.

L'Afrique du Sud. Un monde en un seul pays.

Demander le Recueil des Voyages en Afrique du Sud et une documentation générale. South African Tourism Board, 10, rue de Valenciennes, 75007 Paris. Tél. 01-42 24 11 24. Tél. 01-42 24 11 25.

Nom _____

Adresse _____

Qui fait des forfaits intéressants sur Israël ?

PARIS-NATANYA 2.690 F.
PARIS-TEL-AVIV 2.840 F.
PARIS-JERUSALEM 2.990 F.
PARIS-EILAT 3.320 F.

Ces forfaits comprennent l'avion aller-retour, 7 nuits dans un hôtel 3 étoiles en chambre double, petit déjeuner compris. Votre Agent de voyages est au courant... et vous l'appellera !

EL AL

la compagnie qui mérite son étoile.

24 boulevard des Capucines 75009 Paris Tél. 742.45.79

L'AVENTURE SAHARIENNE...

Venez vivre l'expérience unique du désert avec les Touaregs. Raids & Randonnées de 11 à 15 jours.

NOMAD, LES AMIS DU SAHARA
49, rue de la Montagne-St-Geneviève
75005 Paris - Tél. : 329 06 80

VACANCES de NOËL

Forfaits pour Studios et 2 pièces LA NORMA, LES MENUIRES

Formule demi-pension en Hôtels *** et ** LA CLUSAZ, LE MONT DORE, PYRÉNÉES 2000

Brochures - Réservations
(1) 223.44.44 - (1) 257.14.55
10, place Charles Dullin, 75018 Paris

VACANCES DE SKI EN SUISSE

PARIS-LAUSANNE en TGV

L'Hôtel Bellevue, à Chaux-de-Fonds, près de Lausanne, dans le vignoble, vue unique sur le lac Léman et les Alpes.

PISTES DE SKI A GOGO A 15 min. TRANSPORT ORGANISÉ

Prix spécial : demi-pension : FF 170 par jour et par personne

Chambres avec confort, cuisine française

Hôtel Bellevue, CH-1695 Chaux-de-Fonds
Tél. : 19-41-21/58-14-81

هكزان النحل

L'hiver avec confort.

Classique

Le trio Cortot-Thibaud-Casals

La collection « Références » regroupe en un coffret l'intégralité des enregistrements réalisés par le trio Cortot-Thibaud-Casals. Gravées en 1927-1928, à l'époque où les trois grands solistes (qui s'étaient réunis en 1906) jouaient le plus souvent ensemble, ces interprétations ont été presque constamment rééditées depuis et la seront pour les générations futures.

Miracle du disque : le célèbre trio n'a donné en concert que vingt-deux fois l'Archiduc, de Beethoven ; mais combien de milliers de fois dans l'intimité des foyers ! Les Trios en sol op. 73 n° 2, en si bémol, de Beethoven et de Schubert, en ré mineur, de Mendelssohn et de Schumann, ont été presque « volés » à leurs auteurs, tant ils se sont incarnés dans ces trois personnalités prodigieuses aux tempéraments si différents : Alfred Cortot, le penseur, l'imaginaire, l'enthousiaste ; Jacques Thibaud, l'artiste charmant, mondain, au génie étincelant et dévot ; Pablo Casals, le roc, le philosophe, l'homme de la nature.

Il s'agit tant voulu ensemble, plaisir et jeu, fait de la musique pendant des heures pour leur seul plaisir, qu'ils ont créé une œuvre nouvelle, une sorte de « trinité » née d'un mariage d'amour, où leurs dons, leurs sensibilités, leurs intelligences, bien loin de se neutraliser, se sont harmonisés et renforcés.

Rien n'est plus émouvant et esquisse que de sentir toujours intact, près de soi-même, ces artistes, ce climat d'affection qui se reflète dans le tact, l'équilibre, la douceur des répliques, le mouvement frémissant des phrases qui passent de l'un à l'autre, que l'un à l'autre se confie, avec le souci de fonder leurs âmes et leurs sonorités, de trouver des timbres parents, une inspiration commune.

Ce témoignage d'une amitié tout entière transmise en musique, qui atteint à une telle intensité, à une telle beauté, est sans prix.

A ces interprétations si célèbres, qui appartiennent au trésor de l'humanité, le nouveau coffret apporte un complément peu connu, l'enregistrement des Variations sur « Ich bin der Schneider Kakadu » op. 121, de Beethoven, qui n'avait même pas été publié en soixante-dix-huit tomes. Dix-neuf minutes (un peu grésillantes) d'une musique qui n'est pas du plus grand Beethoven (bien qu'écrite en 1815 ou 1816), mais qui répond bien à l'esprit du trio où chacun tour à tour chante et accompagne tendrement ses camarades. Et quel beau sentiment, profond ou d'une allégresse saine, pour ce simple divertissement !

JACQUES LONGCHAMPT.

© Trois disques EMI, coll. « Références », 2501.553.

« Le Trouvère » par Giuliani

Un nouvel enregistrement d'opéra de Giuliani est toujours un événement. La rareté, les exigences qu'il y a (de conditions techniques, de préparation des interprètes), la volonté enfin d'un respect scrupuleux des partitions, appellent chaque fois une attention renouvelée.

On est ici d'abord surpris par les tempos choisis, sensiblement plus lents que ceux auxquels on est accoutumé, comme si le maestro avait résolu d'opter pour le genre *maestoso*. Le résultat est saisissant, qui renforce le dramaturge de l'œuvre, en accentuant le climat étouffant (scène du Misereux) ou ensorcelé (campes des gisants) et donne aux cabarettes une violence hallucinée. Puis peu à peu cette dynamique qu'on redécouvre le lyrisme noir de l'ouvrage, les longues lignes vocales, la montée progressive de la tension dans les ensembles, la composition mortifiée des personnages, l'obsession de certains rythmes. Lecture extrêmement fouillée qui ne néglige aucun des détails instrumentaux, précédant ou accompagnant les interventions vocales.

La distribution surprend elle aussi, de prime abord, par son caractère d'opéra de chambre et de tempérament. Mais elle convainc tout aussitôt par son homogénéité absolue, fruit d'un long travail (avec le « préparateur » Roberto Benaglio) et de la personnalité omniprésente

du maître. Des voix naturellement franches, amples et engagées, dotées à un style bien déterminé, éminemment belcantiste et romantique, c'est-à-dire n'omettant aucun trille ou gruppato, mais sachant imposer ce *staccato*, cet *istinto dell'afeto*, qui signent le style verdien.

Rosalind Plowright, à qui on ne peut reprocher qu'une articulation un peu plate et une certaine indifférence dans les récitatifs, déploie par ailleurs un chant superbe, sachant allier l'éclat au pathos, la précision de la coloratura (de magnifiques gammes descendantes) à l'efficacité de ses effets dramatiques ; Placido Domingo, à la présence « physique » du timbre, de l'intention et du geste, soigne ses notes sans rien abandonner de son intense liberté ; Brigitte Fasbender, évitant tout excès dans un rôle qui a trop été à la caricature, ne jouant que des prodiges de son véritable alto, avec une fougue et un fini des détails qui révèlent la grande classe ; Giorgio Zancanaro, plus en retrait mais sobre d'expression et finalement emporté par le mouvement giulien.

Mieux qu'une nouvelle version, une réinterprétation qui met fin aux habitudes comme aux préjugés. Historique d'embolie.

ALAIN ARNAUD.

© Trois disques DG, 413.355, avec les chœurs et l'orchestre de l'Accademia Santa-Cecilia de Rome.

Strauss et Mahler par le Quatuor Ivldi

Fondé en 1982, le Quatuor Ivldi — composé de Christian Ivldi (piano), Sylvie Gazeau (violin), Gérard Causé (alto) et Alain Meunier (violoncelle) — s'est fixé, entre autres tâches, celle de mettre à l'honneur une formation moins connue que le quatuor à cordes ou le trio avec piano, mais pour laquelle ont été composées de très grandes pages. Parmi celles-ci, des chefs-d'œuvre reconnus (Mozart, Schumann, Brahms, Fauré), mais aussi des œuvres méritant d'être redécouvertes (Saint-Saëns, d'Indy et bien d'autres). Le Quatuor Ivldi est en outre soucieux de promouvoir un répertoire contemporain, et a déjà suscité la composition de diverses œuvres, comme ce *Ronde* de Franco Donatoni, créé au dernier Festival de La Rochelle, et redonné lors d'un récent concert de l'ensemble à Paris, en même temps que des partitions peu connues de Beethoven, Mahler et Strauss.

Ce concert du Quatuor Ivldi coïncide avec la sortie de son premier

disque, coproduit par l'Action musicale Seta, et où l'on retrouve deux des pièces entendues ce soir-là : le *Quatuor avec piano* en ut mineur, op. 13, de Richard Strauss (1884, l'auteur avait vingt ans), et le *Mouvement pour quatuor* en la mineur de Gustav Mahler (1876, l'auteur avait seize ans). Disque bien rempli, car le Strauss dure quarante minutes et le Mahler douze. Il ne s'agit pas de premières discographiques, mais ces deux œuvres n'avaient jamais été réunies, et il est intéressant d'opposer les gestes larges, assez brahmsiens, de Strauss, et aussi, dans la scherzo, sa grâce et sa légèreté issues de Mendelssohn, à la concentration de pensée et aux équivoques de Mahler, que l'on perçoit déjà parfois.

MARC VIGNAL.

© Bessé, NUM 75146.

Six doubles concertos de Vivaldi par l'Academy of Saint-Martin-in-the-Fields

Un disque pour le plaisir simple, croches de gondoles sur bleu de légende. Pour le bonheur du feu d'artifice tiré par les virtuoses de l'Academy of Saint-Martin-in-the-Fields de la gloire de l'abbé Vivaldi.

Oh ! certes, il y aurait plus d'une chose à redire ici au nom des exigences musicologiques. La superbe mécanique dirigée par Neville Martinne avance à l'allure assurée des formations plutôt indifférentes au retour aux sources et à la pratique baroque. Et ce n'est pas chez elle qu'il faut chercher les nuances et la palette de sonorités et de couleurs des approches à l'ancienne, fapco Concertus Musicus ou Grande Ecclie.

Non, l'apport de cet enregistrement est dans le climat, juste équilibre entre la pulsion motrice des allégros et l'effluve songeuse des mouvements lents. Martinne n'a jamais fait mystère de ne pas recourir à des instruments d'époque. Mais pour le style, fait d'euphorie et de

soleil qui inonde les tutti, son Vivaldi ne craint personne et fait toujours rêver à Venise et à son à ses canaux ensoleillés de lumière, à ses canaux noyés d'ombre. Alors, pas de vaines querelles pour des pages de plein air ou « sérénades » qui ne gagneraient guère à être habillées autrement. Jeux dialogues des trompettes et des cors, répliques confidentielles des mandolines et des flûtes : tout dans ce scénario nous dit le poète et le fèvre d'un décor irremplaçable. A travers ces effets de miroir, c'est l'histoire du Settecento qui renaît et, avec elle, le mythe de la République, délicieusement installée dans la dolce vita du déclin. Les soucis à plus tard, et les remises en question aussi. C'est carnaval aujourd'hui, du Rio de Saint-Merc : que la fête commence !

ROGER TELLART.

© Philips, 412062.

Rock

« Devo Shout », de Devo

On les croyait fins, enterrés, disparus. On s'en rongerait le sang de dépit. Eux rongeaient leur frain. Les voix de retour dans une nouvelle compagnie avec, bien sûr, comme à leur habitude, un nouveau look, clinique, façon scientifique-robotique-soviétique taillé dans la science-fiction des années 50. Sevents acoustiques d'un rock dingue et farouchement moderne, les musiciens de Devo accouchent périodiquement des nouvelles règles d'une musique Tupperware, pratique et consensuelle dans l'instant. Ils sont au rock ce que Heaven 17 est au funk. Visionnaires du présent, synthétiseurs de tendances, yé-yé conscients et sophistiqués des années 80. Un groupe dont on

n'a jamais saisi l'importance à sa juste valeur, qui, en raison de son humour et de son sens de la dérision, est souvent passé pour l'amusé-queule alors qu'il était prêt de résistance.

Voilà des musiciens qui mesurent le fun à l'heure de la technologie ou plutôt qui mettent cette technologie au service du fun. Des Beach Boys pointus et sautillants qui surfent sur les plages atomiques d'un disque tonique. Compositions concentrées, mélodies expéditives, interprétation furtive, arrangements ludiques, expérience unique : l'appel de la pochette n'est pas trompeur.

ALAIN WAIS.

★ WEA, 925097-1.

« From H Block to Springbok it's All the Rage » de General Public

General Public appartient à cette tradition ramuante et typiquement anglaise des groupes en noir et blanc, cristallisée à l'époque du phénomène ska, et dont le meilleur produit reste aujourd'hui les Fun Boy Three, malheureusement disparus (le chanteur vient de former un nouveau trio vocal : Coulourfield).

Dans ce cas de figure, le métissage ne se fait pas par assimilation et brassage de cultures ni par écoute interposée mais par la rencontre effective de musiciens noirs et de musiciens blancs. C'est une approche, une façon de faire la musique et un son spécifique que les Américains, par exemple, n'ont jamais imaginés.

Chez General Public, la participation noire est réduite au chanteur, voix sœur et impulsive, timbre chaud et tanné. Musicalement, on est en terrain connu : mixture astucieuse de reggae et de rhythm'n blues déformée avec une accolade rock pour la bonne mesure. Les mélodies sont chatoyantes et colorées, le tempo palpitant et basané, les arrangements ferochement travaillés et étonnants par leurs pirouettes casse-cou. Un premier disque qui a déjà de la patine comme seuls les Anglais savent d'entrée en concert.

ALAIN WAIS.

© Virgin, 70278.

« Cats Without Claws », de Donna Summer

Seule rescapée de la folle disco, Donna Summer poursuit de sa voix offerte et généreuse sa carrière grand public et estampillée MF (modulation de fréquence). On aimerait, par souci de défense du consommateur, en dire du mal, crier au bourrage de crâne préfabriqué.

Rien à faire, il faut se résoudre à vanter les qualités de l'ouvrage. Production nickel et mise en place à l'équerre, ça parvient même à s'engager entre les portées. Il y a encore dans

ce nouvel album matière à des tubes en pagaille. Rien à dire : on attend le prochain au cas où.

ALAIN WAIS.

© WEA, 250004.

Dans la critique du disque de Stevie Wonder, « The Woman in red », parue dans le Monde Loisirs du 3 novembre, la fille en rouge n'était pas un remake de l'Homme qui aimait les femmes, de François Truffaut, mais de Un éléphant ça trompe énormément d'Yves Robert.

Vidéocassettes

Cal de sac

● Film anglais de Roman Polanski, avec Donald Pleasence et Françoise Dorléac. Edité et distribué par Warner Home Video.

Deux gangsters en fuite se réfugient dans une île où vit un couple étrange. Un cauchemar cynique et grinçant, caractéristique de la première manière de Polanski.

Jonathan Livingston le goéland

● Film américain de Hall Bartlett. Edité et distribué par Prosopine éditions.

D'après le célèbre livre de Richard Bach et sur une musique de Neil Diamond, une méditation poétique sur la liberté.

Passer pour Fenfer

● Film chinois (Hongkong) de Ann Hui, avec Lam Chi-Cheung et Core Hui. Edité et distribué par Thom EMI.

Un photographe japonais découvre l'envers de la réalité officielle lors d'un reportage au Vietnam : internement, exécutions, corruption, misère, prostitution. Entre le Kung Fu et le thriller, un film-roi à la limite du supportable.

Le Sang des autres

● Film franco-américain de Claude Chabrol, avec Jodie Foster, Michael Ontkean et Stéphane Audran. Edité et distribué par Prosopine éditions.

L'occupation allemande et la Résistance vue par Simone de Beauvoir. Une tentative interne-

tionale pour marier film de cinéma et série de télévision.

Erendira

● Film franco-mexicain de Ruy Guerra, avec Irène Papas, Claudia Ojeda, Michael Lonsdale et Rufus. Edité et distribué par UGC Vidéo.

La candide Erendira livrée à la prostitution par sa disolutive grand-mère. Une tentative intéressante pour adapter à l'écran le style de Gabriel Garcia Marquez, va-et-vient incessant entre le réalisme et la légende.

Vive la sociale

● Film français de Gérard Mordillat, avec François Cluzet, Robin Renucci et Yves Robert. Edité et distribué par UGC Vidéo.

Les aventures tragico-comiques de Maurice Deques, petit gars de Ménilmontant, animateur de noées populaires et anarchiste. Gérard Mordillat retrouve une certaine tradition de la comédie populiste française.

L'analyse financière

● Deux cassettes et un livret pédagogique éditées et distribuées par Publi-Union (17, avenue M6, 75017 Paris).

Après le succès de son « Plan comptable », l'éditeur spécialisé Publi-Union propose un nouvel ensemble de formation destiné aux entreprises et aux cabinets-conseils et consacré à l'analyse financière. M. Sylvain Kostas, spécialiste du sujet, détaille de manière claire et vivante cette technique de prévision appuyée sur quelques études de cas. JEAN-FRANÇOIS LACAN.

LES MEILLEURES VENTES ET LES RECOMMANDATIONS DES DISQUAIRES								
Nous publions, chaque quinzaine, les meilleures ventes réalisées dans les magasins de la FNAC, ainsi qu'un choix de disques nouveaux recommandés par les disquaires. Nous proposons en outre une sélection de compact-discs.								
	CLASSIQUE		JAZZ		VARIÉTÉS		POP-ROCK	
	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires
1	GEORGES THILL <i>L'Opéra français</i> (EMI)	FRANCK-PIERRE VIERNE <i>Quintettes avec piano</i> J. Habeshy/Quatuor Vierne (ERATO)	BOBBY MAC FERRIN <i>The Voice</i> (WEA)	JOHN SCOFIELD <i>Electric Outlet</i> (ADES)	SERGE GAINSBURG <i>Love on the beat</i> (PHONOGRAM)	GERARD MANSET <i>Lumière</i> (PATHE-MARCONI)	SADÉ <i>Diamond Life</i> (CBS)	VIOLENT FEMMES <i>Hellbound Ground</i> (POLYDOR)
2	M.A. CHARPENTIER <i>Midi</i> Les arts (Intempesti) W. Christie (RCA)	GRAVILLOV PLAYS Scriabine <i>André Grunfeld/piano</i> (EMI)	MILES DAVIS <i>Doozy</i> (CBS)	BOBBY-MAC FERRIN <i>The Voice</i> (WEA)	GERARD MANSET <i>Lumière</i> (PATHE-MARCONI)	PAUL PERSONNE <i>Surp Land</i> (PHONOGRAM)	FRANKIE GOES TO HOLLYWOOD <i>Welcome to the Pleasureland</i> (PHONOGRAM)	LLOYD COLE AND THE COMMOTIONS <i>Raiders</i> (POLYDOR)
3	FURCELL <i>O Solitude</i> Dolce Concert (HM)	ALBERIC MAGNARD <i>Sonate pour violon et piano op. 13</i> R. Zimansky/Ch. Keller (MUSIDISC)	PAT METHENY GROUP <i>First Circle</i> (ECM)	THE BOB FLORENCE LIMITED EDITION <i>Magic Time</i> (IMPORT)	FRANCE GALL <i>Divorce</i> (WEA)	SERGE GAINSBURG <i>Love on the beat</i> (PHONOGRAM)	DEEP PURPLE <i>Perfect Strangers</i> (POLYDOR)	AXTEC CAMERA <i>Life</i> (WEA)
4	RITA STREICH <i>Portrait</i> (DGG)	DVORAK <i>Symphonie n° 6</i> Czech Philharmonic Orchestra, Václav Neumann (SUPRAPHON)	JOHN SCOFIELD <i>Electric outlet</i> (ADES)	ANTOINETTE HÉRY BIG BAND <i>Live in Paris</i> (DAM)	ISABELLE ADAMI <i>Pull nautique</i> (PHONOGRAM)	SERGE REGGIANI <i>Elle veut</i> (POLYDOR)	U2 <i>The Unforgettable Fire</i> (PHONOGRAM)	JACK LEE <i>Come back and stay</i> (MADRIGAL)
5	CHABRIER <i>L'Étoile</i> J.-P. Gardier (EMI)	CHAUSSON Concert <i>pour violon/piano...</i> R. Fauriol/ J.-C. Penzator (RCA)	BRANDFORD MARSALES <i>Sonnet in the city</i> (CBS)	MAX ROACH AND STAN LEVY <i>Downside the Blues</i> (PATHE-MARCONI)	BERNARD LAVILLIERS <i>Tout est possible, rien n'est impossible</i> (BARCLAY)	DIANE DUFRESNE <i>Disciple de carthage</i> (RCA)	ING COUNTRY <i>Station</i> (PHONOGRAM)	GINO VANNELLI <i>Black Cat</i> (CBS)
UNE SÉLECTION DE COMPACT-DISCS								
	CLASSIQUE				VARIÉTÉS			
	Choix des disquaires		Meilleures ventes		Choix des disquaires		Meilleures ventes	
1	DVOŘAK <i>Symphonie n° 6</i> Václav Neumann (SUPRAPHON)		VERDI <i>If I Survive</i> F. Domingo/C.M. Giulini (DGG)		SADÉ <i>Diamond Life</i> (CBS)		MILES DAVIS <i>A Day of Blues</i> (CBS)	
2	MOZART <i>The Piano Quartet</i> R. Gissmann/Brazz-Arts Trio (PHILIPS)		MOZART <i>The Piano Quartet</i> Colin Davis (PHILIPS)		DAVE BRUBECK QUARTET <i>Time out</i> (CBS)		PINK FLOYD <i>The Wall</i> (PATHE-MARCONI)	

Deux séries sur TF 1

Deuxième sexe : tant qu'il y aura des femmes

Cette semaine, deux grandes séries retiennent l'attention sur TF 1. La première, « Le Deuxième sexe », de Françoise Verry et Josée Dayan, quatre émissions pour un tour d'horizon en compagnie de Simone de Beauvoir sur la situation des femmes, trente-cinq ans après la publication de son livre. A partir du mercredi 14 novembre à 21 h 25. La deuxième, la Dictée, six épisodes écrits par Jean Cosmos et réalisés par Jean-Pierre Marchand, chronique d'une famille d'instituteurs, de Jules Ferry à nos jours. A partir du jeudi 15 novembre à 20 h 35.

Les années, celles qui, en 1949, ont vécu l'événement, savent que cet ouvrage a eu l'effet d'une bombe. C'en était une. Ce livre — nul ne le conteste — a soulevé des vagues, avant tout parce qu'il s'agissait d'un essai théorique bousculant radicalement des principes séculaires. Avec le Deuxième Sexe, les femmes de l'époque ont été obligées de se questionner elles-mêmes, de relever la tête. En revanche, pour les plus jeunes et pour la génération d'aujourd'hui, ce livre s'assimile beaucoup plus à l'histoire.

LES choses ont, à la fois, beaucoup changé sans vraiment changer dans la situation des femmes. C'est l'une des premières impressions qui ressort de la série proposée par Françoise Verry et Josée Dayan pour marquer le trentième anniversaire de la

publication du Deuxième Sexe de Simone de Beauvoir. Cela dit, trois raisons au moins justifient amplement la démarche des réalisatrices. D'abord, cette série fera figure de document. Il est rarement

comment on « fabrique » des petites filles et la permanence de cette chaîne à travers la puberté, le mariage, la maternité (y compris l'avortement et l'accouchement sans douleur), la femme-objet, star, la femme battue, divorcée, violée, l'homosexualité féminine, la femme au travail... Des reportages, des enquêtes menées aux quatre coins du globe illustrent en flashs trop rapides des entretiens entre Simone de Beauvoir et quelques vingt-cinq personnalités françaises et étrangères. Soudain, le témoignage d'Indira Gandhi, assassinée le 31 octobre dernier, prend un relief exceptionnel. Dans ce concert de voix, manquent toutefois celles des femmes appartenant au commun des mortels.

donné, en effet, de voir Simone de Beauvoir sur le petit écran. Tout récemment, ne confiait-elle pas qu'elle rêvait « depuis longtemps de participer à une telle émission, mais [qu'elle s'était] toujours refusée à le faire sous d'autres gouvernements ». On est donc heureux de l'entendre, de se trouver face à son regard bleu, plus perçant que jamais.

L'autre mérite de cette série est de mettre en lumière certains aspects, si souvent ignorés ou oubliés, de la situation des femmes dans le tiers-monde. Des images terribles sur le rituel de l'excision viennent en particulier nous le rappeler. Enfin, ce tour d'horizon servira de « révision » sur la propre réalité des femmes françaises. Ce qui, aujourd'hui encore, est loin d'être superflu.

ANITA RIND.



La Dictée : tant qu'il y aura des instits

EN ce temps-là, on ne parlait pas forcément le français. On ne savait pas forcément lire non plus... 1881, c'était le temps où une nouvelle loi — celle de Jules Ferry — venait d'instituer l'école primaire publique, gratuite... et bientôt obligatoire. Les proscriptions de la Commune venaient également d'être abolies. Paulin Labarthe était de ces gens-là.

L'ancien imprimeur, qui avait décidé de s'installer à Soulagues, rencontre sur une route enneigée une jeune femme et son fils Louis perdus dans la tourmente. Maria Meissonnier devient la femme de ménage de Paulin Labarthe. Celui-ci, qui est instruit et a

l'esprit « juste », va commencer l'éducation de Louis.

Six épisodes d'une heure, un siècle d'histoire familiale, de 1881 à 1981, où l'on va suivre le petit Occitan gagné par la soif d'apprendre, puis par celle d'enseigner, élève à l'école normale puis jeune instituteur dans une école communale; de Louis à Carole, l'arrière-petite-fille, la dernière des Meissonnier, institutrice encore, qui va se retrouver, hagar de l'histoire, quatre-vingt-neuf ans plus tard, dans le même petit village d'Auvergne, dans la même école... qui va bientôt fermer.

La Dictée, de Jean Cosmos et Jean-Pierre Marchand, est une chronique douce-amère sur

l'école, une fresque sur plusieurs générations, une saga d'instituteurs en quelque sorte, baignée par cet esprit d'utopie incarné par Jules Ferry. Jean-Pierre Marchand aime la télévision, cela se sent. On y trouve le goût de la « chose » bien faite — de la belle ouvrage. Décors, lumières, costumes, tout est précis, soigné. Tourné au Cayrol, le film est imbibé de couleurs terre, brunes, de ces paysages de neige où le vent souffle. On retrouve aussi le climat de l'époque, le quotidien des écoles, l'odeur des petits déjeuners, les dortoirs froids, les amitiés et ces maîtres tout-puissants, ces instituteurs à la personnalité forte, excellents pédagogues souvent, toujours persuadés que sans école il n'y

a pas de civilisation, ceux qui constituèrent la garde prétorienne de la République.

La Dictée, qui est un feuilleton sur la passion d'enseigner — il en porte l'émotion, l'amertume, le plaisir — est surtout un hymne à la grandeur et aux servitudes du métier d'instituteur. Le message touche, émeut, mais — comment dire ? — ne convainc pas. La Dictée baigne dans une vision humaniste, généreuse, simple. Un peu trop simple pour les questions qui se posent aujourd'hui. C'est de la belle et bonne télévision comme on en faisait autrefois. Qui tombe un peu à plat.

CATHERINE HUMILLOT.

Vu pour Vous

La nuit des longs couteaux

La série mensuelle « L'histoire à la une » rappelle, cette semaine, une des grandes dates de la montée du nazisme, il y a cinquante ans : celle du 30 juin 1934, dite « Nuit des longs couteaux ». Une drôle d'assemblée de l'ascension d'Adolf Hitler, comme la qualifie M. Paul-Marie de la Gorce, journaliste, historien, chargé de commenter un téléfilm de Pierre Desfons s'efforçant de combler une certaine absence de documents d'époque. A défaut, le téléspectateur se remémore la séquence tragique imaginée par Visconti dans son film Les Dammés, sur cette nuit où cours de laquelle furent liquidés tous les principaux chefs des sections d'assaut.

Röhm, compagnon de la première heure de Hitler (son « découvreur » même), chef de ces sections d'assaut qui avaient installé le nazisme à la tête du

Reich, a-t-il vraiment complété contre son « maître » ? N'avait-il pas simplement, mais fermement, critiqué ce qu'il considérait comme l'embourgeoisement de la révolution national-socialiste ? Ce qui l'a perdu, en fait, c'est d'avoir été par ailleurs homosexuel dans un système politique fondé sur une certaine idée de la pureté de la race, condamnant, de ce fait, toute déviance.

C'est sans doute la grande leçon à retenir de cette fresque évoquant la montée des périls, dans une Allemagne en proie à l'insécurité, se réfugiant dans l'intolérance et la persécution, sur fond de crise sociale qui se traduisait par douze millions de chômeurs...

CLAUDE DUREUX.

● Série brune, mardi 13 novembre, à 21 h 30 sur TF 1 (70 min).

Une femme moderne

Ca a l'air cousu main. Les dialogues sortent de l'humoriste bien connu au petit écran Jean Amédou. Chaque épisode a son acteur-vedette, André Dussolier, Daniel Ceccaldi, Claude Pégibet... La star de « Allô Béatrice » est incarnée par Nicole Courcel, journaliste à Europe 1 — dont on ne cesse de montrer le sigle — grande chasseuse de scoops. Béatrice est l'image stéréotypée de la femme moderne, pleine de fougue, dame d'intérieur, le plupart du temps à l'extérieur, attachée à son brave mari mais prête à s'en détacher quand l'occasion s'en présente, un amour de petite femme. « Allô Béatrice », aventure romancée d'une mangueuse de micro, est aussi une comédie dite « légère ». Entendez par là

que le scénario de ce feuilleton comme l'histoire qu'il raconte sont conçus exclusivement pour susciter une franche rigolade. Les acteurs jouent juste, comme les metteurs en scène Yves Laurent et Albert Kantof leur ont demandé de faire. Mais sans plus.

Situations cocasses, ambiance familiale, « Allô Béatrice » se regarde comme un produit de télévision aseptisé, rapidement consommable, conçu pour plaire au plus grand nombre de téléspectateurs entre le fromage et le dessert, entre deux coups de téléphone.

MARC GIANNESINI.

● Allô Béatrice, A 2, chaque vendredi à partir du 16 novembre, à 20 h 35 sur A 2 (55 minutes chaque épisode).

Profession tortionnaire-séducteur

Bruno Speda transpire. Petit commissaire en cet automne 1944 sous la République fasciste italienne, c'est un homme mal dans sa peau. Son travail non seulement n'est pas très relaxant mais il est aussi loin d'être facile. Chargé d'élargir le réseau de renseignement de la dictature mussolinienne, en liaison avec l'Allemagne nazie, il n'a guère le soutien de la Gestapo. Mais si le succès auprès des autorités qu'il sert lui est mesuré, il en a heureusement beaucoup plus auprès du sexe féminin. Bruno, un tortionnaire un peu débauché, légèrement cynique, est grand séducteur de dames. Entre deux verres de champagne, une roulotte sur moquette de comtesse, il semble prendre plaisir à passer à tabac les résistants opposés à la dictature. Plaisir doublé de dé-

goût, qui fait de Bruno un individu complexe, sujet à des retournements de conscience. Notre héros s'achemine progressivement vers une lente et difficile confession, qui le rend plus humain...

Fresque historique des années sombres du fascisme pale, intrigues d'espionnage, l'Année noire, de Marco Tullio Giordana, inspirée d'un roman de Carlo Castellaneta, serait un feuilleton plausible si le personnage central, qu'incarne Umberto Orsini, n'était pas aussi invraisemblable et les images, complaisantes, purement décoratives.

M. G.

● L'Année noire, à partir du vendredi 16 novembre, à 21 h 50 sur TF 1 (55 minutes chaque épisode).

Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier.

DIMANCHE 11 NOVEMBRE

La Grande Illusion ■■
Film français de Jean Renoir (1937), avec J. Gabin, P. Fresnay (N.).
TF 1, 20 h 35 (120 mn).

Des officiers français prisonniers en Allemagne pendant la guerre de 1914. Tentatives d'évasion, rapports de classes et de castes, fraternité décapitée l'illusion des guerres nationales. Le plus célèbre des films de Jean Renoir, honni par Goebbels, récompensé à la Biennale de Venise 1937, puis interdit en Italie fasciste, a fait une brillante carrière internationale. Restauré en version intégrale en 1958, souvent présenté à la télévision, il connaît toujours la même succès avec ses grands acteurs, aujourd'hui disparus, qui sont d'authentiques personnages humains.

Numéro 17 ■
Film anglais d'Alfred Hitchcock (1932), avec J. Stuart, A. Grey (v.o. sous-titrée, N.).
FR 3, 22 h 30 (65 mn).

Les malheurs d'un homme entré dans une maison où se trouvent un clochard, une jeune fille et un cadavre. Hitchcock n'aimait pas ce film de commande, exécuté à contre-cœur. Pas très bon, il est vrai. Mais l'atmosphère mystérieuse, les courses poursuites et les moments d'humour portent bien la marque d'Alfred.

LUNDI 12 NOVEMBRE

Un éléphant ça trompe énormément ■
Film français d'Yves Robert (1976), avec J. Rochefort, C. Brasseur.
TF 1, 20 h 35 (105 mn).

Un haut fonctionnaire est tenté par le démon de midi et partage les blagues, les virées et les problèmes de ses trois copains. La comédie de mœurs et de sen-

timents pointe sous le divertissement boulevardier. Les interprètes (hommes et femmes) sont épatants.

Série noire ■■
Film français d'Alain Corneau (1979), avec P. Dewaere, M. Trinogran.
FR 3, 20 h 35 (115 mn).

L'univers sans espoir, les personnages condamnés à la malchance du romancier américain Jim Thompson, admirablement transposés dans les terrains vagues et les pavillons vétustes d'une banlieue parisienne déprimante. Réalisme du décor social, et cauchemar de vies englouties par l'échec et la déchéance. Un film peuplé de paumés et de monstres, où Patrick Dewaere, vendeur au porte-à-porte à la tête pleine de rêves, est génial lorsqu'il dérive de son délire au crime. Noncéur intégrale et pathétique. A éviter toutefois si on a le bourdon.

MARDI 13 NOVEMBRE

Benjamin ou les Mémoires d'un puceau ■
Film français de Michel Deville (1967), avec M. Morgan, P. Clément.
A 2, 20 h 40 (100 mn).

L'éducation sexuelle d'un garçon de dix-sept ans dérivé loin du monde et soudain projeté dans un château où des aristocrates et leurs domestiques se livrent aux jeux de l'amour. Libération et décadence du dix-huitième siècle, grandes manœuvres du plaisir. La cruauté y a sa part sous la beauté façon Watteau et Fragonard des images.

La Blonde et le Shérif ■
Film américain de Raoul Walsh (1958), avec K. Moore, J. Mansfield.
FR 3, 20 h 50 (100 mn).

Western parodique et plutôt gaillard où l'on voit un armurier anglais égaré et candide rencontrer une cheffe de saloon dont l'opulente poitrine provoque le rictus des milles. Walsh pouvait être un sacré farceur.

La Rivière d'argent ■
Film américain de Raoul Walsh (1948), avec E. Flynn, A. Sheridan (v.o. sous-titrée, N.).
FR 3, 23 h 10 (105 mn).

Ce western-là, par contre, est un classique du genre tel qu'on le pratiquait chez Warner Bros. Aventurier pas toujours sympathique, Errol Flynn devient le maître d'une région minérale après la guerre de Sécession. Walsh et Flynn, fameuse équipe pour la dernière fois réunis.

JEUDI 15 NOVEMBRE

Le Mépris ■■
Film franco-italien de Jean-Luc Godard (1963), avec B. Bardot, M. Picolet.
TF 1, 23 h 10 (105 mn).

Un roman de Moravia revu par Godard et B.B., en perruque noire, grande comédienne chez Jean-Luc. Comment une crise conjugale peut devenir une tragédie. Comment Fritz Lang, dans son propre rôle de metteur en scène, se heurte aux conceptions commerciales d'un producteur pour le tournage d'un film d'après l'Odyssée. L'amour de cinéma, la difficulté de la création, le soleil de Capri. Picolet et Bardot dans une salle de bains, la vérité profonde des âmes, un monde moderne qui fait naufrage. Génial.

Le Schpountz ■
Film français de Marcel Pagnol (1938), avec Fernandel, O. Demazis (N.).
FR 3, 20 h 35 (125 mn).

Mystifié par l'équipe d'un film venu tourner des extérieurs en Provence, un garçon épique un peu fada

monte à Paris pour devenir vedette. La veine satirique de Pagnol s'exerce aux dépens des conditions de production anarchiques des années 30. Le meilleur de cette œuvre (directement écrite pour l'écran) vient de Fernandel, acteur dont le physique fait rire, alors qu'il a l'écouffé d'un interprète dramatique.

VENREDI 16 NOVEMBRE

La Fête à Jules ■
Film franco-belge de Benoît Lamy (1973), avec J. Perrin, M. Joss.
TF 1, 15 h 40 (90 mn).

Un vieillard encore vert et de tempérament farouche aime le désordre dans un « home » de Bruxelles où les retraités subissent une discipline tyrannique. Pseudo-cinéma et parfois étonnant pour la liberté et le bonheur des isolés du troisième âge.

L'Ange des maudits ■■
Film américain de Fritz Lang (1951), avec M. Dietrich, A. Kennedy (v.o. sous-titrée).
A 2, 23 h (90 mn).

Western romantique sur le thème de la vengeance. La ballade d'une ancienne chanteuse de saloon régnant sur une bande de hors-la-loi et voyant surgir un justicier. Fascinante en son âge mûr et plus que jamais actrice sublime, Maria Kennedy ramène l'ombre de Sternberg dans ce film qu'elle déclare avoir tourné avec haine et révolte contre Fritz Lang. Leur conflit personnel pourrait bien expliquer l'atmosphère insalubre, les chocs de la violence, de la passion et de la fatalité, les couleurs crépusculaires de ce récit tout de même très langien où la femme, apparemment indestructible mais intérieurement vulnérable, oscille entre son amant vieillissant et la jeunesse du vengeur.

■ A VOIR
■ GRAND FILM



« PREMIER CONTACT »

Un document prodigieux. Certains ont peut-être eu la chance de le voir en 1982 au Festival du cinéma du réel au Centre Pompidou. *Premier Contact*, réalisé par Bob Conolly et Robin Anderson, est une œuvre d'une rare intelligence, un documentaire à double regard, brouillé d'humour, une réflexion somme toute assez cruelle sur l'ethnologie.

Tout commence en 1930. Trois frères, chercheurs d'or australiens, découvrent dans une vallée inconnue de la Nouvelle-Guinée des milliers d'hommes à demi nus qui n'avaient jamais eu aucun contact avec la civilisation. L'un des frères, qui avait une petite caméra, a filmé curieusement cette rencontre. Images en noir et blanc, silen-

CATHERINE HUMBLLOT.

SAMEDI 10 NOVEMBRE

7.30 Charles Trenet. 8.30 Batman. 8.40 Gym à gym. 9. Cinéma. 11. Cinéma. 13.06 Jeu. 13.30 Cabou Cadin. 14.15 Un père anonyme. 14.45 Chronique policière. 16.25 Football américain. 17.30 Concert rock. 18.15 Premier contact (lire ci-dessus). 18.15 Spécial tous en scène.

20.30 Un père anonyme. 21.30 David Bowie. 22.25 La radeau d'Olivier. 23.05 Cinéma. 0.40 Cinéma. 2.15 L'école est finie. 3.45 Nouvelle suite vénitienne. 4.45 Cinéma.

DIMANCHE 11 NOVEMBRE

7. Spécial tous en scène. 7.40 Naissance d'un bateau. 8.35 Cabou Cadin. 9. Olivier Twist. 10.10 Max Romane. 10.45 Gym. 11. Cinéma. 13.30 Sherlock Holmes. 13.55 Les Cavaliers de l'ombre. 15.25 Batman. 16. Sur la piste du bison blanc. 16.50 Ces petits films qui vendent les grands. 17.45 Top 50. 18.15 Club de la presse. 20.30 Cinéma. 22.18 Cinéma. 23.50 L'école est finie. 1.25 La radeau d'Olivier. 2.06 Pour quelques douleurs de plus.

LUNDI 12 NOVEMBRE

7. Michel Denisot. 8. Cinéma. 10.35 Cinéma. 12.30 Batman. 13.5 Jeu. 13.30 Isaura. 14.5 Un père anonyme. 15. David Bowie. 16. Chronique policière. 17.30 Cabou Cadin. 18. Surtout l'après-midi. 18.40 Isaura. 19.15 Tous en scène. 20.05 Top 50. 20.25 Cinéma. 22.20 Golf. 23.20 Football américain. 1.25 Cinéma. 7.7/9 Michel Denisot. 9. Naissance d'un bateau. 9.50 Ces petits films qui vendent les grands. 10.45 Cinéma. 12.35 Paul et les Doyottes. 13.05 Jeu. 13.30 Isaura. 14.05 Sports. 15.15 Charles Trenet. 16.10 Cinéma. 18. Surtout l'après-midi. 18.40 Isaura. 19.15 Tous en scène. 20.05 Top 50. 20.25 Cinéma. 22.20 Golf. 23.20 Football américain. 1.15 Cinéma.

MARDI 13 NOVEMBRE

7. Michel Denisot. 9. Naissance d'un bateau. 9.50 Ces petits films qui vendent les grands. 10.45 Cinéma. 12.35 Paul et les Doyottes. 13.05 Jeu. 13.30 Isaura. 14.05 Sports. 15.15 Charles Trenet. 16.10 Cinéma. 18. Surtout l'après-midi. 18.40 Isaura. 19.15 Tous en scène. 20.05 Top 50.

20.30 Cinéma. 22.50 Championnat de France de football. 0.40 Tous en scène. 1.20 Cinéma.

MERCREDI 14 NOVEMBRE

7. Michel Denisot. 9. Cabou Cadin. 10.15 Sur la piste du bison blanc. 11.5 David Bowie. 12.5 Un père anonyme. 13.10 Jeu. 13.35 Isaura. 14.10 Oliver Twist. 16.20 Cabou Cadin. 18.40 Un père anonyme. 18.15 Premier contact. 17.10 Concert rock. 17.50 Flash. 17.55 Surtout l'après-midi. 18.35 Isaura. 19.15 Tous en scène. 20. Top 50. 20.25 Chronique policière. 22.5 Cinéma. 23.15 Tous en scène. 0.5 Cinéma. 1.50 Sur la piste du bison blanc. 2.40 Batman.

JEUDI 15 NOVEMBRE

7. Michel Denisot. 9. Cinéma. 11.10 Cinéma. 12.16 Max Romane. 12.35 Benji. 13.5 Jeu. 13.40 Isaura. 14.5 Cinéma. 15.55 Cinéma. 17.30 Mister T. 18. Surtout l'après-midi (surf). 18.40 Isaura. 19.15 Tous en scène. 20.5 Top 50. 20.30 Cinéma. 22.15 Cinéma. 23.55 Tous en scène. 0.40 Cinéma. 2.30 Cinéma.

VENDREDI 16 NOVEMBRE

7. Michel Denisot. 9. Cinéma. 10.30 Premier contact. 11.20 Chronique policière. 13.15 Jeu. 13.30 Isaura. 14. Cinéma. 15.55 Cinéma. 18. Surtout l'après-midi. 18.40 Isaura. 19.15 Tous en scène. 20.5 Top 50. 20.30 L'Australienne. 21.20 Bande annonces. 22. Cinéma. 23.25 Tous en scène. 0.10 Cinéma. 1.40 Cinéma. 3.25 Cinéma. 4.50 Cinéma.

Les films

Crapahout. — Film américain de George Romero, avec Hal Holbrook. A. Bardou. 1982 (100 mn) ; Diff. le 10 nov. à 9 h, le 12 à 10 h 35. Horreur/comique.

Absence de malice. — Film américain de Sydney Pollack, avec Paul Newman, Sally Field. 1981 (120 mn) ; Diff. le 10 nov. à 11 h, le 16 à 18 h 35. Comédie de mœurs.

Téléfilm d'espionnage. — Film américain de Richard Thorpe, avec Elvis Presley, Ursula Andress. 1963 (97 mn) ; Diff. le 10 nov. à 0 h 40, le 12 à 9 h, le 16 à 0 h 10. Comédie musicale.

Rage. — Film canadien de David Cronenberg, avec Marilyn Chambers, Frank Moore. 1977 (91 mn) ; Diff. le 10 nov. à 23 h 5, le 12 à 1 h 15, le 16 à 3 h 25. Suspense.

La Joyeuse Perséide. — Film américain de Walter Lang, avec Marilyn Monroe, Donald O'Connor. 1954 (115 mn) ; Diff. le 10 nov. à 4 h 45, le 13 à 1 h 20, le 16 à 18 h 35. Comédie musicale.

Le Petit Monde de don Camille. — Film français de Julien Duvivier, avec Fernandel, Gino Cervi. 1966 (106 mn) ; Diff. le 11 nov. à 11 h. Un classique.

Pour le peu d'un fils. — Film français d'Alain Delon, avec A. De-

Ion et A. Paillet (105 mn) ; Diff. le 11 nov. à 20 h 30, le 15 à 22 h 15, le 16 à 1 h 40. Un policier.

Hécatée. — Film français de Daniel Schmid, avec G. Giraudou, L. Hutton. 1982 (105 mn) ; Diff. le 12 nov. à 20 h 25, le 13 à 10 h 45, le 15 à 0 h 40. Vie et mort d'un écrivain.

Danton. — Film français d'André Weis, avec G. Depardieu, P. Chénou. 1984 (135 mn) ; Diff. le 13 nov. à 20 h 30, le 15 à 9 h. Regard politique sur la vie de Danton.

Les Compagnons de la robe. — Film américain de William Seiter, avec Laurel et Hardy. 1934 (70 mn) ; Diff. le 14 nov. à 22 h 5, le 16 à 11 h 10. Comique.

Pauvres à la plage. — Film français d'Eric Rohmer, avec A. Dumast (90 mn) ; Diff. le 15 à 14 h 5, le 16 à 9 h et 4 h 50. Comédies et nouvelles.

L'As des as. — Film français de Gérard Oury, avec J.-P. Belmondo et M.-F. Poirier (100 mn) ; Diff. le 16 à 14 h. Action/aventure et comédie.

L'Empire de la terreur. — Film américain de Roger Corman, avec V. Price, B. Rathbone. 1962 (85 mn) ; Diff. le 16 à 22 h. Epouvante.

Samedi
10 novembre

8.30 Journal.
9.00 Téléforme (et à 10 h 10).
9.30 Concert.
10.35 Sept jours en Bourse.
10.50 Aventures inattendues. Le lait, c'est frais.
11.15 Un métier pour demain. L'orientation en 3.
11.30 Pic et Pique et Colegram.
12.00 Bonjour, bon appétit.
12.25 Amuse-gueule.
13.00 Journal.
13.35 Télé-foot 1.
14.20 Série : Pour l'amour du risque.
15.15 Dessin animé : Spiderman.
15.25 Dessin animé : Le merveilleux voyage de Nils Holgersson.
15.50 Temps X. (Dossier, le dauphin, animal doué de raison ?)
16.35 Casques et bottes de cuir, le magazine du cheval.
17.05 Série : Madame SOS.
18.05 Trente millions d'amis, de J.-P. Hutz.
18.35 Auto-moto 1.
19.05 D'accord pas d'accord (INC).
19.15 Émissions régionales.
19.40 Cocoricooboy.
20.00 Journal.
20.30 Tirage du Loto.
20.35 Au théâtre ce soir : le Pape kidnappé. Émission de P. Sabagh, comédie de Jean Bessacourt, adapt. A. Roussin. Avec Julien Guizon, Rosy Vane. (Redif.)
De passage à New-York, le pape Benoît XVI est kidnappé par un chauffeur de taxi qui fait un chantage au pape : le pape dans le monde.
22.25 Droit de réponse : les prix littéraires. Émission de Michel Polac.
Sont invités : Ph. Solfer, F. Weygans, M. Lefort, L. Diepot, R. Sorin, Christine Jacquet, J. Duchateau, O. Grand, P. Demeron, R. Joffroy.
0.00 Journal.
0.15 Ouvrez la nuit.
Alfred Hitchcock présente : L'invité du petit déjeuner.
Extérieur nuit : Rock around the clock.

Dimanche
11 novembre

8.30 Journal.
9.00 Émission télévisée. La patience du croyant.
9.15 A table ouverte.
9.30 Sources de vie.
10.00 Présence protestante.
10.30 Le jour du Seigneur.
11.00 Messe avec la Communauté des Sœurs Ursulines à Paris. Préd. F. Marie Joulin.
12.02 Cérémonies commémoratives de la fête de la Victoire sur les Champs-Élysées.
13.00 Journal.
13.25 Série : Star Trek et Hunch.
14.20 Sports-dimanche. Tiroc à Autenil ; judo : championnat du monde féminin à Vicence ; patinage à Sarajevo ; gymnastique à Los Angeles.
16.30 Variétés : La belle vie. De Sacha Distel.
Avec Patrick Sébastien, Donovan, Elm Wilde, N. Peyrac.
17.30 Les animaux du monde.
Le désert des Vénus (une secte religieuse indienne qui ne tue jamais un animal).
18.10 Série : les Bleus et les Grés.
19.00 Magazine : 7 sur 7.
Présenté par Anne Sinclair.
Invité : Bernard-Henri Lévy.
20.00 Journal.
20.35 Cinéma : La Grande Illusion.
Film de Jean Renoir.
22.35 Sports dimanche soir.
23.10 Journal.
23.30 C'est à lire.
23.35 Cigotant.

TÉLÉVISION
FRANÇAISE

1

ANTENNE

2

FRANCE
RÉGIONS

3

PÉRIPHÉRIE


10.00 Journal des succès et des malchances.
10.20 Victoire.
10.35 Pictas 45.
Fun Plus ; Alain Bashung ; Vince Taylor ; Tina Turner ; Culture Club.
11.05 Les carnets de l'aventure.
« Le cheval bleu », de M. Ebely ; « Blowing Out », de G.L. Breitenstein ; « Base Jump », de C. Bourdieu.
12.00 A nous deux.
12.45 Journal.
13.30 Série : L'homme qui tombe à pic.
14.15 Numéro 10.
Le magazine du football.
14.55 Les jeux du stade.
Rugby : Roumanie-France (en différé de Bucarest) ; Judo : championnats du monde féminins.
17.00 Terre des bêtes.
Suivez le tigre : la protection des tigres dans un parc national.
17.30 Récit A 2.
Johan et Pirlouit.
17.55 La magazine.
Magazine d'information de la rédaction.
A Autenil, le soleil se lève à l'est. Reportage sur un moine bouddhiste, potier.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.10 D'accord pas d'accord (INC).
19.15 Émissions régionales.
19.40 Le théâtre de Boulevard.
20.00 Journal.
20.35 Variétés : Champs-Élysées.
De Michel Drucker.
Autour de Thierry Le Luron, Mireille Mathieu, Petula Clark, Pierre Perret, Dalida.
Magazine : Les enfants du rock.
De P. Mancure et J.-P. Diomet, réal. M. Villiers.
Spécial Culture Club.
23.20 Journal.
23.35 Bonsoir les clips.

13.15 Repères. Émission de l'ANACT.
13.30 Action, émission de la FNMF.
14.00 Entree libre, magazine du CNDF.
Invité : le photographe Robert Doisneau ; au sommaire : Saint-Germain-des-Prés en 1945 ; l'école maternelle, pourquoi ? ; les changements dans la population française depuis le début du siècle ; la télé-détection par satellite.
16.15 Libéret 3, magazine des associations.
17.30 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
18.55 Dessin animé : Les Wovvies.
20.05 Les jeux.
20.35 Au nom de l'amour.
Émission présentée par P. Bellemare.
But de cette émission : réunir ou remettre en présence deux personnes qui ont vécu un bel amour et que le hasard, le destin, ou la vie ont séparées. Grosses émotions filmées en direct.
21.30 D'amour et de Kriss. De Kriss et Inoxydable.
21.45 Journal.
22.05 Feuilleton : Dynastie.
Peu après son mariage, Cecil Colby meurt d'une crise cardiaque. Fallon demande le divorce. Suite du feuilleton américain.
22.50 La vie de château.
Jean-Claude Brialy reçoit Valérie Kaprisky, Nina Compagnon, Raymond Garono.
23.20 Prélude à la nuit.
« Vitral pour un temps de guerre », de Jacques Charpentier, interprété par les philharmonistes de Châteauroux, dir. J. Kovács.

● RTL 20 h, A vous de choisir : Petit Guide pour mari volage, film de Gene Kelly, ou Buena Vista, Madame Campbell, film de Melvin Frank ; 21 h 40, série : Soap ; 22 h 5, Souvenirs, souvenirs : Sly Stone ; 22 h 30, Club-club : la Huitième Femme de Barbe-Bleue, film d'Ernst Lubitsch.
● TMC 20 h, Série : la Croisière s'amuse ; 21 h, Téléfilm : le Truqueur, d'Abdel Iker ; 22 h 40, Monte-Carlo Magazine.
● RTL 20 h, Série : Le jardin extraordinaire ; 20 h 40, le Tigre du ciel, film de Jack Gold ; 22 h 30, Cinéclub.
● TSR 20 h 10, Série : Magnum ; 21 h 5, Pa-dy-gros (clown pour les jeunes) ; 22 h 15, Sport ; 23 h 15, le film de minute : Rêve de singe, de Marco Ferreri.

10.00 Musique. Émission de l'ADRI.
A l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la bataille de la Marne, l'émission rappelle le souvenir des nombreux Français et Maghrébins morts pour la France. Avec la participation du grol malien Mory Kane.
13.00 Magazine 84. Émission du CMF.
14.30 Objectif entreprises. Émission de l'APIE.
15.00 Musique pour un dimanche. Émission de Charles Imbert (et à 17 h 30).
« Largo », de Haendel (extraits de « Xérès »), par J. Manzo, violon, et E. Pitti, piano. « Chorale n° 5 », de Bach par l'Harmonie de la Garde Républicaine, dir. R. Boury. Puts à 17 h 30, « Conche Savaria », de Monteverdi, par les Sagueboulers et « Romance », de G. Faure, par A. Navarra, violoncelle, et E. Kitcher, piano.
15.15 Théâtre : Henry VI.
de Shakespeare. Prod. de la BBC. Réal. Jane Howell (2e partie).
La seconde partie de la pièce met en question le mariage d'Henry avec Marguerite d'Anjou, les intrigues des partisans de York et autres événements.
18.00 Émissions pour la jeunesse.
19.40 RFO Hebdo.
20.00 Fraggle Rock.
20.35 Document : Transhumance ou le retour des chèvres, de Vania Vilas.
Ce film, de caractère violent, gai et généreux, est le récit exact d'une des dernières transhumances de chèvres en France. Un document vécu de l'intérieur.
21.30 Document : La mort monumentale.
De 1920 à 1925, trente mille monuments s'élevèrent en souvenir de la Grande Guerre. Un regard sur cet « art » qui célèbre les milliers de morts pour la patrie.
22.00 Journal.
22.30 Cinéma de minuit : Numéro 17.
Film d'Alfred Hitchcock (cycle Hitchcock anglais).
23.40 Prélude à la nuit.
« Le Petit des blancs », de J. Ibert, par le groupe Noco Music.

● RTL 20 h, L'Attentat de Sarajevo, film de Veljko Bulajic ; 22 h 10, Série : la Vénus ; 23 h 10, Journal, et extraits du « Grand jury RTL-le Monde ».
● TMC 20 h, Série : Allô Béatrice ; 21 h, Dessin animé : Woody Woodpecker ; 21 h 10, A l'ouest, rien de nouveau, film de Lewis Milestone ; 23 h 20, Clip'n'roll.
● RTL 20 h 20, Jeu : A qui le gant ? 21 h 45, Téléfilm : Américain (d'après Aragon).
● TSR 20 h, Série : Le souffle de la guerre ; 20 h 50, Ticket de première, l'insolent des arts et du spectacle ; 21 h 45, Cadences, sonate pour violon et piano, de C. Franck.

Lundi 12 novembre	Mardi 13 novembre	Mercredi 14 novembre	
<p>11.20 TF1 Vision plus. 11.50 La Une chez vous. 12.00 Feuilletton : Paul et Virginie. 12.30 La bouteille à la mer. <i>Invité de la semaine : Annie Cordy.</i> 13.00 Journal. 13.45 A pleine vie. 13.50 Série : Enquête en direct ; 14.45 Accroche-cœur ; 15.00 Reprise : Sept sur sept (diffusé le 11 novembre) ; 16.00 La maison de TF1 ; 17.25 Aventures inattendues. 17.55 Mini-journal pour les jeunes. 18.10 Le village dans les nuages. 18.30 Danse avec moi, feuilleton brésilien. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Expression directe : CPDT - RPR. 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : Un éléphant, ça trompe énormément. Film d'Yves Robert. 22.20 Étoiles et toiles. Émission de Frédéric Mitterrand et Martine Josselin. <i>Une évocation de la carrière de Sarah Leander, actrice et chanteuse, disparue en 1981 ; un extrait de « Helmut », de Reitz Edgar ; « Memories of Berlin », avec C. Isherwood, L. Brooks et E. Berger.</i> 23.15 Journal. 23.35 C'est à lire. 23.40 Clignotant.</p>	<p>11.20 TF1 Vision plus. 11.50 La Une chez vous. 12.00 Feuilletton : Paul et Virginie. 12.30 La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 13.45 A pleine vie. 13.50 Série : Enquête en direct ; 14.45, Cos chers disparus : Pierre Laruey ; 15.00 Reprise : La vieille dame du Népal (diff. le 7 nov.) ; 15.55 Les choses du mardi : Falmes de France ; 17.20, Histoire naturelle ; le leçon de pêche dans un désert. 17.55 Mini-journal pour les jeunes. 18.10 Le village dans les nuages. 18.30 Danse avec moi, feuilleton brésilien. 19.10 Tiffy, s'il te plaît, raconte-moi une puce. L'outil ordinaire. 19.40 Cocoricocoboy. 20.00 Journal. 20.30 D'accord pas d'accord (INC). 20.35 Les grandes expéditions de l'équipe Cousteau. Fiebre, petite pierre. Ral M. Deloit. <i>Si certaines pierres peuvent atteindre 6 mètres d'envergure, il en existe d'autres plus petites. Mode de vie et comportement de cet animal curieux et particulièrement intelligent.</i> 21.25 Histoire à la Une. Émission de Gilbert Lemaire. Histoire, P.M. de la Goro. Ral P. Desjard. <i>30 ans de la Nuit des longs couteaux.</i> (Lire notre sélection). 23.10 Concert. « Concerto pour piano », de Schumann, par l'Orch. de Paris, dir. Z. Mehta, soliste K. Zimmerman. 23.45 Journal. 0.05 C'est à lire. 0.10 Clignotant.</p>	<p>11.20 TF1 Vision plus. 11.50 La Une chez vous. 12.00 Feuilletton : Paul et Virginie. 12.30 La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 13.40 Vitamine. <i>Les trois mousquetaires : Pourquoi comment ; les petits creux de Loula ; Dessin animé : Squidly la pieuvre ; Vitaboum ; Jacques Trémolin raconte... et les rendez-vous habituels.</i> 16.35 Microkud. Magazine du jeu informatique. 16.50 C'est super. 17.10 Hip-hop, magazine des nouvelles danses avec Sidney. 17.25 Jack spot. 17.50 Journal. 18.00 Des jouets par milliers. 18.10 Le village dans les nuages. 18.30 Danse avec moi, feuilleton brésilien. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Cocoricocoboy. 19.55 Tirage du Téo-o-téo. 20.00 Journal. 20.30 Tirage du Loto. 20.35 Série : Dillies. <i>Pour récupérer sa femme, J. R. veut lui faire un autre enfant.</i> 21.25 Le Deuxième Sexe. Série proposée par Françoise Verny, réalisée par Josée Dayan ; avec Simone de Beauvoir, Indira Gandhi (assassinée le 31 octobre dernier), Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, Elisabeth Badinter, Kate Millet. (Lire notre article). 22.20 Branches musicales. Émission de Jean-Bernard Hebey. 23.05 Journal. 23.25 C'est à lire. 23.30 Clignotant.</p>	<p>TELEVISION FRANÇAISE 1</p>
<p>12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : l'Académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilletton : Les amours des années 80. 13.45 Aujourd'hui la vie. <i>Ouf ! enfin, le petit... (la retraite).</i> 14.50 Série : Timide et sans complexe. 15.40 Reprise : Apostrophes. Femmes libérées (diffusé le 9 novembre). 16.55 Divertissement : Thé dansant. 17.40 Récit A 2. <i>La Pimpe ; Latulu et Lirali ; Johan et Pirlouit ; Tchaou et Grollo ; Pac Man.</i> 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 D'accord pas d'accord (INC). 19.15 Émissions régionales. 19.40 Le théâtre de Boulevard. 20.00 Journal. 20.35 Emmanuelle-moi au théâtre : Diable d'homme. de R. Lamoignon, mise en scène D. Coccardi, réal. G. Folgas. Avec R. Lamoignon, M. Mercadier, C. Nicot. <i>Une comédie adaptée spécialement pour la télévision, après avoir été jouée plus de cinq cents fois. C'est l'histoire d'un dévot en mal de Fritz Goncourt qui invente un scénario écrit par Sazon. Le diable lui promet le succès s'il lui vend l'âme des ses personnages.</i> 22.30 Magazine : Plaisir du théâtre. de F. Laville. Avec Jean-Claude Drouot. <i>Au sommaire : l'ouverture du kiosque de la Madeleine qui propose des tarifs réduits pour les places de théâtre ; les comiques au théâtre ; portrait de Francine Bergé ; le dessinateur Copi, acteur à la Bastille, etc.</i> 23.25 Journal. 23.40 Bonsoir les clips.</p>	<p>10.30 Antiope. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : l'Académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilletton : Les amours des années 80. 13.45 Aujourd'hui la vie. <i>La chasse au logement, avec M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports.</i> 14.50 Série : Timide et sans complexe. 15.40 Reprise : La chasse aux trésors. En Turquie (diffusé le 11 novembre). 16.40 Le journal d'un siècle. De L. Béret. <i>Édition 1891 : la grande année des sports ; le Parlement vote l'interdiction de parier aux courses ; à l'Opéra de Paris, les musiciens acceptent de jouer « Lohengrin », de Richard Wagner ; l'hiver le plus froid du siècle en Europe, etc.</i> 17.45 Récit A 2. <i>Les dévotionnaires d'Épinal ; Les quat's'ants ; la Pimpe ; Latulu et Lirali ; Terre des bêtes ; C'est chouette.</i> C'est la vie. 18.30 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Le théâtre de Boulevard. 20.00 Journal. 20.30 D'accord pas d'accord (INC). 20.40 Cinéma : Benjamin ou les mémoires d'un puceau. Film de Michel Deville. 22.30 Mardi cinéma. Avec Brigitte Fossey, Valérie Kaprisky, Bernard Giraudeau et Daniel Auteuil. 23.35 Journal. 23.50 Bonsoir les clips.</p>	<p>10.30 Antiope. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : l'Académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilletton : Les amours des années 80. 13.45 Dessins animés : Watto, Watto ; X-Or. 14.15 Récit A 2. <i>La boutique de Dorothée ; les quat's'ants ; Johan et Pirlouit ; les devinettes d'Épinal ; La princesse insensible ; Les petites canailles ; Buster Keaton...</i> 16.40 Micro-Kid. 17.25 Les carnets de l'aventure. « Corsikayak », de L. Chevalier. 18.00 Platine 45. Billy Ocean, Rachel Rachel, Platine Sixties. 18.30 C'est la vie. 19.10 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Le théâtre de Boulevard. 20.00 Journal. 20.35 Téfifilm : Les enquêtes du commissaire Maigret. La nuit du carrefour, de G. Simenon, réal. S. Borda. Avec J. Richard, L. Kreuzer, R. Vogler, M. Galbra. <i>Pourquoi Isaac Goldberg, diamantaire à Anvers, est-il tué dans la voiture de M. Michonnet résidant au lieu-dit carrefour des Trois Ventes ? Une enquête typique, à la Malgrat, à travers les méandres psychologiques de nos héros.</i> 22.05 Magazine médical : les jours de notre vie. de D. Thibault, réal. B. d'Abriège. La première année de la vie. Avec le professeur Léobovici, le docteur Kreider, des psychologues F. Bresson, B. de Boysson, H. Montagner, M. Robin et M. Zacc. <i>Les recherches réalisées ces dernières années ont révélé et précisé l'étendue des capacités sensorielles du nourrisson les uns par rapport aux autres. On s'est rendu compte que, chez le bébé, la connaissance précède la capacité motrice. Les mères à travers leur relation avec un nouveau-né le sentent déjà plus ou moins consciemment. L'importance de cette relation mère-enfant n'est plus à démontrer mais les spécialistes reconnaissent que les quelques « ratés » qui peuvent survenir dans ce processus ne sont pas aussi dramatiques pour l'avenir qu'on a bien voulu le dire.</i> 23.00 Journal. 23.15 Les six jours de Paris. 23.30 Bonsoir les clips.</p>	<p>ANTENNE 2</p>
<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Lucky Luke. 20.05 Les jeux. 20.35 Cinéma : Série Noire. Film d'Alain Corneau. 22.30 Journal. 22.55 Thalassa. Magazine de la mer, de G. Personel. <i>« N'en jetez plus ! » : la pollution de la mer.</i> 23.40 Vidéo à la chaîne. 23.45 Prélude à la nuit. <i>« Danceries », de Tielman Susato, interprétées par le Quatuor de flûtes Arcadia.</i></p> 	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Lucky Luke. 20.05 Les jeux. 20.30 D'accord pas d'accord (INC). 20.35 La Dernière Séance. Émission d'Éddy Mitchell et Gérard Jourd'hui. Présentation : Guy Marchand. <i>Les actualités (1958) ; Dessin animé : Bugs Bunny ; à 22.30 Tex Avery, les réclames de l'époque, l'attraction.</i> 20.50 Premier film : la Blonde et le Shérif. De Raoul Walsh. 22.55 Journal. 22.55 Deuxième film : la Rivière d'argent. De Raoul Walsh. 1.00 Vidéo à la chaîne.</p>	<p>14.55 Questions au gouvernement en direct de l'Assemblée nationale. 17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Lucky Luke. 20.05 Les jeux. 20.35 Ring-parade Cadence 3. De Guy Lux et Lila Mijéla. <i>Invité : Johnny Hallyday, avec Al Corley, un des interprètes du feuilleton « Dynastie », qui se lance dans la musique rock.</i> 22.00 Journal. 22.20 Téfifilm : Acquitté, levez-vous ! de Bernard Rouquette ; avec F. Dyrek, J.-F. Garraud, Th. Liard. <i>Un paysan, René Chardon, est jugé pour avoir tué (accidentellement, affirme-t-il) sa femme, Maryse. Il est acquitté grâce au témoignage d'Alain Calmat, stagiaire à la ferme au moment du crime et unique témoin direct. Que s'est-il réellement passé cette nuit-là et pourquoi ?</i> 23.15 Vidéo à la chaîne. 23.15 Prélude à la nuit. <i>Etudes n° 8 et 9 de Debussy, par Colette Zerah au piano.</i></p>	<p>FRANCE RÉGIONS 3</p>
<ul style="list-style-type: none"> RTL 20 h, Série : Dynastie ; 21 h, Série notre : Neige à Capri, de G.L. Calderone ; 22 h 50, La joie de lire ; 23 h, Portrait d'artiste : Meret Oppenheim ; 23 h 35, Clip connection. TMC 20 h, Série : Quincy ; 21 h, le Monocle noir, film de Georges Lautner ; 22 h 50, Clip'n'Roll. RTB 20 h, Écran témoins : Mort d'un guide, film de J. Ernaud, suivi d'un débat : défi à la mort. RTB-TELE 20 h, Le temps retrouvé : Alma-gare où la vie d'un quartier ; 20 h 30, Théâtre wallon : l'Œuvre d'Orsini ; 21 h 55, Indépendants à votre service (le financement à l'exportation). TSR 20 h 15, Spécial cinéma ; 23 h 15, L'automne est à vous. 	<ul style="list-style-type: none"> RTL 20 h, Série : Chips ; 21 h, Violette et François, film de Jacques Rouffio ; 23 h, La joie de lire ; 23 h 10, Clip connection. TMC 20 h, Série : Le bel été ; 21 h, Mousaki, film de Toshio Gotok ; 22 h 50, Clip'n'Roll. RTB 20 h 5, Feuilletton : Louisiane ; 21 h, Vive la science : le temps ; 22 h, Séat l'artiste ; 23 h 15, Tribune économique et sociale : les classes moyennes. RTB-TELE 20 h, Le point de la médecine : le siècle des chirurgiens (suivi d'un débat) ; 21 h, Cycle Fernandel : l'Héroïque M. Boniface, film de Maurice Labro. TSR 20 h 10, Série : Le souffle de la guerre ; 21 h 5, La Suisse au fil du temps : les gestes du détail et du souvenir ; 22 h 20, Lectures de Stalingrad. 	<ul style="list-style-type: none"> RTL 20 h, Série : La croisière d'amuse ; 21 h, le Tonnerre de Dieu, film de Denys de La Patellière ; 22 h 50, La joie de lire ; 23 h, Clip connection. TMC 20 h, Série : La bataille des planètes ; 21 h, Téfifilm : Les prévisions de Sheila ; 22 h 55, TMC Sports. RTB 20 h, Jeu : Cap 60 ; 21 h 5, Feuilletton : Au nom de tous les miens ; 21 h 55, Histoire : la guerre d'Algérie (n° 3 : Je vous ai compris) ; 23 h 20, Un autre regard. RTB-TELE 20 h, Caméra sports. TSR 20 h 15, Studio 4 ; 21 h 20, Télé Scope, magazine de la science ; 21 h 50, Concert Donna Summer. 	<p>PÉRIPHÉRIE</p>

	Jeudi 15 novembre	Vendredi 16 novembre	Le prochain week-end
TÉLÉVISION FRANÇAISE 1	<p>11.20 TF 1 Vision plus. 11.50 La une chez vous. 12.00 Feuilletton : Paul et Virginie. 12.30 La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 13.45 A pleine vie. 13.50 Série : Enquête en direct ; 14.45, Portes ouvertes, le magazine des handicapés ; 15.00, Images d'histoire ; 15.25, Quarté en direct de Vincennes ; 16.00, Santé sans images ; 17.00, La chance aux classes : la chance féminine.</p> <p>17.55 Mini-journal pour les jeunes. 18.10 Le village dans les nuages. 18.30 Danse avec moi. Familiales trépassées. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Cocoricocoboy. 20.00 Journal.</p> <p>20.35 Série : la Dictée. De Jean Comos. Réalisation J.-P. Marchand. Avec Victor Garber, Catherine Salviat, Yann Doherty. (Premier épisode.) (Lire notre article.)</p> <p>21.30 Infovision. Magazine de la télévision proposé par Alain Dours, Roger Pio, Maurice Albert et Jacques Decroix. S.O.S. Fry. 22.45 Journal. 23.05 C'est à lire. 23.10 Étoiles à la une. Présenté par Frédéric Mitterrand.</p> <p>Cinéma : le Mépris. Film de Jean-Luc Godard.</p>	<p>11.20 TF 1 Vision plus. 11.50 La une chez vous. 12.00 Feuilletton : Paul et Virginie. 12.30 La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 13.45 A pleine vie. 13.50 Série : Enquête en direct ; 14.45 : Temps libres : Spécial photo (et à 17.00).</p> <p>14.40 Cinéma : la Fête à Jules. Film de Benoît Lamy. 17.55 Mini-journal pour les jeunes. 18.10 Le village dans les nuages. 18.30 Danse avec moi. Feuilletton trépassées. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Cocoricocoboy. 20.00 Journal. 20.35 Variétés : Porte-bonheur. Émission de P. Sabatier et R. Grumbach. Avec Enrico Macias, Roland Magdane, Linda de Suez, Nana Mouskouri... 21.50 L'Armée noire. D'après Carlo Cassola, adapt. C. Castellani et M. Tullio Giordana. Automne 1944 : la République sociale italienne a son an. Un petit commissaire devient, par la grâce mussolinienne, responsable des services d'espionnage. 22.45 Les grandes expositions. Émission de J. Plessis. Le Douanier Rousseau. 23.15 Journal. 23.30 C'est à lire. 23.40 Cignotant.</p>	<p>Samedi 17 novembre 8.30 Journal ; 9.00 Télé-forme (et à 10 h 15) ; 10.35 Sept jours en Bourne ; 10.50 Aventures inattendues ; 11.15 Un métier pour demain ; 11.30 Pic et Poke et Colegram ; 12.00 Bonjour, bon appétit ; 12.25 Amuse-gueule ; 13.00 Journal ; 13.35 Télé-foot 1 ; 14.20 Série : Pour l'amour du risque ; 15.15 Dessin animé ; 15.25 Le merveilleux voyage de Nils Holgersson ; 15.50 Temps X ; 16.35 Caniques et boîtes de cuir ; 17.05 Série : Madame SOS ; 18.05 Trame millions d'ans ; Auto-moto ; 19.05 D'accord, pas d'accord ; 19.15 Émissions régionales ; 19.40 Cocoricocoboy ; 20.00 Journal ; 20.30 Tirage du Loto.</p> <p>20.35 Au théâtre ce soir : la Surprise. De Christian Nohel ; réal. Pierre Sabbagh ; avec Henri Guibert et Christine Delacroix.</p> <p>22.10 Droit de réponse, l'esprit de contradiction. Émission de Michel Folie. Le TGV dans les vignes (les grands travaux d'Etat et les expropriations qui en découlent) avec, notamment, M.M. Jean-Pierre Leclerc, directeur adjoint au ministère des finances, et Paul Delouvrier. 0.00 Journal. 0.15 Ouvert la nuit... Alfred Hitchcock présente : La maison idéale. Extérieur nuit.</p> <p>Dimanche 18 novembre 8.30 Journal ; 9.00 Émission islamique ; 9.15 A Bible ouverte ; 9.30 Orthodoxie ; 10.00 Présence protestante ; 10.30 Le jour du Seigneur ; 11.00 Messe ; 12.02 Midi-Press ; 12.30 La séquence du spectateur ; 13.00 Journal ; 13.25 Série : Starsky et Hutch ; 14.20 Sports-dimanche ; 16.30 Variétés : La belle vie ; 17.30 Les animaux du monde ; 18.10 Série : Les bleus et les gris ; 19.00 Magazine : Sept sur sept ; 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : Nous irons tous au paradis. Film d'Ivan Robert. 22.25 Sports dimanche soir. 23.10 Journal. 23.30 C'est à lire. 23.35 Cignotant.</p>
ANTENNE 2	<p>10.30 ANTIOPE. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilletton : Les amours des années 50. 13.45 Aujourd'hui la vie. Des auteurs et vous. 14.50 Téléfilm : Requiem pour un pigeon. De P. Kury, avec S. Winters, B. Prins. 16.10 Magazine : Un temps pour tout. De Monique Cara et Alain Valencié. Les piscines scolaires. 17.15 Document : Savennas. De J. de Silve. La vie des animaux sauvages dans la savane africaine. 17.45 Récoré A 2. Les déviances d'Épinal ; Mes mains ont la parole ; La prisonne insensible ; Latulu et Lirali ; Légendes du monde. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 D'accord pas d'accord (INC). 19.15 Émissions régionales. 19.35 Expression directe. Le Sinit. 20.00 Journal. 20.35 Série : la Mafia. Réal. D. Deaumont. Avec M. Placido, N. Janset, F. Pélissier... Sixième et dernier épisode. Piégé par la Mafia, compromis professionnellement, le commissaire-justicier attend le coup de téléphone qui lui annoncera la libération de sa fille kidnappée... Droque, haute criminalité, sentiments. Un roman-feuilleton italien bien mené.</p> <p>21.30 Alain Decaux, l'histoire en question : M^{me} Curie. La vie remarquable de Marie Curie, qui, au début du siècle, découvrit la radio-activité et qui, en 1902, après quatre ans de travaux auxquels s'associa son mari, isolait un nouveau corps : le radium. Seul, le Prix Nobel qui leur fut décerné en 1903 aida le couple qui vivait dans la gêne. Courage d'une femme (la première nommée professeur à la Sorbonne) qui, après la mort de son mari, trouva la force de continuer seule l'œuvre entreprise avec lui.</p> <p>23.00 Journal. 23.20 Les Six Jours de Paris. 23.50 Bonsoir les clips.</p>	<p>10.30 ANTIOPE. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilletton : Les amours des années 50. 13.45 Aujourd'hui la vie. Des rêves, des rêves. 14.50 Série : Tintin et sans complexe. 15.40 La télévision des télé-spectateurs. 16.10 Raprice : les jours de notre vie. La première année de la vie (du 1^{er} au 14^{ème}). 17.00 Histoires d'agir : le partenariat - L'aide aux pays du tiers-monde (Inde, Pérou, Afrique). 17.45 Récoré A 2. La Pimpie ; Latulu et Lirali ; Il était une fois le cirque ; Les maîtres de l'univers. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Le théâtre de Boulevard. 20.00 Journal. 20.35 Série : ABS Déstricte. De Y. Lambert et A. Kantof, réal. J. Benard. Avec N. Comol, D. Coccolli, A. Castigay, A. Dussolier. (Lire notre sélection.)</p> <p>21.35 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivo. Sur le thème : la mémoire politique, sont invités : Michel Debré (Trois républiques pour une France), Edgar Faure (Si tel doit être mon destin ce soir), Michel Jobert (Par trente-dix chemins), Gaston Plissonnier (Une vie pour l'autre). 22.50 Journal. 23.00 Ciné-club : l'Ange des maudits. Film de Fritz Lang (cycle Marthe Dietrich).</p>	<p>Samedi 17 novembre 10.00 Journal des sourds et des malentendants ; 10.20 Vidéo-maton ; 10.35 Plaine 45 ; 11.05 Les carnets de l'aventure ; 12.00 A nous deux ; 12.45 Journal ; 13.25 Série : L'homme qui tombe à pic ; 14.15 Numéro dix, magazine du football ; 14.35 Les jeux du stade ; 17.00 Terre des bêtes ; 17.30 Récoré A 2 ; 17.35 Le magazine de la rédaction ; 18.30 Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19.10 D'accord, pas d'accord (INC) ; 19.15 Émissions régionales ; 19.40 Le théâtre de Boulevard ; 20.00 Journal. 20.35 Variétés : Champagne-Elysées, de Michel Drucker. 22.05 Magazine : Les enfants du rock. Haut tension, avec Sex Pistols, Hunters and Collectors, Residents, Lucienne Miller, Richard Bone... 23.05 Journal. 23.20 Les Six Jours de Paris. 23.30 Bonsoir les clips.</p> <p>Dimanche 18 novembre 9.35 Informations et météo ; 9.40 Récoré A 2 ; 10.10 Les chevaux du tercé ; 10.40 Gym tonc ; 11.15 Dimanche Martin (Entre les artistes) ; 12.45 Journal ; 13.15 Dimanche Martin (Suite) : Si j'ai bonne mémoire ; 14.25 Série : Le juge et le plote ; 15.15 L'école des fans ; 16.00 Dessin animé ; 16.15 Thé dansant ; 17.00 Série : Thérèse Humbert ; 18.00 Stade 2 (et à 20 h 20) ; 19.00 Série : Dans la tourmente ; 20.00 Journal. 20.35 Jeu : La chance aux trépassés. Dans le cirque de Gavarze (en France), avec des candidats mixtes. 21.45 Gymnastique. Championnat d'Europe de gymnastique rythmique et sportive. 22.40 Magazine : Désirs des arts. De F. Daix, réal. F.-A. Boutang. Méduse, trente ans après. 23.10 Journal. 23.25 Bonsoir les clips.</p>
FRANCE RÉGIONS 3	<p>14.25 Questions au gouvernement depuis le Sénat. 17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 18.55 Dessin animé : Lucky Luke. 20.05 Les jeux. 20.35 Cinéma : le Schpountz. Film de Marcel Pagnol. 22.40 Journal. 23.05 Vidéo à la chaîne. Magnétoscope. 23.10 Prélude à la nuit. Trois mélodies de Robert Schumann interprétées par Peter Schreier.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Lucky Luke. 20.05 Les jeux. 20.30 D'accord, pas d'accord (INC). 20.35 Vendredi : Un avant-goût de paradis. Magazine d'information d'André Campone. « Vue sur la mer », c'est le rêve, l'orgueil, l'ambition par la publicité, de tous les Français, surtout ceux qui chaque année envoient cette petite bande de terrain si précieuse et de plus en plus menacée : le littoral. La béton progresse. Dans le seul département du Var, au cours des deux dernières années, 1 500 ha de forêts ont été morcelés de manière anarchique et illégale. Du sud au nord de la France, c'est la même invasion qui essaie de freiner la Conservatoire national du littoral. Un film de Serge Dubor. 21.30 Variétés : Macadam Melody. Émission de Pascal Danel. Avec notamment les Sextans, les Flégendes Stompers, les Gipsy Kings. 22.30 Journal. 22.50 Prélude à la nuit. « 6^e Concerto pour violoncelle en ré majeur » de Boccherini, interprété par le Festival Strings de Lucerne.</p>	<p>Samedi 17 novembre 13.15 Raprice ; 13.30 Horizon ; 14.00 Entrée libre ; 16.15 Liberté 3 ; 17.30 Émissions régionales ; 19.55 Dessin animé : les Wombles ; 20.05 Les jeux. 20.35 Au nom de l'amour. Émission présentée par Pierre Bellemare. 21.30 D'amour et de Kris, de Kris et Inoxydable. 21.45 Journal. 22.10 Feuilletton : Dynastie. 22.55 La vie de château. Jean-Claude Brialy reçoit trois unités vedettes. 23.25 Prélude à la nuit : Festival de Prades 84. Trio pour flûte, alto et violoncelle, de Roussel interprété par P. Bender, flûte, J. Getze, alto, et G. Teulière, violoncelle.</p> <p>Dimanche 18 novembre 10.00 Mosaïque ; 12.00 Oser ; 13.00 Magazine 84 ; 14.30 Objectif entreprise ; 15.05 Musique pour un dimanche (et à 17 h 55) ; 15.15 Théâtre : Henri IV de Shakespeare (3^e partie) ; 16.00 Émission pour la jeunesse ; 18.40 RFO Hebdo ; 20.00 Fragile rock. 20.35 Document : Youri Norstein Un magicien de l'image : réal. Didier Delankiewicz. 21.25 Aspect du court métrage français. « Tuer de l'ouï » de G. Palrotte et « Femme truite » de D. Donieb. 22.00 Journal. 22.30 Cinéma de minuit : Secret agent. Film d'Alfred Hitchcock (cycle Hitchcock anglais). 23.55 Prélude à la nuit. Deux mélodies de Schubert, interprétées par Ludgi Alva, ténor.</p>
PÉRIPHÉRIE	<p>• RTL 20 h. Série : Dallas ; 21 h. <i>Barlow, la blonde platine</i>, film de Gordon Douglas ; 23 h 20, La joie de lire ; 23 h 25, Essais, le magazine de l'antenne. • TMC 20 h. Série : Magnum ; 21 h. <i>Les Forailleurs des Ulls</i>, comédie de J.-P. Sassy ; 22 h 55, Clip'n'Roll. • RTL 20 h. <i>Le Parrain</i> (1^{re} partie), film de Francis Ford Coppola ; 22 h 50, Carrousel aux images ; 23 h 30, Reflets du libéralisme. • RTL-TELE 2 20 h. Enquête : L'ordre nouveau, (n° 14 : le camp des minorités opprimées). • TSR 20 h 15, Temps présent : le Sahel de la peur ; 21 h 15, Série : Dynastie ; 22 h 20, Paris vu par...</p>	<p>• RTL 20 h. Les Gens (psycho) ; 21 h. Série : Hôtel ; 22 h. Numéro Dix, l'actualité du football ; 22 h 50, <i>Lies par le sang</i>, film de Terence Young. • TMC 20 h. Variétés : C'est sans chand ; 21 h. Série : Dynastie ; 22 h. Rio Grand, film de John Ford. • RTL 20 h. Magazine d'information : A suivre (la problèmes démocratiques en Chine) ; 21 h 5, Ciné-club (cinéma comique italien) : <i>Toto, apôtre et martyr</i>, film de Amleto Palermi. • RTL-TELE 2 19 h. Chanson plus ; 20 h 5, Billet de faveur : <i>La Tonne</i>, de V. Serdou. • TSR 20 h 10, Tell quel ; 22 h 35, Pierre Dautour ; 23 h, Flairé (groupe de musiciens hollandais).</p>	

échecs

N° 1098

Kasparov loupe le premier coche

(Seizième partie du match de championnat du monde, Moscou, octobre 1984)

Blancs : G. Kasparov
Noirs : A. Karpov

Défense ouest-italienne

1. d4 Cb5 20. Td4 Fd6
2. c4 d5 21. Td4 (m) Dc7
3. Cf3 e6 22. Cc6 Cc6 (n)
4. g3 Fd6 23. Td6 (o) b5 (p)
5. h3 (b) Fd6 24. Dd4 f6
6. Fd2 Fd7 (q) 25. Dd6+ Rf7
7. Fg2 e6 26. Td5 (q) g6
8. Cf3 (g) e6 27. Cc4+ Td8
9. Cf3 (g) e6 28. Cc4+ Td8
10. Cc5 Fd7 (j) 29. Dd4 Td8
11. f4 (a) Cc6 30. Dd4+ (o) Rg8
12. e4 e5 (h) 31. Td8 (o) Td8
13. e4 (o) e5 32. Dd6 Td8
14. Td1 e6 33. Dd4 Dd6+
15. Fd2 Cc5 (j) 34. Dd3 Dd7+
16. Cc4 (d) d4 (i) 35. Rg2 Dd6+
17. Cc4 Fg2 36. Rg3 Dd7+ (n)
18. Rg2 Cc4 37. Rg2 mate.
19. Dd6

NOTES

a) Dans la deuxième partie, Karpov parvenait par 4... Fb7 mais dans la quatrième, la sixième et la quatorzième il revient à l'idée paradoxale de Nimovitch, 4... Fd6, continuation qui est aussi du goût de Kasparov puisqu'on voit avec surprise dans la quinzième partie le challenger répéter avec les Noirs les deux premiers coups de l'ouest indienne jouée par Karpov dans la partie précédente.
b) Ou 5. Cb-d2 ; 5. Dc2 et 5. Dc4.
c) 6... Fd2+ reste jouable : 7. Cc2d2, Cb-d7 ; 8. 0-0 ; 9. Td1, c5 ;

10. e4, d4d4 ; 11. Cc6d4, Cc6d4 ; 12. Td4, Fb7 avec égalité.
d) Dans la quatrième partie du match, Karpov joua 7... Fb7 ; dans la sixième, 7... 0-0 ; de même, dans la quatorzième, 7... 0-0 ; 8. 0-0, d5. Naturellement 7... d5 est aussi satisfaisant.
e) Ou 8. 0-0, d5 ; 9. Fc3.
f) Après 9... Cb-d7 ; 10. Dc2, Fb7 ; 11. e4, 0-0 ; 12. e5, Cc6 ; 13. 0-0, Td8 rien n'est bien sûr.
g) La position ressemble un peu à celle de la sixième partie (7. Fg2, 0-0 ; 8. 0-0, d5 ; 9. Cc5, e6 ; 10. Fc3, Cf-d7), mais ici les Blancs retardent le roque (si 11. 0-0, Cf-d7) au profit de l'avance du pion e.

h) L'avance du pion e doit, en principe, rééquilibrer complètement les pièces positionnelles des Noirs sur les cases centrales. Le champion du monde a, semble-t-il, résolu facilement les problèmes de l'ouverture.
i) Sur 13... d5 les Noirs ne répondent pas par 13... d4 à cause de 14. g6 ! mais par 13... Cc5.
j) La liquidation des pions centraux donne lieu à un combat de pièces légères.
k) Kasparov, qui pourrait être tenté de jouer pour la nullité, stratégie qui lui permet de reprendre son souffle, trouve ici le seul moyen de s'emparer de l'initiative en créant soudainement une série de menaces non seulement sur le pion d5

par 17. Cc6, Fd6 ; 18. Fd6, Dd6 ; 19. Fd5 mais aussi sur l'aile -R par 17. Dd7, Dd7 ; 18. Cc6+, g6 ; 19. Dg4+, Rb8 ; 20. Dd5, Cc7 ; 21. cxd5, etc.
l) Une défense surprenante qui semble, comme par miracle, répondre à toutes les menaces. Par exemple, 17. Fd5, Fd6 ; 18. Fd7 (ou 18. Cc6+, Dd6 ; 19. Fd7, Fd2+ ; 20. Rb1, Fd1 ; 21. Dd1, Td8 ; 22. Fg2, Tf8) ; 23. Cc4+ ; 19. Dd6, Td8 ou 19. Dd2. Ou bien 17. Dd7, Dd4 ; 18. Cc6+, Dd6 ; 19. Dd7, Cc5 ; 20. Fd7, Td8 l.

m) Après tous ces échanges pratiquement forcés, les Blancs ont obtenu une réelle pression sur les colonnes ouvertes et maintiennent une certaine initiative malgré la simplification du matériel.
n) 22... Td8 était à envisager : 23. Cf5, g6 ; 24. Td7, Dd6+.
o) Le sacrifice de qualité est tentant et comporte peu de risques.
p) Fd6 perd après 24. Dd5+ ; Rb8 ; 25. Td4, Dd6 ; 26. Cf7+, Td7 ; 27. Dd7 et les Blancs restent avec un pion de plus en finale.
q) Même mat.

r) Si 29... Td5 ; 30. Cc6+ avec gain de la D. Mais pourquoi pas le dosage 29... Dd7, Si 30. Cc6+, Rg8 ; 31. Cc6, Dd5 ou 31. Cc8, Dd5 et les Noirs gagnent. Parce que 30. Dd7+ suivi du mat. Alors pourquoi pas 29...

Dd7 (protégeant le R noir sur la septième rangée) ? Si 30. Cc6+, Rg8 est impossible à cause de 31. Dd6+ ; de même, 30... Rb7 à cause de 31. Td5+, Rg8 ; 32. Dd7 ; de même, si 30... Rb6 ; 31. Td5+.

s) Ici Kasparov, pour la première fois depuis le début du match, laisse passer une vraie chance de gain, une vraie possibilité de réduire le sévère score incroyablement à 4-1. La combinaison n'est pas difficile : 30. Cc6+, Td6 ; 31. Dd4+ (et non 31. Dd6, Dd7) et les Blancs gagnent ; et les Noirs doivent jouer une finale peu agréable avec un pion de moins.

t) Et pourquoi pas 31. Dd6 ? Si 31. Td5, Dd6+, Rb8 ; 32. Cc7+, Rg7 ; 33. Dd6+, Rd7 ; 34. Dd7+, Rb8 et les Blancs gagnent, ce qui oblige les Blancs à donner l'échec perpétuel par 32. Dd6+, Rg8 ; 33. Dd6+.

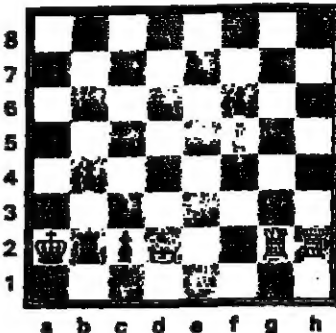
u) La réponse pour les Noirs est de forcer la suite.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1097
V. Tsvetkovsky, 1962
(Blancs : Rf4, Fg6, Fd4, Noirs : Rb5, Cc2, Ff6 et g4.)

1. c5, Cf1 ; 2. Fd5 (et non 2. Fd8+ ; Rb4 ; 3. c6, d5+ ; 4. e5 ; 3. Rb5, Cc2 ; 4. c6, g2 ; 5. e7, Cc4+ ; 6. Fg4, g2 ; 7. c6+ ; 8. Rb5 et les Blancs gagnent avec la mine 7... c5-d7 conduit au pat après 7... g1-d ; 8. Dd8+, Rg4 ; 9. Dg7+, Rf3 ; 10. Dg1.

ÉTUDE

V. KOVALENKO
(1968)



Blancs (4) : Rd2, Tg2 et h2, Ff5.

Noirs (5) : Ra2, Tb2, Pb4, c2, f6.

Les Blancs jouent et gagnent.

CLAUDE LEMOINE.

bridge

N° 1096

La bataille des Olympiades

Aux Olympiades de Valkenburg, il y a quatre ans, les Français avaient remporté le titre en battant les Américains dans une finale d'un niveau exceptionnel. Voici une des donnes les plus intéressantes, mais qui ne fit aucun écart.

Am. : E. don. Pers. vul. Sud
Ouest : Nord Est
Rubin Label Soloway Pernon
- 1 ♠ - 1 ♠
- 2 ♠ - 2 ♠
- 3 ♠ - 3 ♠
- 4 ♠ - 4 ♠
- 5 ♠ - 5 ♠
- 6 ♠ - 6 ♠
- 7 ♠ - 7 ♠
- 8 ♠ - 8 ♠
- 9 ♠ - 9 ♠
- 10 ♠ - 10 ♠
- 11 ♠ - 11 ♠
- 12 ♠ - 12 ♠
- 13 ♠ - 13 ♠
- 14 ♠ - 14 ♠
- 15 ♠ - 15 ♠
- 16 ♠ - 16 ♠
- 17 ♠ - 17 ♠
- 18 ♠ - 18 ♠
- 19 ♠ - 19 ♠
- 20 ♠ - 20 ♠
- 21 ♠ - 21 ♠
- 22 ♠ - 22 ♠
- 23 ♠ - 23 ♠
- 24 ♠ - 24 ♠
- 25 ♠ - 25 ♠
- 26 ♠ - 26 ♠
- 27 ♠ - 27 ♠
- 28 ♠ - 28 ♠
- 29 ♠ - 29 ♠
- 30 ♠ - 30 ♠
- 31 ♠ - 31 ♠
- 32 ♠ - 32 ♠
- 33 ♠ - 33 ♠
- 34 ♠ - 34 ♠
- 35 ♠ - 35 ♠
- 36 ♠ - 36 ♠
- 37 ♠ - 37 ♠
- 38 ♠ - 38 ♠
- 39 ♠ - 39 ♠
- 40 ♠ - 40 ♠
- 41 ♠ - 41 ♠
- 42 ♠ - 42 ♠
- 43 ♠ - 43 ♠
- 44 ♠ - 44 ♠
- 45 ♠ - 45 ♠
- 46 ♠ - 46 ♠
- 47 ♠ - 47 ♠
- 48 ♠ - 48 ♠
- 49 ♠ - 49 ♠
- 50 ♠ - 50 ♠
- 51 ♠ - 51 ♠
- 52 ♠ - 52 ♠
- 53 ♠ - 53 ♠
- 54 ♠ - 54 ♠
- 55 ♠ - 55 ♠
- 56 ♠ - 56 ♠
- 57 ♠ - 57 ♠
- 58 ♠ - 58 ♠
- 59 ♠ - 59 ♠
- 60 ♠ - 60 ♠
- 61 ♠ - 61 ♠
- 62 ♠ - 62 ♠
- 63 ♠ - 63 ♠
- 64 ♠ - 64 ♠
- 65 ♠ - 65 ♠
- 66 ♠ - 66 ♠
- 67 ♠ - 67 ♠
- 68 ♠ - 68 ♠
- 69 ♠ - 69 ♠
- 70 ♠ - 70 ♠
- 71 ♠ - 71 ♠
- 72 ♠ - 72 ♠
- 73 ♠ - 73 ♠
- 74 ♠ - 74 ♠
- 75 ♠ - 75 ♠
- 76 ♠ - 76 ♠
- 77 ♠ - 77 ♠
- 78 ♠ - 78 ♠
- 79 ♠ - 79 ♠
- 80 ♠ - 80 ♠
- 81 ♠ - 81 ♠
- 82 ♠ - 82 ♠
- 83 ♠ - 83 ♠
- 84 ♠ - 84 ♠
- 85 ♠ - 85 ♠
- 86 ♠ - 86 ♠
- 87 ♠ - 87 ♠
- 88 ♠ - 88 ♠
- 89 ♠ - 89 ♠
- 90 ♠ - 90 ♠
- 91 ♠ - 91 ♠
- 92 ♠ - 92 ♠
- 93 ♠ - 93 ♠
- 94 ♠ - 94 ♠
- 95 ♠ - 95 ♠
- 96 ♠ - 96 ♠
- 97 ♠ - 97 ♠
- 98 ♠ - 98 ♠
- 99 ♠ - 99 ♠
- 100 ♠ - 100 ♠
- 101 ♠ - 101 ♠
- 102 ♠ - 102 ♠
- 103 ♠ - 103 ♠
- 104 ♠ - 104 ♠
- 105 ♠ - 105 ♠
- 106 ♠ - 106 ♠
- 107 ♠ - 107 ♠
- 108 ♠ - 108 ♠
- 109 ♠ - 109 ♠
- 110 ♠ - 110 ♠
- 111 ♠ - 111 ♠
- 112 ♠ - 112 ♠
- 113 ♠ - 113 ♠
- 114 ♠ - 114 ♠
- 115 ♠ - 115 ♠
- 116 ♠ - 116 ♠
- 117 ♠ - 117 ♠
- 118 ♠ - 118 ♠
- 119 ♠ - 119 ♠
- 120 ♠ - 120 ♠
- 121 ♠ - 121 ♠
- 122 ♠ - 122 ♠
- 123 ♠ - 123 ♠
- 124 ♠ - 124 ♠
- 125 ♠ - 125 ♠
- 126 ♠ - 126 ♠
- 127 ♠ - 127 ♠
- 128 ♠ - 128 ♠
- 129 ♠ - 129 ♠
- 130 ♠ - 130 ♠
- 131 ♠ - 131 ♠
- 132 ♠ - 132 ♠
- 133 ♠ - 133 ♠
- 134 ♠ - 134 ♠
- 135 ♠ - 135 ♠
- 136 ♠ - 136 ♠
- 137 ♠ - 137 ♠
- 138 ♠ - 138 ♠
- 139 ♠ - 139 ♠
- 140 ♠ - 140 ♠
- 141 ♠ - 141 ♠
- 142 ♠ - 142 ♠
- 143 ♠ - 143 ♠
- 144 ♠ - 144 ♠
- 145 ♠ - 145 ♠
- 146 ♠ - 146 ♠
- 147 ♠ - 147 ♠
- 148 ♠ - 148 ♠
- 149 ♠ - 149 ♠
- 150 ♠ - 150 ♠
- 151 ♠ - 151 ♠
- 152 ♠ - 152 ♠
- 153 ♠ - 153 ♠
- 154 ♠ - 154 ♠
- 155 ♠ - 155 ♠
- 156 ♠ - 156 ♠
- 157 ♠ - 157 ♠
- 158 ♠ - 158 ♠
- 159 ♠ - 159 ♠
- 160 ♠ - 160 ♠
- 161 ♠ - 161 ♠
- 162 ♠ - 162 ♠
- 163 ♠ - 163 ♠
- 164 ♠ - 164 ♠
- 165 ♠ - 165 ♠
- 166 ♠ - 166 ♠
- 167 ♠ - 167 ♠
- 168 ♠ - 168 ♠
- 169 ♠ - 169 ♠
- 170 ♠ - 170 ♠
- 171 ♠ - 171 ♠
- 172 ♠ - 172 ♠
- 173 ♠ - 173 ♠
- 174 ♠ - 174 ♠
- 175 ♠ - 175 ♠
- 176 ♠ - 176 ♠
- 177 ♠ - 177 ♠
- 178 ♠ - 178 ♠
- 179 ♠ - 179 ♠
- 180 ♠ - 180 ♠
- 181 ♠ - 181 ♠
- 182 ♠ - 182 ♠
- 183 ♠ - 183 ♠
- 184 ♠ - 184 ♠
- 185 ♠ - 185 ♠
- 186 ♠ - 186 ♠
- 187 ♠ - 187 ♠
- 188 ♠ - 188 ♠
- 189 ♠ - 189 ♠
- 190 ♠ - 190 ♠
- 191 ♠ - 191 ♠
- 192 ♠ - 192 ♠
- 193 ♠ - 193 ♠
- 194 ♠ - 194 ♠
- 195 ♠ - 195 ♠
- 196 ♠ - 196 ♠
- 197 ♠ - 197 ♠
- 198 ♠ - 198 ♠
- 199 ♠ - 199 ♠
- 200 ♠ - 200 ♠
- 201 ♠ - 201 ♠
- 202 ♠ - 202 ♠
- 203 ♠ - 203 ♠
- 204 ♠ - 204 ♠
- 205 ♠ - 205 ♠
- 206 ♠ - 206 ♠
- 207 ♠ - 207 ♠
- 208 ♠ - 208 ♠
- 209 ♠ - 209 ♠
- 210 ♠ - 210 ♠
- 211 ♠ - 211 ♠
- 212 ♠ - 212 ♠
- 213 ♠ - 213 ♠
- 214 ♠ - 214 ♠
- 215 ♠ - 215 ♠
- 216 ♠ - 216 ♠
- 217 ♠ - 217 ♠
- 218 ♠ - 218 ♠
- 219 ♠ - 219 ♠
- 220 ♠ - 220 ♠
- 221 ♠ - 221 ♠
- 222 ♠ - 222 ♠
- 223 ♠ - 223 ♠
- 224 ♠ - 224 ♠
- 225 ♠ - 225 ♠
- 226 ♠ - 226 ♠
- 227 ♠ - 227 ♠
- 228 ♠ - 228 ♠
- 229 ♠ - 229 ♠
- 230 ♠ - 230 ♠
- 231 ♠ - 231 ♠
- 232 ♠ - 232 ♠
- 233 ♠ - 233 ♠
- 234 ♠ - 234 ♠
- 235 ♠ - 235 ♠
- 236 ♠ - 236 ♠
- 237 ♠ - 237 ♠
- 238 ♠ - 238 ♠
- 239 ♠ - 239 ♠
- 240 ♠ - 240 ♠
- 241 ♠ - 241 ♠
- 242 ♠ - 242 ♠
- 243 ♠ - 243 ♠
- 244 ♠ - 244 ♠
- 245 ♠ - 245 ♠
- 246 ♠ - 246 ♠
- 247 ♠ - 247 ♠
- 248 ♠ - 248 ♠
- 249 ♠ - 249 ♠
- 250 ♠ - 250 ♠
- 251 ♠ - 251 ♠
- 252 ♠ - 252 ♠
- 253 ♠ - 253 ♠
- 254 ♠ - 254 ♠
- 255 ♠ - 255 ♠
- 256 ♠ - 256 ♠
- 257 ♠ - 257 ♠
- 258 ♠ - 258 ♠
- 259 ♠ - 259 ♠
- 260 ♠ - 260 ♠
- 261 ♠ - 261 ♠
- 262 ♠ - 262 ♠
- 263 ♠ - 263 ♠
- 264 ♠ - 264 ♠
- 265 ♠ - 265 ♠
- 266 ♠ - 266 ♠
- 267 ♠ - 267 ♠
- 268 ♠ - 268 ♠
- 269 ♠ - 269 ♠
- 270 ♠ - 270 ♠
- 271 ♠ - 271 ♠
- 272 ♠ - 272 ♠
- 273 ♠ - 273 ♠
- 274 ♠ - 274 ♠
- 275 ♠ - 275 ♠
- 276 ♠ - 276 ♠
- 277 ♠ - 277 ♠
- 278 ♠ - 278 ♠
- 279 ♠ - 279 ♠
- 280 ♠ - 280 ♠
- 281 ♠ - 281 ♠
- 282 ♠ - 282 ♠
- 283 ♠ - 283 ♠
- 284 ♠ - 284 ♠
- 285 ♠ - 285 ♠
- 286 ♠ - 286 ♠
- 287 ♠ - 287 ♠
- 288 ♠ - 288 ♠
- 289 ♠ - 289 ♠
- 290 ♠ - 290 ♠
- 291 ♠ - 291 ♠
- 292 ♠ - 292 ♠
- 293 ♠ - 293 ♠
- 294 ♠ - 294 ♠
- 295 ♠ - 295 ♠
- 296 ♠ - 296 ♠
- 297 ♠ - 297 ♠
- 298 ♠ - 298 ♠
- 299 ♠ - 299 ♠
- 300 ♠ - 300 ♠
- 301 ♠ - 301 ♠
- 302 ♠ - 302 ♠
- 303 ♠ - 303 ♠
- 304 ♠ - 304 ♠
- 305 ♠ - 305 ♠
- 306 ♠ - 306 ♠
- 307 ♠ - 307 ♠
- 308 ♠ - 308 ♠
- 309 ♠ - 309 ♠
- 310 ♠ - 310 ♠
- 311 ♠ - 311 ♠
- 312 ♠ - 312 ♠
- 313 ♠ - 313 ♠
- 314 ♠ - 314 ♠
- 315 ♠ - 315 ♠
- 316 ♠ - 316 ♠
- 317 ♠ - 317 ♠
- 318 ♠ - 318 ♠
- 319 ♠ - 319 ♠
- 320 ♠ - 320 ♠
- 321 ♠ - 321 ♠
- 322 ♠ - 322 ♠
- 323 ♠ - 323 ♠
- 324 ♠ - 324 ♠
- 325 ♠ - 325 ♠
- 326 ♠ - 326 ♠
- 327 ♠ - 327 ♠
- 328 ♠ - 328 ♠
- 329 ♠ - 329 ♠
- 330 ♠ - 330 ♠
- 331 ♠ - 331 ♠
- 332 ♠ - 332 ♠
- 333 ♠ - 333 ♠
- 334 ♠ - 334 ♠
- 335 ♠ - 335 ♠
- 336 ♠ - 336 ♠
- 337 ♠ - 337 ♠
- 338 ♠ - 338 ♠
- 339 ♠ - 339 ♠
- 340 ♠ - 340 ♠
- 341 ♠ - 341 ♠
- 342 ♠ - 342 ♠
- 343 ♠ - 343 ♠
- 344 ♠ - 344 ♠
- 345 ♠ - 345 ♠
- 346 ♠ - 346 ♠
- 347 ♠ - 347 ♠
- 348 ♠ - 348 ♠
- 349 ♠ - 349 ♠
- 350 ♠ - 350 ♠
- 351 ♠ - 351 ♠
- 352 ♠ - 352 ♠
- 353 ♠ - 353 ♠
- 354 ♠ - 354 ♠
- 355 ♠ - 355 ♠
- 356 ♠ - 356 ♠
- 357 ♠ - 357 ♠
- 358 ♠ - 358 ♠
- 359 ♠ - 359 ♠
- 360 ♠ - 360 ♠
- 361 ♠ - 361 ♠
- 362 ♠ - 362 ♠
- 363 ♠ - 363 ♠
- 364 ♠ - 364 ♠
- 365 ♠ - 365 ♠
- 366 ♠ - 366 ♠
- 367 ♠ - 367 ♠
- 368 ♠ - 368 ♠
- 369 ♠ - 369 ♠
- 370 ♠ - 370 ♠
- 371 ♠ - 371 ♠
- 372 ♠ - 372 ♠
- 373 ♠ - 373 ♠
- 374 ♠ - 374 ♠
- 375 ♠ - 375 ♠
- 376 ♠ - 376 ♠
- 377 ♠ - 377 ♠
- 378 ♠ - 378 ♠
- 379 ♠ - 379 ♠
- 380 ♠ - 380 ♠
- 381 ♠ - 381 ♠
- 382 ♠ - 382 ♠
- 383 ♠ - 383 ♠
- 384 ♠ - 384 ♠
- 385 ♠ - 385 ♠
- 386 ♠ - 386 ♠
- 387 ♠ - 387 ♠
- 388 ♠ - 388 ♠
- 389 ♠ - 389 ♠
- 390 ♠ - 390 ♠
- 391 ♠ - 391 ♠
- 392 ♠ - 392 ♠
- 393 ♠ - 393 ♠
- 394 ♠ - 394 ♠
- 395 ♠ - 395 ♠
- 396 ♠ - 396 ♠
- 397 ♠ - 397 ♠
- 398 ♠ - 398 ♠
- 399 ♠ - 399 ♠
- 400 ♠ - 400 ♠
- 401 ♠ - 401 ♠
- 402 ♠ - 402 ♠
- 403 ♠ - 403 ♠
- 404 ♠ - 404 ♠
- 405 ♠ - 405 ♠
- 406 ♠ - 406 ♠
- 407 ♠ - 407 ♠
- 408 ♠ - 408 ♠
- 409 ♠ - 409 ♠
- 410 ♠ - 410 ♠
- 411 ♠ - 411 ♠
- 412 ♠ - 412 ♠
- 413 ♠ - 413 ♠
- 414 ♠ - 414 ♠
- 415 ♠ - 415 ♠
- 416 ♠ - 416 ♠
- 417 ♠ - 417 ♠
- 418 ♠ - 418 ♠
- 419 ♠ - 419 ♠
- 420 ♠ - 420 ♠
- 421 ♠ - 421 ♠
- 422 ♠ - 422 ♠
- 423 ♠ - 423 ♠
- 424 ♠ - 424 ♠
- 425 ♠ - 425 ♠
- 426 ♠ - 426 ♠
- 427 ♠ - 427 ♠
- 428 ♠ - 428 ♠
- 429 ♠ - 429 ♠
- 430 ♠ - 430 ♠
- 431 ♠ - 431 ♠
- 432 ♠ - 432 ♠
- 433 ♠ - 433 ♠
- 434 ♠ - 434 ♠
- 435 ♠ - 435 ♠
- 436 ♠ - 436 ♠
- 437 ♠ - 437 ♠
- 438 ♠ - 438 ♠
- 439 ♠ - 439 ♠
- 440 ♠ - 440 ♠
- 441 ♠ - 441 ♠
- 442 ♠ - 442 ♠
- 443 ♠ - 443 ♠
- 444 ♠ - 444 ♠
- 445 ♠ - 445 ♠
- 446 ♠ - 446 ♠
- 447 ♠ - 447 ♠
- 448 ♠ - 448 ♠
- 449 ♠ - 449 ♠
- 450 ♠ - 450 ♠
- 451 ♠ - 451 ♠
- 452 ♠ - 452 ♠
- 453 ♠ - 453 ♠
- 454 ♠ - 454 ♠
- 455 ♠ - 455 ♠
- 456 ♠ - 456 ♠
- 457 ♠ - 457 ♠
- 458 ♠ - 458 ♠
- 459 ♠ - 459 ♠
- 460 ♠ - 460 ♠
- 461 ♠ - 461 ♠
- 462 ♠ - 462 ♠
- 463 ♠ - 463 ♠
- 464 ♠ - 464 ♠
- 465 ♠ - 465 ♠
- 466 ♠ - 466 ♠
- 467 ♠ - 467 ♠
- 468 ♠ - 468 ♠
- 469 ♠ - 469 ♠
- 470 ♠ - 470 ♠
- 471 ♠ - 471 ♠
- 472 ♠ - 472 ♠
- 473 ♠ - 473 ♠
- 474 ♠ - 474 ♠
- 475 ♠ - 475 ♠
- 476 ♠ - 476 ♠
- 477 ♠ - 477 ♠
- 478 ♠ - 478 ♠
- 479 ♠ - 479 ♠
- 480 ♠ - 480 ♠
- 481 ♠ - 481 ♠
- 482 ♠ - 482 ♠
- 483 ♠ - 483 ♠
- 484 ♠ - 484 ♠
- 485 ♠ - 485 ♠
- 486 ♠ - 486 ♠
- 487 ♠ - 487 ♠
- 488 ♠ - 488 ♠
- 489 ♠ - 489 ♠
- 490 ♠ - 490 ♠
- 491 ♠ - 491 ♠
- 492 ♠ - 492 ♠
- 493 ♠ - 493 ♠
- 494 ♠ - 494 ♠
- 495 ♠ - 495 ♠
- 496 ♠ - 496 ♠
- 497 ♠ - 497 ♠
- 498 ♠ - 498 ♠
- 499 ♠ - 499 ♠
- 500 ♠ - 500 ♠
- 501 ♠ - 501 ♠
- 502 ♠ - 502 ♠
- 503 ♠ - 503 ♠
- 504 ♠ - 504 ♠
- 505 ♠ - 505 ♠
- 506 ♠ - 506 ♠
- 507 ♠ - 507 ♠
- 508 ♠ - 508 ♠
- 509 ♠ - 509 ♠
- 510 ♠ - 510 ♠
- 511 ♠ - 511 ♠
- 512 ♠ - 512 ♠
- 513 ♠ - 513 ♠
- 514 ♠ - 514 ♠
- 515 ♠ - 515 ♠
- 516 ♠ - 516 ♠
- 517 ♠ - 517 ♠
- 518 ♠ - 518 ♠
- 519 ♠ - 519 ♠
- 520 ♠ - 520 ♠
- 521 ♠ - 521 ♠
- 522 ♠ - 522 ♠
- 523 ♠ - 523 ♠
- 524 ♠ - 524 ♠
- 525 ♠ - 525 ♠
- 526 ♠ - 526 ♠
- 527 ♠ - 527 ♠
- 528 ♠ - 528 ♠
- 529 ♠ - 529 ♠
- 530 ♠ - 530 ♠
- 531

Embrouilles chez Bacchus

Sur le front des prix.

TOUTJOURS en vin, comme disent les chevaliers du Tastevin ! En tout cas, ce n'est pas en vain que les gens raisonnables s'élèvent contre l'embrouille des prix. Et M. Jean-Paul Jauffret, président du CIVB (Comité interprofessionnel des vins de Bordeaux), vient de mettre ses mandats en alerte. Devant la médiocre récolte en AOC, notamment en Libournais (saint-émilion, pomerol et fronsac (1)), M. Jauffret réclame une mesure d'urgence de quelques années et consistant à verser une prime aux vendeurs ne dépassant pas les prix optimaux fixés par le CIVB. Bravo !

Las ! Il n'est pas qu'en Aquitaine que la récolte a été médiocre. Celle du Vantoux, par exemple, l'est plus encore. Il est vrai que l'autorisation toute fraîche de chaptaliser compensait le faible degré de la vendange. Cela au moment où la CEE envisage de supprimer le droit à la chaptalisation à partir de saccharose (en maintenant toutefois l'enrichissement à l'aide de moûts concentrés).

Mais trop d'intérêts sont en jeu pour que celui du consommateur (sans compter la lutte contre l'alcoolisme) soit envisagé. On « a » de plus en plus, hélas ! L'égale-ment. Et ce n'est pas ce projet de loi adopté par l'Assemblée nationale assoupissant les procédures de délimitation des vignobles d'appellation d'origine qui arrangera les choses, à mon avis.

Plus les petits vins, charmants et agréables dans le vin de leur « nature » (mais fragiles, hélas ! et difficiles à stocker pour le négociant), se bousillent du fait de l'édification après avoir été « arrangés », plus ils sont de prix abusifs aux cartes des restaurants.

C'est l'objet d'innombrables lettres de lecteurs que ces prix exorbitants. Mais peut-être faut-il nuancer le jugement. La « culture » d'autrefois est aujourd'hui, souvent, une multiplication par 2 et demi, 3, voire plus encore, du prix d'achat. Les charges les plus grandes, lorsque la classe du service, le cristal de la verrerie, l'attention du sommelier, la décoration en algues, sont plus ou moins qu'il se paie. Autrement dit, logiquement, cela était compris dans le prix du couvert, variable selon la classe de l'établissement. La stupide suppression du couvert (par un arrêté de janvier 1985 signé Giscard) a autorisé le dernier bistrotier à prendre sur une bouteille le même bénéfice qu'un Vintat au Taillevent, qu'un René Lasserre. Bénéfice qui, en fait, chez ces derniers, se traduit par une perte si on tient compte de ces prestations coûteuses qu'il s'agit de la perte.

Mais, surtout, la bouteille se vend en fonction du prix d'achat. Le jeune restaurateur qui d'installe et vend ses vins paiera aujourd'hui les vieux millésimes (s'il en trouve) dix fois plus cher qu'il n'en aurait coûté en primeur. Et si vous multipliez ces dix fois par 3, par 5, calculez la différence de prix sur carte !

Mais même les grandes maisons installées sont tributaires de ce prix de réassortiment. C'est pourquoi le consommateur qui approfondit pas s'étonne de trouver au Chateau d'Artigny un haut-brion 1975 vendu 480 F alors qu'il l'a trouvé dans des maisons de même ordre, à Paris où en province, de 580 à 850 F. Il en conclut qu'Artigny pratique des prix plus doux. Mais sur les mêmes cartes et dans le même

milieu on trouve un montrose à 555 F (Artigny), et à 210 F ailleurs. Mâment, le prix d'un meursault Charnes 1979 de chez Prieur est à 180 F ici, à 230 F ailleurs, tandis que, de tel autre vin, ici la 1934 est plus cher (1 035 F) que la 1937 (1 005 F), alors qu'ailleurs les mêmes bouteilles sont respectivement cotées 2 200 et 2 400 F, la 1937 plus cher que la 1934. Où, le client — et l'étranger plus encore sans doute — s'y perd. Sans que ces « bavures » soient la faute du consommateur.

Et c'est surtout dans les petites maisons que le prix des vins paraît souvent injustifié. Et je ne parle pas des « wine-bars » où l'on ose compter 30, 50, 80 F et même plus un verre de vin. A 12 cl, cela fait la bouteille au prix de l'or ! Si ces différences peuvent s'expliquer — et se pardonner — par les grandes, parce qu'il s'agit de la fameuse « fillette » (pas de prix !), elles paraissent scandaleuses lorsqu'il s'agit de crûs ordinaires, de notre vin quotidien.

La récolte : les vendanges ont commencé plus tôt en Champagne, début octobre, et s'annoncent bien. Le CIVC a fixé le prix du kilo de raisin à 18,07 F contre 16,53 l'an dernier, ce qui promet des augmentations. Les ventes de 1984, aussi bien, devraient atteindre 188 millions de bouteilles. Le record de 1978, 186 millions, serait dépassé. C'est bien entendu sur le marché des Etats-Unis que la progression des ventes se fait surtout sentir. Et c'est l'occasion pour les marques de multiplier les cuvées spéciales, les bouteilles originales (tel l'affreux obus signé Vasevsky, par exemple). Perrier-Jouët en présente deux : Blason de France et Blason de France rosé ; Ayala lance

LE MODULE
MONTMARTRE
Le plateau de fruits de mer,
dishes spéciales, amuse-bouches, plats
méditerranéens, japonais, chinois, vietnamien,
thailandais, indonésien, malaisien, philippin,
indien, africain, asiatique, etc.

106 BOULEVARD DU MONTMARTRE, MÉTRO VAVIN, TÉL. 326 54 33.
TOUS LES JOURS, SERVICE PERMANENT DE MIDI À 3 HEURES DU MATIN.

l'Alsace à Paris
9, place St-André-des-Arts, 6^e
328-89-36 - Ouvert T.L.J.

DEJEUNERS, DINERS
SOUPERS
Brillades - Chateaubriots
Poissons - Coquillages
Terrasse plein air
Salons 15, 20, 30, 60 pers.

le bar à huîtres
Poissons et coquillages
L'après-midi
dégustation de fruits de mer
VENTE A EMPORTER
712, bd du Montparnasse 144 - 220.71.01
Tous les jours de midi jusqu'à 2h du matin
Terrasse possibilité de parking

LE GRAND CHINOIS
8, Av. de New York 18^e
323 98 21 - Fermé lundi

"LE MEILLEUR CHINOIS DE PARIS"
AIR-CLIQUE - ATLAS
Café de St-Germain et Montparnasse

CHARLOT
ROI DES COQUILLAGES
33, PLACE Clichy PARIS 9^e - 374.82.84
Ouvert jusqu'à 2h du matin

les gourmets font la différence
GLACES - SORBETS
Dégustation - A emporter
RAIMO GLACIER
de père en fils
59/61 Bd de Reuilly 75012 PARIS
Tél. 343.70.17
Mo. DAUMESNIL (Faites Eclat)

LE BAYERN
La grande brasserie Bavaroise de Paris
avec terrasse, bar, discothèque, etc.
Salon de 10 à 150 couverts
Place du Châtelet
N° 10 - 233 48 44

LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la mer
Vieux de Honfleur et de Lorient
11 bis, place Clichy, Paris 9^e
Reception: 374.44.78

CHEZ HANSI
La grande brasserie d'Alsace
1, place de St-Jean 104, Paris 6^e
Face à la Tour Montparnasse
Reception: 348.96.42

Il y a des femmes qui vous servent à dîner jusqu'à 3 heures du matin.
Huîtres, fruits de mer, coquillages toute l'année, choucroutes de la case, choucroutes paysannes.

LE BAYERN
La grande brasserie Bavaroise de Paris
avec terrasse, bar, discothèque, etc.
Salon de 10 à 150 couverts
Place du Châtelet
N° 10 - 233 48 44

LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la mer
Vieux de Honfleur et de Lorient
11 bis, place Clichy, Paris 9^e
Reception: 374.44.78

CHEZ HANSI
La grande brasserie d'Alsace
1, place de St-Jean 104, Paris 6^e
Face à la Tour Montparnasse
Reception: 348.96.42

Les Tables de la Semaine

Abélard
Patrick Chantoiseau est un jeune cuisinier averti, semble-t-il, traitant ce qui vient de la mer. Pour être précis, il nous arrive des Charentes (mais alors on regrettera de ne pas trouver à sa carte des spécialités du pays). En tout cas, malgré l'enseigne, sa cuisine ne manque de rien, à commencer par son foie gras de canard, frais venu des Landes et, la truffe méritant d'être croquée seule, accompagnée ici par des chips. Oui, ce foie gras aux chips est excellent et le verre de sauternes proposé en accompagnement, bienvenu.

Poissons donc et coquillages (souplesse de moules et coques au safran — chaudrées des pêcheurs — filet de barbeau au vinaigre de cidre — goujonnette de sandre à la moelle et fumet de seiche, etc.) entre 88 et 82 F. Et, dans les viandes, un pigeonneau de Bresse farci aux reinettes confites, un cœur de filet en version aux poires et marrons et l'inévitable magret (également de 89 à 79 F).

Ici, l'on me permettra une parenthèse pour signaler le vœu de l'Académie de la viande d'une appellation « magret » ne pouvant désigner que le magret de volailles gaves selon les normes pour la production du foie gras et non l'importation quelle qu'elle soit d'un canard de basse-cour. Si un décret consacrait la chose, combien de magrets disparaîtraient des cartes abusives ?

Revenons à notre Abélard pour dire qu'Hélène se serait régalée de la grande assiette de goulash (40 F) et des autres desserts. Cave honnête.

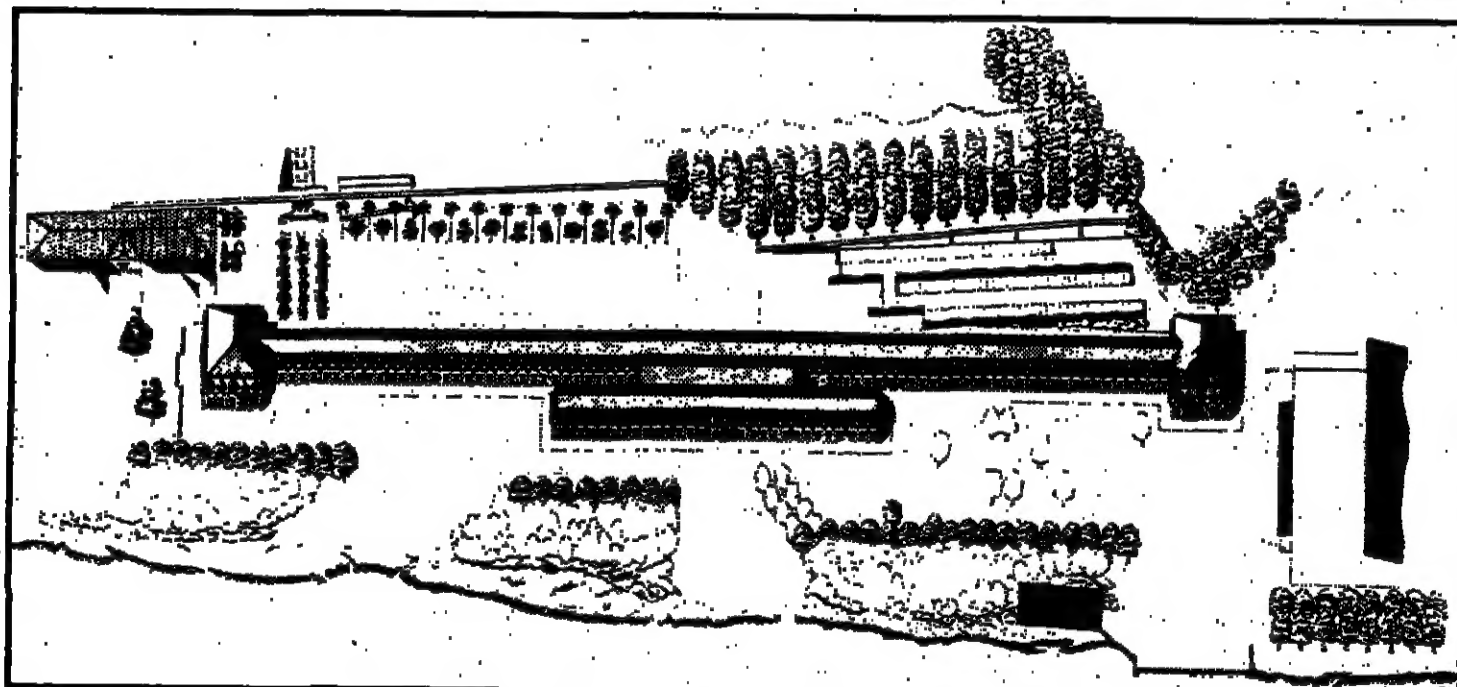
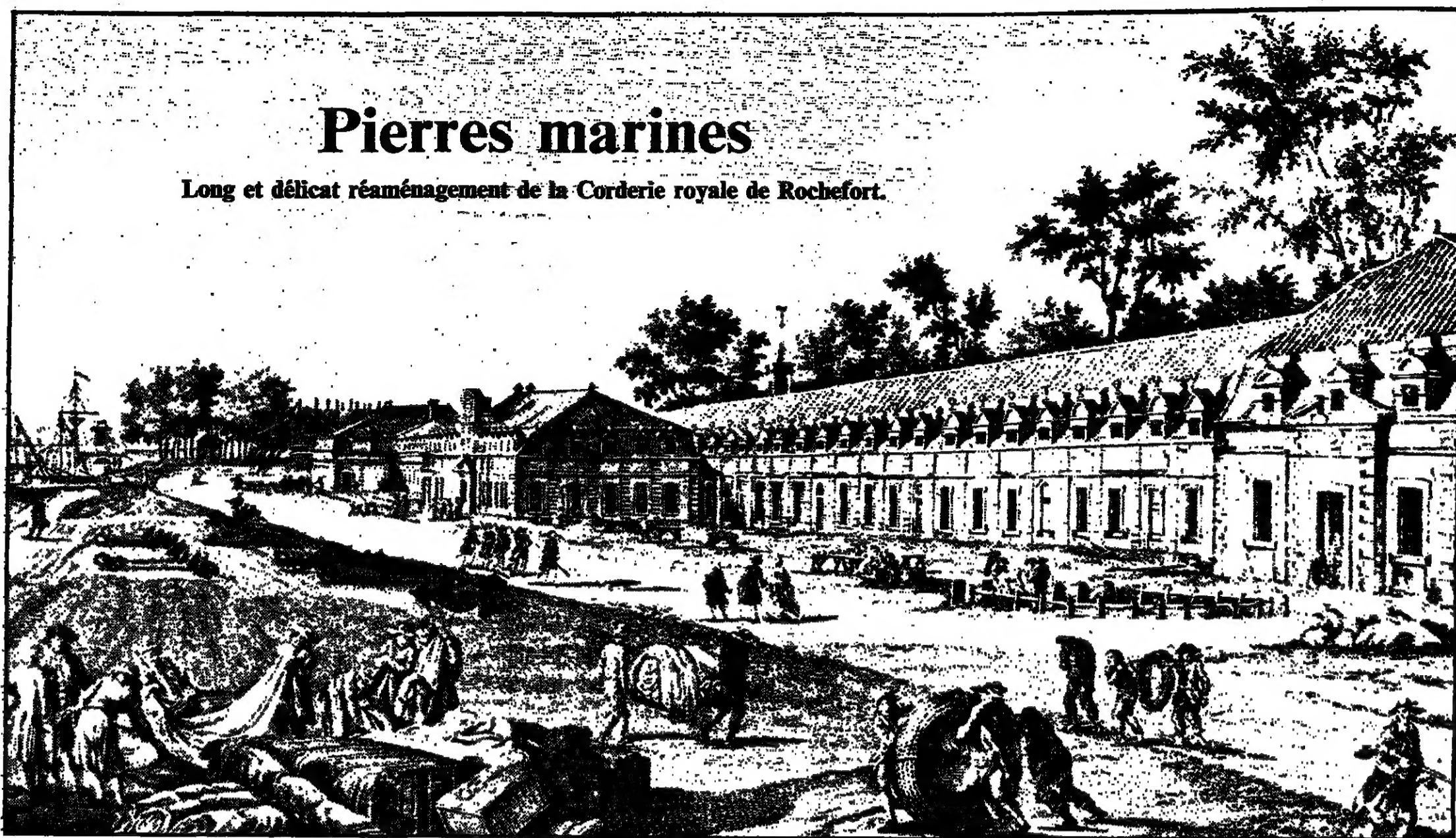
L'Ambroisie
Restons dans le quartier pour retrouver l'Ambroisie et la cuisine de Bernard Pacaud, ancien, comme l'on sait, du Vivier. C'est tout petit (trop), un peu froid de décor, mais la carte et ses propositions réchauffent le cœur en passant par l'appétit. De la crème d'écrevisses parties rouges au fond d'archaïch au foie gras, du homard breton rôti aux herbes au suprême de bar aux courgettes et beurre de poivre, de la friture de ris de veau aux cèpes et au cèleri à la queue de bœuf en crêpe braisée. J'en passe et la souriante Danielle Pacaud vous parlera des plats hors

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

<p>BAC-MONTELEMBERT</p> <p>TAN DINH 60, rue de Valenciennes, 7^e Fabuleux carte de vins 600 grands crus Tél. : 544.04.04 F. dim. Service jusqu'à 23 h 15.</p> <p>BATIGNOLLES - ROME</p> <p>EL PICADOR, 80, bd des Batignolles, 387-28-87. Espagnoles et françaises. Pasta, Zucchini, local, F. local, mardi.</p> <p>CHAMPS-ELYSES</p> <p>ORPHEE, 8, rue d'Artois, 256-31-39. F. sam. midi, dim. Spécialités de poissons.</p> <p>RELAIS BELLMAN, 37, r. Franc-1^{er}, 723-54-42. Juss. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.</p> <p>INDRA, 10, rue Cdt-Rivière F. sam. midi et dim. 359-46-40 Spécialités indiennes.</p> <p>CHEZ DIEP, 22, rue de Poitiers, 256-23-96 Nouvelle spécialité indienne dans le quartier. Gastronomie chinoise, vietnamienne. F. sam. midi.</p> <p>Avenue des Champs-Élysées N° 142, COPENHAGUE, 1^{er} étage FLORA DANICA, sur son agréable jardin. ELY. 20-41.</p> <p>ETOILE</p> <p>L'ÉTOILE MAROCAINE, 720-54-45, 56, rue Gaillie. Couscous, tajines, pastilla, brochettes au feu bois. Cadre raffiné de haute tradition maroc. PMR 180 F.</p>	<p>FALGUEIRE</p> <p>L'ŒIL CENDRÉ, 51, rue Lafayette, 15, 531-91-91. F. dim. Jusq. 23h. F. dim. 23h.</p> <p>FAUBOURG-MONTMARTRE</p> <p>N° 12, rue du Faubourg-Montmartre AUBERGE DE RIQUET, 770-62-39. Spéc. ALSACIENNES.</p> <p>GARE DE L'EST - GARE DU NORD</p> <p>NICOLAS, 12, rue de la Fidélité, 246-84-74. Menu 130 F. selon marché. CART. F. local soir et samedi, ouvert dimanche.</p> <p>GARE DE LYON</p> <p>LES CAPADES EN TOURAINE, 24, r. Touraine, 343-14-86. Spéc. F. sam. et dim.</p> <p>GODELINS</p> <p>ENTOTO, 59-06-51. F. dim. 142, r. Cdt-Rivière, 15^e Spécialités éthiopiennes.</p> <p>GRANDS BOULEVARDS</p> <p>LE LOUIS XIV, 8, bd St-Denis (10^e), 208-56-56. Dg. dîners soupers après minuit. Huîtres, crudités, glaces. Parking privé. Ouvert le dimanche.</p> <p>LES HALLES</p> <p>CAVEAU-VILLON, 64, r. Arbre-Sec, 236-10-92. Ses caves du XV^e. F. dim. P.M.R. 150 F.</p> <p>L'ARJOUX, 1, pl. St-Opportune, 1^{er}, 233-45-85. Cuis. méditerranéenne. Dîners. Vm. Sam.</p> <p>LE NICOLAS FLAMEN, « hâti » en 1407. F. dim. 51, rue de Montmorency, 3. 272-07-11.</p>	<p>INVALIDES</p> <p>C'est votre fête aujourd'hui, Madame, on vous, Monsieur ? Valable toute l'année, FRANÇOISE vous offre gratuitement, pour commémorer votre repas, son foie gras frais. Menu à 90 F. s.m.c. Parking privé : entrée face au n° 2, rue Faber. Tél. : 705-49-03. F. dimanche soir, lundi.</p> <p>MONTMARTRE - ST-GERMAIN</p> <p>LE VILLAS PALACE M. Tailleux proposera ses spécialités : POISSONS, COQUILLAGES, haché d'HUITRES, 3 salades. Plaisance t. l. ex. Élegance, à r. Descentes. Ouv. T.L.J. : 326-39-08 et 75-50. Ouvert le dimanche.</p> <p>MONTMARTRE</p> <p>LE MODULE et sa belle terrasse 106, bd du Montparnasse. Tél. 354-98-64. Fruits de mer, grillades, cuisine du Chef. T.L.J. : de midi à 3 h du matin. Air conditionné. Petite prix.</p> <p>NOTRE-DAME</p> <p>CHEZ TOUTOUNE, 5, rue de Poitiers, 9^e 326-56-81 F. dim. et lundi. Cuisine bonne légèreté.</p> <p>AUBERGE DES DEUX SIGNES, 46, rue Calende, 9^e. F. dim. 325-46-56. 0046. Menu à dîner seulement : 170 F. T.C. Parking Legrand.</p> <p>OPERA</p> <p>VISHNOU, 21, rue Danton 291-56-54 F. dim. et lundi midi. Spéc. indienne.</p>	<p>PALAIS-ROYAL</p> <p>LE PULLMAN, 8, rue de Valenciennes, 1^{er}, 260-99-59. Menu 100 F. Carte (casseroles poires). F. dim.</p> <p>PLACE Clichy</p> <p>KISMET, 17, rue Darcet, 387-43-35 Spéc. indo-pakistanaise. Déjeuner, dîner.</p> <p>PLACE PEREIRE</p> <p>N° 9 DRESSURER, maître d'hôtel. Jusq. à 1 h du matin, 227-82-14. T.L.J. HUITRES-CRUSTACÉS-POISSONS.</p> <p>LE SAINT-SIMON, 116, bd Poisson 380-83-08 F. dim. Spéc. spécialités de poissons. Menu à 110 F. s.m.c.</p> <p>PLACE DU TERTRE</p> <p>N° 15 LA CRÉMAILLÈRE 1908, 111, 606-58-59, jardin, spéc. FRUITS DE MER.</p> <p>PORTE MAILLOT</p> <p>TIMEAD, 21, rue Brunel-17^e F. dim. 574-23-70/23-96. Spéc. du Maroc.</p> <p>CHEZ GEORGES, 273, bd Poisson, 574-31-08 Maison cinquante ans, l'on vous reçoit jusqu'à 23 h 30. Ses plats cuisinés à l'ancienne, tranchés et servis devant vous. Gigot, train de côtes et vins de propriétaire. Ouvert tous les jours, même le samedi.</p>	<p>REPUBLIQUE - BASTILLE</p> <p>LE REPAIR DE CARTOUCHE 700-25-86 - 8, bd Filles-du-Calvaire, 11^e. F. sam. dim.</p> <p>REUILLY-DIDEROT</p> <p>LE MACOURA, 94, bd Diderot, 346-80-07. F. sam. Cuis. méditerranéenne. Amb. musicale.</p> <p>ATHANOR, 344-49-15. 4, r. Cassini, 13^e. 19 h à 24 h tout dim., lundi. Pois. rivière. Châcra : mus. baroque.</p> <p>SAINT-AUGUSTIN</p> <p>LE SARLADAIS, 2, rue de Vienne, 522-23-62. Cassinot 72 F. Confit 72 F.</p> <p>SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS</p> <p>LA FOUX, 2, rue Clément (6^e). F. dim. 325-77-66. Alex. aux fourneaux.</p> <p>LE SYBARITE 6, rue du Sabot, 6^e - 222-21-56.</p> <p>GUY RESTAURANT RENOVÉ et NOUVELLES SPÉCIALITÉS : civet de porc, frigidité de langouste, saumon meringé 6, rue Mabillon, 6^e, 354-47-61.</p> <p>RAFFATIN ET HONORINE, 16, bd St-Germain, 354-22-21. F. D., L. midi.</p>	<p>PETITE CHAISE, 36, rue de Grenelle, 222-13-35. Menu 76 F. Ouvert L. J.</p> <p>ST-GERMAIN - ST-MICHEL</p> <p>DODIN BOUFFANT, 325-25-14 F. sam., dim. Place Maubert-Mutualité J. 0 h 15.</p> <p>ALSACE A PARIS, 326-89-36 T.L.J. 9, pl. St-André-des-Arts, 6^e. SALONS. CHOUKROUTE, grillades, POISSONS. Dégustation d'huîtres et coquillages.</p> <p>MARCHE SAINT-HONORE</p> <p>LA SARDAGNA, 23, pl. Marché- St-Honoré, 1^{er}, 260-54-69 et 48-94. Sol- rte piano. Vend., nam.</p> <p>Environs de Paris</p> <p>BOIS DE BOULOGNE</p> <p>VIEUX GALION, 4^e et 5^e, 506-26-10. • Une table raffinée à bord d'un navire du XIX^e siècle • Réceptions • Cock- tails • Séminaires • Présentations. Parking.</p> <p>MELUN</p> <p>LA MARE AU DIABLE, 063-17-17. Parc (17 ha). Plessis-Picard, R.N. 6, direction Melun.</p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Pierres marines

Long et délicat réaménagement de la Corderie royale de Rochefort.



Longue de 374 mètres, la façade de la Corderie sur la Charente était précédée autrefois d'une vaste esplanade (ci-dessus). Les jardins qui vont être aménagés préserveront des vues sur un édifice que Louis XIV avait voulu « le plus grand et le plus beau qu'il y ait au monde ». Lauréat du concours organisé par la ville de Rochefort, l'équipe du paysagiste Bernard Lassus a proposé de réaménager, dans un « jardin des retours », arbres et fleurs rapportés en France par l'intendant Michel Bégon, puis par son petit-fils, Roland-Michel de la Galissonnière : magnolias, tulipier de Virginie, cyprès chauve de Floride... et de construire des serres pour quatre cents variétés de bégonias (ci-contre).

Le bâtiment à deux niveaux, percé de fenêtres régulièrement espacées, est tout simple. Certes, il est harmonieux. Mais la Corderie royale de Rochefort n'aurait rien de très particulier si elle n'était longue de 374 mètres. Pour apprécier cette longueur extraordinaire, il faut voir la façade arrière : à part les saillies des deux pavillons situés à chaque extrémité du bâtiment, celui-ci est, en effet, absolument rectiligne, alors que la façade avant — celle qui longe la Charente — construite en matériau plus beau et ornée de lucarnes plus ouvragées, est flanquée, en son milieu, d'une sorte d'« annexe » longue « seulement » d'une centaine de mètres qui coupe la silhouette incroyablement longue de la Corderie royale. En outre, la restauration de la façade arrière est achevée, alors que celle de la façade avant et celle de l'« annexe » n'est pas terminée.

« Le désir de Sa Majesté est qu'on fasse de l'établissement de Rochefort le plus grand et le plus beau qu'il y ait dans le monde. » Rapportée par Colbert, la volonté de Louis XIV a été respectée... au moins dans la Corderie royale, premier bâtiment de l'établissement de Rochefort à avoir été construit (de 1666 à 1670) et mis en service.

Siôt sa prise de pouvoir effective (1661), Louis XIV, secondé par Colbert, veut doter la France d'une marine puissante. Il faut donc créer un arsenal capable de construire les navires et de fabriquer les équipements. En outre, une flotte

de soixante bateaux doit pouvoir y trouver refuge.

En 1664, Colbert ordonne l'exploration systématique des côtes, de Dunkerque à Bayonne, pour découvrir le site idéal. Après bien des discussions, le site de Rochefort est choisi : il est quasiment inhabité, ce qui facilite la construction d'une ville neuve ; il est sur la Charente à 21 kilomètres de la mer par le fleuve (à 10 kilomètres à vol d'oiseau), ce qui rend les attaques éventuelles par mer très difficiles... mais le rend inaccessible à marée basse.

Colbert, aidé par son cousin l'intendant Colbert de Terron, l'architecte Blondel, l'ingénieur militaire le chevalier de Clerville, dessine les plans de l'arsenal. Il prévoit tout, l'emplacement, les dimensions, la destination de chaque bâtiment.

Mais « l'on a forcé la nature », c'est-à-dire que l'on n'a pas pris en compte le sol marécageux du site et implanter de grands bâtiments sur ce sol mou et gorgé d'eau pose d'énormes problèmes techniques dont la solution coûte extrêmement cher.

Les sondages préalables n'ont pas trouvé de sol ferme. La Corderie royale repose donc sur une plate-forme de mardiers de bois supportée par un quadrillage de poutres de chêne (14 000 mètres cubes de bois en tout) et les murs ont été montés tous à la fois de façon à ne pas surcharger temporairement une partie de la plate-forme plus qu'une autre. Malgré toutes ces précautions, la

Corderie ondule — on lui a ajouté des contreforts sur la façade arrière une dizaine d'années après sa construction — et elle a coûté tellement cher que les autres bâtiments de l'arsenal seront moins luxueux.

En ces temps de marine à voile, les cordages étaient une part capitale du grément : pour un bateau de 1 000 tonnes, il fallait 49 tonnes (1) de cordages de longueurs et de diamètres divers, auxquelles s'ajoutaient 49 autres tonnes de « double » stockées au port d'attache et environ 5 tonnes de « rechange » embarquées sur le navire.

Les cordages étaient faits en chanvre à l'aide de machines simples mues à la main. Après le rouissage, les fibres étaient filées en brins dont plusieurs, tordus ensemble, donnaient le fil de carot. Trois ou plus de ces fils « commis » ensemble permettaient d'obtenir des torons, qui, eux-mêmes « commis » les uns avec les au-

tres, donnaient, selon leur nombre, des aussières, des grelins, des câbles, etc., du diamètre voulu. Vingt-deux pouces (près de 60 centimètres) de diamètre étaient le maximum fixé par Colbert : au-delà, la manœuvre était trop difficile.

Certains cordages étaient longs de 220 mètres, d'où la nécessité de disposer d'un bâtiment très long où ils et torons étaient tortillés les uns avec les autres sans être jamais enroulés avant leur finition. Le goudronnage, précédé d'un étuvage, était fait dans l'« annexe » de la façade avant de la Corderie.

Il fallait aussi des voiles (de chanvre) : 2 500 mètres carrés (plus autant de « double ») pour un navire de 1 000 tonnes. La voilerie était installée dans le pavillon de l'extrémité sud du bâtiment.

L'invention du câble-chaîne d'acier au dix-neuvième siècle, puis la disparition progressive

de la marine de guerre à voiles entraîneront, au cours du XIX^e siècle, le déclin de l'activité de la Corderie de Rochefort. Et, en 1924, l'arsenal, trop éloigné de la mer, était fermé. Ce qui n'empêcha pas les Allemands d'incendier la Corderie royale en 1944.

En 1964, grâce à l'amiral Maurice Dupont, commandant l'arrondissement maritime, la marine nationale débroussaillait les ruines de la Corderie royale et démolit les constructions parasites qui ont peu à peu défiguré le site. En 1967, la Corderie est classée monument historique et en 1976, grâce au contrat « ville moyenne » conclu deux ans auparavant, la restauration du bâtiment est commencée. Il s'agit là d'une entreprise coûteuse qui devrait être achevée en 1986. En dix ans, gros œuvre et aménagements nécessiteront une soixantaine de millions de francs dont 20 millions donnés par l'Etat, 18 millions par la ville, 16 millions par la chambre de commerce et d'industrie de Rochefort et de Saintonge, 7,4 millions par le département de Charente-Maritime et la région Poitou-Charentes.

La Chambre de commerce et d'industrie, le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres et la Ligue pour la protection des oiseaux ont été les premiers à s'installer dans la Corderie royale. Le Centre de rencontres de la mer devrait y emménager prochainement. Et le corps central est en cours de renforcement pour pouvoir « supporter » la bibliothèque municipale.

Dans le même temps, le jardin public de la marine sera étendu de façon à entourer la Corderie. Dès le XVII^e siècle, le jardin de la marine fut planté de fleurs et d'arbres exotiques, introduits en France par Rochefort. Tel le bégonia, originaire d'Amérique tropicale, qui fut ainsi nommé en l'honneur de l'épouse de Michel Bégon, intendant de Rochefort de 1688 à 1710.

L'arsenal était doté, bien évidemment, de formes de radoub — dont les Allemands ont fait sauter les portes en 1944. L'une de ces formes, construite et marquée en 1670, est actuellement la plus vieille du monde de ce type. Dévassées et munies de nouvelles portes, toutes ces formes devraient être des sites susceptibles d'attirer les visiteurs. Il y a aussi l'ancienne caserne (qui abrite maintenant le palais de justice), et l'hôpital des armées. Construit au dix-huitième siècle, désaffecté en avril dernier, ce dernier pose un problème à la municipalité : que faire de ce bel ensemble de bâtiments qui totalisent 27 000 mètres carrés de planchers et qui sont entourés d'un parc de 83 000 mètres carrés ? La bibliothèque et le musée de médecine navale, qui y resteront, n'occupent qu'une petite partie des locaux.

Aucun problème pour utiliser l'ancienne poudrière. Ce bâtiment, forcément isolé et doté de murs très épais, servira de local de musique pour les jeunes...

YVONNE REBEYROL.

(1) Ces poids comprennent le goudron qui imprégnait les cordages pour les rendre impréputrescibles.

Le Musée naval

Le musée naval de Rochefort, installé dans l'hôtel de Cheusses — le marquis de Cheusses, huguenot, était le propriétaire des terrains sur lesquels, après expropriation, fut construit l'arsenal — présente des maquettes très fidèles de bateaux, dont beaucoup furent construits à Rochefort, et des machines souvent inventées par les ingénieurs de l'arsenal. Il y a même une horloge à mouvement perpétuel, qui, bien entendu, ne marche jamais, faite en 1882, dit-on, par un forçat du bagne.

Toutes ces maquettes de bateaux à voiles ou à moteur, toutes ces machines permettent aux touristes, jeunes ou vieux, de passer très agréablement une journée pluvieuse de vacances.

Y. R.

• Ouvert tous les jours, sauf le mardi et les jours de fête, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Entrée : 10 francs ; 5 francs pour les étudiants ; 2,50 francs pour les enfants.